BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME
PUBLIÉE
SOUS LES AUSPICES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
2e SÉRIE. XVI, 2.

LES

REGISTRES DE MARTIN IV

(1281-1285)

RECUEIL DES BULLES DE CE PAPE

PUBLIÉES OU ANALYSÉES

D'APRÈS LES MANUSCRITS ORIGINAUX DES ARCHIVES DU VATICAN

PAR

Les Membres de l'École française de Rome

DEUXIÈME FASCICULE

Feuilles 15 à 29, pages 113 à 228.

PARIS
FONTEMOING ET Cie, ÉDITEURS
LIBRAIRES DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME
DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE DU CAIRE
DU COLLÈGE DE FRANCE ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
4, Rue Le Goff, 4 (près la rue Soufflot)

JANVIER 1913

BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

PREMIÈRE SÉRIE (format grand in-8°)

FASCICULE I. 1. ÉTUDE SUR LE *Liber Pontificalis*, par Monseigneur DUCHESNE. 2. RECHERCHES SUR LES MANUSCRITS ARCHÉOLOGIQUES DE JACQUES GRIMALDI, par M. Eugène MUNTZ. 3. ÉTUDE SUR LE MYSTÈRE DE SAINTE AGNÈS, par M. CLÉDAT. . . . . . . 10 fr.

II. ESSAI SUR LES MONUMENTS GRECS ET ROMAINS RELATIFS AU MYTHE DE PSYCHÉ, par M. Maxime COLLIGNON. . . . . 5 fr. 50

III. CATALOGUE DES VASES PEINTS DU MUSÉE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'ATHÈNES, par M. Maxime COLLIGNON (*avec sept planches gravées hors texte*). . . . . 10 fr.

IV. LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XVe ET LE XVIe SIÈCLE, recueil de documents inédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ, de l'Institut. PREMIÈRE PARTIE : Martin V — Pie II (1417-1464).
Ouvrage couronné par l'Institut.
N.-B. — Ce fascicule ne se vend qu'avec les IXe et XXVIIIe contenant les deuxième et troisième parties du travail de l'auteur. Prix des trois fascicules pris ensemble : 50 fr. *net*.

V. INSCRIPTIONS INÉDITES DU PAYS DES MARSES, recueillies par M. E. FERNIQUE. . . . . 1 fr. 50

VI. NOTICE SUR DIVERS MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE VATICANE. — RICHARD LE POITEVIN, moine de Cluny, historien et poète, par M. Elie BERGER (*avec une pl. en héliog.*). . . 5 fr.

VII. DU RÔLE HISTORIQUE DE BERTRAND DE BORN (1175-1200), par M. Léon CLÉDAT. . . . . 4 fr.

VIII. RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — I. **CORFOU**, par M. Othon RIEMANN (*avec deux planches hors texte, et trois bois intercalés dans le texte*). . . . . . 3 fr.
Voir Fascicules XII et XVIII.

IX. LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XVe ET LE XVIe SIÈCLE, recueil de documents indédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ. IIe PARTIE : Paul II (1464-1471). 1 vol. (*avec deux planches en héliogravure*). . . . . 15 fr.
Ouvrage couronné par l'Institut.
Ce fascicule ne se vend qu'avec le XXVIIIe contenant la troisième partie du travail de l'auteur. (*Voir également fascicule* IV.)

X. RECHERCHES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PEINTURE ET DE LA SCULPTURE CHRÉTIENNES EN ORIENT AVANT LA QUERELLE DES ICONOCLASTES, par Ch. BAYET. . . . . 4 fr. 50

XI. ÉTUDES SUR LA LANGUE ET LA GRAMMAIRE DE TITE-LIVE, par M. Othon RIEMANN, 2e éd., revue, corrigée et augmentée. 9 fr.

XII. RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — II. **CÉPHALONIE**, par M. Othon RIEMANN (*avec une carte*). . 3 fr.
Voir Fascicules VIII et XVIII

XIII. DE CODICIBUS MSS. GRÆCIS PII II, IN BIBLIOTHECA ALEXANDRINO-VATICANA schedas excussit L. DUCHESNE, gallicae in urbe scholæ olim socius. . . . . 1 fr. 50.

XIV. NOTICES SUR LES MANUSCRITS DES POÉSIES DE SAINT PAULIN DE NOLE, suivie d'observations sur le texte, par M. Emile CHATELAIN. . . . . 4 fr.

XV. INSCRIPTIONS DOLIAIRES LATINES. Marques de briques relatives à une partie de la *gens Domitia*, recueillies et classées par M. Ch. DESCEMET (*avec un très grand nombre de bois et de figures*). . . . . 12 fr. 50

XVI. CATALOGUE DES TERRES CUITES DU MUSÉE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'ATHÈNES, par M. J. MARTHA (*avec un bois intercalé dans le texte, et huit belles planches en héliogravure hors texte*). . . . . 12 fr. 50

XVII. ÉTUDE SUR PRÉNESTE, VILLE DU LATIUM, par M. Emmanuel FERNIQUE (*avec une grande carte et trois planches en héliogravure*). 7 fr. 50

XVIII. — RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — III. **ZANTE**. IV. **CÉRIGO**. V. **APPENDICE**, par M. Othon RIEMANN (*avec deux cartes hors texte*). . . . . 3 fr. 50
Voir Fascicules VIII et XII.

XIX. CHARTES DE TERRE SAINTE PROVENANT DE L'ABBAYE DE N.-D. DE JOSAPHAT, publiées par M. François DELABORDE (*avec deux planches en héliogravure*). . . . . 5 fr.

XX. LA TRIÈRE ATHÉNIENNE, ÉTUDE D'ARCHÉOLOGIE NAVALE, par M. A. CARTAULT, (*avec quatre-vingt-dix-neuf bois intercalés dans le texte et cinq planches gravées hors texte*). . . 12 fr.

XXI. ÉTUDES D'ÉPIGRAPHIE JURIDIQUE : DE QUELQUES INSCRIPTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION DE DIOCLÉTIEN. — I. **L'EXAMINATOR PER ITALIAM**. II. Le **MAGISTER SACRARUM COGNITIONUM**, par M. Edouard CUQ. . . . . 5 fr.

XXII. ÉTUDE SUR LA CHRONIQUE EN PROSE DE GUILLAUME LE BRETON, par M. François DELABORDE. . . . . 2 fr.

XXIII. L'ASCLÉPIÉION D'ATHÈNES, D'APRÈS LES RÉCENTES DÉCOUVERTES, par M. Paul GIRARD (*avec une grande carte et trois planches en héliogravure*). . . . . 5 fr. 50

XXIV. LE MANUSCRIT D'ISOCRATE URBINAS CXI DE LA VATICANE. DESCRIPTION ET HISTOIRE. — RECENSION DU PANÉGYRIQUE, par M. Albert MARTIN. . . . . 1 fr. 50

XXV. NOUVELLES RECHERCHES SUR L'ENTRÉE DE SPAGNE, CHANSON DE GESTE FRANCO-ITALIENNE, par Antoine THOMAS. . . . 2 fr.

XXVI. LES SACERDOCES ATHÉNIENS, par M. Jules MARTHA. . 5 fr.

XXVII. LES SCOLIES DU MANUSCRIT D'ARISTOPHANE A RAVENNE. ÉTUDE ET COLLATION, par M. Albert MARTIN. . . . . . . 10 fr.

XXVIII. Première section. LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XVe ET LE XVIe SIÈCLE, recueil de documents inédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ. TROISIÈME PARTIE : Sixte IV — Léon X (1471-1521). Première section (*avec deux planches*). . . . . 15 fr.
— *En préparation* : Deuxième section. — Voir ci-dessus, fasc. IV et IX.
Ouvrage couronné par l'Institut.

XXIX. LES ORIGINES DU SÉNAT ROMAIN, Recherches sur la formation et la dissolution du Sénat patricien, par M. G. BLOCH. . 9 fr.

XXX. ÉTUDE SUR LES LÉCYTHES BLANCS ATTIQUES A REPRÉSENTATIONS FUNÉRAIRES, par M. E. POTTIER (*avec quatre planches en couleur*). . . . . 6 fr.

XXXI. LE CULTE DE CASTOR ET POLLUX EN ITALIE, par M. Maurice ALBERT (*avec trois planches*). . . . . 5 fr. 50

XXXII. LES ARCHIVES DE LA BIBLIOTHÈQUE ET LE TRÉSOR DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM, A MALTE, par M. DELAVILLE LE ROULX. . . . . 8 fr.

XXXIII. ÉTUDE SUR LE CULTE DES DIVINITÉS D'ALEXANDRIE (*Sérapis, Isis, Harpocrate, Anubis*) HORS DE L'EGYPTE, depuis les origines jusqu'à la naissance de l'Ecole néo-platonicienne, par M. Georges LAFAYE (*avec cinq planches*). . . . . 10 fr.

XXXIV. TERRACINE, essai d'histoire locale, par M. R. DE LA BLANCHÈRE (*avec deux eaux-fortes et cinq planches dessinées par l'auteur*). . . . . 10 fr.

XXXV. FRANCESCO DA BARBERINO ET LA LITTÉRATURE PROVENÇALE EN ITALIE AU MOYEN AGE, par M. Antoine THOMAS. . . . 5 fr.

XXXVI. ÉTUDE DU DIALECTE CHYPRIOTE MODERNE ET MÉDIÉVAL, par Mondry BEAUDOUIN. . . . . 5 fr.

XXXVII. LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES DE L'ITALIE SOUS LES EMPEREURS ROMAINS (43 av. J.-C.-330 apr. J.-C.), par M. Camille JULLIAN. . . . . 4 fr. 50

XXXVIII. LA VIE MUNICIPALE EN ATTIQUE. Essai sur l'organisation des dèmes au IVe siècle, par B. HAUSSOULIER. . . . . . 5 fr.

XXXIX. LES FIGURES CRIOPHORES DANS L'ART GREC, L'ART GRÉCO-ROMAIN ET L'ART CHRÉTIEN, par M. A. VEYRIES. . . . 2 fr. 25

XL. LES LIGUES ÉTOLIENNE ET ACHÉENNE, LEUR HISTOIRE ET LEURS INSTITUTIONS, NATURE ET DURÉE DE LEUR ANTAGONISME, par M. Marcel DUBOIS (*avec deux cartes coloriées*). . . . . 7 fr.

XLI. LES STRATÈGES ATHÉNIENS, par M. AM. HAUVETTE-BESNAULT. . . . . 5 fr.

XLII. ÉTUDE SUR L'HISTOIRE DES SARCOPHAGES CHRÉTIENS. CATALOGUE DES SARCOPHAGES CHRÉTIENS DE ROME QUI NE SE TROUVENT POINT AU MUSÉE DU LATRAN, par René GROUSSET. 3 fr. 50

XLIII. LA LIBRAIRIE DES PAPES D'AVIGNON, SA FORMATION, SA COMPOSITION, SES CATALOGUES (1316-1420), d'après les registres de comptes et d'inventaires des archives vaticanes, par Maurice FAUCON. Tome Ier. . . . . 8 fr. 50
Voir Fascicule L.

XLIV-XLV. LA FRANCE EN ORIENT AU XIVe SIÈCLE. Expédition du maréchal Boucicaut, par M. DELAVILLE LE ROULX, 2 beaux volumes. 25 fr.

XLVI. LES ARCHIVES ANGEVINES DE NAPLES. Etude sur les registres du roi Charles Ier (1265-1285), par M. Paul DURRIEU. 2 vol. Tome Ier. . . . . 8 fr. 50
Voir Fascicule LI.

XLVII. LES CAVALIERS ATHÉNIENS, par M. Albert MARTIN, 1 fort volume. 18 fr.

XLVIII. LA BIBLIOTHÈQUE DU VATICAN AU XVe SIÈCLE, d'après des documents inédits. Contributions pour servir à l'histoire de l'humanisme, par MM. Eugène MUNTZ, de l'Institut, et Paul FABRE. . . . . 12 fr. 50

XLIX. LES ARCHIVES DE L'INTENDANCE SACRÉE A DÉLOS (315-166 av. J.-C.), par M. Théophile HOMOLLE, membre de l'Institut (*avec un plan en héliogravure*). . . . . 5 fr. 50

L. LA LIBRAIRIE DES PAPES D'AVIGNON. Sa formation, sa composition, ses catalogues (1316-1420), par M. Maurice FAUCON. Tome II et dernier. . . . . 7 fr.
Voir Fascicule XLIII.

LI. LES ARCHIVES ANGEVINES DE NAPLES. Etude sur les registres du roi Charles Ier (1265-1286), par Paul DURRIEU, archiviste paléographe. Tome II et dernier (*avec 5 planches bulle en héliogravure*). . . . . 14 fr.
Voir Fascicule XLVI.

LII. LE SÉNAT ROMAIN DEPUIS DIOCLÉTIEN, A ROME ET A CONSTANTINOPLE, par M. Ch. LÉCRIVAIN. . . . . 6 fr.

LIII. ÉTUDES SUR L'ADMINISTRATION BYZANTINE DANS L'EXARCHAT DE RAVENNE (568-751), par Ch. DIEHL. . . . . 15 fr. *net*.
Epuisé. — Ne se vend qu'avec la collection complète.

LIV. LETTRES INÉDITES DE MICHEL APOSTOLIS, publiées d'après les manuscrits du Vatican, avec des *opuscules inédits* du même auteur, une introduction et des notes, par H. NOIRET (*avec une grande planche en héliogravure*). . . . . 7 fr.

LV. ÉTUDES D'ARCHÉOLOGIE BYZANTINE. L'EGLISE ET LES MOSAÏQUES DU COUVENT DE SAINT-LUC, EN PHOCIDE, par Ch. DIEHL (*avec sept bois intercalés dans le texte et une planche hors texte*). . . . . 3 fr. 50

LVI. LES MANUSCRITS DE DANTE DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE. Essai d'un catalogue raisonné, par L. AUVRAY (*avec deux planches en héliogravure*). . . . . 6 fr.

LVII. L'ORATEUR LYCURGUE. Etude historique et littéraire, par M. DÜRRBACH. . . . . 4 fr.

LVIII. ORIGINES ET SOURCES DU ROMAN DE LA ROSE, par M. Ernest LANGLOIS. 5 fr.

LIX. ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DU ROYAUME DE SICILE SOUS CHARLES Ier ET CHARLES II D'ANJOU, par M. Léon CADIER. 8 fr.

LX. ELATÉE, LA VILLE, LE TEMPLE D'ATHENA CRANAIA, par M. Pierre PARIS. 1 vol. avec nombreuses fig. sur bois dans le texte et 15 belles planches hors texte en héliogravure ou gravées. 14 fr.

LXI. DOCUMENTS INÉDITS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA DOMINATION VÉNITIENNE EN CRÈTE DE 1380 A 1499, tirés des archives de Venise, publiés et analysés par H. NOIRET (*avec une carte de l'île de Crète*). . . . . 15 fr.

LXII. ÉTUDE SUR LE LIBER CENSUUM DE L'EGLISE ROMAINE, par M. Paul FABRE. . . . . 7 fr.

LXIII. LA LYDIE ET LE MONDE GREC AU TEMPS DES MERMNADES (687-546), par M. Georges RADET (*avec une grande carte coloriée hors texte*). . . . . 12 fr.

men etiam si fuerint juramentorum, penarum adjectione vel quovis alio vinculo roborate, de potestatis plenitudine dissolventes et carere decernentes omni robore firmitatis, universos et singulos qui se ad earum observationem quomodocumque seu quantumcumque sollempniter astrinxerunt, ad eas observandas decernimus non teneri, nec pro eo quod ipsas de cetero non servaverint de reatu perjurii aut ratione penarum vel conventionum quorumlibet adjectarum in illis posse in judicio vel extra judicium impeti seu aliquatenus molestari; quinimmo eos ab illarum observatione sub pena excommunicationis, quam ex nunc ferimus, et ipsos si secus fecerint incurrere volumus, ipso facto precipimus penitus abstinere. Sane omnibus tam personis ecclesiasticis et secularibus quam civitatibus locisque aliis et universitatibus supradictis, que hujusmodi mandatis nostris, preceptis et inhibitionibus contumaciter non parebunt, aperte predicimus quod non solum ad exequendum comminationes premissas, sed et alias gravius spiritualiter et temporaliter contra eos, et specialiter contra civitates quas contigerit in hujusmodi contumacia deprehendi, ad privandum eos archiepiscopali vel episcopali dignitate, contra memoratos vero rebelles dicte insule, ad interdicendum ipsis cum quibuslibet aliis et aliis quibuscumque cum eis omne commertium, quando et prout facti suaserit qualitas et expediens fore viderimus, procedemus. Ad hec prefatis regi Aragonum, Michaeli Paleologo et ceteris universis qui contra premissa nostra monita, precepta vel inhibitiones predictum regnum Sicilie in prefata insula sive in reliquis ejusdem regni partibus invadere, turbare, impetere seu quomodolibet molestare presumpserunt publice vel occulte, hoc generali et publico denuntiamus edicto, quod nisi dictus rex Aragonum et alii predicti in eisdem insula et regno Sicilie ac vicinis seu totius Italie partibus commorantes infra instans festum Purificationis beate Virginis, alii vero magis remoti infra kalendas mensis aprilis, et dictus Paleologus infra kalendas mensis maii proximo futuras, quod tempus eis ad hoc pro peremptorio termino assignamus, humiliter ad nostra et ecclesie mandata redierint, precise nostris parituri beneplacitis et tam nobis et Ecclesie quam memorato regi Carolo de contumatia et contemptu, dampnis et injuriis omnique interesse satisfactionem plenariam competenti tempore, quod eis ad id prefiximus, impensuri, ex nunc personas earum, citra mortis et mutilationis periculum, et omnia bona mobilia exponimus a quibuslibet fidelibus libere occupanda, ipsosque feudis, bonis et juribus omnibus que a Romana vel aliis quibuscumque tenent ecclesiis, privilegiis, indulgentiis et gratiis a juramento fidelitatis quo forsan tenentur eisdem penitus absolventes. Lapso vero dicto termino, quandocumque nobis visum fuerit, ad privandum eundem regem Aragonum, ipsius etiam absentia non obstante, prefato regno Aragonie omnibusque aliis terris suis, seu ad ipsa regnum et terras similiter exponenda, quoad ipsum regnum et terras prefata semper nostro et ejusdem Romane Ecclesie jure salvo, et nichilominus contra eum pro qualitate criminum, quibus ut pretactum est eum obnoxium superiora pretendunt, quantum nostrum patietur officium, facti qualitas suggeret et nobis expedire videbitur, auctore domino procedemus. Predictas vero excommunicationis sententias prohibemus absque speciali mandato Sedis Apostolice, nisi forsan in mortis articulo, relaxari; quo casu nisi absolutionis beneficium optinentes infra tres menses postquam restituti fuerint sanitati, de loco interdicto si forsan inibi fuerint recedentes, apostolico se conspectui curaverint presentare, satisfacturi de suis excessibus pro quibus hujusmodi sententias incurrerunt et ipsius Sedis beneplacitis parituri, eo ipso in easdem sententias relabantur. Ipsas quoque sententias sic firmiter et inviolabiliter volumus observari, quod absolvendi ab eis vel relaxandi easdem, nisi forsan in mortis articulo, ut dictum est, tam omnibus nostris penitentiariis quam aliis quibuslibet confessoribus, sive generalibus sive specialibus seu familiaribus, quarumcumque vel quantumcumque sublimium personarum ubilibet consistentium adimimus potestatem, etiam si a nobis vel aliquo predecessorum nostrorum, sub quacumque verborum forma, generalem vel specialem aut liberam absolvendi aliquem vel aliquos a sententiis hominis vel canonis seu alias eas quomodolibet relaxandi obtinuerint facultatem. Si quis autem, sine dicte Sedis speciali mandato obtinendo, deinceps contrarium forte presumpserit, tam absolventem a predictis sententiis seu relaxantem easdem quam hujusmodi absolutionem vel relaxationem recipientem, in quacumque dignitate, preeminentia, statu vel ordine fuerint constituti, ex hac causa excommunicationis vinculo innodamus, relaxationem etiam hujusmodi sententie Sedi prefate similiter reservantes, mortis articulo dumtaxat excepto; et tunc nisi sanitate recepta infra tempus competens juxta locorum distantiam ad eandem Sedem venerint, suum humiliter recognituri reatum et ipsius Sedis beneplacitis parituri, relabantur in easdem sententias ipso facto. Ab hiis vero mulieres in hoc tantum excipi volumus, ut si solum ratione prestiti favoris hujusmodi sententias forsan inciderint, possint per suos diocesanos juxta formam ecclesie absolutionis beneficium obtinere. Ut autem hujusmodi noster processus ad communem omnium notitiam deducatur, cartas sive membranas, processum continentes eundem, in ecclesie sancti Flaviani martyris appendi vel affigi hostiis

seu superliminaribus faciemus, que processum ipsum suo quasi sonoro preconio et patulo indicio publicabunt, ita quod hii quos processus ipse contingit nullam postea possint excusationem pretendere, quod ad eos talis processus non pervenerit vel quod ignorarint eundem, cum non sit verisimile remanere quoad ipsos incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur.

» Actum apud Montemfiasconem ante predictam Ecclesiam Sancti Flaviani in festo Dedicationis basilice Principis Apostolorum, pontificatus nostri anno secundo. »

277 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Processus habitus contra Conradum de Antiochia. — (Reg. 41, fol. 104; ann. II, Cur. nº 12; — Potthast, nº 21949.)

« *Processus habitus contra Conradum de Antiochia, in die Dedicationis basilice Principis apostolorum.* Martinus episcopus, servus servorum Dei. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum nobilis vir Conradus de Antiochia, sicut ipsius habet confessio, testibus et testimonio publice scripture firmata, graviter Romanam Ecclesiam et carissimum in Christo filium nostrum Carolum Sicilie regem illustrem offendit, ejusdem Ecclesie inhibitionibus, comminationibus aliisque processibus omnino contemptis, adherendo quondam Conradino nepoti dudum Frederici, olim Romanorum imperatoris, et veniendo cum ipso ad prelium contra regem eundem, in quo idem Conradus de Antiochia captus fuit per gentem regis ejusdem et sic morti expositus, quod nisi felicis recordationis Clemens papa quartus, predecessor noster, prefatum regem rogavisset instantissime pro ipsius vita salvanda, idem Conradus decapitationis periculum subiisset. Propter quod idem Conradus in presentia pie memorie Gregorii pape X, predecessoris nostri constitutus, venerabili fratri nostro Petro archiepiscopo Narbonensi, tunc camerario predecessoris ipsius, presenti, ejusdemque ac ipsius Ecclesie nomine stipulanti, promisit, quod ipse in perpetuum seset fidelis et obediens eidem predecessori Gregorio ejusque successoribus, nec ullo unquam tempore per se vel per alium, auxilio vel consilio eundem predecessorem G. vel successores ipsius, aut dictos Ecclesiam, regem, vel heredes aut terram seu gentem ipsius offenderet publice vel occulte, nec unquam procuraret aut tractaret dampnum ipsorum, nec adhereret inimicis eorum, nec ipsos inimicos seu gentem ipsorum receptaret, vel daret eis, vel eorum alicui auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, nec eorum vel alicujus ex eis litteras vel nuntium reciperet, et si quando ad ejus manus forsitan pervenirent, id Summo Pontifici, Ecclesie Romane aut dicto regi vel ipsius heredibus quam cito posset com[m]ode revelaret. Promisit etiam quod quandocumque Summo Pontifici propter aliquod instans periculum videretur, et id per se vel per alium eidem Conrado de Antiochia mandaret, ipse Conradus ad ejusdem Summi Pontificis veniret presentiam, moraturus secundum mandatum ejusdem per ipsum vel per alium faciendum ubi, quantum et quomodo papa vellet; et nichilominus ad ipsius pape mandatum similiter per se vel per alium faciendum assignaret castrum quod dicitur Sarraciniscu, liberum et absque omni impedimento in manibus ipsius pape seu Ecclesie Romane, vel alteri cui papa seu Ecclesia Romana per se vel per alium assignari mandaret. Promisit quoque specialiter idem Conradus se curaturum et facturum, quod filius suus, eo vivente, nunquam contra papam, Romanam Ecclesiam aut dictum regem vel heredes ipsius seditionem concitaret, vel guerram moveret, vel terram eorum occuparet, aut operam daret, quod ipsi vel eorum alter terram suam vel partem illius perdant, seu quod terra ipsorum vel pars ejus ab aliis occupetur. Quod si ullo unquam tempore contra predictos papam, Ecclesiam, regem aut heredes ipsius, idem Conradus, seu ipso vivente filius ejus, seditionem concitaverit, guerram moverit, terram alicujus ipsorum occupaverit vel facientibus hec adheserit, seu astiterit, vel aliquid aliud contra ipsos commiserit, propter quod vel simile commissum in imperatorem, si imperator ipsius Conradi dominus esset, bona ejusdem Conradi essent de jure publicanda, idem Conradus promisit, voluit et consensit, quod eo ipso cadat a tota terra sua et ab omni jure quod habet, vel sibi competit in ipsa, vel quibuscumque aliis terris, aut juribus, et hujusmodi jure dictaque terra sit ipso facto privatus, et tam terra quam jura ipsa, eo ipso sint Romane Ecclesie publicata, et in ipsius dominium plene transeant, eique sint plenarie applicata. In hoc preterea casu idem Conradus omnes vassallos suos a juramento fidelitatis et omni obligatione, quibus sibi vel suis heredibus tenerentur absolvit, et esse voluit absolutos. Et promisit se curaturum et facturum quod dicti vassalli jurabunt, quod si contingeret bona ipsius Conradi Ecclesie Romane, ut predicitur, publicari, ipsi vassalli eidem Conrado, vel ejus heredibus non assistent vel favebunt in aliquo, sed devoti, obedientes et fideles erunt Ecclesie Romane tam contra ipsum Conradum et heredes ipsius quam adversus alios universos. Promisit insuper quod si et quando super hiis pro parte Summi Pontificis fuerit requisitus, renovabit omnes obligationes que in instrumento confecto de hiis omnibus continen-

tur, quodque curabit et faciet, quod uxor sua renuntiabit juri ypothecarum quas habet tacitas vel expressas in terra et juribus predictis, et eas sibi quantum ad illa que in eodem continentur instrumento expresse remittet. Hec autem omnia et singula memoratus Conradus sub excommunicationis ac aliis penis, omniumque bonorum suorum obligatione, sollempni stipulatione promittens juravit, tactis Sacrosanctis Evangeliis, ea se inviolabiliter observare, nec contra ipsa, vel eorum aliquod ullo unquam tempore vel modo venire, constituens se premissa bona sua nomine pape qui pro tempore fuerit, et Ecclesie Romane, tenere ac possidere, ita quod si forsan dictus Conradus contra predicta veniret, vel aliquod predictorum, liceat pape per se vel per alium predicta omnia bona capere, occupare, ac retinere, sine omni reclamatione, questione vel lite, prefato Conrado et suis heredibus a postpositione et tenuta eorundem bonorum prorsus ammotis, datis nichilominus certis fidejussoribus pro hiis omnibus et singulis inviolabiliter observandis et plenarie adimplendis, prout instrumenti predicti quondam Bassi, Camere ipsius Ecclesie Romane publici notarii manu confecti, series plenius manifestat. Nos itaque, instans ex turbatione in Sicilie regno hiis diebus exorta periculum attendentes, tam ex virtute dictarum promissionum, et debito prestiti juramenti quam auctoritate apostolica, ipsum Conradum de Antiochia monemus, sibique mandamus ac districte precipimus ut omnes et singulas promissiones predictas diligenter observet et specialiter ut nobis nostrisque successoribus et eidem Ecclesie obediens in perpetuum et fidelis existat; item quod nullo unquam tempore per se vel per alium auxilio vel consilio, nos, dictos successores, Ecclesiam, regem Carolum vel heredes aut terram seu gentem ipsius offendat publice vel occulte; item quod nunquam procuret aut tractet dampnum nostrum, Ecclesie, regis vel heredum ipsius; item quod nunquam adhereat inimicis nostris, dictorum Ecclesie, regis vel heredum, nec eos receptet seu gentem ipsorum, nec det eis, vel eorum alicui auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum; item quod nunquam eorundem inimicorum vel alicujus ex eis litteras vel nuntium recipiat et, si quando ad manus ipsius pervenerint, id nobis, Ecclesie vel regi predictis seu ejusdem regis heredibus quamcito poterit absque fraude revelet; item, cum pluries vocatus a nobis ut ad nostram veniret presentiam se excusaverit, propter infirmitatem proprii corporis qua asseruit se gravari, simili modo precipimus, et mandamus eidem, ut impedimento cessante hujusmodi, omni alia occasione postposita, personaliter ad presentiam nostram accedat moraturus juxta dictam promissionem suam, in loco de quo duxerimus ordinandum ; item propter predictum instans periculum eundem Conradum de Antiochia simili modo monemus, eique mandamus atque precipimus ut dictum castrum quod dicitur Sarraciniscu, liberum absque omni impedimento infra decem dies postquam requisitus fuerit, dilecto filio .. abbati Sublacensi, vel ejus certo nuntio quem ad hoc specialiter deputamus, nostro et Ecclesie Romane nomine, assignet; item eodem modo mandamus eidem ut curet et faciat quod filius suus eo vivente nunquam contra nos, successores nostros predictos, Ecclesiam, regem vel heredes ipsius seditionem concitet aut guerram moveat, vel terram nostram, Ecclesie, seu regis predicti occupet vel invadat aut operam det quod nos vel ipsi Ecclesia, rex seu heredes ipsius terram perdamus, seu quod terra nostra, Ecclesie, regis, vel heredum ipsorum ab aliis occupetur; item simili modo precipimus et mandamus, quod idem Corradus curet et faciat dictos vassallos jurare, quod si bona ipsius Corradi ut predicitur contigerit publicari, ipsi vassalli eidem Corrado vel heredibus suis non assistent vel favebunt in aliquo, sed devoti, obedientes et fideles erunt nobis nostrisque successoribus et Ecclesie Romane tam contra ipsum Conradum et heredes ipsius, quam contra alios universos; item eundem Conradum de Antiochia requirimus et monemus eique simili modo mandamus atque precipimus, quod infra decem dies coram predicto abbate, vel ejus certo nuntio, nostro et ejusdem Ecclesie nomine recipienti, renovet omnes promissiones et obligationes que continentur in instrumento predicto. Quod si dictus Conradus nostris monitis, mandatis, et requisitioni, vel alicui eorum predictis contumaciter parere contempserit, nos ipsum excommunicationis, terram vero ipsius interdicti sententiis, quas ex nunc ferimus, decernimus subjacere, ac penas in prefato instrumento contentas, juxta ejusdem instrumenti seriem et exactionem earundem penarum quam alias gravius contra eum spiritualiter et temporaliter, prout facti consideratio suggeret et expedire viderimus, procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus etc., ut supra usque in fine. »

278 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Processum apud Urbemveterem in festo ascensionis Domini proximo praeterito contra Michaelem Paleologum, qui Graecorum imperator se nominat, habitum, ratum habet et confirmat. — (Reg. 41, fol. 105; ann. II, Cur. nº 13; — Potthast, nº 21948.)

« *Processus habitus contra Michaelem Paleologum*. Mar-

tinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum apud Civitatem Urbevetanam in platea majoris ecclesie civitatis ipsius, in festo Dedicationis basilice Principis Apostolorum, Michaelem Paleologum, qui se imperatorem nominat, tanquam Grecorum antiquatorum scismaticorum et in scismate constitutorum antiquo, et per hoc hereticorum necnon et heresis ipsorum ac scismatis antiquati fautorem, de fratrum nostrorum consilio denuntiare curavimus excommunicationis sententiam latam a canone incurrisse, ac ipsius fore sententiae vinculo innodatum; universis et singulis regibus, principibus, ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus et ceteris omnibus cujuscumque sint preeminentie, conditionis aut status, ac universitatibus civitatum, castrorum, aliorumque locorum districtius inhibentes, ne cum ipso Michaele Paleologo, in excommunicatione hujusmodi permanente, sotietatem vel confederationem aliquam contrahere, sub quovis ingenio vel machinatione presumerent, vel ei alias in hiis pro quibus excommunicatus extitit denuntiatus a nobis prestare consilium, auxilium vel favorem publicum vel occultum, et si secus presumptum existeret, omnes singulares persone contrarium presumentes, non obstante qualibet indulgentia sub quacumque forma verborum vel expressione ipsis ab Apostolica Sede concessa vel in posterum concedenda, quam quoad hoc viribus omnino carere volumus, excommunicationis sententiam quam ex tunc in illos protulimus incurrerent ipso facto, ac nichilominus cominantes, quod terras ipsorum et universitates easdem que secus attemptare presumerent, prout videremus expediens subiceremus ecclesiastico interdicto, ad privationem bonorum omnium que a quibuslibet tenent ecclesiis et alias spirituales et temporales penas prout putaremus utile processuri; societatem et confederationem predictas, etiam si penarum et juramenti adjectione, vel quacumque forent alia firmitate vallate, decrevimus irritas et inanes. Postmodum autem detestandis aliquorum astutiis et fucatis obviare malitiis cupientes, apud civitatem eandem in platea predicta, in die Cene Domini proximo preterito, districte duximus inhibendum, ne aliqua ecclesiastica secularisve persona, cujuscumque preeminentie, conditionis aut status, necnon et universitates civitatum, castrorum et aliorum predictorum locorum, sub spetie seu fraude comertii aut alio quocumque quesito colore ad prefatum Paleologum et terram quam ipse tenet aut sibi vel suis gentes, arma, equos, ferrum lignamina, naves, galeas, aliaque vasa vel quelibet alia per que dictus Paleologus ad prestandum favorem scismaticis et scismati supradictis, validior, efficatior aut instructior reddi posset, deferrent, mitterent, sive venderent, aut sub quavis fraude, vel ingenio, seu qualitercumque dimitterent ibidem in derogationem hujusmodi nostrae inhibitionis et orthodoxe fidei detrimentum. Quod si secus in hac parte attemptatum existeret, nos omnes singulares personas contrarium presumentes, excommunicationis sententiam, quam ex tunc in ipsos protulimus, incurrere voluimus ipso facto, ac nichilominus terras et universitates easdem que secus attemptare presumerent, ex tunc ecclesiastico subjecimus interdicto, ad privationem bonorum omnium que a quibuscumque tenent ecclesiis et ad alias etiam spirituales et temporales penas, prout putaremus utile, processuri. Ac nichilominus apud civitatem predictam in eadem platea in festo Ascensionis Domini proximo preterito predictas sententias ratas habentes, eas ex causis eisdem duximus innovandas. Ne igitur in hac parte aliquid attemptari contingat in dispendium fidei christiane ad cujus intendimus assiduum incrementum, declarationem, inhibitiones, comminationes, sententias et processus quoslibet supradictos ac innovationem hujusmodi ratos manere volentes et decernentes, plenum robur firmitatis habere declarationem, inhibitionem, comminationes, sententias et processus prefatas universos et singulos ex causis predictis de predictorum fratrum consilio ratificamus et etiam innovamus. Ut autem hujus noster processus, etc. ut in alia. »

279 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Sententias contra Guidonem dictum comitem Montisferetri et complices ejus in Dedicationis basilicae Principis Apostolorum pontificatus anni primi, Coenae Domini anni secundi, denique in Ascensionis ipsius anni festis latas et promulgatas, ratas habet et innovat. — (REG. 41, fol. 105; ann. II, Cur. nº 14.)

« *Processus habitus contra Guidonem de Monteferetro et rebelles de Romaniola.* Martinus, etc. ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Contra Guidonem dictum comitem Montisferetri, stipendiarios et complices suos et specialiter capitaneum, consilium et universitatem partis Lambertatiorum de Bononia, necnon potestates, capitaneos, consiliarios Forlivii, Forimpopuli, Cesene ac Cervie civitatum, castri Brettenorii aliorum que locorum provincie Romaniole adherentium Guidoni et aliis supradictis ac universitates eorum, ipsorum excessibus et contumatia exigentibus, necnon et contra alios occasione ipsorum diversas monitiones, inhibitiones, comminationes, precepta et alios processus fecimus, sententias excommunicationis et interdicti ac

confiscationis promulgavimus et penas induximus, justitia suadente, sicut in processibus primo in Dedicationis basilice Principis Apostolorum, pontificatus nostri anni primi, deinde in Cena Domini pontificatus nostri anni secundi, et demum in Ascensionis dominice pontificatus nostri ejusdem anni secundi festis per nos super hoc habitis plenius continetur. Hec itaque omnia et singula, sicut in eisdem processibus continetur, tamquam nominatim et singulariter repetita, rata et firma manere ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, in omnes singulares personas excommunicationis, in civitates vero, castra et alia loca predicta necnon et universitates ipsorum interdicti sententias, ex eisdem causis et propter auctam ipsorum contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis, et a nobis prohibita prosequendo diutius, exigente ipsorum pertinatia, de nostrorum fratrum consilio promulgamus. Et nichilominus predictos Guidonem, stipendiarios, complices suos et specialiter capitaneum, consilium et universitatem partis Lambertatiorum de Bononia, potestates, capitaneos et consiliarios civitatum et castrorum predictorum, presente hac fidelium multitudine copiosa, monemus eisque districte precipimus ut a suis excessibus, dampnis et injuriis nostris et Ecclesie Romane penitus desistentes, ad nostra et ejusdem Ecclesie mandata infra instans festum Natalis Domini humiliter redeant de premissis dampnis et injuriis omnique interesse nobis et eidem Ecclesie Romane satisfactionem plenariam competenti tempore, quod prefigendum eis ad id duxerimus, impensuri; alioquin omnes singulares personas excommunicationis, civitates vero, castra, aliaque loca predicta et universitates ipsorum interdicti sententiis quas ex nunc in ea ferimus volumus subjacere. Et nichilominus bona ipsorum, si qua forsan extra jurisdictionem temporalem ipsius Ecclesie obtinent per eos ad quos id pertinet mandabimus confiscari. Et supradictis personis singularibus utra periculum mortis et mutilationis expositis tam ipsis quam civitatibus, castris, aliisque locis et universitatibus memoratis interdicere curabimus cum quibuslibet omne comertium et aliis quibuscumque cum eis; alias gravius contra eos spiritualiter et temporaliter, prout qualitas facti suaserit et expedire putabimus, annuente Domino, processuri. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. ut supra. »

280 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Sententias interdicti et excommunicationis a se aut ab episcopo Balneoregensi contra potestatem, capitaneum, consilium et commune Perusinae civitatis latas, ratas habet et confirmat — (Reg. 41, fol. 105, ann. II, Cur. nº 15.)

« *Processus habitus contra Perusinos.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Credimus esse notoria dampnosa gravamina et enormia dispendia quibus .. potestas, .. capitaneus, consilium et commune Perusini contra dilectos filios .. potestatem, .. capitaneum, consilium et commune Fulginates ac ecclesias et loca ecclesiastica, singulares quoque personas de terris Ecclesie Romane, in nostrum et ipsius Ecclesie contemptum, nequiter excesserunt, nec possumus de facili narrare per singula mansuetudinem et allocutiones tam per nuntios quam per litteras, ac monitiones et comminationes paternas quibus nos et ipsa Ecclesia dictos Perusinos extitimus prosecuti. Et tandem quia ipsi Perusini spretis mansuetudine, allocutionibus, monitionibus et comminationibus hujusmodi, ac mandatis apostolicis, et excommunicationis ac interdicti et decem milium marcarum argenti penis sub certa forma ipsis impositis, excessus excessibus cumularunt, nos predictos potestatem, capitaneum, consilium et commune Perusinos easdem incurrisse penas, et civitatem Perusinam ecclesiastico subjacere interdicto expressius declarantes, mandavimus venerabili fratri nostro .., episcopo Balneoregensi, ut interdictum ipsum in eadem civitate observari faciens, ipsis Perusinis, nonnisi baptismum parvulis et penitentiam morientibus, duntaxat de sacramentis ecclesiasticis, faceret ministrari, preciperet quoque Perusinis eisdem ex parte nostra, sub pena privationis omnium privilegiorum, indulgentiarum, seu gratie ipsis a sede Apostolica concessorum, ac feudorum et bonorum, etiam si castra, ville possessiones culte vel inculte, nemora, prata, lacus, jura vel jurisdictiones existerent, que a prefata Romana, vel aliis tenebant ecclesiis aut monasteriis, seu si castra, ville, possessiones nemora, prata, lacus, jura et jurisdictiones hujusmodi quocumque alio modo ad predictam Romanam, vel alias ecclesias, vel monasteria, seu loca ecclesiastica pertineant, ut comparerent certo termino coram nobis, parituri mandatis nostris et Ecclesie memorate, ac facturi et recepturi quod eis videremus pro tam temerariis ausibus injungendum, et si dicti Perusini pertinaces existerent, dictus episcopus injungeret venerabili fratri nostro .. episcopo et dilectis filiis clero Perusinis, tam religiosis quam secularibus ut de civitate ipsa exirent, ad illam absque ipsius Sedis licentia nullatenus reversuri, reservatis ibidem aliquibus personis ydoneis pro baptismate ac penitentia, ut predicitur, ministrandis. Sicque dicto episcopo Balneoregensi mandatum apostolicum exequente, ac dictis

Perusinis durius affirmatis, et gravius delinquentibus in eorum precipitium, et Ecclesie prefate contemptum, nos eorum culpis superexcrescentibus, iterato de quadam mansuetudine dicto episcopo Balneoregensi mandavimus ut inter alia prefatis Perusinis, universaliter sub pena privationis predicte, ac singulariter singulis de predicta civitate, judicibus et tabellionibus videlicet, sub privationis judicatus et tabellionatus, et aliis de prefata civitate sub aliis gravibus et expressis penis, districte sub certa forma preciperet, ut coram nobis certo alio termino quem eis pro peremptorio duximus assignandum, comparerent, nostris et Ecclesie memorate mandatis super premissis omnibus et singulis et ea contingentibus parituri; et si memorati Perusini comparere negligerent, prefatus episcopus Balneoregensis universos et singulos supradictos, quos ex tunc penas easdem incurrisse decrevimus, omnibus privilegiis, indulgentiis, gratia, feudis, bonis, castris, villis, possessionibus, nemoribus, pratis, lacu, juribus, vel jurisdictionibus predictis, judices vero specialiter et tabelliones, judicatus et tabellionatus officiis, denuntiaret et nuntiari faceret esse privatos : ita quod in potestates, vel capitaneos, aut rectores, vel ad quodcumque aliud officium, vel regimen civitatum, castrorum, vel locorum hujusmodi, non possent assumi, et si assumerentur, etiam assumentes excommunicati existerent; et quamdiu tales preessent, civitates, castra et loca predicta, interdicto ecclesiastico subjacerent; mandata quoque, precepta et statuta omnesque processus que facerent et sententias quas ferrent ac quicquid penitus in contractibus et obligationibus, sive in quibuscumque aliis actibus agerent, sic assumpti, nulla, irrita et vacua essent; instrumentis insuper que dicti tabelliones ex tunc facerent, in judiciis vel extra, nulla fides adhibenda foret; predicens Perusinis memoratis, quod si ulterius in dampnatione hujusmodi perdurarent, contra personas et bona eorum et alias procederemus spiritualiter et temporaliter prout viderimus expediens contra eos. Super quibus omnibus dictus Balneoregensis episcopus mandatum apostolicum efficaciter adimplevit. Sed nec sic dictorum Perusinorum obstinatio potuit emolliri, quin potius in illa nequiter perdurantes, non solum se ipsos a devotione ipsius Ecclesie subtraxerunt, verum etiam alios ab ipsa devotione subtrahere nisi sunt hactenus, et dampnabili volositate nituntur. Quare nos, Perusinorum eorundem pertinaci contumatia exigente, penas et sententias easdem et quoslibet processus habitos contra eos ratificantes, approbantes, et etiam innovantes, prefatos Perusinos, presente hac fidelium multitudine copiosa, monemus, eisque districte precipimus ut ipsi potestas et capitaneus videlicet personaliter, consilium vero et commune Perusina per syndicum ad hoc specialiter constitutum, infra instans festum Natalis Domini, quod eis pro peremptorio termino assignamus, compareant coram nobis, nostris et Ecclesie memorate precise parituri mandatis, ac dictis Fulginatibus de illatis dampnis et injuriis satisfactionem plenariam impensuri, ac recepturi pro meritis et facturi alias quod eis propter premissa duxerimus injungendum : alioquin ex tunc ad exponendum personas citra mortis et mutilationis periculum captioni, et bona eorundem Perusinorum occupationi fidelium, ac ad interdicendum ipsis cum quibuscumque aliis et aliis quibuscumque cum eis omne comertium et alias spiritualiter et temporaliter contra eos quando et prout facti suaserit qualitas, et expedire viderimus, procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus etc. ut supra usque in fine. »

281 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Processus contra Spoletanos, qui mandatum papae spernantes Perusinis adversus Fuliginates auxilium prebuerunt, in eodem modo habitus. — (Reg. 41, fol. 106 ; ann. II, Cur. n° 16 ; — Posse, n° 1106.)

« *Processus habitus contra Spoletanos in die Dedicationis basilice Principis Apostolorum.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentiam et memoriam futurorum. Ab olim .. potestate, .. capitaneo, consilio et comune Perusino contra dilectos filios .. potestatem, .. capitaneum, consilium et commune Fuliginates nequiter concitatis, nos cupientes futuris eventibus obviare, .. potestati, .. capitaneo, consilio et communi Spoletano sub excommunicationis et interdicti, ac octo milium marcharum argenti penis inter alia districte sub certa forma mandavimus, quod nullum Perusinis ipsis contra Fuliginates eosdem exhiberent consilium, auxilium vel favorem publice vel occulte. Verum quia dicti Spoletani, spretis mandatis et penis eisdem, in nostrum et Ecclesie Romane contemptum, cum eisdem Perusinis contra Fuliginates predictos hostiliter processerunt, et tam commune ipsum Fulginii et cives Fuliginates quam alios devotos et terras ac loca ejusdem Ecclesie generaliter et singulariter persequebantur, sicut adhuc etiam persecuntur, dampna eis gravia et injurias irrogando, nos, Spoletanos eosdem sententias incurrisse hujusmodi et civitatem Spoletanam ecclesiastico subjacere interdicto expressius declarantes, venerabili fratri nostro .. episcopo Balneoregensi mandavimus ut ipse mandaret venerabili fratri nostro .. episcopo, et dilectis filiis ejus vicariis ac clero Spoletanis, tam religiosis quo-

rumcumque ordinum quam secularibus, quod interdictum ipsum observent, et predictis Spoletanis, nisi duntaxat baptismum parvulis et penitentiam morientibus, sacramenta ecclesiastica non ministrent; nichilominus quoque Spoletanis eisdem sub pena privationis omnium privilegiorum, indulgentiarum seu gratie ipsis ab Apostolica Sede concessorum, ac specialiter juris si quod dicti Spoletani habent vel habere confidunt in quibuscumque terris vel locis jurisdictionibus Ecclesie predicte subjectis, feudorum insuper ac bonorum, etiam si castra ville, possessiones culte vel inculte, nemora, prata, jura vel jurisdictiones existerent que ab ipsa Romana vel aliis tenebant ecclesiis, seu monasteriis, aut si castra, ville, possessiones, nemora, prata, jura, et jurisdictiones hujusmodi quocumque alio modo ad predictam Romanam vel alias ecclesias, vel monasteria, seu loca ecclesiastica pertineant, districte preciperet ut coram nobis certo tunc eis prefixo termino peremptorio comparerent, super predictis et singulis mandatis nostris et ipsius Ecclesie parituri; predicentes eisdem quod si comparere contempnerent, ut predicitur, coram nobis, contra eos ad privationem eandem et exclusionem episcopi et cleri predictorum de civitate predicta et alias spiritualiter et temporaliter, prout videremus expediens, procedere curaremus. Super quibus omnibus dictus episcopus Balneoregensis, prout in instrumentis publicis inde confectis plenius continetur, mandatum nostrum efficaciter adimplevit. Sed dicti Spoletani animos suos in concepta nequitia offirmantes, excessus excessibus cumularunt et in dampnata obstinatione perdurant. Licet autem ex premissis possemus gravius procedere contra Spoletanos predictos, tamen justum animi nostri motum benignitatis mansuetudine temperantes, ac expediri volentes si predicti Spoletani adhuc in sua indevotione persistant, eos, presente hac fidelium multitudine copiosa, monemus eisque districte precipimus ut infra instans festum Natalis Domini, quod eis pro termino peremptorio assignamus, super premissis, ad nostra et Ecclesie predicte mandata redire, ac eisdem Fuliginatibus, tam communi quam civibus et aliis predictis, de dampnis et injuriis per eosdem Spoletanos ipsis illatis satisfactionom plenariam exhibere procurent; alioquin nos eos predictas incurrisse penas et sententias declarantes, si secus fecerint, predictos potestatem, capitaneum, consilium et commune Spoletanum omnibus privilegiis et indulgentiis apostolicis, que omni robore vacuamus ac jure, jurisdictionibus, feudis et bonis predictis, quibus omnibus ex nunc dictos potestatem, consilium et commune Spoletanos apostolica auctoritate privamus, decernimus esse ac manere privatos; exclusionem eorundem episcopi, vicariorum et cleri Spoletanorum ad presens usque ad Apostolice Sedis beneplacitum de ipsius Sedis mansuetudine prorogantes. Prenuntiamus quoque Spoletanis prefatis quod si ulterius contumaces extiterint, contra eos spiritualiter et temporaliter, quando et prout facti suaserit qualitas et expedire viderimus, procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. ut supra. »

282 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Processus contra Assisinates, Nucerinos et homines de Spello, de Bisso, de Cassia, de Gualdo Nuceriae castrorum in eodem modo habitus. — (Reg. 41, fol. 107; ann. II, Cur. nº 17; — Posse, nº 1107.)

« *Processus habitus contra Asisinates et Nucerinos eadem die.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum .. potestate, .. capitaneo, consilio et communi Perusinis, etc. ut in proxima superiori usque : futuris eventibus obviare .. Potestatibus, consiliis et communibus Asisinatis et Nucerine Civitatum et de Spello, de Bisso, de Cassia et de Gualdo Nucerie, Spoletane diocesis castrorum, singulis eorum videlicet sub excommunicationis et interdicti ac certis aliis pecuniariis penis, inter alia districte sub certa forma mandavimus etc. usque : publice vel occulte. Verum quia potestates, consiliarii et communia Asisinatis et Nucerine Civitatum ac de Spello, de Bisso, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum predicta, spretis mandatis et penis eisdem in nostrum et Ecclesie Romane contemptum etc. usque : dampna eis gravia et injurias irrogando, nos tantum nostrum et ipsius Ecclesie contemptum nequeuntes sicut etiam nec debemus sub dissimulatione transire, de fratrum nostrorum consilio declaramus expressius eosdem potestates, consiliarios et communia Asisinatis et Nucerine civitatum, et de Spello, de Bisso, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum predictorum et ipsorum singulos predictas incurrisse penas et sententias, ipsaque civitates et castra et eorum quodlibet interdicto ecclesiastico subjacere, quod quidem interdictum precipimus inviolabiliter observari; mandantes nichilominus eisdem potestatibus, consiliariis et communibus ac eorum singulis sub pena privationis omnium privilegiorum, indulgentiarum et gratiarum eis et eorum cuilibet a Sede Apostolica concessorum, feudorum quoque ac bonorum que ab ipsa Romana vel aliis tenent ecclesiis aut monasteriis, ut infra instans festum Natalis Domini, quod eis pro termino peremptorio assignamus, iidem potestates et ipsorum quilibet personaliter, ipsaque consiliarii et com-

munia et ipsorum singula per sufficientes syndacos ad hoc specialiter ordinatos compareant coram nobis, mandatis nostris et Ecclesie prefate plenarie parituri, et communi ac Fuliginatibus et aliis predictis de illatis ipsis per eos et ipsorum quoslibet dampnis et injuriis satisfactionem plenariam impensuri, recepturi quoque pro meritis, ac facturi quod eis et eorum singulis duxerimus injungendum. Alioquin nos predictos potestates consiliarios et communia Assisinatis et Nucerine civitatum, de Spello, quoque, de Bisso, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum predictorum et eorum quodlibet ex nunc predictas incurrisse penas et sententias declarantes, ex tunc eos et ipsorum singulos si secus fecerint, omnibus privilegiis, indulgentiis et gratiis que omni robore vacuamus ac feudis et bonis eisdem, quibus omnibus ipsa et eorum quodlibet apostolica ex nunc auctoritate privamus, decernimus esse privatos. Prenuntiamus quoque potestatibus, consiliariis et communibus Assisinatis et Nucerine civitatum et de Spello, de Bisso, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum eisdem et eorum singulis, quod, si ulterius in sua indevotione perstiterint, contra eos et eorum quoslibet spiritualiter et temporaliter, quando et prout facti suaserit qualitas et expedire viderimus, procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. »

283 Montefiascone, 18 novembre 1282.

Processus contra homines de Mevania in eodem modo habitus. — (Reg. 41, fol. 107 v° ; ann. II, Cur. n° 18 ; — Posse, n° 1108.)

« *Processus contra illos de Mevania eodem die ut supra.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum .. potestate, .. capitaneo, consilio, et commune (sic) Perusino etc. usque : obviare .. Potestati, consilio et communi Castri de Mevania, Spoletane diocesis, sub excommunicationis et interdicti ac quatuor milium marcharum argenti penis inter alia districte mandavimus, quod nullum Perusinis ipsis contra Fuliginates eosdem exhiberent consilium, auxilium, vel favorem publice vel occulte. Sed iidem potestas, consilium et commune de Mevania, spretis mandatis et penis eisdem, in nostrum et Ecclesie Romane contemptum cum eisdem Perusinis contra Fuliginates predictos hostiliter processerunt, et in concepta nequitia perdurantes accumulare graviores excessus excessibus non verentes, nec memores specialium gratiarum quibus Sedes Apostolica ipsos inter alios specialius extitit a longis retro temporibus prosecuta, iidem ingratitudinis vitio non vitato non solum constituerunt se adjutores, fautores et receptatores Perusinorum eorundem, sed veluti principales civitatem et cives Fuliginates ac alios terras et fideles ejusdem Ecclesie generaliter et singulariter per captiones personarum et depredationes ac destructionem bonorum cum dictis Perusinis et etiam per se ipsos nequiter persecuntur. Quare nos, presumptionem sic dampnabilem nequeuntes, sicut etiam nec debemus, sub dissimulatione transire, de fratrum nostrorum consilio declaramus eosdem potestatem, consilium et commune de Mevania predictas penas et sententias incurrisse, ac dictum castrum interdicto ecclesiastico subjacere ; mandantes nichilominus dilectis filiis clero ipsius castri tam religiosis quam secularibus quod interdictum ipsum in dicto castro inviolabiliter studeant observare, ac omnibus de castro predicto nisi dumtaxat baptismum parvulis et penitentiam morientibus sacramenta ecclesiastica non ministrent; dictis quoque potestati, consilio et communi de Mevania sub pena privationis omnium privilegiorum, indulgentiarum et gratiarum eis a Sede concessorum eadem, ac feudorum et bonorum que ab ipsa Romana vel aliis tenent ecclesiis vel monasteriis, districte precipimus ut infra instans festum Natalis Domini, quod eis pro termino peremptorio assignamus, dictus potestas personaliter et eadem consilium et commune per sufficientem syndicum ad hoc specialiter ordinatum, compareant coram nobis, mandatis nostris et Ecclesie memorate plenarie parituri, et communi ac Fuliginatibus et aliis predictis, de illatis ipsis per eos dampnis et injuriis satisfactionem plenariam impensuri, recepturi quoque pro meritis, ac facturi quod eis duxerimus injungendum. Alioquin nos predictos potestatem consilium et commune de Mevania predictas incurrisse penas et sententias declarantes, eos, si secus fecerint, omnibus privilegiis, indulgentiis et gratiis que omni robore vacuamus ac vacua et irrita nuntiamus, ac feudis et bonis eisdem quibus omnibus eosdem potestatem, consilium et commune de Mevania ex nunc apostolica auctoritate privamus, decernimus esse privatos. Prenuntiamus quoque prefatis potestati, consilio et communi de Mevania quod, si ulterius in sua indevotione perstiterint, contra eos spiritualiter et temporaliter, quando et prout facti suaserit qualitas et expedire viderimus, procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus ad communem omnium notitiam deducatur, etc. ut supra. »

284 Orvieto, 8 janvier 1283.

Universis Anconitanae Marchiae habitatoribus inhibet ne Guidoni de Montefeltro ac aliis rebellibus Romaniolae quae-

cumque subsidia mittant. — (Reg. 41, fol. 107 v° ; ann. II, Cur. n° 19.)

« *Martinus etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum.* Sicut nuper ad nostrum pervenit auditum, nonnulle communitates, vel universitates quamplures etiam barones et nobiles, ac alie singulares persone Anchonitane Marchie, non attendentes molestias et injurias quibus Guido, dictus comes de Montefeltro, ac ipsius complices, stipendiarii, et alique communitates et universitates partium Romaniole in hoc adherentes eidem, nos et Ecclesiam Romanam diutius affecerunt, et afficere non verentur, advertentes varios per Sedem Apostolicam processus habitos contra eos aliorum quoque culpas, ne ipsas suas facere videantur, in sue salutis dispendium minus provide non vitantes, quinpotius, quod est gravius, dictos Guidonem, complices, stipendiarios, communitates et universitates ipsius Romaniole in suis rebellionibus confoventes, navigia onerata victualibus et aliis necessariis transmittunt, eisdem alias eis tam per mare quam per terram in hiis et aliis favorem et auxilium impendendo. Nos autem talibus obviari periculis et communitates, universitates, barones, nobiles ac singulares personas ipsius Marchie a sic dispendioso errore retrahi, et a dispendiis preservari per ipsius Sedis sollicitudinem cupientes, omnibus et singulis communitatibus, universitatibus, baronibus, nobilibus, et personis ejusdem Marchie, cuilibet communitati vel universitati, videlicet civitatis sub mille, castri sub quingentarum, baroni sub trecentarum et nobili sub ducentarum, ac alii singulari persone sub centum marcharum argenti, et aliis juxta nostrum eis arbitrium inferendis penis auctoritate apostolica districtius inhibemus, ne dictis Guidoni, complicibus, stipendiariis, communitatibus et universitatibus Romaniole per aquam vel per terram, arma, equos, vasa, victualia, seu necessaria, vel alia quecumque subsidia mittere vel deferre presumant, neve per alios quantum in eis fuerit mitti vel deferri permittant. Et si super hiis contra inhibitionem nostram secus a quoquam attemptari contigerit, contrarium presumentes, predictas declaratas penas ex tunc et ipso incurrisse decernimus, et navigia ac alia contra inhibitionem eandem, victualia, vel alia, ut predicitur, deferentia, cum victualibus et aliis supradictis, ex nunc auctoritate simili eidem Ecclesie confiscamus, contra presumentes eosdem gravius sicut expedire viderimus et pertinatia ipsorum exegerit processuri. Nulli ergo, etc., nostre inhibitionis, constitutionis et confiscationis, etc. Dat. apud Urbemveterem, VI idus januarii, anno secundo. »

285 Orvieto, 19 janvier 1283.

Pisanos hortatur ut ad Sedem Apostolicam nuntios destinent, quibuscum de pace inter dictos Pisanos et Januenses restituenda tractare possit. — (Reg. 41, fol. 108 ; ann. II, Cur. n° 20 ; — Potthast, n° 21977.)

« *Dilectis filiis .. potestati, .. capitaneo, consilio et communi Pisanis.* Onus apostolice sollicitudinis viscera nostra multipliciter inquietat, cum Ecclesie Romane devotos filios, illos potissime quos inter alios affectione speciali respicimus, dissidere sentimus, nec potest noster animus adherere quieti, dum mentem nostram in caris nostris dissentio federis destructiva lacescit, et quia nil melius dissidentium filiorum corda sedabit, quam paterni providentia studii vigilans assidue circa illos, digne ad nos et civitatem vestram aciem nostre considerationis extendimus, et dum inter vos et Januenses exortam discordiam non temperari placide reconciliationis remediis ut sperabamus hactenus, sed potius odiorum fomitibus succendi conspicimus, ulterius continere non possumus quin ad hec inter alia que nostris incumbunt humeris, nostra studia convertamus, sicque more patris de salute filiorum solliciti, affectantes quod inter vos et Januenses eosdem rancorum cessent anfractus et pacis integritas reformetur, ad id quoque si expedierit nostris laboribus non parcentes, ac sperantes quod ad laudem divini nominis tales labores fructus utiles afferant, libenter nos illis exponimus, et mentes vestras sub spe summi directoris cordium excitantes, universitatem vestram rogamus et hortamur attente quatinus animos vestros ad Deum, qui ubique pacis comoda diligit, erigentes ac vestra precordia licore concordie salubriter linientes, ac attendentes provide quid ex tranquillitate habentibus illam proveniat, et quid ex odiorum fomitibus consurgat finaliter in direptione personarum et rerum ac dispendium animarum, aliquos nuntios fideles et providos, ac de intentione vestra et negotii qualitate plenius informatos, et a vobis super hiis plena potestate munitos, ad nos quam cito comode poteritis destinetis, cum quibus tractare ac firmare possimus que circa hec tractanda et firmanda viderimus, et ad soliditatem unitatis, pacis et concordie pertinere, ita quod nostris affectibus et nobis exinde quietis adveniat incrementum. Et ecce dilectum filium fratrem Rainonem, ordinis fratrum Predicatorum latorem presentium, de cujus fidelitate ac circumspectione confidimus, ad vos duximus destinandum, qui de intentione nostra super predictis vos poterit plenius informare. Dat. apud Urbemveterem, XIIII kal. februarii, anno secundo. »

In eundem modum .. potestati, .. capitaneis, consilio, et communi Januensibus, verbis competenter mutatis.

286 Orvieto, 8 janvier 1283.

Edwardum regem Angliae, qui per magistros Robertum decanum Eboracensem et Johannem dictum Clarel capellanum papae, nuntios suos, petierat ut decimam regni Angliae pro Terrae Sanctae subsidio deputatam Eadmundo, Campaniae ac Briae comiti, fratri suo, cum rex ipse ex certis causis non intenderet generalis passagii tempore a Sede Apostolica statuendi ad partes accedere transmarinas, benigne concederet, cum idem comes sit paratus in Terrae memoratae succursum praedicto tempore proficisci, exorat quatinus non moleste ferat si petitionem eandem exaudire ipse distulit; atque hortatur ut in priori consilio dictam Terram accedendi perstat; quod si forte praefixo, caeterum non in proximo, passagii termino eundem regem nolle, quod absit, transfretare contigerit, tunc tam circa praedictum comitem quam etiam nobiles regni Angliae, de decima disponere papa proponit. — (Reg. 41, fol. 108 v°; ann. II, Cur. n° 21; — Potthast, n° 21967.)

« *Carissimo in Christo filio .. regi Anglie illustri.* Caritatis fecunde sinceritas —. Dat. apud Urbemveterem, VI idus januarii, anno secundo. »

287 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Cum in ecclesia Monopolitana duae electiones in discordia celebratae fuissent, hujusmodi negotio ad Sedem Apostolicam devoluto, capitulo dictae ecclesiae personam ydoneam in episcopum canonice eligendi facultatem remittit. — (Reg. 41, fol. 109; ann. II, Cur. n° 22; — Potthast, n° 21954.)

« *Dilectis filiis capitulo ecclesie Monopolitane.* Significastis nuper nobis quod, vacante dudum ecclesia vestra pastore per obitum bone memorie G. episcopi Monopolitani, due electiones, una videlicet de quondam Hugone, decano Mochensi, et reliqua de quondam Guarino archidiacono Brundusino, fuerunt ibidem in discordia celebrate, sicque hujusmodi electionum negotio ad Apostolicam Sedem deducto, felicis recordationis Gregorius papa X^us^, predecessor noster, bone memorie G., tituli Sancti Marci presbiterum cardinalem, deputavit in ipso negotio auditorem, et tandem dictus archidiaconus primo et postmodum ipse decanus viam sunt universe carnis ingressi. Quare nobis humiliter supplicastis, ut cum ecclesia ipsa sit Ecclesie Romane immediate subjecta, providere super hoc paterna sollicitudine curaremus. Nos autem de vestre circumspectionis industria confidentes, ac attendentes quod vos de personis ad hoc ydoneis, consideratis conditionibus et circumstantiis universis notitiam habere poteritis pleniorem, universitati vestre eligendi canonice aliquam personam ydoneam in vestrum episcopum et pastorem, si premissis veritas suffragatur, liberam remittimus facultatem. Sic itaque mentes vestras ad Dominum convertentes, electionem hujusmodi celebrare provide studeatis, quod nos spe, quam de circumspectione vestra gerimus, non fraudemur, vosque possitis exinde apud Deum et homines merito commendari. Dat. apud Montemflasconem, VIIII kalendas decembris, anno secundo. »

288 Montefiascone, 23 novembre 1282.

G. episcopo Sabinensi, Apostolicae Sedis legato, mandat quatinus ecclesiae Mutulanae, per obitum Hugonis episcopi pastore destitutae, cujus capitulo ad electionem aliquam nullatenus procedente, provisio ipsius est ad Sedem Apostolicam secundum statuta Lateranensis concilii legitime devoluta, de pastore idoneo provideat. — (Reg. 41, fol. 109; ann. II, Cur. n° 23.)

« *Venerabili fratri G. episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato.* Nuper ad nostrum pervenit auditum quod, vacante dudum ecclesia Mutulana pastore per obitum bone memorie Hugonis episcopi Mutulani, dilecti filii capitulum ipsius ecclesie ad electionem aliquam nullatenus processerunt, sicque dicta ecclesia tanto tempore viduitatis incomoda deploravit quod ipsius provisio est ad Sedem Apostolicam secundum Lateranense statuta concilii legitime devoluta. Nos autem, eidem ecclesie paterno compatientes affectu ac cupientes quod illi et aliis ecclesiis illarum partium, hoc precipue tempore, viri presint ydonei, per quorum industriam pacis tranquillitas procuretur et procurata servetur, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si premissis veritas suffragatur, ecclesie predicte hac vice de pastore ydoneo auctoritate nostra provideas ac facias in hac parte quod secundum Deum videris expedire. Dat. ut supra. »

289 Montefiascone, 23 novembre 1282.

In eundem modum eidem de ecclesia Satrianensi. — (Reg. 41, fol. 109; ann. II, Cur. n° 24.)

« *Eidem.* Nuper ad nostrum —. Ut in proxima superiori usque in fine. »

290 Montefiascone, 24 novembre 1282.

In eundem modum eidem de ecclesia Gravinensi. — (Reg. 41, fol. 109; ann. II, Cur. nº 25.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum —. Ut supra usque in fine. »

291 Montefiascone, 24 novembre 1282.

In eundem modum eidem de ecclesia Bisatiensi. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 26.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum — etc. usque in fine. »

292 Montefiascone, 23 novembre 1282.

In eundem modum eidem de ecclesia Montisviridis. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 27.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum — ut supra usque in fine. »

293 Montefiascone, 23 novembre 1282.

In eundem modum eidem de ecclesia Strongolensi. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 28.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum — usque in fine ut supra. »

294 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Eidem mandat quatinus ecclesiae Castellanatensi per obitum Blasii episcopi pastore destitutae, cujus capitulum quondam Petrum abbatem Florensem in episcopum elegit, de pastore idoneo provideat. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 29.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum —, etc. usque in fine ut supra. »

295 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Eidem mandat ut monasterio Sancti Johannis in Lamis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinenti, ordinis Sancti Benedicti, Sipontinae dioecesis, per obitum Leonis abbatis vacanti, cujus conventus ad electionem aliquam nullatenus processit, de abbate idoneo provideat. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 30.)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum — ut supra verbis competenter mutatis usque in fine. »

296 Orvieto, 9 janvier 1282.

Eidem mandat ut monasterio Sancti Petri Turris Majoris, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinenti, Civitatensis dioecesis, per obitum Guillelmi abbatis vacanti, cum conventus ad fratrem Robertum de Talesio dicti monasterii monachum in abbatem elegisset, dictus vero Robertus sponte electioni de se factae renuntiavisset, de abbate idoneo provideat. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 30)

« *Eidem*. Nuper ad nostrum —, Dat. apud Urbemveterem, V idus januarii, anno secundo (1). »

297 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Eidem mandat quatinus electione Mabiliae priorissae in abbatissam monasteriorum Sancti Victorini Beneventani et Sancti Salvatoris Alifani diligenter examinata, quae circa hujusmodi electionis confirmationem vel cassationem viderit expedire faciat. — (Reg. 41, fol. 109 vº; ann. II, Cur. nº 32.)

« *Eidem*. Sicut nuper ad nostrum pervenit auditum, vacantibus dudum Sancti Victorini Beneventani et Sancti Salvatoris Alifani monasteriis, quorum unum dependet ab altero, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentibus, ordinis sancti Benedicti, dilecta in Christo filia Mabilia priorissa ipsius monasterii sancti Victorini in abbatissam monasteriorum eorundem concorditer fuit electa, et tandem electione hujusmodi presentata felicis recordationis Nicolao pape predecessori nostro, idem predecessor electionem ipsam examinandam commisit venerabili fratri B. episcopo Albanensi et dilectis filiis nostris M. Sancte Marie in Porticu diacono, ac bone memorie G. tituli Sancti Marci presbitero cardinalibus; sed dicto predecessore viam universe carnis ingresso, non fuit exinde relatio juxta morem quem in hac Romana servat Ecclesia subsecuta. Nos autem, eisdem monasteriis paterno compatientes affectu ac volentes sollicite precavere, ne ipsa diutine vocationis incomoda perferant, quia tu de facto et facti circumstantiis habere poteris notitiam pleniorem, fraternitati tue per aposto-

(1) La date est en surcharge dans le registre.

lica scripta mandamus quatinus, commissione hujusmodi non obstante, circa confirmationem vel cassationem electionis ejusdem, vel aliam provisionem dictorum monasteriorum facias hac vice, auctoritate nostra, quod secundum Deum videris expedire. Dat. apud Montemflasconem, VIII kal. decembris, anno secundo. »

298 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Eidem mandat quatinus postulationem Gauffredi episcopi Leucadiensis in episcopum Ogentinae ecclesiae factam diligenter examinet, et circa eam quae viderit expedire faciat. — (Reg. 41, fol. 109 v°; ann. II, Cur. n° 33; — Potthast, n° 21952.)

« *Eidem.* Exhibita nobis dilectorum filiorum .. cantoris et capituli ecclesie Ogentine ac clericorum beneficiatorum in ipsa, qui vocem in electione Ogentini episcopi de consuetudine habere dicuntur, petitio continebat quod eadem ecclesia per obitum bone memorie Landi olim Ogentini episcopi pastoris solatio destituta, ipsi certa die ad eligendum prefixa, vocatis omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse insimul convenerunt, et invocata Spiritus Sancti gratia per viam scrutinii procedentes assumpserunt tres de ipso capitulo fidedignos, videlicet prefatum cantorem et Pandulfum ac Guarinum, canonicos ecclesie supradicte, ut ipsi sua primo, et deinde aliorum singulorum vota secreto, et sigillatim examinare curarent, que in scriptis redacta fideliter publicarent illico in communi. Cantor autem et canonici memorati, suis et predictorum singulorum votis juxta hujusmodi formam diligentius inquisitis, et fideliter redactis in scriptis, ea mox in capitulo publicare curarunt, et comperto quod omnes in venerabilem fratrem nostrum Goffredum episcopum Leocadensem postulandum concordi voto et unanimi voluntate consenserant, idem cantor vice sua, et aliorum collegarum suorum ac de singulorum de dicto capitulo et eorundem clericorum mandato, prelibatum episcopum Leucadensem canonice in eorum episcopum postulavit. Unde pro parte cantoris, capituli et clericorum ipsorum humiliter petebatur a nobis ut hujusmodi postulationem eorum admittere benignius curaremus. Nos itaque, diligentius attendentes quod in provisionibus ecclesiarum vacantium regni Sicilie propter instantis qualitatem seu malitiam temporis est ad presens cautius et sollicitius procedendum, ut eisdem ecclesiis tales prefitiantur persone quas fides experta probet et devotio sincera commendet, considerantes quoque quod tu de hujusmodi postulationis negotio, ac ejus circumstantiis habere poteris notitiam pleniorem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus, quatinus si tibi plene constiterit de ipsius postulati meritis et quod fidelis ac devotus existat, quodque propterea illius translatio carissimi in Christo filii nostri C. Sicilie regis illustris, ac predictorum regni et ecclesie Ogentine statui expedire noscatur, postulationem eandem, si alias eam canonice factam inveneris, auctoritate nostra fretus admittas, dictumque Goffredum a vinculo quo Leucadensi tenebatur ecclesie absolutum ad prefatam Ogentinam ecclesiam transferas, eum ipsi ecclesie Ogentine concedas in episcopum et pastorem, sibique liberam licentiam tribuas ad ipsius ecclesie Ogentine regimen transeundi, recepturus postmodum ab eodem, nostro et Ecclesie Romane nomine, fidelitatis solite juramentum, juxta formam quam tibi sub bulla nostra mittimus interclusam. Alioquin postulatione predicta rite cassata, facias eidem ecclesie Ogentine per electionem canonicam, vel postulationem concordem de persona ydonea provideri, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita compescendo. Formam autem juramenti quod ipse prestabit, nobis sub tuo et ejus sigillo per proprium nuntium quamtotius destinare procures. Datum ut supra. »

299 Montefiascone, 23 novembre 1282.

Eidem mandat quatinus postulationem Tancredi, episcopi Neucastrensis, in archiepiscopum Idrontinum a capitulo ipsius Idrontinae ecclesiae post mortem Mathei archiepiscopi factam diligenter examinet, ac circa eam quae statui ecclesiae et C. Siciliae regis viderit expedire faciat. — (Reg. 41, fol. 110; ann. II, Cur. n° 34; — Potthast, n° 21953.)

« *Eidem.* Ex parte dilectorum filiorum capituli ecclesie Idrontine fuit nobis humiliter supplicatum, ut cum ipsi vacante dudum ecclesia ipsa pastore per obitum bone memorie Mathei archiepiscopi Idrontini, venerabilem fratrem nostrum Tancredum episcopum Neucastrensem concorditer postularint in archiepiscopum Idrontinum, postulationem hujusmodi admittere dignaremur. Nos autem diligentius attendentes, quod in provisionibus ecclesiarum vacantium in regno Sicilie, propter instantem qualitatem temporis est ad presens cautius et sollicitius providendum, ut eisdem ecclesiis prefitiantur persone, quas fides experta probet et devotio sincera commendet, considerantes quoque quod tu de hujusmodi postulationis negotio et meritis postulati habere poteris notitiam pleniorem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus inquisita de modo postulationis hujusmodi, studiis postulantium, et postulati me-

ritis, diligentius veritate, si postulationem ipsam inveneris de persona ydonea canonice celebratam, et id prospero statui ecclesie predicte ac carissimi in Christo filii nostri C. Sicilie regis illustris, et ejusdem regni expedire cognoveris, auctoritate nostra postulationem ipsam admittas, ipsum Tancredum a vinculo quo tenetur Neucastrensis ecclesie absolutum ad prefatam Idrontinam ecclesiam transferens, eum ipsi ecclesie Idrontine concedas in archiepiscopum et pastorem, sibique liberam licentiam tribuas ad ipsius ecclesie Idrontine regimen transeundi, recepturus postmodum ab eodem nostro et Ecclesie Romane nomine, etc. ut supra usque interclusam; alioquin postulatione hujusmodi non admissa, facias eidem ecclesie Idrontine per electionem canonicam, etc. usque destinare procures. Dat. ut supra. »

300 Orvieto, 17 janvier 1283.

Regi Castellae ac Legionis, cum, juxta petitionem per Montaninum de Camilla militem ex parte regia papae oblatam, persecutionis immanitas quam filiorum dicti regis exercuerit praesumptio, ingererit timorem ne ad Hispaniam Agarenis aditus pateat, rexque supplicaverit papam ut illuc legatum a latere mitteret vel praeciperet quod iidem filii terras regiae subjectioni subjectas et ab eis temere occupatas restituant, respondet quod hujusmodi petitionem propter circumstancias et rationabiles causas non duxerit admittendam, praesertim cum de hoc negotio, super quo praelatis Castellae ac Legionis scripsit, nondum informationem receperit. — (Reg. 41, fol. 110; Cur. nº 35; — Potthast, nº 21975.)

« *Regi Castellae ac Legionis illustri.* Quam moleste sint nobis injurie que modernis temporibus celsitudini regie inferuntur, quam graviter nostrum afficiant animum, mentem turbent, quantaque tue oppressiones indebite amaritudine repleant, quantumve Romanam offendant Ecclesiam, in cujus visceribus caritatis gereris predilectus, ex litterarum serie quas pridem excellentie regali transmisimus satis aperte colligere, satis etiam manifeste propendere potuisti; propter quod magno desiderio ducimur, ut per Apostolice Sedis providentiam circumspectam eisdem injuriis oportunis occurratur remediis, et efficacibus studiis obvietur. Sane dilectus filius Montaninus de Camilla, miles tuus, que sibi fidem adhiberi petebunt, nobis litteris presentatis, petitionem ex parte regia obtulit continentem quod detestandae persecutionis immanitas, quam reverentia paterna postposita et nequitie spiritu privignalis assumpto, per indevotionis indignae gradiens vel verius obvians invium, infausta temeritas superbaque presumptio tuorum exercere non metuit filiorum, timorem verisimiliter ingerit vehementem, ne ad partes Hispanie Agarenis aditus pateat, qui fidem inibi conculcare catholicam, immo prorsus extinguere moliuntur; supplicationem in ejusdem petitionis calce subjungens ut tanto tamque gravi periculo studio paterne solicitudinis occurrentes, illuc legatum de nostro latere mittere dignaremur, vel aliquibus illarum partium in dignitatibus constitutis per nostras daremus literas in preceptis ut eosdem filios, quod terras regie jurisdictione subjectas quas temere occupae noscuntur, tibi plene restituant, et a tuis injuriis ac molestiis omnino desistant, necnon et omnes prestantes super hoc eis consilium, auxilium vel favorem publicum vel occultum, ut a talibus prorsus abstineant publice propositionis edicto monere procurent, in personas illorum, nisi hujusmodi monitis studerent efficaciter obedire excommunicationis et in terris ipsorum interdicti sententiis promulgatis. Licet autem sedula consideratione pensemus quod injuste tue oppressionis opprobrium venit amarius et jaculo sautiat graviori quo a propinquioribus irrogatur, quodque tuarum injuriarum illatio tanto molestior redditur quanto ab inferentium viribus opportunis temporibus promptius et efficacius non immerito debebat auxilium expectari, petitionem tamen hujusmodi, non solum quia prefatus miles a te non habebat speciale mandatum, cum tamen per procuratores ad hoc specialiter constitutos talia consueverint cum multa instantia postulari, sed propter alias etiam circumstantias et rationabiles causas, que id efficaciter suaserunt, non duximus admittendam, presertim cum prout serenitas regia non ignorat, nuper venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis, episcopis, et aliis ecclesiarum prelatis, ac dilectis filiis magistro militiae Templi, priori Hospitalis Ierosolymitani, ac Sancti Jacobi et Calatravensis militiarum magistris, per Castellae ac Legionis regna constitutis, direxerimus scripta nostra super opportuno circa tuum et regnorum ipsorum statum remedio adhibendo; nec postmodum in hac parte responsum receperimus ab eisdem, ac omnino expedire noscatur, nos super hoc per prelatos eosdem plenius informari; nam recepta informatione hujusmodi, consultius poterit provideri negotio, prout qualitas facti suaserit et Dominus ministrabit. Regalis itaque magnificentia, premissis exacta consideratione discussis, moleste ferre non debet, si exauditionis effectum ad presens sepefata petitio non invenit. Dat. apud Urbemveterem, XVI kal. februarii, anno secundo. »

301 Orvieto, 13 janvier 1283.

Episcopo Sabinensi, Apostolicae Sedis legato, mittit litteras

in quibus omnibus Christi fidelibus qui contra regem Aragonum, Siculos complices et fautores, aliosve quoslibet in regno praedicto Ecclesiam regemque Siciliae impugnantes, dictis Ecclesiae vel regi astiterint, si eos propterea in conflictu mori contigerit, illam peccatorum suorum venias indulget, quam concedi transfretantibus in Terrae Sanctae subsidium consuevit; eique mandat quatinus has litteras in omnibus locis suae legationis publicet. — (Reg. 41, fol. 110 v°; Cur. n° 36; — Potthast, n° 21972.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Sabinensi Apostolice Sedis legato.* Exurgat Dominus, judicet —. Dat. apud Urbemveterem, idibus januarii, anno secundo. »

302 Orvieto, 6 février 1283.

Carolo regi Siciliae scribit se grandi nec immerito fuisse admiratione permotum, cum in dicti regis litteris legerit eum temere consensisse ut cum Petro rege Aragonum particulare certamen in civitatis Burdegalensis territorio sive campo, statuto ad hoc in kalendis primo venturi mensis junii termino, exerceat; vituperat eum quod praefatum regem Aragonum, ei prorsus viribus imparem, bellicae damnataeque sortis judicio sibi parem fecerit; demum, cum duellum non sit omnino ab Ecclesia tolerandum, a juramento super promissione de dicto duello praestito eum absolvens, ei injungit quatinus a prosecutione praemissorum omnino desistat, alioquin excommunicationis ac processus ecclesiastici poenas incursurus; caeterum Benedictum, Sancti Nicolai in Carcere Tullianodiaconum cardinalem, destinat, qui ei diligentius papae mentem reseret. — (Reg. 41, fol. 111; Cur. n° 37; — Potthast, n° 21981.)

« *Carissimo in Christo filio Carolo regi Sicilie illustri.* Morale est ut qui plus diligunt, amplius in dilectorum inordinatione turbentur, errores illorum acerbius arguant, durius increpent, promptiusque compescant. Hunc morem erga te, fili carissime, facti exigente qualitate, prosequimur, hunc presertim cum vices, licet insufficientibus meritis, geramus illius qui, quos diligit, arguit et castigat, non indigne servamus. Sane regie serenitatis literis nuper nobis transmissis diligenti studio exaratis, grandi nec immerito fuimus admiratione permoti, nostris plene patefacto sensibus per easdem, te tanta discretione preditum, tanteque circumspectionis radio rutilantem, minus caute, quin potius temere consensisse, ut cum Petro rege Aragonum particulare certamen in civitatis Burdegalensis territorio sive campo, statuto ad hoc in kalendis primo venturi mensis junii termino, exercendum, ita quod tu cum centum militibus et ipse e regione conveniatis ad illud et insimul confligatis, inire promiseris, et in subitatione spiritus primus juramento firmaveris communi consensu, pariter in penam partis deficientis aut sucumbentis, adjecto ut is qui, ut tuis verbis utamur, legitimo, aperto et bene probato corporis cessante defectu ad locum et diem prefixos ad certamen seu pugnam hujusmodi faciendam defecerit, et in civitate predicta non fuerit cum numero militum pretaxato, in antea toto tempore vite sue se tenere pro devicto, perjuro ac etiam proditore, quodque nunquam sibi ascribere debeat nomen regium et honorem, quinimo ipso facto remaneat nomine et honore regio ac cujuslibet alterius officii seu dignitatis exutus, spoliatus perpetuo et privatus, ac etiam in perpetuum habeatur infamis; nonnullis etiam aliis super hoc tam contra partem deficientem, quam sucumbentem indecentibus, inhonestis et irrationabilibus conditionibus interjectis, prout in eisdem tam in gallico quam in latino confectis litteris plenius et seriosius habebatur expressum. Sed num tibi ad prudentiam ascribi estimas vel ad prudentiam putas potius imputari, quod prefatum regem Aragonum, tibi prorsus viribus imparem, ut de ceteris taceamus, qui velut in disperatione positus censetur hoc agere utpote contra Dei justitiam et Ecclesiae, tuam tuorumque potentiam desperans merito posse subsistere, fecisti bellice dampnateque sortis judicio tibi parem? Quomodo te potuit inimici tam insidiosi, tam subdoli, terram tuam tam fraudulenter ingressi, provocatio adeo irritare, ut ad sic inordinata procederes ad sic improvida prosilires? ut tu, cujus vires mundus majores longe non dubitat, tuas angustares spontaneus, et suas illis in cujusdam non laudande animositatis impetu, inconsultus aequares? ut te a recuperatione Siciliae, quam non in sui fortitudine bracchii, sed in populi rebellione detestanda Siculi, occupavit, quinverius de ipsorum rebellium ipsam occupatam jam tenentium manibus clandestinus insidiator et furtivus usurpator accepit, solicitudo hujusmodi futuri conflictus abstraheret, et tam ipse quam alii, qui forsan in tua persecutione non dormiunt, te maxime ipsius occasione conflictus absente remotius suas liberius insidias prosequantur? Quid insuper, fili, putas, obloquitur Crucis hostis? Quid orthodoxe fidei persecutor nefario sermone disseminat? Quid submurmurat infidelis, dum tam potentes principes Christianos, quorum molimina in Christi blasphemos deberent totaliter dirigi et converti, non solum in suum exterminium et ruinam, verum etiam in multorum Christi redemptorum sanguine stragem et excidium preparantur, presertim in turbationem maximam scandalumque gravissimum totius pene populi Christiani ac destructionem et dissipationem omnimodam negotii Terre Sancte. Verum quia in premissis increpatio dura, quantumlibet paterno affectu, sola non suf-

ficit, nisi que minus prudenter acta sunt, prudentius corrigantur ad remedium celeris illorum correctionis intendimus, ad illud plenis desideriis suspiramus. Ideoque hujusmodi promissionem prorsus illicitam, utpote rem prohibitam expressius continentem, cum non solum in principibus sublimibusque personis, sed etiam in privatis duellum non sit omnino ab Ecclesia tolerandum, reprobamus, irritamus, et penitus vacuamus; ac juramentum etiam super ea prestitum non solum temerarium declarantes, sed et carere viribus, teque ad illorum decernentes observantiam non teneri, absolvendo te nihilominus ab eisdem, quatenus de facto processisse noscuntur; celsitudinem regiam rogamus, monemus et hortamur attente, in remissionem tibi peccaminum suadentes, et tibi nihilominus artius injungentes, quatenus a prosecutione premissorum et juratorum taliter prorsus abstineas et omnino desistas; tibique nichilominus sub excommunicationis ac processus cujuslibet quem contra te quomodolibet habere posset Ecclesia, penis, ne ad executionem tam dampnati nefandique certaminis Deo utique, cunctisque fidelibus honorem diligentibus regium odiosi procedas; ac universis et singulis fidelibus ne illa tibi prosequenda suadeant, neve in illis prosequendis consilio, auxilio vel favore assistant, districtius inhibemus. Ceterum, quia singulariter ad personam tuam afficimur, singularis efficit caritas ut in precavendo tibi non solum a noxiis sed etiam ab iis que regie dignitati non congruunt, nil persuasisse sufficientes, sed persuasis semper estimemus addendum. Et idcirco dilectum filium nostrum B. Sancti Nicolai in Carcere Tulliano diaconum cardinalem, virum utique profundi consilii, virum fidelem, oculatum, industrium, circumspectum, ac honoris tue et exaltationis regie zelatorem fervidum, de fratrum nostrorum consilio destinamus, ut tibi circa premissa (licet Ecclesia non intendat, nec velit aliquatenus sustinere ut ad premissa procedas) diligentius reseret mentem nostram, innumera et immensa pericula que tua de regno Sicilie iis diebus absentia non tam verisimiliter comminatur quam patenter ostendit, prudentius edisserat, et ad quantam tibi hec imprudentiam communiter imputantur quo facilius ab illis absque more dispendio et cujuslibet contradictionis objectu penitus desistendo, prefatis monitis, precibus et exhortacionibus nostris obtemperes et jussibus acquiescas, exprimere non omittat. Dat. apud Urbemveterem, VIII idus februarii, anno secundo. »

303 Orvieto, 13 janvier 1283.

Santio nato regis Castellae et Legionis, qui Mariam natam quondam Alfonsi clarae memoriae regis Ferrandi avi sui germani et regis Castellae et Legionis genitoris sui consobrinam, sibique proinde tertio consanguinitatis gradu conjunctam, sibi in uxorem copulavit, mandat quatinus praedictam Mariam dimittat. — (Reg. 41, fol. 112; Cur. nº 38; — Potthast, nº 21971.)

« *Dilecto filio nobili viro Santio, nato carissimi in Christo filii nostri .. regis Castelle et Legionis illustris.* Tui processus immo —. Dat. apud Urbemveterem, idibus januarii, anno secundo. »

In eundem modum nobili mulieri Mariae natae quondam Alfonsi clarae memoriae Ferrandi regis Castellae ac Legionis illustris germani de eodem.

« Tui processus etc. — mutatis mutandis usque in fine. »

Orvieto, 18 janvier 1283.

In e. m. Burgensi et Astoricensi episcopis mandat quatinus supradictas papae litteras eisdem Santio et Mariae directas praesentent et eosdem ut pareant monitis papae inducant.

« Processus nobilis viri —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. februarii, anno secundo. »

304 Orvieto, 21 janvier 1283.

Didaco Didaci, qui Yolendam natam A. regis Castellae ac Legionis tertio consanguinitatis gradu conjunctam sibi in uxorem copulavit, mandat quatinus praedictam Yolendam dimittat. — (Reg. 41, fol. 112 vº; Cur. nº 39; — Posse, nº 1124.)

« *Dilecto filio nobili viro Didaco Didaci.* Tui processus immo —. Dat. apud Urbemveterem, XII kal. februarii, anno secundo. »

Orvieto, 17 janvier 1283.

In eundem modum nobili mulieri Yolendae, natae A. regis castellae et Legionis.

« Tui processus —. Dat. apud Urbemveterem, XVI kal. februarii anno secundo. »

Orvieto, 20 janvier 1283.

In e. m. Burgensi et Astoricensi episcopis de eodem. Dat. apud Urbemveterem, XIII kal. februarii, anno secundo.

305 Orvieto, 9 février 1283.

G. episcopo Sabinensi, Apostolicae Sedis in Sicilia legato, pro ejus subsidio expensarum, de redditibus Neapolitanae, Salernitanae et Theatinae ecclesiarum tunc vacantium sexcentas uncias auri percipiendi concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 112 v°; ann. II, Cur. n° 40.)

« *Venerabili fratri G. episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato.* Cum te olim in regnum Sicilie commisso ibidem tibi plene legationis officio duxerimus destinandum, nec procuratores provenientes tibi de redditibus et bonis ecclesiasticis dicti regni ad expensas tibi pro familia sicut tuum statum condecet honorabili et decenti, ac pro utilitate negotii legationis premissse, presertim temporibus longe solito carioribus illic factis, teque nichil ad presens de rebelli Sicilia consequente, necessarias, prout asseris, sufficere dinoscantur, nos tibi cum sis nobile membrum Ecclesie ac ipsius legationis negotium sit ardum et sublime, necnon valde insidens cordi nostro, paterno compatientes affectu, et ne pro defectu expensarum tua vilescat auctoritas, et impediatur negotium memoratum, super hiis de congruo remedio providere volentes, fraternitati tue pro tuarum subsidio expensarum de redditibus et proventibus Neapolitane, Salernitane et Theatine ecclesiarum pastoribus vacantium, tam pro annis vacationis earum pretentis, quam etiam pro anno presenti prelatis earum, si existerent, debitis hac vice, sexcentas uncias auri, considerata longiori seu minori vacatione cujuslibet illarum ac etiam earum facultatibus attente pensatis, pro tempore vacationis et portione seu rata facultatum ipsarum, recipiendi, necnon detentores vel procuratores reddituum et proventuum predictorum ad exhibendum tibi premissas uncias juxta considerationem temporis et proportionis hujusmodi per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellendi, non obstante si aliquibus a Sede Apostolice sit indultum quod suspendi vel interdici et excommunicari non possint, sive aliqua ipsius Sedis indulgentia vel privilegio speciali, de quibus quorumque totis tenoribus oporteret in nostris litteris specialem et expressam fieri mentionem, plenam et liberam auctoritate presentium concedimus facultatem. Volumus autem quod de quantitate pecunie quam pro dictis unciis a qualibet ipsarum ecclesiarum receperis, fieri facias patentes litteras aut instrumentum publicum, sigillis procuratorum ecclesiarum ipsarum a quibus eas habueris munitas sive munitum, ac illas vel illud nobis per fidelem muntium destinare procures. Dat. apud Urbemveterem, V idus februarii, anno secundo. »

306 Orvieto, 9 février 1283.

Eidem mandat quatinus de causis nonnullorum episcoporum infra ejus legationis terminos constitutorum, qui cedere regimini suarum ecclesiarum affectant, fideliter papae intimare procuret, ut super hujusmodi negotium remedium adhibere possit. — (Reg. 41, fol. 112 v°; ann. II, Cur. n° 41.)

« *Eidem.* Ad nostrum pervenit auditum quod nonnulli archiepiscopi et Episcopi infra tue legationis terminos constituti, ob certas causas cedere regimini suarum ecclesiarum affectant. Nos igitur, quibus ex debito suscepti regiminis omnium ecclesiarum cura imminet generalis, nolentes predictas ecclesias sub gubernatione pastorum suorum inutilium detrimenta portare, volumus quod si aliqui ex archiepiscopis vel episcopis predictis, sunt aut erunt durante officio legationis ejusdem, qui tanquam male sibi conscii ex aliquo videlicet crimine vel malo ingressu, seu delibitate corporis aut aliter ex quacumque justa causa voluerint et instanter postulaverint prelaturis propriis cedere, tu auditis causis justis ac legitimis hujusmodi cessionis, eas fideliter in scriptis redactas, ac sub tuo sigillo inclusas, nobis distincte ac fideliter intimare procures, ut super illis adhibeamus remedium quod viderimus adhibendum, presertim cum adeo simus locorum dispositione proximi, quod tu satis de facile nobis poteris quotiens opus fuerit super premissis scribere, nosque sine more periculo causas tam arduas, que de majoribus existentes, Sedi sunt Apostolice reservate, poterimus comode, dante Domino, expedire. Dat. ut supra. »

307 Orvieto, 9 février 1283.

Eidem committit quod Gallicos, Provinciales et quoscumque alios clericos sive laicos, qui de regno Siciliae non existunt et motu proprio vel pocius temerario signum crucis quod in subsidium Terrae Sanctae acceperant dimittendo ac olim divertendo Tunitium, in excommunicationis sententiam Apostolicae Sedis auctoritate latam incidisse dicuntur, ab eadem sententia absolvere possit. — (Reg. 41, fol. 113 ; ann. II, Cur. n° 42.)

« *Eidem.* Personam tuam tanquam. — Dat. ut supra. »

308 Orvieto, 9 février 1283.

Eidem mandat quatinus a procuratoribus ecclesiae Salernitanae, tunc vacantis, qui ad colligendum et conservandum redditus et proventus sedis archiepiscopalis illius sunt per capitulum deputati, et hujusmodi collectionem negligere dicun-

tur, rationem recipiat, et de negotio diligenter providere curet. — (Reg. 41, fol. 113; ann. II, Cur. nº 43.)

« *Eidem.* Ad nostrum nuper non sine quadam turbatione animi pervenit auditum quod procuratores ecclesie Salernitane, diu pastore vacantis, qui ad colligendum et conservandum redditus et proventus sedis archiepiscopalis illius sunt per ipsius capitulum deputati, redditus et proventus eosdem colligere negligunt, ut tenentur, et collectos minus fideliter minusque utiliter contractare presumunt, partem illorum non modicam in usus proprios sive illicitos nequiter convertendo. Quia vero nostra interest eidem ecclesie, presertim dum viduitatis deplorat incomoda, super hoc de oportuno remedio subvenire, nos de tua probata industria et circumspectione laudabili plenam in Domino fiduciam obtinentes, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus a procuratoribus ipsius ecclesie, qui modo sunt vel qui ad colligendum et conservandum redditus et proventus eosdem alias fuerunt pro tempore, de premissis redditibus et proventibus diligentem et exactam auctoritate nostra per te vel alium recipias rationem, et si eos in hiis inveneris deliquisse, tam presentes quam preteritos super hoc debita pena castiges, et deinde procuratores ipsos presentes ab hujusmodi procuratione prorsus ammoveas, aliosque de capitulo ipsius ecclesie alioquin aliunde ad hoc ydoneos illis in procuratione ipsa subrogare procures, et a subrogatis eisdem, super eadem procuratione fideliter et utiliter exercenda, juratoriam sive cautionem aliam ydoneam recipere non postponas. Super fructibus autem et proventibus supradictis per procuratores eosdem olim taliter contractis, neglectis, aut conversis in usus premissos illicitos et aliis qui in manibus eorum habentur, resignandis eis quos illis subrogaveris aut alias utiliter conservandis, statuas et ordines sicut tua viderit industria faciendum, contradictores etc. Dat. ut supra. »

309 Orvieto, 23 février 1283.

Inhibet sub excommunicationis ac interdicti poenis ne quislibet cum Guidone de Monteferetro vel aliis rebellibus Romaniolae commercium vel participationem habere praesumat. — (Reg. 41, fol. 113; ann. II, Cur. nº 44).

« *Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum.* Guido dictus comes Montisfeltri, stipendiarii et complices sui et specialiter capitaneus, consilium et universitas partis Lambertatiorum de Bononia, necnon et potestates, capitanei, consiliarii Forlivii, Forimpopuli, Cesene, et Cervie civitatum, castri Brectenorii et aliorum locorum provintie Romaniole predictis Guidoni et aliis adherentium, ac universitates eorum, persecutores Romane Ecclesie manifesti, in reprobum sensum dati, ac in profundum malorum demersi, diversas excommunicationum sententias contra eos auctoritate apostolica promulgatas, aliarumque penarum processus habitos contra ipsos per Sedem Apostolicam legitime sub certa forma dampnabiliter aspernantes, ad nostra et Ecclesie prefate mandata, que redeuntibus filiis non claudit viscera pietatis, pluries moniti et expectati, diutius redire superbe contempserunt hactenus et contempnunt. Cum igitur, crescente ipsorum contumatia, pena sit merito augmentanda, ne ipsorum Guidonis et aliorum predictorum rebellium fermento malitie alii corrumpantur, qui nobis et dicte Romane Ecclesie sunt devoti, auctoritate presentium districtius inhibemus, quod nulla ecclesiastica secularisve persona, cujuscumque dignitatis, honoris, preminentie vel conditionis existat, nullaque universitas, seu communitas civitatum, castrorum, aliorumque locorum, necnon monasteriorum, conventus ecclesiarum, capitula seu collegia prefatis Guidoni et aliis rebellibus eorumque complicibus et fautoribus equos, arma, vasa quevis apta cuicumque navigio, sub venditionis titulo, vel aliter qualitercumque concedere, eisve nuntios, vel litteras destinare seu recipere ab eisdem, aut victualia seu fodrum, vel alia quelibet ministrare, aut cum eis in hujusmodi rebellione persistentibus commertium vel participationem habere presumat, nec alias eis prestare auxilium, consilium vel favorem publice vel occulte. Nos enim in omnes et singulos, qui hujusmodi inhibitionis nostre extiterint transgressores, ex nunc excommunicationis sententiam promulgamus, civitates quoque castra et loca, necnon monasteria et ecclesias, que contrarium presumpserint attemptare, ecclesiastico supponimus interdicto, non obstantibus quibuslibet privilegiis vel indulgentiis Cistertiensibus, Predicatoribus, Minoribus vel aliis religiosis aut secularibus personis, dignitatibus, civitatibus, castris, locis, collegiis vel universitatibus quibuscumque sub quavis forma, vel expressione verborum ab Apostolica Sede concessis, que omnia quo ad hec omnino juribus vacuamus. Nulli ergo etc. Dat. apud Urbemveterem, VII kal. martii, anno secundo. »

310 Orvieto, 21 mars 1283.

Petrum regem Aragonum, jam habito processu contra eum in festo Dedicationis basilicae Principis Apostolorum nuper praeterito, in platea ecclesia Sancti Flaviani Montisflasconis, regno Aragoniae caeterisque terris ejus privat, exponens

eadem regnum et terras occupanda catholicis de quibus et prout Sedes Apostolica duxerit providendum, denuntiat insuper eundem Petrum, Siculos complices et fautores, excommunicationis et interdicti sententiis subjacere; atque prohibet specialiter personis ecclesiasticis et laicis ejusdem regni Aragoniae ne dicto Petro intendant, alioquin excommunicationis ac interdicti sententias incursuri. — (Reg. 41, fol. 113 v°; ann. II, Cur. n° 45; — Potthast, n° 21998.)

« *Processus depositionis contra Petrum regem quondam Aragonum.* Martinus episcopus servus servorum Dei, ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. De insurgentis in regno Sicilie fremitu tempestatis, quam execranda Panormitanorum rebellionis audacia inchoavit, et reliquorum Siculorum malitia, Panormitanos imitata, prosequitur, ad sedem Apostolicam infausto rumore perlato; nos post processum in hac Urbevetana civitate in festo Ascensionis Domini transacto novissime habitum, ad compescendam tempestatem eamdem, quia procellarum illius spiritus non cessabat, sed per insidias Petri regis Aragonum, quem stilo circa reges solito non describi subscripta ejus demerita meruerunt, invalescere potius videbatur, ut ejusdem regis qui regie dignitati non deferens, et generis sui claritati non parcens, dictorum rebellium se ducem constituit et aurigam, nequitia revelaretur apertius, et Ecclesie Romane justicia contra eum evidentius appareret, pridem in festo dedicationis Basilice Principis Apostolorum preterito, nuper in platea Ecclesie sancti Flaviani Montisfalconis, Balneoregensis diocesis, presente tum multitudine numerosa fidelium, duximus recensendum; qualiter felicis recordationis Innocentius papa quartus, etc. *ut in superiori processu usque ad* beneficium obtinere. Tantis itaque ac talibus per premissas monitiones, prohibitiones et penarum comminationes memoratis Petro regi Aragonie nepoti, rebellibusque Siculis, ministris complicibus, satellitibus, et fautoribus eorumdem, tanquam apertis datis significationibus ut a facie arcus fugerent, et se ab instantia recti judicii merita duritia liberarent, non humiliatum, sed obduratum est in suis perversitatibus insipiens cor eorum. Nec enim acquieverunt monitionibus, nec prohibitionibus paruerunt, nec comminationum horruere sevitiam, nec ab eorum instantia expaverunt, sed eis contemptis omnimodis suas non solum continuatione aggravere nequitias, verum etiam multiplicationibus variis ampliarunt, ad alias partes regni Sicilie extra sepefatam insulam constitutos hostiliter impetendas suos, sicut fertur, conatus nefarios extendentes. Ne igitur tam juste comminationes fiant injuste ludibrio, si eorum justitia prosequutione debita fraudaretur, neve sine vindicta gravis adeo crescat insania, dignum putavimus, ut memoratum Petrum nepotem regem Aragonum, tantamque ipsius pertinaciam ultrix sententia prosequatur. Et ideo regnum Aragonum ceterasque terras Regis ipsius de fratrum nostrorum consilio exponentes ut sequitur, ipsum Petrum regem Aragonie, eisdem Regno et terris, regioque honore sententialiter, justitia exigente, privamus, et privantes exponimus eadem regnum et terras occupanda Catholicis, de quibus et prout sedes Apostolica duxerit providendum, in dictis terris et regno ejusdem Ecclesie Romane, ut premittitur, jure salvo, vassallos ipsius quos prout premissa declarant a juramento fidelitatis, quos tenebantur, eidem jam absolvimus, denunciantes penitus absolutos, et denuo ab eodem, et a quolibet fidelitatis vinculo et homagio expressius absolventes, ac eumdem Petrum quondam regem, Siculos complices et fautores, omnesque alios singulares, qui predictos inhibitiones, monitiones et comminationes damnabiliter contempserunt, premissis excommunicationis, universitates vero, civitates, castra et loca cetera denuntiavimus interdicti sententiis subjacere, ipsos et ipsa ex causis legitimis, et propter continuatam auctamque ipsorum contumatiam similibus sententiis supponentes. Universis preterea Christi fidelibus, cujuscumque conditionis, preminentie, sive status etiamsi dignitate pontificali, sive regia forsitan decorantur, et specialiter archiepiscopis, episcopis aliisque inferioris gradus prelatis, et personis ecclesiasticis, religiosis cujuscumque religionis aut ordinis, et secularibus, ipsique Petro quondam regi Aragonie, comitibus, vicecomitibus, baronibus, universitatibus civitatum, castrorum, ceterorumque locorum, ac universis incolis et habitatoribus eorumdem regni et terrarum quibus dictum Petrum hunc Aragonie regem privavimus, districte inhibemus ne idem Petrus de dictis regno et terris se de cetero aliquatenus intromittat: neve ceteri supradicti eidem Petro dudum regi vel aliis quibuscumque contra dictos privationem, expositionem, aut prosequentes easdem, per quos dictum regnum et terras occupandas Sedes eadem providebit, tentantibus se opponere, vel qualitercumque faveant sive prestent in hoc consilium, auxilium, seu favorem publicum vel occultum, quacumque occasione quesita vel pretextu alicujus homagii vel cujuscumque colligationis, confederationis, societatis, seu cujusvis conventionis, aut contracte hactenus sive in posterum contrahende, etiamsi colligationes, confederationes, societates, conventiones, et alia supradicta penarum adjectionis, litterarum vel juramenti, seu cujuslibet alterius sint vinculo firmitatis innexa. Nos

enim colligationes, confederationes, societates conventiones, ceteraque hujusmodi premissa, quoad hoc, de potestatis plenitudine dissolvimus, juramenta super illis prestita, penasque propter ea promissas penitus relaxantes, universos et singulos qui eas contraxerant se ad eorum observantiam quantumcumque solemniter adstringendo, ab ipsorum in premissas observatione penitus absolventes. Specialiter autem archiepiscopis, episcopis, et ceteris personis ecclesiasticis, comitibus, vicecomitibus, baronis, incolis et habitatoribus supradictis eorumdem regni Aragonie et terrarum prohibemus expresse, ne dictum Petrum olim regem Aragonie pro rege, vel pro domino recipiant, vel habeant, neve sibi obediant, vel intendant, aut ipsi vel alii pro eo de redditibus vel obventionibus, sive juribus regalibus, seu ratione dominii debitis respondeant, vel aliquam satisfactionem impendere sub velamine quocumque presumant. Alioquin memoratum Petrum quondam regem, et omnes singulares personas cujuscumque sint preminentie, conditionis, aut status ecclesiastici, vel mundani, etiamsi dignitatis regalis honore prefulgeant, excommunicationis, civitates vero, castra, villas et loca cetera, nec non universitates ipsarum, que dictas inhibitiones, vel earum aliquam preterire, propria temeritate presumserint, interdicti sententiis, quas ex nunc ferimus, decernimus subjacere, nonobstantibus cujuslibet privilegiis, vel indulgentiis quibuscumque, imperatoribus, regibus, principibus, archiepiscopis, seu quibuslibet prelatis aliis, Cisterciensibus, Predicatoribus, Minoribus, Hospitalariis, Templariis, seu religiosis aliis, aut secularibus personis, etiam in dignitate qualibet constitutis, civitatibus, castris, locis, communitatibus, collegiis, vel quibusvis universitatibus, sub quacumque verborum forma vel expressione, ab eadem Sede concessis, et quibuslibet alias indulgentiis ejusdem Sedis, per quas presentis processus effectus impediri valeat, vel differri. Que quidem omnia privilegia et indulgentias, quoad hoc omnino viribus vacuamus, et nihilominus contra dictos prelatos religiosos, comites, vicecomites, barones, incolas, habitatores, civitates, castra, villas et alia loca, et universitates ipsorum, ad privandum eos et ea quibuslibet privilegiis et indulgentiis, immunitatibus sive gratiis ipsis ab eadem Sede concessis, nec non terris, feudis, et juribus, quæ a præfata Romana, vel aliis quibuscumque tenent Ecclesiis seu personis ecclesiasticis, aut alias gravius spiritualiter et temporaliter, quando, et sicut facti suaserit qualitas, et expedire videramus, previa divina gratia procedemus. Ut autem hujusmodi noster processus ad communem omnium notitiam deducatur, cartas sive membranas processum continentes eumdem in majoris Urbevetane ecclesie appendi vel affigi ostiis seu superliminaribus faciemus, que processum ipsum quasi sonoro preconio et patulo indicio publicabunt, ita quod idem Petrus, vel alii quos processus ipse contigit, nullam postea possint excusationem pretendere quod ad eos talis processus non pervenerit, vel quod ignoraverint eumdem, cum non sit verisimile remanere quoad ipsos incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur. Actum apud Urbemveterem in platea dicte majoris ecclesie, duodecimo calendas aprilis, pontificatus nostri anno secundo, indictione undecima. »

FIN DES CURIALES DE LA DEUXIÈME ANNÉE.

INCIPIT REGESTRUM LITTERARUM

MARTINI PAPE QUARTI DE ANNO TERTIO [1]

---

311 Orvieto, 23 mars 1283.

Cum in Maioricensi ecclesia, per obitum Petri quondam episcopi pastore destituta, canonici per viam compromissi processissent et Johanni praeposito et Bernardo canonico facultatem providendi concessissent, et cum Pontius archidiaconus huiusdem ecclesiae ab his designatus fuisset, electionem huiusmodi confirmat et Pontium dictae ecclesiae praeficit in episcopum. — (Reg. 41, fol. 121 ; ann. III, nº 1.)

« *Martinus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Pontio episcopo Majoricensi salutem et apostolicam benedictionem.* Dudum Majoricensi ecclesia, per obitum bone memorie Petri Majoricensis episcopi pastoris solatio destituta, dilecti filii capitulum ejusdem ecclesie, vocatis omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, die ad eligendum prefixa, ut moris est, convenientes in unum pro futuri substitutione pastoris per viam elegerunt procedere compromissi, et tandem in Johannem prepositum et Bernardum, canonicum ipsius ecclesie, unanimiter et concorditer compromittere curaverunt, concessa eis providendi ea vice de persona ydonea eidem ecclesie de pastore plena et libera potestate : promittentes quod illum in suum et ejusdem ecclesie episcopum et pastorem reciperent et haberent, de quo iidem compromissarii prefate ecclesie per electionem canonicam vel postulationem concordem ducerent providendum. Qui tandem secedentes in partem, diversis inter se super hoc tractatibus habitis, suisque votis diligenti examinatione discussis, juxta formam hujusmodi compromissi consenserunt unanimiter in te, tunc archidiaconum ecclesie memorate ; et deinde dictus prepositus vice sua et de ejusdem college sui ac totius capituli prefati consensu, juxta ejusdem compromissi tenorem, de te eidem ecclesie providit, ac nichilominus te in ejusdem ecclesie elegit episcopum et pastorem, tuque postmodum electioni hujusmodi de te facte ad instantiam ejusdem capituli consensisti. Presentato itaque nobis hujusmodi electionis decreto, et eisdem capitulo illam a nobis petentibus confirmari, tam ipsius electionis quam tue persone merita examinari fecimus diligenter ; et tandem quia invenimus electionem ipsam de persona utique ydonea canonice celebratam, eam de fratrum nostrorum consilio duximus confirmandam, preficientes te ipsi ecclesie in episcopum et pastorem, curam et administrationem illius tibi in spiritualibus et temporalibus et committendo, ac subsequenter munus consecrationis de nostris manibus tibi duximus impendendum, firma concepta fidutia —. Dat. apud Urbemveterem, X kal. aprilis, pontificatus nostri anno tertio. »

30 mars 1283.

In eundem modum capitulo ecclesiae Majoricensis mandat quatinus dicto episcopo humiliter intendentes obedientiam et reverentiam debitam exhibeant. — Dat. III kal. aprilis.

In e. m. clero civitatis et diocesis Majoricensis.

In e. m. populo Majoricensi, etc. mandat quatinus dicti episcopi mandatis et monitis humiliter intendat. — Dat. ut supra.

(1) En marge, à droite, dans l'angle supérieur de la page, on lit : « Johannes Franconis ».

23 mars 1283.

In e. m. universis ecclesiae Majoricensis vassallis, etc. mandat quatinus ejusdem mandatis et monitis intendant et prestantes eidem fidelitatis juramentum consueta servita exhibeant et de juribus debitis respondeant. — Dat. X kal. aprilis, anno tertio.

30 mars 1283.

In e. m. .. regem Majoricorum illustrem rogat quatinus eidem episcopo se favorabilem et benignum exhibeat, ac ipsum et eandem ecclesiam benivolentiae suae gratia prosequatur. — Dat. apud Urbemveterem, III kal. aprilis, anno tertio.

312 Orvieto, 10 avril 1283.

Episcopo Tiburtino et guardiano Fratrum Minorum de Urbe mandat quatinus ad ecclesiam Sanctae Mariae Rotundae de Urbe, papae immediate subjectae, in qua multa committuntur enormia, personaliter accedentes, ibidem quae eis corrigenda et reformanda visa fuerint corrigant ac reforment. — (Reg. 41, fol. 121, nº 2; — Potthast, nº 22011.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Tyburtino et dilecto filio .. guardiano Fratrum Minorum de Urbe.* Ad audientiam nostram —. Dat. apud Urbemveterem, IIII idus aprilis, anno tertio. »

313 Orvieto, 27 avril 1282.

Conventui monasterii Sancti Silvestri de Capite de Urbe, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti, qui dicto monasterio per mortem Symolphi abbatis regimine destituto, electionem canonicam seu postulationem absque speciali licentia Sedis Apostolicae facere non valet, hujusmodi licentiam concedit. — (Reg. 41, fol. 121; ann. III, nº 3.)

« *Conventui monasterii Sancti Silvestri de Capite de Urbe, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti.* Cum sicut intimantibus —. Dat. apud Urbemveterem, V kal. maii, anno tertio. »

314 Orvieto, 11 avril 1283.

.. episcopo Ferentino mandat quatinus cives Signinos, qui contra J., episcopum suum, rebelles extiterunt, postquam satisfactionem congruam exhibuerint, absolvi procuret. — (Reg. 41, fol. 121 vº; ann. III, nº 4.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Ferentino.* Ex parte venerabilis fratris nostri Petri episcopi Signini fuit propositum coram nobis, quod cum dudum cives Signini bone memorie J. Signino episcopo, predecessori suo, filiali devotione abjecta, super juribus ecclesie Signine injuriosos se redderent multipliciter et infestos, idem J. episcopus subitam populi commotionem formidans, ad quamdam turrim, ad mensam suam episcopalem spectantem, in persone sue tuitionem se contulit, fugiendo caute a facie persequentium. Verum iidem cives ad preconcepte temeritatis actum furoris spiritum relaxantes, ad dictam turrim hostiliter accesserunt, et demum, sub pietatis velamine impietatis bajulantes aculeum, eundem J. episcopum, tunc in loco ipsius turris constitutum, reformande pacis obtentu, ad se amicabiliter vocaverunt; cumque idem J. episcopus, velut pie simplicitatis alumpnus, vocationi hujusmodi fidutialiter paruisset, iidem cives de pectore fraudis veneno infidelitatis educto, manus inicientes in eum ausu dampnabili temere violentas, ipsum denique capere et per unam diem et noctem, alimoniis sibi subtractis, detinere captivum in Dei offensam, Apostolice Sedis contemptum et pontificalis dignitatis injuriam presumpserunt; nec postmodum excessu tante presumptionis contenti, dicta turri eorum insultibus hostilibus occupata, vinum, frumentum, et alia bona ejusdem mense inventa inibi secum exinde asportarunt, domibus ejusdem turris dirutis nequius et incendio concrematis, quod ipsi ad horum actum processerant, ne idem predecessor nobili viro Nicolao Comitis civi Romano turrim traderet memoratam, in excusationis sue subsidium immo potius accusationis argumentum evidens pretendendo. Cum autem, sicut accepimus, iidem cives, recognoscentes se in hac parte graviter deliquisse, prefatis P. episcopo et ecclesie de hujusmodi injuriis et dampnis se paratos offerant satisfacere competenter, idem P. episcopus de filiorum salute sollicitus nobis humiliter supplicavit, ut eosdem cives ab excommunicationis sententia quam propter hoc incurrisse noscuntur absolvi per discretum aliquem mandaremus. Nos igitur ipsius P. episcopi supplicationibus inclinati, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus si, vocatis qui fuerint evocandi, tibi constiterit ita esse, viginti ex prefatis civibus quos inveneris magis fuisse culpabiles in premissis remittas ad Sedem Apostolicam adsolvendos; reliquos vero, postquam satisfactionem hujusmodi impenderint P. episcopo et ecclesie memoratis, imposita eis pro culpa penitentia salutari, ab hujusmodi sententia juxta formam Ecclesie absolvere auctoritate nostra procures. Dat. apud Urbemveterem, III idus aprilis, anno tertio. »

315 Orvieto, 6 avril 1283.

Archiepiscopo Jadrensi mandat ut in Galvanum Dalmatinum, professum ordinis fratrum Praedicatorum, qui electioni de ipso ad episcopatum Scardonensem factae sine superiorum suorum licentia consenserat, inquirat, eumque suspendat ac ad papam mittat. — (Reg. 41, fol. 122; ann. III, nº 5; — Potthast, nº 2207.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Jadrensi.* Significavit nobis dilectus —. Dat. apud Urbemveterem, VIII idus aprilis, anno tertio. »

316 Orvieto, 13 avril 1283.

Oddoni, abbati monasterii Sancti Luciani Belvacensis, mitra, annulo, baculo pastorali utendi facultatem, necnon et alia quaedam privilegia concedit. — (Reg. 41, fol. 122; ann. III, nº 6.)

« *Dilecto filio Oddoni, abbati monasterii Sancti Luciani Belvacensis, ordinis sancti Benedicti.* Favor tue devotionis, quam habere dinosceris ad nos et Ecclesiam Romanam, exposcit ut quam digne cum Deo possimus tibi gratiam faciamus. Volentes itaque personam tuam propter hoc, ac contemplatione dilecti filii nostri J., tituli Sancte Cecilie presbiteri cardinalis, cujus germanus diceris, quique propter hoc apud nos specialiter intercessit utilis, prosequi adjectione favoris, tuis supplicationibus inclinati, utendi mitra et anulo ac baculo pastorali, benedicendi quoque pallas altaris et alia ornamenta ecclesiastica ad tui monasterii usura et dandi primam tonsuram et quatuor minores ordines fratribus tui monasterii volentibus ibidem servire Domino in ordine clericali, tibi personaliter auctoritate presentium concedimus facultatem. Nulli ergo etc nostre concessionis etc. Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

317 Orvieto, 10 avril 1283.

.. Wratislaviensi et .. Poznaniensi episcopis mandat quatinus si eis constiterit Lestchonem Cracoviae, Sandomeriae et Syradiae ducem in Paulum, Cracoviensem episcopum, proditionaliter et injuriose manus injecisse et castra, libros, vestes, pontificalia ornamenta necnon et equos, etc., tam ipsius episcopi quam episcopalis sedis Cracoviensis occupasse, eum ejusque complices excommunicatos publice nuncient. — (Reg. 41, fol. 122; ann. III, nº 7; — Potthast, nº 22009. — Theiner, *Mon. Pol.*, I, 89, nº 163.)

« *Venerabilibus fratribus .. Wratislaviensi et .. Poznaniensi episcopis.* Gravem et horrendum excessum quem nobilis viri Lestcho Cracovie, Sandomerie et Syradie ducis detestanda presumptio in personam venerabilis fratris nostri Pauli, Cracoviensis episcopi, dicitur commisisse, nuper audivimus, tanto potius inde turbati, quanto moleste ferimus irrogatas coepiscopis nostris injurias et offensas. Intelleximus etenim quod dux ipse dampnabiliter ad malginitatis opera pravitatis studiis se convertens, ut facilius preconceptam iniquitatem pareret ac impietatis virus, quod adversus eundem episcopum in malivoli pectoris abditis occultabat evomeret, parlamentum indixit certo termino celebrandum, ad illud episcopum specialiter evocans memoratum. Quem tandem ad ipsius ducis presentiam fidutialiter accedentem, post benigne, licet ficte salutationis alloquium, quod securitatis comodum promittebat, ad pacis osculum, sub velamine simultate devotionis admisit illius scelesta vestigia, qui humani generis redemptorem, fallacis osculi exhibitione tradidit immitatus. Et postmodum prefatum episcopum sic receptum, celate fraudis claustra nequiter reserans et malitie ostium latentis aperiens, injectis in episcopum manibus Dei timore postposito temere violentis, abjectaque reverentia que ministris divinis deberi dinoscitur, ausu sacrilego capi fecit et vehiculo lingneo ingnominiose impositum, ejus pedibus impiis predicti ducis manibus in offense gravioris augmentum artius colligatis, ad quoddam ipsius castrum, quod Siraz vulgariter nuncupatur, illis eidem probris contumeliosis aduci ibique tetro carceri mancipari, quem adhuc vinculis compeditum ferreis dicitur detinere. Nec sufficit malitie dicti ducis tam proditionaliter eundem episcopum capere, tam injuriose tractare, nisi et ipsemet deputata gressibus membra ejus sub modis strictioribus coherceret. Nimirum mirari non immerito cogimur, quod sic dux ipse si consonent facta relatibus, voluntatis precipitis frena laxare, sic pravis adherere consiliis potuit, ut in tantam prorumperet temeritatis audatiam, ne dicamus insaniam et in actus tam reprobos, tam enormes quomodolibet prosiliret, cum sicut fertur, idem dux tanquam in sensum perversum deditus premissorum perpetratione dampnabili non contentus, sed mala malis adiciens et excessus excessibus coacervans, castra, libros, vestes, pontificalia ornamenta, necnon et equos, proventus ac redditus universos, tam ipsius episcopi quam episcopalis sedis Cracoviensis et clericorum aliorumque familiarium episcopi supradicti temerariis ausibus presumpserit occupare in divine majestatis offensam, Apostolice Sedis injuriam et contemptum, grave scandalum circumposite regionis ac libertatis ecclesiastice non modicum detri-

mentum. Quia igitur excessum hujusmodi tam enormem, tam pernitiosum exemplo et in conspectu superni principis odiosum non possumus nec debemus taciturnitate silentii preterire, ad illum, ut convenit, castigandum, ne impunitus deteriora presumat, partes adhibendas censuimus apostolice potestatis. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, si de hujusmodi manuum injectione, carceris mancipatione et detentione vobis constiterit, prefatum ducem et omnes alios qui ejusdem ducis complices extiterint in hac parte tamdiu vos vel alter vestrum per vos vel per alium seu alios excommunicatos publice nuntietis et faciatis ab omnibus artius evitari, donec prefatum episcopum reddere libertati et super premissis eidem episcopo satisfecerint competenter, et per Sedem Apostolicam absolutionis beneficium meruerint obtinere, et nichilomimus prefatum ducem quod predicta omnia occupata taliter ab ipso vel ejus favore integre restituat, et de dampnis episcopo, Sedi Cracoviensi, clericis et familiaribus supradictis illatis eis plenam et debitam satisfactionem impendat, monitione premissa per excommunicationem in personam ipsius ducis, appellatione remota, cogatis. Quod si forte prefatus dux hujusmodi excommunicationem, post hujusmodi nuntiationem vestram, per quindecim dierum spatium animo sustinuerit indurato, vos extunc terras ipsius interdicto ecclesiastico supponatis, aggravaturi alias manus vestras nichilominus contra eum, prout justitia suaserit et protervitas exegerit contumacis, invocato contra ducem et fautores eosdem postmodum, si opus fuerit, auxilio brachii secularis; contradictores per censuram eandem appellatione postposita compescendo; non obstante si eidem duci, vel fautoribus ejus sub quacumque forma verborum ab Apostolica Sede indultum existat, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint, aut terre ipsorum ecclesiastico interdicto supponi per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, et qualibet alia ipsius Sedis indulgentia cujuscumque sit tenoris, expressionis aut forme per quam effectus presentium impediri valeat vel differri. Dat. apud Urbemveterem, IIII idus aprilis, anno tertio. »

318 Orvieto, 13 avril 1283.

Cum in monasterio Sancti Benedicti de Padolirone, ordinis sancti Benedicti, Mantuanae diocesis, per obitum Gerardi abbatis vacante, de I. priore ipsius monasterii ac de Egidio tunc abbate monasterii Sancti Pontiani Lucani duae electiones in discordia celebratae fuissent, dicto Egidio postmodum apud Sedem Apostolicam defuncto, inhibet ne quis, causa hujusmodi pendente, ad electionem aliquam sive postulationem in predicto monasterio procedere presumat. — (Reg. 41, fol. 122 v°; ann. III, n° 8.)

« *Martinus etc. Ad perpetuam rei memoriam.* Dudum, sicut accepimus, in monasterio Sancti Benedicti de Padolirone, ordinis sancti Benedicti, Mantuane diocesis, per obitum quondam Gerardi abbatis ipsius monasterii vacante abbate, due fuerunt electiones, una videlicet de dilecto filio Johanne, priore ipsius monasterii, reliqua vero de quondam Egidio, tunc abbate monasterii Sancti Pontiani Lucani, in discordia celebrate. In quibus nempe postmodum ad Sedem Apostolicam legitime devolutis, felicis recordationis Clemens bone memorie S. tituli Sancti Martini presbiterum et dilectum filium nostrum Johannem Sancte Marie in Cosmedin, ac demum eodem S. sublato de medio pie memorie Johannes Romani pontifices predecessores nostri, M. Sancte Marie in Porticu diaconos cardinales concesserunt partibus auditores; cum autem postquam aliquamdiu fuerat in hujusmodi electionum causa processum, predictus Egidius apud ipsam Sedem clauserit diem extremum, nos cupientes hominum obviare calumpniis, que possent in hujusmodi negotio nova et indebita obstacula suscitare, auctoritate presentium districtius inhibemus ne quis causa hujusmodi sic pendente, ad electionem aliquam sive postulationem in dicto monasterio de Padolirone procedere quoquomodo presumat : decernentes exnunc irritum et inane si secus a quoquam super hoc contra inhibitionem hujusmodi scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergo etc., nostre inhibitionis et constitutionis etc. Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

319 Orvieto, 18 mai 1283.

Majori Monasterio Turonensi, ordinis sancti Benedicti, per mortem S. abbatis regimine destituto, intellecto quod Robertus, tunc prior de Cella in Bria, per viam compromissi a conventu electus in papae manibus jus suum resignavit, provisio vero dicti monasterii Sedi Apostolicae reservata fuit, eumdem Robertum in abbatem praeficit (Reg. 41, fol. 123, ann. III n° 9.)

« *Dilecto filio Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis.* Dudum Majori Monasterio Turonensi, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinente, ordinis sancti Benedicti, per mortem quondam S. ipsius monasterii abbatis regimine destituto, dilecti filii .. prior et conventus ejusdem monasterii certa die ad eligendum prefixa, vocatis et presentibus omnibus qui debuerunt, voluerunt et potuerunt commode interesse, convenientes in unum,

diem ipsum in nonnullos alios proximo subsequentes successive continuare curarunt. Et, invocata Spiritus Sancti gratia, per viam compromissi ad electionem procedere intendentes, in septem ipsius monasterii monachos unanimiter et concorditer compromittere curaverunt, concessa eis providendi ea vice per electionem vel provisionem canonicam de aliqua ipsius monasterii persona ydonea dicto monasterio de abbate plena et libera potestate, promittentes quod illum in suum ac ipsius monasterii abbatem reciperent et haberent, de quo iidem compromissarii usque ad consumptionem cujusdam inibi candele accense prefato monasterio in abbatem ducerent providendum. Qui tandem secedentes in partem, diversis inter se tractatibus habitis, et votis suis diligenti examinatione discussis, hujusmodi compromissi forma servata, in te, tunc priorem de Cella in Bria, nondum predicta candela consumpta unanimiter consenserunt, te in abbatem ipsius monasterii eligendo, ac dilectus filius Guillelmus prior de Mantenaio, ejusdem monasterii monachus, qui erat unus de compromissariis memoratis, nomine suo et collegarum suorum, speciali mandato et voluntate expressa, sibique super hoc ab eisdem collegis tradita plena et libera potestate, de te monasterio providit eidem, te nichilominus eligens in abbatem monasterii supradicti, universis monachis qui ad electionem hujusmodi celebrandam sub numero copioso convenerant approbantibus et ratam habentibus provisionem seu electionem hujusmodi de te factam; tuque postmodum, prestito a te infra tempus legitimum super eadem electione consensu, ad Apostolicam Sedem accedens, jus quod tibi ex electione hujusmodi competebat sponte ac libere in nostris manibus resignasti. Nos vero, hujusmodi resignationem tuam benignius admittentes, provisionem ipsius monasterii ea vice dispositioni Sedis Apostolice duximus reservandam. Postmodum autem diligentius attendentes laudabile quod tibi de honestate conversationis et vite testimonium perhibetur, considerantes etiam tue multiplicis probitatis merita, nostris ab olim sensibus non ignota, et volentes obviare dispendiis, que solent monasteriis ex vacatione diutina imminere, te de fratrum nostrorum consilio eidem monasterio prefecimus in abbatem, plenam et liberam administrationem ipsius tibi in spiritualibus et temporalibus committentes, faciendo tibi subsequenter per venerabilem fratrem nostrum B., Portuensem episcopum, munus benedictionis impendi, firma concepta fidutia quod —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. junii, anno tertio. »

In eundem modum priori et conventui Majoris Monasterii Turonensis mandat quatinus eidem abbati obedientiam et reverentiam debitam exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis vassallis Majoris Monasterii Turonensis mandat quatinus eiusdem abbatis mandatis et monitis intendant, et eidem praestantes fidelitatis juramentum, consueta servitia exhibeant, ac de juribus debitis respondeant. — Dat. ut supra.

320 Orvieto, 14 mai 1283.

Monasterio Sancti Sabae de Urbe, ordinis Sancti Benedicti, per obitum Andreae abbatis pastore destituto, electione de fratre Gentili de Montorio, monacho monasterii Sancti Pauli de Urbe, cassata, Jacobum tunc abbatem monasterii Sancti Johannis de Argentella, Sabinensis diocesis, in abbatem praeficit. — (Reg. 41, fol. 123 v°, ann. III, n° 10.)

« *Jacobo abbati monasterii Sancti Sabe de Urbe, ordinis Sancti Benedicti.* Dudum monasterio Sancti Sabe de Urbe, ordinis Sancti Benedicti, per obitum quondam Andree abbatis ipsius monasterii pastoris solatio destituto, conventus ejusdem monasterii providendi ea vice de abbate a nobis postulata licentia et optenta, vocatis et presentibus omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, die ad hoc prefixa, pro futuri substitutione abbatis, prout moris est, convenientes in unum et tandem per viam scrutinii procedere ad electionem hujusmodi eligentes, Johannem Martini, Albertum et Salimbene monachos ipsius monasterii suorum votorum scrutatores concorditer elegerunt: qui sua et singulorum de dicto conventu vota secreto et singillatim diligentius perscrutati, mox dictis conventui scrutinium hujusmodi publicarunt; et comperto denique quod tam dicti scrutatores quam singuli de dicto conventu in fratrem Gentilem de Montorio, monachum monasterii Sancti Pauli de Urbe, direxerant vota sua, prefatus Albertus de mandato eorundem, suo et ipsius conventus nomine, eundem Gentilem in abbatem ejusdem monasterii Sancti Sabe postulando elegit et eligendo etiam postulavit. Cumque postmodum iidem conventus fecissent nobis postulationem et electionem hujusmodi presentari, quod postulationem admittere seu electionem hujusmodi confirmare dignaremur humiliter supplicantes, nos postulationem et electionem easdem examinari fecimus diligenter, et tandem quia eas invenimus de persona minus ydonea, utpote in litteratura intolerabilem patientem defectum, postulationem et electionem hujusmodi de fratrum nostrorum consilio cassavimus, cassas et irritas duximus nuntiandas, reservantes nobis hac vice provisionem ejusdem monasterii Sancti Sabe. Unde nos, de

ipsius monasterii Sancti Sabe provisionem tanto sollicitius cogitantes quanto specialius illud Romano pontifici est subjectum, tandem pensatis diligenter meritis personarum que ad gubernationem ejusdem monasterii Sancti Sabe ydonee haberentur, in te, tunc abbatem monasterii Sancti Johannis de Argentella, Sabinensis diocesis, quem ut ex assertione accepimus fidedigna laudabilis discretionis industria, vite munditia, honestatis professio, zelus religionis et competentis litterature talentum decorant, dreximus oculos mentis nostre. Quapropter, te absolventes a vinculo quo eidem monasterio de Argentella tenebaris astrictus, te ad prefatum monasterium Sancti Sabe transferimus et ei preficimus in abbatem, firma spe fidutiaque concepta —. Dat. apud Urbemveterem, II idus maii, anno tertio. »

In eundem modum conventui monasterii Sancti Sabae de Urbe, ordinis Sancti Benedicti, mandat quatinus eidem abbati obedientiam et reverentiam debitam exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis vassallis monasterii Sancti Sabae de Urbe mandat quatinus eidem abbati fidelitatem solitam, necnon consueta servitia et jura debita exhibeant. — Dat. ut supra.

321 Orvieto, 21 juin 1283.

Episcopo Tyburtino mandat quatinus a Jacobo quem Sancti Johannis de Argentella monasterii abbatem ad regendum monasterium Sancti Sabae de Urbe papa transtulit, fidelitatis solitae juramentum recipiat. — (Reg. 41, fol. 124; ann. III, nº 11.)

« .. *episcopo Tyburtino.* Cum dilectum filium —. Dat. apud Urbemveterem, XII kal. junii, anno tertio. »

322 Orvieto, 15 mai 1283.

Inhibet ne quis in monasterio Sancti Johannis [de Argentella] ad electionem vel postulationem de aliqua persona celebrandam procedere quoquo modo praesumat. — (Reg. 41, fol. 124; ann. III, nº 12.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Cum dilectum filium. — Dat. apud Urbemveterem, idibus maii, anno tertio. »

323 Orvieto, 16 mai 1283.

Cum in ecclesia Eduensi, per mortem Gerardi quondam ipsius episcopi pastore destituta, duae electiones de Jacobo tunc ejusdem ecclesiae praeposito et de Guidone de Simentone canonico, celebratae fuissent, ac hujusmodi negotio ad Sedem Apostolicam per viam appellationis devoluto, dictus Guido ejusque fautores omni querelae jurique renuntiassent, praefati Jacobi electionem ratam habet et confirmat, ipsumque ecclesiae Eduensi praeficit in episcopum. — (Reg. 41, fol. 124; ann. III, nº 13.)

« *Venerabili fratri Jacobo episcopo Eduensi.* Ad universalis Ecclesie —. Ecclesia siquidem Eduensis per mortem bone memorie Gerardi Eduensis episcopi solatio destituta pastoris, dilecti filii .. decanus et capitulum ipsius ecclesie certa die ad eligendum prefixa, vocatis et presentibus omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt commode interesse, pro futuri substitutione pastoris, prout est moris, convenientes in unum, et tandem predicta die continuata in aliam immediate sequentem, post diversos tractatus super hoc habitos per viam scrutinii procedere eligentes, tres de dicto capitulo fidedignos, videlicet dilectos filios Nicolaum ejusdem ecclesie, Hugonem Belnensem in ipsa archidiaconos, et Oddonem de Salone, canonicum Eduensem, assumere curaverunt, concessa eis a decano et capitulo supradictis inquirendi secreto et singillatim sua primo et deinde aliorum singulorum vota, publicandi scrutinium, et alia faciendi que ad scrutinium pertinent potestate. Qui hujusmodi forma servata sollicite in negotio processerunt. Et demum ab eis in capitulo hujusmodi scrutinio publicato et diligenti collatione facta numeri ad numerum, meriti ad meritum et zeli ad zelum, secundum formam concilii generalis, compertum extitit quod de triginta et novem ecclesie predicte canonicis, qui ad electionem hujusmodi convenerant celebrandam, viginti et septem in te, tunc prepositum, et decem in Guidonem de Simentone, canonicum Eduensem, consenserant, te ac eodem Guidone in quosdam singulares ecclesie predicte canonicos dirigentibus vota vestra. Unde prefatus Nicolaus archidiaconus qui, sicut premittitur, erat unus de scrutatoribus memoratis, vice sua et eorum qui in te consentire curaverant, et etiam speciali mandato facto sibi super hoc primitus ab eisdem, te in Eduensem episcopum duxit canonice eligendum, eodem Oddone Guidonem ipsum vice sua et illorum qui in eundem consenserant in Eduensem episcopum similiter eligente; tuque ac idem Guido hujusmodi electionibus factis de vobis infra tempus legitimum consensistis. Cumque predictarum electionum negotium per appellationes hinc inde interpositas fuisset ad Sedem Apostolicam devolutum, nos venerabili fratri nostro. B. Portuensi episcopo prefatum negotium duximus committendum, super quo aliquandiu extitit coram eodem episcopo litigatum, et tan-

dem jamdictus Guido omni juri, si quod sibi per hujusmodi electionem suam fuerat acquisitum, in ejusdem Portuensis episcopi manibus sponte cessit, ac nichilominus exceptionibus omnibus contra te et electores tuos propositis ab eodem renuntiavit expresse, predicto B. episcopo de nostro speciali mandato cessionem et renuntiationem hujusmodi admittente. Prefatus quoque Oddo et Johannes de Ancona, dilectorum filiorum Hugonis de Corrabuf, Helye de Suleyo, et Guidonis de Castronovo, canonicorum ejusdem ecclesie procurator, qui se electioni tue duxerant opponendos, liti cedere ac exceptionibus omnibus contra te oppositis totaliter renuntiare curarunt, prefatis Hugone, Helya et Guidone de Castronovo per procuratores eorum ad hoc specialiter constitutos hujusmodi cessionem et renuntiationem Oddonis et Johannis predictorum postmodum approbantibus et eam ratam habentibus in episcopi presentia memorati. Nos autem diligentius attendentes tuam conversationem laudabilem, donum scientie aliaque tue multiplicis probitatis merita grandia, nobis utique non ignota et propterea non indigne volentes te favoris exhibitione precipui confovere, presertim cum per diligentem examinationem electionis et electe persone invenerimus electionem predictam de te canonice celebratam, electionem ipsam de fratrum nostrorum consilio duximus confirmandam, preficientes te predicte ecclesie Eduensi in episcopum et pastorem, curam et administrationem illius tibi in spiritualibus et temporalibus committendo, ac faciendo tibi subsequenter per eundem episcopum munus consecrationis impendi, firma concepta fidutia —. Dat. apud Urbemveterem, XVII kal. junii, anno tertio. »

In eundem modum dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesiae Eduensis mandat quatinus eidem episcopo obedientiam et reverentiam debitam exhibeant —. Dat. ut supra.

In e. m. populo civitatis et diocesis Eduensis mandat quatinus ejusdem episcopi mandatis et monitis humiliter intendant. — Dat. ut supra.

In e. m. clero civitatis et diocesis Eduensis.

In e. m. universis ecclesiae Eduensis vassallis etc. mandat quatinus ejusdem episcopi mandatis et monitis humiliter intendentes, et praestantes eidem fidelitatis juramentum, consueta servitia exhibeant ac de juribus et reddibus ei debitis eidem respondeant. — Dat. ut supra.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Lugdunensi etc. mandat quatinus eidem J. episcopo vel ejus certo nuntio ipsius ecclesiae administratione dimissa, se illi benignum exhibeat —. Dat. ut supra.

In e. m. carissimo in Christo filio .. regem Francorum rogat quatinus prefatum J. episcopum ac ecclesiam ei commissam sue benivolentiae grati iprose quatur. — Dat. ut supra.

324 Orvieto, 30 avril 1283.

Gaufrido tituli Sanctae Susannae presbytero cardinali curam Hospitalis Sancti Andreae siti prope ecclesiam Sanctae Mariae majoris de Urbe ejusque membrorum, tam in spiritualibus quam in temporalibus, committit. — (Reg. 41, fol. 124 v° ann. III, n° 14.)

« *Dilecto filio Gaufrido, tituli Sancte Susanne presbitero cardinali.* De circumspectione tua —. Dat. apud Urbemveterem, II kal. maii, anno tertio. »

325 Orvieto, 14 mai 1283.

Monasterio Sancti Augustini Cantuariensi per cessionem Nicolai abbatis, apud Sedem Apostolicam constituti, IIII idus maii praesentis admissam, vacanti, Thomam de Fyndona, tunc ejusdem monasterii tertium priorem, praeficit in abbatem. — (Reg. 41, fol. 125; ann. III, n° 15; — Cf. Potthast, n° 22023.)

« *Dilecto filio Thome de Fyndona, abbati monasterii sancti Augustini Cantuariensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti.* Romani pontificis quem. — Dat. apud Urbemveterem, II idus maii, anno tertio. »

In eundem modum .. priori et conventui monasterii Sancti Augustini Cantuariensis, quatinus eidem abbati debitam reverentiam et obedientiam exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m universis vassalis monasterii Sancti Augustini quatinus eidem consueta servitia et jura debita exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. regem Angliae rogat quatinus eundem abbatem benivolentia sua prosequatur. — Dat. ut supra.

326 Orvieto, 14 mai 1283.

.. archiepiscopo Dublinensi et .. episcopo Londiniensi committit ut unus ex eis Thomae de Fyndona, nuper in abbatem monasterio Sancti Augustini Cantuariensis praefecto, munus benedictionis impendat, et ab eo juramentum fidelitatis recipiat. — (Reg. 41, fol. 125; ann. III, n° 16.)

« *Venerabilibus fratribus .. archiepiscopo Dublinensi et .. episcopo Londiniensi.* Cum dilectum filium. — Dat. ut supra. »

327 Orvieto, 1er avril 1283.

Heliseo Barcliae, civi Lucano, qui per magistrum Nicolaum de Terracena, capellanum papae, archidiaconum Lexoviensem,

examinatus fuit repertus idoneus, judicatus et tabellionatus officia concedit. — (Reg. 41, fol. 125 v°; ann. III, n° 17.)

« *Dilecto filio Heliseo Barelie, civi Lucano.* Ne si vis —. Dat. apud Urbemveterem, kalendis aprilis, anno tertio. »

328 Orvieto, 14 mai 1283.

Magdeburgensi ecclesiae, per mortem Conradi ipsius archiepiscopi pastoris solatio destitutae, cum, temporibus Johannis XXI ac Nicolai paparum electionibus de Guntero, dictae ecclesiae thesaurario, dein de Bernardo de Welpia, cellerario, in discordia celebratis, ipsi papae ne ad aliquam electionem vel postulationem in dicta ecclesia procederetur, inhibuerint, Ericum, tunc ecclesiae Sancti Bonifatii Halberstadensis praepositum, capellanum papae, in archiepiscopum praeficit. — (Reg. 41, fol. 125 v°; ann. III, n° 18; — Potthast, n° 22024.)

« *Dilecto filio Erico, Magdeburgensi electo.* Sacrosancta Romana Ecclesia —. Dat. apud Urbemveterem, II idus maii, anno tertio. »

In eundem modum praeposito et capitulo Magdeburgensis ecclesiae mandat quatinus eidem electo obedientiam et reverentiam debitam impendant. — Dat. ut supra.

In e. m. clero Magdeburgensis civitatis et diocesis.

In e. m. populo Magdeburgensis civitatis et diocesis. — Dat. ut supra.

In e. m. universis vassallis Magdeburgensis ecclesiae mandat quatinus eidem electo fidelitatis juramenta praestent, necnon servitia et jura debita exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis suffraganeis Magdeburgensis ecclesiae mandat quatinus eidem electo tanquam metropolitano suo obediant. — Dat. ut supra

In e. m. regem Romanorum rogat quatinus eidem electo regalia sine difficultate dimittat, personam ejusdem benigno favore prospiciat, ac dictam ecclesiam protegat. — (Kaltenbrunner, p. 287, n° 253.)

« Divine gratia majestatis —. Dat. ut supra. »

329 Orvieto, 23 mai 1283.

Erico electo Magdeburgensi nuntiat se suffraganeis Magdeburgensis ecclesiae dedisse in mandatis ut unus eorum, ascitis sibi reliquis aut saltem duobus vel tribus ex eis seu etiam ex aliis episcopis convicinis, eidem electo munus consecrationis impendat, ne eum ad Sedem Apostolicam accedere oporteat, et se quoque pallium per Henricum, ecclesiae Sancti Wiperti in Niemborg, Magdeburgensis diocesis, et Hendericum, canonicum ecclesiae Sancti Sebastiani Magdeburgensis, Nuemburgensi et .. Missinensi episcopis praesentandum destinasse, ut ipsi jam memorato Erico, postquam consecrationem receperit, dictum pallium assignent. — (Reg. 41, fol. 126; ann. III, n° 19; — Kaltenbrunner, n° 255; — Posse, n° 1155.)

« *Erico electo Magdeburgensi.* Cum nos venerabilibus. — Dat. apud Urbemveterem, X kal. junii, anno tertio. »

330 Orvieto, 23 mai 1283.

Nuemburgensi et Missinensi episcopis mandat quatinus Erico electo Magdeburgensi, postquam pallium receperit, consecrationem assignent et ab eodem electo fidelitatis juramentum recipiant — (Reg. 41, fol. 126 v°; ann. III, n° 20; — Kaltenbrunner, p. 290, n° 256.)

« *Venerabilibus fratribus .. Nuemburgensi et Missinensi episcopis.* Cum nos vobis —. Dat. ut supra. »

331 Orvieto, 5 juin 1283.

Universis suffraganeis Magdeburgensis ecclesiae mandat quatinus Ericum, electum Magdeburgensem, in subdiaconatus ordine constitutum ad diaconatus et presbyteratus ordines unus eorum promoveat. — (Reg. 41, fol. 126 v°; ann. III, n° 21; — Kaltenbrunner, p. 290, n° 257.)

« *Universis suffraganeis Magdeburgensis ecclesie.* Cum nos nuper —. Dat. apud Urbemveterem, nonis junii, anno tertio. »

332 Orvieto, 14 mai 1283.

Suffraganeis ecclesiae Magdeburgensis mandat quatinus unus eorum, ascitis sibi saltem duobus aliis episcopis, eidem electo Magdeburgensi, postquam fuerit in presbyterum ordinatus, munus consecrationis impendat. — (Reg. 41, fol. 126 v°; ann. III, n° 22; — Kaltenbrunner, p. 290, n° 254.)

« *Venerabilibus fratribus suffraganeis ecclesie Magdeburgensis.* Cum nuper dilectum —. Dat. apud Urbemveterem, II idus maii, anno tertio. »

333 Orvieto, 14 mai 1283.

Corisopitensi ecclesiae per obitum Yvonis Corisopitensis episcopi pastore destitutae, cum, postquam major pars canonicorum numero scilicet decem et octo magistrum Guillermum de Locmaria, archidiaconatum de Pochaër et ecclesiam de

Plebe Nova in Fago, Corisopitensis diocesis, absque dispensatione Sedis Apostolicae detinentem, minor vero pars Evenum tunc canonicum Corisopitensem in episcopum elegisset, apud Sedem Apostolicam coram J., Sanctae Mariae in Cosmedin diacono cardinali, causa pendente, praedictus magister Guillermus mortuus fuerit ac idem Evenus dictae electioni renuntiaverit, predictum Evenum in episcopum praeficit. — (Reg. 41, fol. 126 v°; ann. III, n° 23; — Potthast, n° 22025.)

« *Eveno electo Corisopitensi.* In suppreme dignitatis —. Dat. apud Urbemveterem, II idus maii, anno tertio. »

18 mai 1283.

In eundem modum capitulo ecclesiae Corisopitensis mandat quatinus ejusdem electi monita et mandata suscipiant. — Dat. apud Urbemveterem, XV kal. junii, anno tertio.

In e. m. clero civitatis et diocesis Corisopitensis. — Dat. ut supra.

In e. m. populo civitatis et diocesis Corisopitensis. — Dat. ut supra.

In e. m. comitem Britanniae rogat quatinus eidem electo regalia dictae ecclesiae, quae per ipsum vacationis tempore tenentur, restituat, eundem que electum et supradictam ecclesiam commendatos habeat. — Dat. ut supra.

334 Orvieto, 15 mai 1283.

Eveno electo Corisopitensi suscipiendi diaconatus et presbyteratus ordines a quocumque maluerit catholico episcopo facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 127 v°; ann. III, n° 24.)

« *Eveno electo Corisopitensi.* Cum te nuper —. Dat. apud Urbemveterem, idibus maii, anno tertio. »

In eundem modum archiepiscopo Turonensi mandat quatinus eidem electo, postquam ab eo fuerit requisitus, ascitis duobus vel tribus episcopis, munus consecrationis impendat aut super hoc alii episcopo vices suas committat. — Dat. ut supra.

335 Orvieto, 1er avril 1283.

Thomae, episcopo Nepesino, ut de bonis mobilibus ecclesiasticis ejus dispensationi seu administrationi commissis, quae non fuerint alicui earumdem ecclesiarum usui deputata, vel quae ordinis Fratrum Minorum, quem fuit professus, non existant, necnon et quibuscumque bonis mobilibus ab eo per Ecclesiam licite acquisitis testari ac disponere possit, facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 127 v°; ann. III, n° 25; — Potthast, n° 22004.)

« *Venerabili fratri Thome episcopo Nepesino.* Quia presentis vite —. Dat. apud Urbemveterem, kalendis aprilis, anno tertio. »

Orvieto, 18 mai 1283.

In eundem modum Egidio, episcopo Nivernensi, de bonis ejus undecumque non per ecclesiam acquisitis, ac de bonis mobilibus ecclesiasticis ejus dispensationi seu administrationi commissis, necnon et quibuscumque bonis mobilibus ab eo per ecclesiam licite acquisitis. — Dat. apud Urbemveterem, XV kal. junii, anno tertio.

336 Orvieto, 30 mars 1283.

Magistro Thomae dicto de Cardolio, clerico in minoribus ordinibus constituto, Karleolensis diocesis, qui per magistrum Nicolaum de Terracena, capellanum papae, archidiaconum Lexoviensem, examinatorem super hoc deputatum, fuit repertus idoneus, officium tabellionatus concedit. — (Reg. 41, fol. 127 v°; ann. III, n° 26.)

« *Magistro Thome dicto de Cardolio, clerico in minoribus ordinibus constituto, Karleolensis diocesis.* Ne contractuum memoria —. Dat. apud Urbemveterem, III kal. aprilis, anno tertio. »

Orvieto, 2 avril 1283.

In eundem modum Johanni Nicolai de Pontecurvo, clerico in minoribus ordinibus constituto, Aquinatis diocesis. — Dat. apud Urbemveterem, X kal. maii, anno tertio.

Orvieto, 23 mai 1283

In e. m. Geraldo de Armelio, clerico in minoribus ordinibus constituto, Lemovicensis diocesis. — Dat. apud Urbemveterem, X kal. junii, anno tertio.

Orvieto, 31 mars 1283.

In e. m. magistro Johanni dicto Decimario, clerico in minoribus ordinibus constituto, Engolismensis diocesis. — Dat. apud Urbemveterem, II kal. aprilis, anno tertio.

Orvieto, 13 avril 1283.

In e. m. Heliae de Lafaya, clerico in minoribus ordinibus constituto, Petragoricensis diocesis. — Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio.

337 Orvieto, 17 juin 1283.

Cum Johanne, nato Anibaldi de Ceccano, milite, ac Perna

nata Johannis comitis, domino de Vallemontonis, qui quarto consanguinitatis gradu adinvicem se attingunt, pensato multipliciter expedire domibus eorum ac partibus circumvicinis quod domus ipsae commixtione sanguinis uniantur, dispensat ut, impedimento hujusmodi non obstante, matrimonium ad invicem contrahere possint. — (Reg. 41, fol. 127 v°; ann. III, n° 27.)

« *Dilecto filio nobili viro Johanni, nato dilecti filii nobilis viri Anibaldi de Ceccano, militi, et dilecte in Christo filie nobili mulieri Perne, nate dilecti filii nobilis viri Johannis Comitis, domini de Vallemontonis.* Etsi conjunctio copule —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. julii, anno tertio. »

338 Orvieto, 8 juin 1283.

Archiepiscopo Remensi concedendi uni personae idoneae tabellionatus officium facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 128; ann. III, n° 28.)

« *Venerabili fratri P. archiepiscopo Remensi.* Volentes tuam honorare —. Dat. apud Urbemveterem, VI idus junii, anno tertio. »

339 Orvieto, 12 juin 1283.

Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis ejusque successoribus concedit ut anulo continue et ubique, ac mitra in praedicto monasterio et alibi etiam ubique locorum, civitate Turonensi excepta, uti libere possint, necnon et pallas altaris pro eodem monasterio ac prioratibus eidem subjectis necessarias benedicere valeant. — (Reg. 41, fol. 128; ann. III, n° 29.)

« *Dilecto filio Roberto abbati Majoris Monasterii Turomensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti.* Laudande religionis. — Dat. apud Urbemveterem, II idus junii, anno tertio. »

340 Orvieto, 11 mai 1283.

Cum ecclesiae Gurcensis, per obitum Johannis quondam ipsius episcopi vacantis, dispositionem sibi papa reservasset, sed .. archiepiscopus Salzeburgensis et canonici Gurcenses, hujusmodi reservationis ignari, Chunradum decanum Ratisbonensem in episcopum elegissent, dictam electionem per Johannem, canonicum Gurcensem, et magistrum Henricum plebanum de Gosse, Salzeburgensis diocesis, sedi Apostolicae praesentatam, cassam et irritam nuntiat, attamen, dicto Chunrado omni juri sibi competenti renuntiante, capitulo praefatae Gurcensis ecclesiae sibi de persona ydonea in pastorem providendi concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 120; ann. III, n° 30; — Kaltenbrunner, n° 252.)

« *Dilectis filiis capitulo Gurcensi.* Vacante olim ecclesia. — Dat. apud Urbemveterem, V idus maii, anno tertio. »

341 Orvieto, 13 juin 1283.

Egidio, episcopo Nivernensi, super numero monialium Beatae Mariae Nivernensis et Firmitatis, qui ultra modum augmentatus est, providendi concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 128 v°; ann. III, n° 31.)

« *Venerabili fratri Egidio episcopo Nivernensi.* Exhibita nobis tua petitio continebat, quod in beate Marie Nivernensis et Firmitatis monasteriis, ordini sancti Benedicti, tue diocesis, monialium numerus augmentatus in tantum et facultates eorum sunt adeo diminute quod non possunt ex eis moniales ipse commode sustentari : quare nobis humiliter supplicasti, ut providere super hoc de benignitate Sedis Apostolice curaremus. Nos itaque, tuis supplicationibus inclinati, premissa diligenti inquisitione, si tibi constiterit ita esse, statuendi certum numerum monialium in monasteriis supradictis in quibus, sicut premittitur, est numerus augmentatus, prout pensatis monasteriorum ipsorum facultatibus diligenter secundum Deum videris expedire, liberam tibi auctoritate presentium concedimus facultatem. Nos enim statuimus ut predicta monasteria numero quem in eis instituendum duxeris sint contenta, nisi in tantum illorum excreverint facultates quod numerum ipsum merito exigant augmentari, mandato Sedis Apostolice semper salvo. Dat. apud Urbemveterem, XI kal. junii, anno tertio. »

342 Orvieto, 21 juin 1283.

Guillelmo de Mortorio, canonico Mimatensi, indulget ut, nonobstante defectu natalium quem patitur, personatum vel dignitatem non habentem curam animarum annexam recipere ac retinere possit. — (Reg. 41, fol. 128; ann. III, n° 32.)

« *Guillelmo de Mortorio canonico Mimatensi.* Illegitime genitos quos —. Dat. apud Urbemveterem, XI kal. julii, anno tertio. »

343 Orvieto, 13 juin 1283.

Eveno, electo Coriosopitensi, indulget ut una cum episcopatu

elemosinariam Nongenti Rotrodi retinere possit, dummodo .. comitis Britanniae consensus accedat, qui in eadem elemosinaria jus obtinet patronatus. — (Reg. 41, fol. 128 v°; ann. III, n° 33.)

« *Eveno electo Coriospitensi.* Cum sicut nobis exponere curavisti, ecclesia Corisopitensis in redditibus non habundet et gravata sit onere debitorum, nos volentes persone tue gratiam facere specialem per quam sollicitudini tue incumbentia ejusdem ecclesie onera valeas facilius supportare, et tuis supplicationibus inclinati, ut elemosinariam de Nongento Rotrodi, Carnotensis diocesis, quam te asseris canonice assecutum, et in qua dilectus filius nobilis vir .. comes Britanie jus obtinet patronatus, possis una cum episcopatu Corisopitensi licite retinere, aliqua constitutione contraria non obstante, dummodo ad id dicti comitis accedat assensus, auctoritate tibi presentium indulgemus, proviso quod eadem elemosinaria debitis obsequiis non fraudetur. Nulli ergo etc., nostre concessionis etc. Dat. apud Urbemveterem, idibus junii, anno tertio. »

344 Orvieto, 5 juillet 1283.

.. archiepiscopo Narbonensi et .. episcopo Nemausensi mandat quatinus tractatum inter .. episcopum et capitulum ecclesiae Biterrensis ex parte una et .. regem Franciae et altera initum diligenter inspiciant et, si expedire visum fuerit, dicto episcopo et capitulo hujusmodi compositionem faciendi auctoritate apostolica licentiam tribuant. — (Reg. 41, fol. 128 v°; ann. III, n° 34.)

« *Venerabilibus fratribus .. archiepiscopo Narbonensi et .. episcopo Nemausensi.* Sua nobis venerabilis frater noster .. episcopus et dilecti filii capitulum Biterrenses petitione monuerunt quod inter ipsos ex parte una et carissimum in Christo filium nostrum .. regem Francie illustrem ejusque ballivos et officiales super quibusdam castris, territoriis sive locis necnon et mero ac mixto imperio in certa parte civitatis Biterrensis et quibusdam locis aliis exercendis et super aliis diversis articulis sunt multiplices questiones exorte, quarum occasione Biterrensis ecclesia perpessa est diversa gravamina et jacturas; nuper autem de bonorum virorum consilio ad sopiendas hujusmodi questiones communis pacis tractatus est habitus inter partes, in quo inter alia dicitur esse actum quod dicto regi tria milia librarum turonensium a memoratis episcopo et capitulo persolvantur, ex quo quidem tractatu speratur compositionem posse amicabilem provenire, que creditur ipsi ecclesie non modicum profutura. Quare prefati episcopus et capitulum nobis humiliter supplicarunt, ut faciendi compositionem hujusmodi eis licentiam concedere dignaremur. Nos igitur, de circumspectione vestra plenam in Domino fiduciam obtinentes, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus universis articulis et tractatu predictis diligenter inspectis, si vobis visum fuerit quod dicta compositio sit utilis ecclesie memorate, predictis episcopo et capitulo, auctoritate nostra, postulatam licentiam concedatis. Dat. apud Urbemveterem, III nonas julii, anno tertio. »

345 Orvieto, 13 juin 1283.

.. regi Angliae Johannem, qui de cellerario monasterii de Evesham, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti, Wigorniensis diocesis, per viam compromissi in abbatem ipsius monasterii, Willelmo de Tiwa, ejusdem monacho, de dicto negocio vice compromissariorum providente, electus fuerat, commendat, dictamque electionem ratam habet et confirmat. — (Reg. 41, fol. 129; ann. III, n° 35.)

« *Regi Anglie illustri.* Dudum monasterio de Evesham. — Dat. apud Urbemveterem, idibus junii, anno tertio. »

346 Orvieto, 6 juillet 1283.

Cum Waltero dicto de Bathonia, acolyto, Saresbiriensis diocesis, dispensat, ut, non obstante defectu natalium quem patitur, sicut testimonio H., tituli Sancti Laurentii in Lucina presbyteri cardinalis, papa accepit, in susceptis ordinibus ministrare, ad omnes sacros promoveri, ac beneficium ecclesiasticum, etiam si curam habeat animarum, obtinere valeat. — (Reg. 41, fol. 129; ann. III, n° 36.)

« *Waltero dicto de Bathonia, acolito, Saresbiriensis diocesis.* Exemplo Domini qui —. Dat. apud Urbemveterem, II nonas julii, anno tertio. »

347 Montefiascone, 27 octobre 1282.

S., archiepiscopo Bituricensi, facultatem concedit per se vel per alium in singulis cathedralibus ecclesiis provinciae Bituricensis personas idoneas in canonicos ac fratres recipiendi, ac eis de prebendis providendi, non obstantibus consuetudinibus vel statutis contrariis quacumque firmitate vallatis. — (Reg, 41, fol. 129 v°; ann. III, n° 37.)

« *Venerabili fratri S., archiepiscopo Bituricensi.* Personam tuam eo —. Nos itaque, fraternitati tue laudabili-

bus tuis exigentibus meritis gratificari volentes, faciendi recipi ex nunc auctoritate nostra per te vel per alium in singulis cathedralibus ecclesiis Bituricensis provincie singulas personas ydoneas in canonicos et in fratres, ac providendi eis de prebendis nulli alii de jure debitis, si que in ecclesiis ipsis vacant ad presens, vel quamcito ad id obtulerit se facultas, dummodo uni persone in una dumtaxat contingat ecclesia provideri, necnon et contradictores super hoc per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendi, non obstantibus de certo canonicorum numero seu quibuslibet aliis consuetudinibus vel statutis contrariis earundem ecclesiarum juramento, confirmatione Sedis Apostolice, seu quacumque alia firmitate vallatis, aut si pro aliis apostolica scripta in eisdem ecclesiis sint directa, quibus nolumus per hoc aliquod prejudicium generari, sive si aliquibus communiter vel divisim a Sede Apostolica sit indultum, quod ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur, quodque ad id compelli, aut quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint, seu quod de prebendis predictarum ecclesiarum vel beneficiis ad eorum collationem seu dispositionem spectantibus nequeat alicui provideri per litteras apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, sive qualibet dicte Sedis indulgentia generali vel speciali cujuscumque tenoris existat, per quam presentibus non expressam vel totaliter ininsertam, effectus hujusmodi gratie impediri valeat vel differri, et de qua in nostris litteris specialis mentio sit habenda, liberam tibi tenore presentium concedimus facultatem. Dat. apud Montemflasconem, VI kal. novembris anno secundo. »

348 Orvieto, 12 juin 1283.

Roberto de Brazincorte, decano ecclesiae Carnotensis, mandat quatinus monachis monasterii Cesariensis, ordinis Sancti Benedicti, Bajocensis diocesis, aere alieno oppressis, licentiam tribuat alicui ad vitam aliquid ex maneriis dicti monasterii concedendi, pro certa pecuniae quantitate in exonerationem debitorum assignata. — (Reg. 41, fol. 129 v°; ann. III, n° 38.)

« *Dilecto filio Roberto de Brazincorte, decano ecclesie Carnotensis.* Dilecti filii .. abbas et conventus monasterii Cesariensis, ordinis sancti Benedicti, Bajocensis diocesis, nobis humiliter supplicarunt, quod cum monasterium ipsum tanto prematur onere debitorum in utilitatem ipsius monasterii conversorum, quod ejus proventus vix sufficiant ad voraginem usurarum, concedendi alicui ad vitam suam aliquid de maneriis ipsius monasterii pro certa pecunie quantitate in exonerationem debitorum hujusmodi convertenda, eis licentiam concedere dignaremur. Nos itaque volentes indempnitati ipsius monasterii in hac parte, quantum cum Deo possumus, precavere, ac de circumspectione tua plenam in Domino fiduciam obtinentes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, inquisita super hujusmodi debitis diligentius veritate, si res inveneris ita esse, eisdem abbati et conventui licentiam hujusmodi tribuas postulatam : ita tamen quod pecuniam, pro qua manerium ipsum sic ad vitam concedi contigerit, integre eadem auctoritate recipere, ac in solutionem debitorum hujusmodi fideliter convertere non postponas, illis primitus usuris omnino cessantibus creditoribus satisfaciendo, qui super hoc jure fuerint potiores. Dat. apud Urbemveterem, II idus junii, anno tertio. »

349 Orvieto, 7 juillet 1283.

.. Brixiensi et .. Basiliensi episcopis ac archipresbitero ecclesiae Mediolanensis mandat quatinus .. potestatem, consilium et commune Cumanos, monitione praemissa, auctoritate apostolica compellant ut omnes statuta et ordinationes revocent, quibus archipresbitero, clero et capitulo Cumanis collectam quatuor miliam librarum imponere praesumpserunt, dictosque archipresbiterum, clerum et capitulum multis gravaminibus et injuriis affligunt. — (Reg. 41, fol. 129 v°; ann. III, n° 39.)

« *Venerabilibus fratribus .. Brixiensi et .. Basiliensi episcopis, ac dilecto filio archipresbitero ecclesie Mediolanensis, capellano nostro.* Adversus detestabiles presumptiones —. Sane sicut intimantibus nobis dilectis filiis .. archipresbitero et capitulo ac clero Cumanis, ad nostrum pervenit auditum .. potestas, consilium et commune Cumani ad ipsorum gravamina et injurias aspirantes, non attendendo quod eis in personis et bonis ecclesiasticis nulla est attributa potestas, in subsidium expensarum quas facturi sunt, ut asserunt, in retentione quorundam equorum impositorum per eos certis personis ipsius civitatis, collectam quatuor milium librarum usualis monete solvendarum dicto communi, usque ad certum tempus, quod jam effluxisse dicitur, archipresbitero capitulo et clero predictis temeritate propria imponere presumpserunt, volentes et ordinantes quod eis in collecta hujusmodi deficientibus predicti communis patrocinium subtrahatur, domorum suorum claudantur ostia, nullusque de dicto communi aut de juridictione ac districtu eorum tales audiat nec loquatur, illis aut ignem prestet vel consilium seu favorem, nec solvantur eis

redditus, census, aut decime, nec etiam in foro suo de suis injuriatoribus justitia prebeatur. Ordinaverunt etiam predicti potestas, consilium et commune, quod coloni terrarum ac pensionarii domorum et decimatores eorum, per quatuor cives Cumanos, quos prefati potestas, consilium et commune ad hoc ordinaverunt, ad consignandum eis nomine dicti communis in scriptis decimas, census, pensiones seu ficta et quoscumque redditus et illos eis solvendos infra certum terminum compellantur. Sicque predicti quatuor, hujusmodi ordinationis pretextu, colonos, pensionarios et decimatores eosdem, ad hujusmodi consignationem et solutionem, in illis si defecerint, inflictis eis certis penis et bannis impositis, et quampluribus ex eisdem captis et detentis, indebite compulerunt, et adhuc pro sua voluntate compellunt, in animarum suarum periculum et derogationem ecclesiastice libertatis, ac archipresbiteri, capituli et cleri predictorum prejudicium non modicum et jacturam. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus vos, vel duo aut unus vestrum, vocatis qui fuerint evocandi, si de plano et sine strepitu ac figura judicii vobis constiterit de premissis, .. potestatem, consilium et commune prefatos, quod infra certum terminum, a vobis peremptorie prefigendum eisdem, hujusmodi statuta seu ordinationes aut quecumque alia contra libertatem ecclesiasticam attemptata omnino revocent et destruant, et quod illa vel similia in posterum non attemptent, monitione premissa per excommunicationis in personas .. potestatis, consiliariorum et officialium dicte civitatis et predictorum quatuor, ac eorum quos precipuos actores hujusmodi, excessum fuisse constiterit, et privationis etiam feudodorum, si qua ab ecclesiis ipsi tenent, in civitatem vero ac districtum predictos interdicti sententias, appellatione remota cogatis : alias contra eos aggravaturi manum vestram prout protervia exegerit eorundem. Dat. apud Urbemveterem, nonis julii, anno tertio. »

350 Orvieto, 6 juillet 1283.

.. praeposito ecclesiae Pratensis, collectori decimae in partibus Tusciae et Maremmae deputato, districte praecipit quatinus mercatoribus Florentinis de societatibus Thomasii Spillatii et Hugonis Spinae residuum pecuniae ab ipso collecto assignare procuret, quod adhuc in elusionem mandati, non obstante quod ei Berardus, domini papae camerarius, saepe injunxerit, assignare distulit. — (Reg. 41, fol. 130; ann. III, nº 40.)

« *.. preposito ecclesie Pratensis, collectori decime in partibus Tuscie et Maremme per Sedem Apostolicam deputato.* Grandi non immerito admiratione deducimur multaque sumus turbatione commoti, quod tu, prout assertione fidedigna didicimus, sequens tue, utinam non temerarie, voluntatis libitum, rationis a te judicio relegato, quin potius extollens in superbie altitudinem mentem tuam, ea que pro utilitate negotii Terre Sancte tibi auctoritate nostra mandantur, adimplere contempnis, exequi presumptuosus omittis. Nam etsi tibi dudum dilectus filius Berardus, camerarius noster, de speciali mandato venerabilium fratrum B., Albanensis, et J., Penestrini episcoporum, ac dilecti filii nostrorum Jacobi Sancte Marie in Cosmedin diaconi cardinalis, quibus curam et sollicitudinem negotii dicte Terre duximus specialiter committendam, per suas injunxerit litteras, ut totam pecuniam decime in commissis tibi partibus predicte Terre concesse subsidio tam inibi jam collectam, que penes mercatores in Romana curia pro ipsorum societatibus propriis socios continue non habentes deposita non existit, quam etiam colligendam ibidem, ac illam etiam que in prefatis collecta partibus penes collectores habetur, mercatoribus de societatibus Thomasii Spillati et Hugonis Spine ac Pulcium et Rimbertinorum, civium et mercatorum Florentinorum, sublata difficultate qualibet assignare curares, ab eis nostro et ejusdem Terre nomine conservandam. Tu tamen predictorum mercatorum sociis quantitatem quandam de predicta pecunia non absque difficultatis obstaculo assignasti, licet, prout asseritur, totalis predicta pecunia per te assignari potuisset eisdem, si contrarie defuisset obstaculum voluntatis. Sed illos in elusionem non modicam mandati hujusmodi tibi facti nec leve negotii predicti dispendium, dilationibus dilationes innectens, post te per easdem partes inutiliter evagantem ducere vel verius trahere nullatenus erubescis, ipsos multiplicibus fatigando laboribus et expensis. Re vera firmiter credebamus, ut erga nos et Apostolicam Sedem, que te favoris exhibitione prosequitur, ingenti devotione ferveres ac sincere dilectionis affectum ad negotium gereres memoratum. Sed sunt nonnulli fortasse, qui asserunt quod collectam in partibus ipsis pecuniam amicis propriis mutuas, seu deponis improvide apud illos, ut ipsis lucra proveniant ex eadem, nequaquam considerans quantum et quam grave periculum possit exinde jamdicto negotio imminere. Nos autem, justum animi nostri motum, quem contra te tue temeritatis audatia concitasse dinoscitur, levitate mansuetudinis temperantes, discretioni tue per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus prefatis sociis pecunie memorate residuum sublato cujuslibet objectu difficultatis assignes, juxta

predictarum continentiam litterarum, sic te in hoc prompte ac efficaciter habiturus, ut nequaquam opporteat apostolicas ad te super hoc litteras iterari. Scire namque te volumus et pro certo tenere, quod si secus attemptare presumpseris, quod credere vix valemus, illud per nos in hac parte consilium apponetur, quod pena poteris edocente cognoscere, quam sit temerarium et superbum apostolicis non obtemperare preceptis. Dat. apud Urbemveterem, II nonas julii, anno tertio. »

In eundem modum Venturae, archipresbitero ecclesiae Clusinae, collectori decimae Terrae Sanctae in Lombardia, Marchia Tervisina, Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus et archiepiscopatu Januensi per Sedem Apostolicam deputato. — « Grandi etc. ut in proxima superiori usque in finem, excepto, quod, ubi dicit : *partibus*, debet dici : *provintiis*. »

351 Orvieto, 6 juillet 1283.

.. priori secularis ecclesie Sancti Stephani in Ponte Florentino mandat quatinus auctoritate apostolica quosdam mercatores Lucanos compellat quod de decima pro subsidio Terre Sancte deputata collectam et penes se depositam pecunie quantitatem mercatoribus Florentinis de societatibus Pulcium et Rimbertinorum et Thome Spillatii et Hugonis Spine quantocius assignent. — (Reg. 41, fol. 130 v°; ann. III, n° 41.)

« .. *priori secularis ecclesie Sancti Stephani in Ponte Florentino*. Terre Sancte negotio cordi nobis specialiter insidente, grave gerimus et molestum quod in ipsius impedimentum negotii noscitur attemptari. Dudum siquidem dilectus filius Berardus camerarius noster dilecto filio .. archipresbitero ecclesie Clusine, collectori decime dicte Terre in partibus Lombardie a Sede Apostolica deputato, per suas litteras speciales injunxit ut totam decime predicte pecuniam in commissis sibi collectam provinciis, que penes mercatores in Romana curia pro suis societatibus propriis socios continue non habentes fore deposita noscebatur, necnon et quamlibet aliam pecuniam colligendam et etiam collectam, que penes collectores in provinciis habebatur, eisdem mercatoribus de societatibus Pulcium et Rimbertinorum, ac Thome Spillati et Hugonis Spine de Florentia, sublata difficultate qualibet assignaret, per eos Ecclesie Romane ac ejusdem Terre nomine in depositum conservandam. Quare prefatus archipresbiter ad mandatum hujusmodi sibi factum efficaciter exequendum sollerter intendens, Ajutum Rosinpelli, Paganinum Yldebrandini Guiditionis, eorum et Opizonis Gerardi, Guiditionis Paganini, Chini Rossimpelli, Frederici Incalochiati, Puctii quondam Villani Luchosis, Petri Guillelmi, Bandini Catiaguerre dicti de Fundera, et Lazari quondam Lazari de Fondera, nomine, necnon Durassum Henrici Durassi, de societate Castracanis, Orlandinum Paganelli, Petrum Factinelli, Ubaldum Cardelini et Vannum Sembrini, cives et mercatores Lucanos, suo et societatum suarum nomine requisivit et monuit diligenter, nichilominus eis sub pena excommunicationis districtius injungendo, ut medietatem totius pecunie decimalis, per eum aut per quondam magistrum Arditionem olim collectorem decime in predictis provintiis per Sedem deputatum eandem, penes ipsos deposite, quam juxta beneplacitum nostrum restituere, juramento super hoc ab eis corporaliter prestito certis penis appositis quas eo ipso incurrerent, si secus facerent, promiserunt, prefatis mercatoribus infra certum terminum, eis ab archipresbitero memorato prefixum, assignare curarent; alioquin infra alium terminum competentem, per eum super hoc assignatum eisdem, se Apostolice Sedis conspectui presentarent. Et nichilominus idem archipresbiter prefatis mercatoribus Lucanis expresse precepit ut medietatem residuam decimalis pecunie supradicte sic promptam et paratam haberent omnino, ut eam, difficultate submota qualibet, integre restituerent cum super hoc existerent requisiti. Prefati vero mercatores Lucani, monitis et mandatis hujusmodi vilipensis, contra sue promissionis tenorem, ac juramentum ab eisdem prestitum temere venientes, nec predicte medietatem pecunie penes ipsos deposite memoratis mercatoribus assignare, neque coram nobis comparere in predictis terminis, non sine contemptu nostro et Sedis Apostolice, curaverunt. Ne igitur jamdicti mercatores Lucani de tante sue temeritatis audatia tamtaque ipsorum malitia valeant gloriari, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te, vel per alium seu alios, mercatores ipsos quod totam decime predicte pecuniam penes eos, sicut premittitur, depositam, prefatis mercatoribus nostro et ejusdem Terre nomine, sublato cujusvis obstaculo difficultatis assignent, per censuram ecclesiasticam et exactionem predictarum penarum, ac etiam alias, prout pertinatia exegerit eorundem, monitione premissa, appellatione remota compellas, nobis quod in hac parte feceris plenarie rescripturus. Dat. apud Urbemveterem, II nonas julii, pontificatus nostri anno tertio (1). »

(1) Au bas de la page, à l'angle inférieur droit on lit le mot : « — .. salubris .. — » disposé de façon à former la barre transversale d'une croix dont le dessin est complété par huit points.

352 Orvieto, 3 juillet 1283.

.. episcopo Assisinati mandat quatinus Masseolum Petri Menzoni civem et mercatorem Assisinatem requirat ut infra octo dies Nerino Belinchioni et Masino Bruneti, de societate Rimbertinorum et Pulcium, civibus et mercatoribus Florentinis, quingentas libras usualis monetae penes se depositas assignare procuret, quas pro Terrae Sanctae subsidio disponendas quondam magister Bonaspas Offredutii de Assisio, canonicus Tudertinus, in suo testamento legavit. — (Reg. 41, fol. 131 ; ann. III, nº 42.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Assisinati.* Salubris sollicitudinis studium. — Dat. apud Urbemveterem, V nonas julii, anno tertio. »

353 Orvieto, 19 juin 1283.

Magistro Riccardo de Lamore, archidiacono Wintoniensi, qui in episcopum ejusdem Wintoniensis ecclesiae electus fuerat, sed postmodum, archiepiscopo Cantuariensi, hujus loci metropolitano, dictam electionem confirmare differente, nonnullisque litibus ortis et appellatione ad Sedem Apostolicam facta, omne jus si quod sibi ex eo competeret, resignaverat, indulget ut interdum archidiaconatum libere retinere possit, quamvis aliud beneficium ecclesiasticum obtineat. — (Reg. 41, fol. 131; ann. III, nº 43.)

« *Magistro Riccardo de Lamore, archidiacono Wintoniensi.* Tue devotionis promeretur. — Exhibita siquidem nobis tua petitio continebat quod, vacante olim Wintoniensi ecclesia pastore, dilecti filii .. prior et capitulum ipsius ecclesie te in Wintoniensem episcopum elegerunt, sed venerabili fratri nostro .. archiepiscopo Cantuariensi, loci metropolitano, presentatam tibi electionem hujusmodi confirmare postmodum differente, propter hoc et quedam alia gravamina eisdem priori et capitulo ac tibi ab ipso archiepiscopo pretextu hujusmodi electionis illata, pro parte ipsorum prioris et capituli ac tua, fuit ad Sedem Apostolicam appellatum. At idem archiepiscopus, seu alii ejus auctoritate hujusmodi appellatione contempta, electionem cassarunt eandem, et diversos fecerunt contra te, ipsius electionis occasione, processus, et postmodum apud Sedem Apostolicam discussione habita super hiis, et super eo quod archidiaconatum Wintoniensem, subdecanatum Lincolniensem et quandam portionem curam animarum habentem in ecclesia de Denever, Norwicensis diocesis, absque dispensatione Sedis Apostolice diceris obtinere, quodque juramentum de residentia facienda in ecclesia Lincolniensi a te prestitum non observasti, et quod a personis vel ecclesiis tibi subjectis procurationes aliquas in pecunia recepisti, tu tandem omne jus si quod tibi fuerat ex predicta electione quesitum, sponte ac libere in nostris manibus resignasti. Ne igitur horum occasione in posterum aliquid molestie vel detractionis a quoquam tibi possit impingi, provideri tibi super hiis de benignitate Sedis Apostolice humiliter supplicasti. Nos itaque, personam tuam favoris apostolici gratia prosequentes, tuis supplicationibus inclinati, omnem notam seu maculam, si quam ex hujusmodi retentione, vel fructuum perceptione, juramenti prestatione et procurationum in pecunia receptione, seu alias occasione premissorum forsitan contraxisti, penitus abolemus de apostolice plenitudine potestatis : ita quod si te per electionem vel postulationem aut provisionem aliam ad aliquam archiepiscopalem vel episcopalem dignitatem vocari vel assumi contigerit, hiis non obstantibus licite ad illam assumi valeas, nec tali pretextu possit tibi aliquod prejudicium generari, vel obstaculum interponi. Volumus tamen quod portionem ipsam omnino dimittas, et, ut eo ferventius mentem tuam ad salubria dirigas quo generosius te a nobis honorari perspexeris, nos devotioni tue ampliorem gratiam facientes, auctoritate tibi presentium indulgemus ut preter archidiaconatum et subdecanatum predictos possis unicum aliud ecclesiasticum beneficium, etiam si curam habeat animarum et tibi canonice offeratur, libere recipere, ac ipsum et archidiaconatum et subdecanatum predictos simul licite retinere, et si archidiaconatum vel subdecanatum prefatum te resignare contigerit, loco resignati possis unicum aliud ecclesiasticum, etiam si similem curam habeat, vel dignitas aut personatus existat, libere recipere, seu si forsitan tu beneficium hujusmodi taliter obtentum, postquam illud obtineris, libere resignabis, possis aliud beneficium ecclesiasticum, illi simile, simili modo recipere ac cum obtentis licite retinere, constitutione generalis concilii, seu alia contraria super hoc edita non obstante. Nulli ergo etc., nostre abolitionis et concessionis etc. Dat. apud Urbemveterem, XIII kal. julii, anno tertio. »

354 Orvieto, 7 juillet 1283.

Episcopo Lucano, cum saecularis ecclesiae Sanctae Mariae de Vezano, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, Lunensis diocesis, priore vacantis, capitulum Guelfum canonicum Pisanum in priorem elegerit, mandat quatinus, juxta petitionem dicti Guelfi, si electionem hujusmodi invenerit canonice celebratam, eandem confirmet, inducens eundem Guelfum in possessionem ejusdem prioratus. — (Reg. 41, fol. 131 vº; ann. III, nº 44.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Lucano.* Dilecti filii

Consilii. — Dat. apud Urbemveterem, nonis julii, anno tertio. »

355 Orvieto, 7 juillet 1283.

Cum magistro Johanne dicto Romano, precentore ecclesiae Lincolniensis, dispensat quod prebendam de Nessingtonia obtinere valeat, eamque una cum ecclesiis de Walop, Wintoniensis, et de Boultonia, Eboracensis diocesium libere retinere, quas jam auctoritate Johannis pape XXI, nonobstante defectu natalium, obtinuerat, dummodo fructus et proventus dicte prebende collectoribus decimae Terrae Sanctae subsidio deputatae restituat. — (Reg. 41, fol. 131 v°; ann. III, n° 45.)

« *Magistro Johanni dicto Romano precentori ecclesie Lincolniensis.* Apostolice sedis providentia —. Exhibita siquidem nobis tua petitio continebat, quod felicis recordationis Johannes papa XXI^us^, predecessor noster, attendens quod tu virtutum cultui vacando diutius, adeo in theologica facultate, divina gratia mediante, profeceras, quod in illa cathedram merueras ascendere magistralem; quodque tecum ut, non obstante defectu natalium quem pateris, de diacono genitus et soluta, in susceptis ministrare ordinibus et promoveri ad superiores, ad de Walop, Wintoniensis, et de Boultonia, Eboracensis diocesium ecclesias, curam animarum habentes, una cum cancellaria et prebenda quas tunc temporis in Lincolniensi ecclesia obtinebas, licite retinere valeres, per Sedem Apostolicam fuerat dispensatum; et volens tibi gratiam facere ampliorem, tecum quod defectu non obstante predicto, ad omnes personatus ecclesiasticos et ad episcopalem etiam dignitatem si te ad illam evocari contingeret, auctoritate apostolica dispensavit. Unde tu propter verborum generalitatem qua prefatus predecessor in hujusmodi dispensationis litteris usus fuit, credens quod, te cancellariam et prebendam dimittente predictas, alias dignitatem et prebendam loco earum posses recipere, ac etiam una cum de Walop et de Boultonia ecclesiis licite retinere, cancellariam et prebendam dimisisti prefatas, et precentoriam ac prebendam de Nessingtonia, in eadem Lincolniensi ecclesia tunc vacantes, nulli alii de jure debitas, tibique oblatas canonice recepisti, eas una cum prefatis de Walop et de Boultonia ecclesiis retinendo, ac fructus percipiendo etiam ex eisdem. Quare nobis humiliter supplicasti, ut tibi specialem gratiam facientes, tecum quod memoratas de Walop et de Boultonia ecclesias una cum precentoria et prebenda de Ne[s]singtonia predictis libere retinere valeas, constitutione generalis concilii super hoc edita non obstante, ac super eo quod fructus et proventus ecclesiarum ipsarum taliter percepisti, dispensare de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, laudanda tue multiplicis probitatis merita, quibus juvari conspiceris, benignius attendentes, et volentes te speciali prosequi gratia et favore, tuis supplicationibus inclinati, tecum quod predictas de Walop et de Boultonia ecclesias cum precentoria et prebenda de Nessington prefatis insimul libere valeas retinere, constitutione non obstante predicta, quodque occasione hujusmodi receptionis, retentionis ac fructuum et proventuum perceptionis nichil omnino tibi obici valeat vel obesse, auctoritate apostolica dispensamus. Volumus autem quod fructus et preventus predictos collectoribus decime Terre Sancte subsidio deputate cum integritate restituas, in subsidium ipsius Terre juxta dispositionem Sedis Apostolice convertendos. Nulli ergo etc., nostre dispensationis etc. Dat. apud Urbemveterem, nonis julii, anno tertio. »

356 Orvieto, 15 juillet 1283.

Baiamondo de Vitia, canonico Astensi, collectori decimae in regno Scotiae Terrae Sanctae subsidio deputatae, mandat quatinus pecuniam a se dictae decimae ratione collectam quibusdam mercatoribus quantocius assignare procuret, nec amplius illam penes se retinere aut apud nonnullas personas incaute deponere, vel etiam illis mutuare praesumat, de qua assignatione per suas litteras dominum papam certiorem faciat. — (Reg. 41, fol. 132, ann. III, n° 46.)

« *Baiamundo de Vitia canonico Astensi, collectori decime in regno Scotie Terre Sancte subsidio deputate.* Si relata de tuis actibus veritatis amminiculo foveantur, si hiis que de tuis asseruntur operibus tua facta concordent, non sufficimus admirari quod in tantam prorupisti temeritatis audatiam, et ad tantam dementiam et insaniam devenisti, quod ea que tibi expresse precipimus exequi pro tuo libito pretermittis. Audivimus etenim et turbati fuimus vehementer, quod licet tibi per nostras sub certa forma preceperimus litteras, inter alia continentes, ut medietatem decime regni Scotie Berto Mactii, Bindo Hugonis, Tanoro Consilii et Roberto Juncte de societate Circulorum, vel alicui seu aliquibus ex eisdem, suo et dicte societatis nomine; quartam vero partem ejusdem decime Johanni Rustici, Rossellino Bacarelli et Johanni Rubei Bacarelli, de societate Rossi Bacarelli et Raynutii Abbatis, et aliam quartam Guino Chufagni, Johanni Wlpi et Copo Cotegni, de societate Frescobaldorum de Florentia mercatoribus, predictas deferentibus litteras, vel uni eorum juxta modum in litteris premissis expressum, faceres ab hiis penes quos

predicta decima noscebatur deposita integraliter assignari. Tu tamen, tanquam in sensum reprobum deditus et in superbie verticem elevatus, mandatis nostris temere vilipensis, id efficere quanquam potueris non curasti, sed in elusionem grandem magnumque contemptum apostolice jussionis predictorum mercatorum socios, ad te propter hoc specialiter destinatos, post te per regnum Scotie inutiliter discurrentes, ducere, quin potius invitos trahere, minime erubescis, ipsos multiplicibus fatigando laboribus et expensis non modicis aggravando; et quanquam carissimus in Christo filius noster J., rex Scotie illustris, ad ejus perlato notitiam quod tu, quamvis minus veraciter asserebas, quod propter inhibitionem regiam non poteras pecuniam ipsam mercatoribus tradere memoratis, tibi vive vocis oraculo dixerit, ut super hujusmodi assignatione pecunie mandatum apostolicum efficaciter exequi non differres, cum intentionis sue nequaquam existeret hujusmodi negotium quomodolibet impedire; tu tamen, ab erroris tui devio non declinans, sed preconcepte superbie spiritum ausu detestabili prosequens, ad ipsius expeditionem negotii procedere contempsisti, licet eisdem sociis ad assignandam eis jamdictam pecuniam plures elapsos jam terminos duxeris delusorie prefigendos. Sed suntne ista prompte devotionis inditia, suntne certa humilis obedientie signa, que in te vigere proculdubio sperabamus? Numquid extimas, quod ob loci distantiam in te animadvertere nequeat precellens Apostolice Sedis auctoritas, aut in tue perpetue confusionis opprobrium oportunum in hac parte remedium adhibere? Revera desipis si sic sapis, et hujusmodi tue stolide credulitatis effectu frustratus procul dubio remanebis. At non desunt forte qui asserant quod tu avaritie inhians, et vitio execrande cupiditatis inserviens, sepefatam pecuniam nonnullis mutuare personis, vel apud illas incaute deponere non vereris, ut tibi et eis lucra proveniant ex eisdem, non attendens nec considerans quantum et quam grave periculum possit exinde Terre Sancte subsidio imminere. Volumus igitur et tibi in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus predictam pecuniam sociis mercatorum ipsorum, secundum modum in predictis expressum litteris, sublato cujuslibet obstaculo difficultatis assignes, faciens de assignatione hujusmodi duo confici publica similia instrumenta, quorum alterum penes te retinens, reliquum nobis mittas : nichilominus quid et quantum, et quando mercatoribus ipsis assignari contigerit nobis plenarie per tuos patentes litteras, tenorem continentes presentium, intimando. Alioquin dilecto filio magistro Gifre[do], clerico camere nostre, canonico Cameracensi, in Anglia commoranti, per alias litteras nostras injungimus, ut te ad id per censuram ecclesiasticam, et alias etiam, prout expedire putaverit, tuaque protervia exegerit, cogere non omittat, invocato ad hoc, si necesse fuerit, auxilio brachii secularis, contradictores per censuram eandem appellatione postposita compescendo. Dat. apud Urbemveterem, idibus julii, anno tertio (1). »

357 Orvieto, 15 juillet 1283.

Magistro Gifredo, clerico camerae papae, canonico Cameracensi, in Anglia commoranti mandat quatinus, si dictus Baiamundus de Vitia supradictum mandatum papae adimplere neglexerit, eundem Baiamundum ad id per censuram ecclesiasticam et alias prout expedire putaverit, cogat (Reg. 41, fol. 132; ann. III, nº 47.)

« *Magistro Gifredo, clerico camere nostre, canonico Cameracensi, in Anglia commoranti.* Si relata de —. Dat. ut supra. »

358 Orvieto, 18 août 1283.

.. episcopo Signino et .. abbati Sublacensi mandat quatinus monasterio de Ruscillo, ordinis Sancti Benedicti, Signine diocesis, tunc vacanti, cujus provisio est ad Sedem Apostolicam devoluta, personam idoneam preficiant in abbatem. — (Reg. 41, fol. 132 vº; ann. III, nº 48.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Signino et dilecto filio .. abbati Sublacensi.* Cum monasterium de Ruscillo. — Dat. apud Urbemveterem, XV kal. augusti, anno tertio. »

359 Orvieto, 9 avril 1283.

Monasterio Dolensi, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinenti, ordinis sancti Benedicti, Bituricensis diocesis, per mortem Johannis abbatis regimine destituto, Evrardum, tunc dicti monasterii infirmarium, per viam compromissi a conventu electum, in abbatem praeficit. — (Reg. 41, fol. 132; ann. III, nº 49.)

« *Dilecto filio Evrardo abbati monasterii Dolensis ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Bituricensis diocesis.* Dudum monasterio Dolensi, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinente, ordinis sancti Benedicti, Bituricensis diocesis, per mortem quondam Johannis olim abbatis ejusdem monasterii abbatis regimine destituto, ac ejus corpore tradito eccle-

(1) Au bas de la page on lit : « De actibus Baia[mundi]. »

siastice sepulture, dilecti filii .. prior et conventus ejusdem monasterii, die ad eligendum prefixa, vocatis et presentibus omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, in capitulo ipsius monasterii convenerunt, et continuantes diem ipsam in aliam proximo subsequentem, ac tandem per viam compromissi procedere eligentes, in novem ipsius monasterii monachos fidedignos unanimiter et concorditer compromittere curaverunt, concessa eis providendi ea vice de persona ydonea de ipsius monasterii gremio existente dicto monasterio, usque ad consumptionem cujusdam candele propter hoc ibidem accense plena et libera potestate, promittentes quod illum in suum et ipsius monasterii abbatem reciperent et haberent de quo iidem compromissarii prefato monasterio in abbatem ducerent providendum. Quibus tandem secedentibus in partem, diversis inter se tractatibus habitis suisque votis diligenti examinatione discussis, juxta formam hujusmodi compromissi, dilectus filius prior claustralis monasterii memorati, qui erat unus de compromissariis supradictis, nomine suo et de compromissariorum suorum assensu et speciali mandato, ipsis presentibus et volentibus, vice sua et eorundem compromissariorum totiusque conventus ac omnium et singulorum de conventu predicto ex hujusmodi tradita et commissa sibi et eisdem compromissariis potestate, de te, tunc ejusdem monasterii infirmario, durante adhuc potestate predicta, monasterio memorato providit, teque nichilominus elegit in abbatem monasterii supradicti; tuque infra tempus legitimum electioni hujusmodi de te facte ad eorundem prioris et conventus instantiam consensisti. Et demum prefati prior et conventus presentantes nobis per procuratores eorum ad hoc specialiter constitutos decretum super hujusmodi electione confectum cum instantia petierunt ut electionem eandem admittere seu confirmare de benignitate Sedis Apostolice curaremus. Nos autem, quia per diligentem examinationem electionis et electe persone invenimus electionem eandem de te persona utique ydonea canonice celebratam, eam de fratrum nostrorum consilio duximus confirmandam, preficientes te ipsi monasterio in abbatem, curam et administrationem illius tibi in spiritualibus et temporalibus committendo, tibique subsequenter per venerabilem fratrem nostrum .. episcopum Ostiensem faciendo munus benedictionis impendi firma concepta fidutia quod —. Dat. apud Urbemveterem, V idus augusti, anno tertio. »

In eundem modum priori et conventui monasterii Dolensis mandat quatinus eidem abbati obedientiam et reverentiam debitam exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis vassallis monasterii Dolensis mandat quatinus eidem abbati intendentes et praestantes fidelitatis solitae juramentum, consueta servitia exhibeant et de juribus ac redditibus debitis respondeant. — Dat. ut supra.

360 Orvieto, 30 juillet 1283.

Ecclesiae Gneznensi, per obitum Martini archiepiscopi pastore destitutae, cum Wlostobonus, ejusdem ecclesiae canonicus, a capitulo in archiepiscopum electus, in manibus Firmani episcopi, cui Nicolaus papa inquisitionem de electione commisisset, renuntiaverit, ac Henricus de Brem, ordinis Minorum, de quo ipse Martinus papa providisset, hanc provisionem acceptare renuerit, Jacobum, tunc cantorem dictae ecclesiae, in quem capitulum vota sua unanimiter direxit, in archiepiscopum preficit. — (Reg. 41, fol. 133; ann. III, nº 50; — Potthast, nº 22054.)

« *Jacobo electo Gneznensi.* Recte tunc ecclesiarum —. Dat. apud Urbemveterem III kal. augusti, anno tertio. »

In eundem modum .. decano et capitulo Gneznensis ecclesiae mandat quatinus eidem electi obedientiam et reverentiam debitam impendant. — Dat. ut supra.

In e. m. clero Gneznensis civitatis et diocesis.

In e. m. populo civitatis et diocesis Gneznensis mandat quatinus dicti electi mandatis et monitis intendant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis suffraganeis Gneznensis ecclesiae mandat quatinus eidem tanquam metropolitano obediant ac intendant. — Dat. ut supra.

In e. m. ducem Poloniae rogat quatinus dictum electum et ecclesiam protegat. — Dat. ut supra.

361 Orvieto, 31 juillet 1283.

Monasterio de Sancto Tyberio, ordinis sancti Benedicti, Agathensis diocesis, per mortem Bremundi quondam abbatis vacanti, cum ejusdem monachi Bernardum Raymundi, dicti monasterii monachum et elemosinarium, in minoribus ordinibus constitutum, in abbatem concorditer postulassent, sed tandem idem B., apud Sedem Apostolicam constitutus, omni juri quod sibi per postulationem hujusmodi fuisset acquisitum, in manibus B., Portuensis episcopi, libere renuntiasset, Hugonem, tunc decanum monasterii de Sancto Egidio, supradicti ordinis, Nemausensis diocesis, praeficit in abbatem. — (Reg. 41, fol. 133 vº; ann. III, nº 51.)

« *Hugoni abbati monasterii de sancto Tyberio ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Agathensis diocesis.* Circa curam quarumlibet. — Dat. apud Urbemveterem, II kal. augusti, anno tertio. »

In eundem modum .. priori et conventui monasterii de sancto Tyberio, quatinus dicto abbati debitam reverentiam et obedientiam exhibeant.

In e. m. universis vassallis monasterii de sancto Tyberio quatinus dicto abbati fidelitatem debitam et consueta servitia exhibere studeant.

362 30 juillet 1283.

Episcopo Biterrensi mandat quatinus Hugoni, quem tunc monachum monasterii de Sancto Egidio, ordinis sancti Benedicti, Nemausensis diocesis, monasterio de Sancto Tyberio, tunc abbatis regimine destituto in abbatem papa praeficit, cum ab eodem Hugone requisitus fuerit, munus benedictionis impendat ac ab ipso recipiat papae nomine fidelitatis solitae juramentum. — (Reg. 41, fol. 134; ann. III, nº 52.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Biterrensi.* Cum nuper dilectus —. Dat. apud Urbemveterem, III kal. augusti, anno tertio. »

363 Orvieto, 30 juillet 1283.

Monasterio Anianensi, ordinis sancti Benedicti, Magalonensis diocesis, per obitum quondam Petri de Salve abbatis vacanti, cum pars monachorum Johannem de Salve in abbatem elegisset, altera vero parte e contrario Raymundum de Serinhaco eligente, sed tandem dicti Johannes et Raymundus, ad Sedem Apostolicam accedentes, omni juri sibi ex hujusmodi electionibus acquisito in manibus B., Portuensis episcopi, cui dictum negotium a domino papa commissum fuisset, libere renuntiassent, Thomam, tunc monachum Cluniacensem, priorem prioratus sancti Saturnini super Rodanum, Ucetensis diocesis, praeficit in abbatem. — (Reg. 41, fol. 134; ann. III, nº 53.)

« *Thome abbati monasterii Anianensis, ordinis sancti Benedicti, Magalonensis diocesis.* Debitum officii nostri —. Sane monasterio Anianensi ordinis sancti Benedicti, Magalonensis diocesis, per mortem quondam Petri de Salve abbatis ipsius monasterii destituto pastore, monachi ejusdem monasterii, die ad eligendum prefixa, insimul convenerunt ac inter ipsos qui erant numero septuaginta duo, tribus pueris computatis, qui vocem in electione, ut dicitur, non habebant, discordia suscitata pro eo quod quidam eorum dicebantur fore publice vinculo excommunicationis astricti, se in duas partes iidem monachi diviserunt, quarum utraque asserebat jus eligendi penes se in solidum residere. Sicque altera ipsarum partium, major videlicet numero, que ex triginta octo monachis, computatis duobus qui vices suas eorum aliquibus commiserant, consistebat, fratri Raymundo Rostandi, monacho dicti monasterii, potestatem concessit providendi eidem monasterio de abbate; idemque Raymundus Johannem de Salve, prefati monasterii monachum, in ipsius monasterii abbatem elegit; reliqua vero pars, triginta quatuor scilicet monachorum, computatis in eis tribus pueris supradictis, Guillelmo Alafredi, monacho dicti monasterii, facultatem contulit aliquem eligendi, qui vice ipsorum per electionem de abbate prefato monasterio provideret; dictoque Guillelmo ad id Robertum de Leratio, ejusdem monasterii monachum, eligente, idem Robertus Raymundum de Serinhaco, monachum predicti monasterii, duxit in abbatem ipsius monasterii eligendum. Dictis igitur Johanne et Raymundo sic electis et quatuor de prefatis eorum electoribus ad Sedem Apostolicam, ad cujus examen per appellationem fuerat hujusmodi negotium devolutum, accedentibus pro negotio electionum hujusmodi prosequendo, nos in negotio ipso venerabilem fratrem nostrum B., Portuensem episcopum, dedimus auditorem : coram quo hinc inde oblatis libellis et lite super libellis ipsis legitime contestata, et de calumpnia et de veritate dicenda prestito juramento, factisque positionibus et ad eas responsionibus subsecutis, ac exhibitis quibusdam articulis demum cum jam esset super hiis in presentia ipsius episcopi aliquamdiu litigatum, prefati Johannes et Raymundus renuntiaverunt in manibus ejusdem episcopi libere ac expresse omni juri, si quod eis fuerat ex dictis electionibus acquisitum, qui renuntiationem hujusmodi de speciali nostro mandato recepit. Nos autem provisionem dicti monasterii ea vice nobis duximus reservandam, ac deinde ad provisionem hujusmodi salubriter et celeriter faciendam procedere intendentes, deliberatione super hoc prehabita diligenti, tandem in te, tunc monachum monasterii Cluniacensis, priorem prioratus sancti Saturnini super Rodanum, Cluniacensis ordinis, Uticensis diocesis, direximus oculos nostre mentis, teque de fratrum nostrorum consilio dicto monasterio Anianensi preficimus in abbatem, firma spe fiduciaque —. Dat. apud Urbemveterem, III kal. augusti, anno tertio. »

In eundem modum conventui monasterii Anianensis quatinus dictum abbatem benigne recipiant, eique debitam obedientiam et reverentiam exhibeant. — Dat. ut supra.

In e. m. universis clericis Anianensibus et aliarum villarum atque castrorum ad dictam monasterium spectantium, quatinus ejusdem abbatis mandatis intendant, et de juribus ei debitis respondeant. — Dat. ut supra.

Universis vassallis monasterii Anianensis, quatinus eidem abbati consueta servitia et jura debita exhibere studeant. — Dat. ut supra.

364 Orvieto, 30 juillet 1283.

Episcopo Magalonensi mandat quatinus Thomae, quem monasterio Anianensi, ordinis Sancti Benedicti, Magalonensis diocesis, in abbatem papa praefecit, cum ab eo fuerit requisitus, munus benedictionis impendat. — (Reg. 41, fol. 134; ann. III, nº 54.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Magalonensi.* Cum nos super —. Dat. ut supra. »

365 Orvieto, 2 juin 1283.

.. abbati sancti Clementis, ac .. sancti Vincentii et .. Sanctae Mariae in Campis monasteriorum prioribus Metensium mandat quatinus omnes qui in Metensi ecclesia occasione dignitatum vel prebendarum litigant, aut officia vel personatus expectant, peremptorie citare curet, ut infra tres menses coram J., Beatae Mariae in Cosmedin diacono cardinali, ad hujusmodi causarum judicium specialiter deputato, compareant, ne propter litigationes indebitasque excommunicationis sententias diutius in predicto diocesi cessatum sit a divinis. — (Reg. 41, fol. 134 vº; ann. III, nº 55.)

« *Dilectis filiis .. abbati Sancti Clementis .. sancti Vincentii et .. sancte Marie in Campis monasteriorum prioribus Metensium.* Ad aures nostras multorum relatione pervenit quod in Metensi ecclesia tot et tantis reliquiis decorata sanctorum, innumeris fere prelata populis, structura honorabili et eminentia personarum ornata, et amplis facultatibus concessis sibi antiquitus ad divinum cultum refecta propter diversas quorundam executorum sententias a decennio citra vix duobus annis exceptis non sine multarum animarum periculo, cessatum est a divinis. Nonnulli enim clerici super provisionibus sibi faciendis in ipsa ecclesia de dignitatibus vel personatibus, aut officiis vel prebendis diversas ad diversos executores Apostolice Sedis et legatorum ipsius litteras impetrantes diversa mandata super hoc ab eis .. decano et capitulo ejusdem ecclesie dirigi faciunt, et nunc in eos, nunc in eorum aliquos et interdum in eandem ecclesiam, quia in diversitate hujusmodi satisfacere nequeunt diversas interdicti, suspensionis et excommunicationis sententias promulgari. Sicque jam ibidem recepti super assecutione dignitatum vel personatuum aut officiorum seu prebendarum, et hii qui ut ibi recipiantur insistunt super receptione sua dictos decanum et capitulum ac ipsam ecclesiam eorum singuli per executores involvunt hujusmodi sententiis et alias, mirabili et quasi continua vexatione, molestant. Et licet, ut intelleximus, per felicis recordationis Alexandrum, primo, et postmodum Urbanum, Romanos pontifices, predecessores nostros, super hoc diversis executoribus sub certis formis olim commissum fuerit, ut videlicet quis primam et quis secundam, et quis deinceps dignitatem, vel personatum, aut officium, seu prebendam obtinere deberet et aliqua super hiis ordinatio subsecuta; propter appellationes tamen super hoc ab aliquibus interjectas, et super hiis auditores datos ac processus coram eis habitos, quidam eorum nondum pacifice possident dignitates, personatus et officia hujusmodi vel prebendas. Nos igitur eidem ecclesie sic vexate compatientes ex intimo, ac nolentes propter importunitates quorundam impetrantium ibi et aliquorum executorum insolentias, divinum in ea cultum minui sed augeri, omnes questiones super dignitatibus, personatibus, officiis et prebendis hujusmodi, motas hactenus et movendas de cetero a clericis supradictis dilecto filio nostro J. Sancte Marie de Cosmedin diacono cardinali, non obstantibus commissionibus et appellationibus hujusmodi ac processibus habitis super eis, oraculo vive vocis commisimus fine debito terminandas, ut ipse super hiis de jure cujuslibet discutiat et decidat. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus omnes qui super dignitatibus, personatibus, officiis et prebendis hujusmodi litigant, et qui non sint in pacifica possessione ipsarum, ac illos etiam qui hujusmodi dignitates, personatus vel officia seu prebendas expectant in ipsa ecclesia, quique, ut ibidem recipiantur, insistunt, ex parte nostra peremptorie citare curetis, ut infra tres menses post vestre citationis edictum, per se vel per procuratores ydoneos cum omnibus actis, juribus et munimentis suis, causas hujusmodi contingentibus, coram eodem cardinali compareant, super hiis quod ordinatum ab eo fuerit recepturi. Ne vero ecclesiam ipsam tam nobilem divinis obsequiis interim fraudari contingat, volumus, et ex officii nostri debito providemus, ut ex nunc universas excommunicationis, suspensionis et interdicti sententias in capitulum ipsum vel eandem ecclesiam communiter vel divisim ad hujusmodi receptorum et recipiendorum litigantium instantiam, per executores eosdem hac occasione prolatas, juxta formam ecclesie auctoritate nostra sine difficultate aliqua relaxetis, cum personis ipsius ecclesie super irregularitatibus ex hac causa contractis, eadem auctoritate dispensare curantes, nec permittatis interim dictas personas et ecclesiam ab aliquibus, super hiis pro quibus dictos clericos per vos citari contigerit, indebite molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Diem autem citationis et formam et quicquid exinde feceritis, nobis per vestras litteras, harum seriem continentes, studeatis

fideliter intimare. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur. Dat. apud Urbemveterem, V idus junii, anno tertio. »

366 Orvieto, 8 juillet 1283.

G., archiepiscopo Viennensi, concedendi tabellionatus officium duabus personis idoneis facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 135; ann. III, nº 56.)

« *Venerabili fratri G. archiepiscopo Viennensi.* Ne contractuum memoria —. Dat. apud Urbemveterem, VIII idus julii, anno tertio, »

367 Orvieto, 16 septembre 1283.

Ecclesiae Aquensi, per mortem Grimerii archiepiscopi vacanti, Rostagnum, tunc canonicum Aquensem et precentorem Massiliensem, per viam compromissi electum, in episcopum praeficit, dictamque electionem ratam habet; praefato Rostagno per G., Ostiensem episcopum, munus consecrationis impendi facit, et per eundem G. et J., sanctae Mariae in Cosmedin, et Jordanum sancti Eustachii diaconos cardinales palleum more solito exhiberi. — (Reg. 41, fol. 135; ann. III, nº 57.)

« *Venerabili fratri Rostagno archiepiscopo Aquensi.* In suppreme dignitati —. Sane Aquensis ecclesia, per mortem bone memorie Grimerii archiepiscopi Aquensis destituta pastore, dilecti filii canonici ejusdem ecclesie, vocatis omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse ad tractandum de futuri substitutione prelati, die ad hoc statuta convenientes in unum ac deliberantes super hoc per viam procedere compromissi, tibi tunc canonico Aquensi, precentori Massiliensi et dilecto filio G., preposito ecclesie Barjolensis, ejusdem ecclesie Aquensis canonico ea vice provideri dicte Aquensi ecclesie de pastore potestatem sub certa forma concorditer concesserunt, adiciendo quod si tu et dictus G. non possetis super hoc juxta formam vobis traditam concordare, venerabilis frater noster B., Portuensis episcopus, vobiscum vel cum vestrum altero posset prefate Aquensi ecclesie providere. Postmodum vero prefati canonici, re adhuc existente integra, potestatem hujusmodi revocarunt, ac potestatem ipsam eo modo soli predicto episcopo concesserunt, ut usque ad certum temporis spatium, eidem Aquensi ecclesie de prelato de ipsius gremio provideret; alioquin extunc dilectus filius noster G., sancti Georgii ad Velum Aureum diaconus cardinalis, ex potestate simili, quam ei dicti canonici contulerunt posset dicte Aquensi ecclesie de pastore de ipsius dumtaxat gremio providere. Predicto autem episcopo nolente dictam potestatem recipere sic ei traditam a canonicis memoratis, prefatus G. cardinalis post prescriptum tempus elapsum, auctoritate hujusmodi concessionis sibi facte ab eisdem canonicis, te in archiepiscopum Aquensem elegit, de te ipsi Aquensi ecclesie providendo; tuque assensum tuum hujusmodi electioni infra mensem, juxta formam constitutionis editam in Lugdunensi concilio, prebuisti. Cumque postea presentato nobis ipsius electionis decreto, examinationem ejusdem electionis predicto episcopo ac dilectis filiis nostris Comiti, tituli Sanctorum Marcellini et Petri presbitero, et Benedicto Sancti Nicolai in Carcere Tuliano diacono, cardinalibus, duxerimus committendam, et jam fuisset in ipsius electionis examinatione processum, ne tamen in dampnum ipsius Aquensis ecclesie hujusmodi negotium nimis differri contingeret, renuntiasti libere in nostris manibus omni juri si quod tibi ex hujusmodi electione seu provisione fuerat acquisitum. Nos igitur de ipsius ecclesie Aquensis provisione salubri et celeri sollicite cogitantes, ac attendentes quod tam venerabiles fratres nostri suffraganei ejusdem Aquensis ecclesie, qui pro te nobis per suas litteras supplicarunt, quam etiam dilecti filii capitulum ipsius ecclesie Aquensis et clerus Aquensis civitatis et diocesis desiderant, ut ad ipsius ecclesie Aquensis regimen assumaris quodque tibi a fratribus nostris et aliis fidedignis laudabile testimonium perhibetur, de ipsorum fratrum consilio de te sepefate Aquensi ecclesie providentes, prefecimus te ipsi Aquensi ecclesie in archiepiscopum et pastorem, in illo qui dat gratias et largitur premia confidentes, quod cum esse dicaris vir vite laudabilis et conversationis honeste, ac in spiritualibus et temporalibus circumspectus, eadem Aquensis ecclesia per tue circumspectionis industriam preservabitur a noxiis et adversis, ac spiritualiter et temporaliter gratis, auctore Domino, proficiet incrementis; et facientes tibi per venerabilem fratrem nostrum G. Ostiensem episcopum munus consecrationis impendi ac per eundem G. et per dilectos filios nostros J. Sancte Marie in Cosmedin, et Jordanum Sancti Eustachii diaconos cardinales, palleum, insigne videlicet pontificalis officii, more solito exhiberi. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, humiliter suscipiens impositum a Domino tibi onus, curam et administrationem ipsius Aquensis ecclesie sic diligenter geras et sollicite prosequaris, quod in die discussionis extreme rationem de talento tibi credito redditurus illud duplicatum afferas committenti, sicque tua fama erga remotos et proximos clareat per effectum quod in delectationem nobis veniat

te oportuno tempore prosequi generose, ac tuis desideriis favorem benivolum impertiri. Dat. apud Urbemveterem, XVI kal. septembris, anno tertio. »

In eundem modum capitulo ecclesiae Aquensis, quatinus dicto archiepiscopo obedientiam et reverentiam exhibeant.

In e. m. clero civitatis et diocesis Aquensis.

In e. m. populo civitatis et diocesis Aquensis, quatinus dicti archiepiscopi mandatis intendant.

In e. m. suffraganeis ecclesiae Aquensis, quatinus dicto archiepiscopo obedientiam debitam et reverentiam exhibeant.

In e. m. C., regi Siciliae illustri, quatinus dicto archiepiscopo regalia Aquensis ecclesiae, que per ipsum ratione comitatus Provinciae vacationis tempore tenentur, restituat.

« Carissimo in Christo filio C., regi Siciliae illustri. Ad fovendum in caritatis. — Dat. ut supra. »

368 Orvieto, 8 mai 1283.

G., archiepiscopo Viennensi, mandat quatinus que de decima et aliis obventionibus Terrae Sanctae subsidio deputatis a .. priore de Gordanicis nondum collecta fuerunt aut apud depositarios remanserunt, colligat, collectores et depositarios ad eadem collecta sibi integre assignanda, et debitores ipsius decimae non solutae ad solutionem plenariam exhibendam per censuram ecclesiasticam compellendo. — (Reg. 41, fol. 136 ; ann. III, nº 58.)

« *Venerabili fratri G. archiepiscopo Viennensi.* Terre Sancte negotium —. Cum itaque, sicut accepimus, nonnulla de decima et aliis obventionibus in provintia Viennensi Terre Sancte subsidio deputatis collecta fuerint, que dilecto filio .. priori de Gordanicis, olim super colligenda in ejusdem provintie partibus predicta decima insistenti, nequaquam extiterint assignata, et aliqua etiam post ejusdem prioris de partibus ipsis recessum remanserint inibi colligenda; nos hujusmodi augmentari nec diminui subsidium affectantes, ac de tua probitate multiplici et fidelitate probata gerentes in Domino fiduciam specialem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus tibique in remissionem injungimus peccatorum, quatinus per nostra et apostolice sedis reverentia hujusmodi negotium ferventer assumens collecta, deposita et colligenda hujusmodi exigere ac recipere, auctoritate nostra lapsu temporis non obstante, nomine Terre Sancte memorate procure; collectores et depositarios quoslibet ad eadem collecta tibi integre assignanda et debitores ipsius decime non solute ad solutionem plenariam exhibendam per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellendo, ac debitores eosdem qui propter eandem decimam nullo modo vel scienter non integre, seu in statutis terminis non solutam, aut propter fraudem circa ipsius decime solutionem adhibitam, vel alias propter impedimentum prestitum quominus ipsa decima solveretur, latas tam in Lugdunensi concilio quam per ipsum priorem excommunicationum sententias incurrisse noscuntur, post integram solutionem et plenariam satisfactionem pro predicte Terre impensas subsidio, ab hujusmodi excommunicationum sententiis absolvendo, necnon et dispensando cum illis super irregularitate quam sic ligati in suis ordinibus ministrando vel se immiscendo divinis officiis contraxerunt, injuncto eis, quod de jure fuerit injungendum. Volumus autem quod tua nos frequens littera doceat quid et quantum de decima predicta et de hujusmodi satisfactione pro dicta Terra receperis et qualiter in negotio procedatur. Dat. apud Urbemveterem, VIII idus maii, anno tertio. »

In eundem modum venerabili fratri .. archiepiscopo Bisuntino.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Arelatensi.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Ebredunensi.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Tarentasiensi.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Aquensi.

369 Orvieto, 19 août 1283.

Jacobo electo Ydrontino, cujus electionem G., Sabinensis episcopus, canonice confirmavit ei munus consecrationis impendendo, per Benedictum diaconum et Philippum de Brundusio, canonicos Ydrontinos, procuratores ad hoc specialiter constitutos, palleum mittit, dictique pallei usum eidem concedit episcopo. — (Reg. 41, fol. 136 ; ann. III, nº 59 ; — Potthast, nº 22060.)

« *Dilecto filio Jacobo electo Ydrontino.* Cum venerabilis frater noster. — Dat. apud Urbemveterem, XIII kal. septembris, anno tertio. »

370 Orvieto, 19 août 1283.

G., episcopo Sabinensi, Apostolicae Sedis legato, mandat quatinus palleum Jacobo Ydrontino electo assignet et a dicto Jacobo, papae nomine, fidelitatis juramentum recipiat. — (Reg. 41, fol. 136 vº ; ann. III, nº 60.)

« *Venerabili fratri G. episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato.* Cum nuper electione. Dat. ut supra. »

371 Orvieto, 13 août 1283.

Jacobo, electo Gneznensi de epistola suffraganeis ejus di-

recta (nos **373-374**) significat, eique, ne ipsum oporteat postmodum ad Apostolicam Sedem pro obtinenda ab ea palleo accedere, vel nuncium destinare, palleum ipsum per Philippum custodem, Johannem et Raynerium, canonicos Gneznenses, transmittit, per Plocensem et Poznaniensem episcopos ei assignandum. — (Reg. 41, fol. 136; ann. III, nº 61.)

« *Dilecto filio Jacobo electo Gneznensi.* Cum nos venerabilibus —. Dat. apud Urbemveterem, idibus augusti, anno tertio. »

372 Orvieto, 18 août 1283.

Episcopis Plocensi et Poznaniensi mandat quatinus Jacobo, electo Gneznensi, postquam consecrationem receperit, palleum assignent. — (Reg. 41, fol. 136 vº; ann. III, nº 62.)

« *Venerabilibus fratribus .. Plocensi et .. Poznaniensi episcopis.* Cum nos vobis —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. septembris, anno tertio. »

373 Orvieto, 13 août 1283.

Universis suffraganeis ecclesiae Gneznensis mandat quatinus unus eorum, quem Jacobus electus Gneznensis requisierit, dictum Jacobum in diaconatus ordinem constitutum ad presbyteratus ordinem promoveat. — (Reg. 41, fol. 136; ann. III, nº 63; — Potthast, nº 22057.)

« *Venerabilibus fratribus universis suffraganeis Gneznensis ecclesie.* Cum nos nuper —. Dat. apud Urbemveterem, idibus augusti, anno tertio. »

374 Orvieto, 13 août 1283.

Suffraganeis ecclesiae Gneznensis mandat quatinus unus eorum, adscitis sibi reliquis aut saltem duobus aliis episcopis, Jacobo electo Gneznensi, postquam fuerit in presbyterum ordinatus, munus consecrationis impendat. — (Reg. 41, fol. 136 vº; ann. III, nº 64; — Potthast, nº 22058.)

« *Venerabilibus fratribus suffraganeis ecclesie Gneznensis.* Cum nuper dilectum —. Dat. ut supra. »

375 Orvieto, 13 juin 1283.

Andreae Gausoni, capellano suo, plebano ecclesiae sancti Hermacorae de Venetiis, cui olim per Apostolicae Sedis litteras indultum est ut aliquem plebanatum, etiam si curam animarum haberet, una cum praedicta ecclesia Sancti Hermacorae, licite retinere valeret, et qui postea plebanatum ecclesiae Sanctae Mariae de Muriano, Torcellanae diocesis, canonice assecutus fuit, indulget, ut altero plebanatuum praedictorum dimisso, alterum loco ejus recipere possit, nonobstante quod in Paduana et Ferrariensi ecclesiis canonicatus et prebendas obtinere noscatur. — (Reg. 41, fol. 137; ann. III, nº 65.)

« *Andree Gausoni, capellano nostro, plebano ecclesie sancti Hermacore de Venetiis, nepoti quondam Laurentii Teupuli ducis Venetorum.* Meritis tue devotionis. — Dat. apud Urbemveterem, idibus junii, anno tertio. »

376 Orvieto, 13 juillet 1283.

Petro abbati Fossatensi anulum, mitram, dalmaticam et tunicam continue et ubique, praeterquam in ecclesia cathedrali Parisiensi, gestandi licentiam concedit. — (Reg. 41, fol. 137, ann. III, nº 66; — Potthast, nº 22046.)

« *Petro abbati monasterii Fossatensis, ordinis sancti Benedicti, Parisiensis diocesis.* Dignum laude multiplici —. Sane dum grata et accepta servitia que nobis olim, cum nos minor status haberet, ac in partibus Francie legationis fungeremur officio impendere curavisti, summeque devotionis zelum quem erga nos et Apostolicam Sedem habere te novimus infra claustra pectoris sollicita meditatione pensamus. Dum laudande quoque religionis fervorem, que in monasterio tuo cura vigili colitur, studiumque sollicitum, quod circa divinum cultum adhibetur ibidem, necnon et conversationis ac vite munditiam et honestatem morum aliarumque virtutum insigniaque in eodem monasterio jugiter exercentur, prout nos inibi predicte legationis tempore crebrius constituti oculis nostris vidimus et manibus palpavimus propriis, frequenter ad memoriam revocamus, dignum et rationi conveniens quinimmo debitum arbitramur, ut te ac monasterium ipsum favoribus prosequamur eximiis et specialibus gratiis honoremus. Hinc est quod nos ad tuum et ejusdem monasterii honorem et augmentum continuum benignius intendentes, tibi tuisque successoribus, ut annulo continue et ubique, ac mitra, dalmatica et tunica in monasterio predicto et alibi ubicumque, cathedrali ecclesia Parisiensi dumtaxat excepta, in processionibus, congregationibus, divinis officiis, diebus sollempnibus, dominicis et festivis, tu et iidem successores in perpetuum uti libere, necnon et pallas altaris pro monasterio predicto necessarias benedicere valeatis, auctoritate presentium indulgemus. Nulli ergo etc., nostre concessionis etc. Dat. apud Urbemveterem, III idus julii, anno tertio. »

377 Orvieto, 13 juillet 1283.

Eidem indulget ut ei ac successoribus ejus in oratoriis constructis in domibus, quas dictum monasterium Fossatense apud Nogentum super Maternam, apud Roysacum, apud villam Oratorii Laferiere et apud Nuilliacum super Maternam obtinet, libere celebrare liceat, parrochiali jure in omnibus semper salvo. — (Reg. 41, fol. 137; ann. III, nº 67.)

« *Eidem.* Per grata devotionis —. Dat. ut supra. »

378 Orvieto, 13 juillet 1283.

Eidem indulget ut per quinquennii spatium nullus delegatus vel subdelegatus, executor seu etiam conservator in personam ejus excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias promulgare valeat, nisi litterae Apostolicae Sedis plenam et expressam de indulto hujusmodi et ejus nomine mentionem fecerint. — (Reg. 41, fol. 107 vº; ann. III, nº 68.)

« *Eidem.* Sincere devotionis integritas —. Dat. ut supra. »

379 Orvieto, 13 juillet 1283.

Cum eodem dispensat ut, in illis diebus et casibus in quibus ex virtute regulae beati Benedicti posset cum sui monasterii monachis ut ipsi carnes concederent dispensare, uti carnibus valeat. — (Reg. 41, fol. 137; ann. III, nº 69.)

« *Eidem.* Volentes tui corporis —. Dat. ut supra. »

380 Orvieto, 30 avril 1283.

Bartholomeo de Jordano, civi Ferentinato, qui per magistrum Nicolaum de Terracena capellanum papae, archidiaconum Lexoviensem, examinatus fuit et repertus idoneus, judicatus et tabellionatus officia concedit. — (Reg. 41, fol. 137 vº; ann. III, nº 70.)

« *Bartholomeo de Jordano, civi Ferentinato.* Quia si jus —. Dat. apud Urbemveterem, II kal. maii, anno tertio. »

381 Orvieto, 1er novembre 1283.

.. decano et capitulo ecclesiae Carnotensis concedit ut in ipsius ecclesiae injuriatores, exceptis regibus et episcopis, nonobstantibus privilegiis contra hoc a Sede Apostolica indultis, censuram ecclesiasticam exercere possint. — (Reg. 41, fol. 137 vº; ann. III, nº 71.)

« *Dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesie Carnotensis.* Inter universas ecclesias —. Dudum siquidem ante nostre promotionis auspitia legationis fungentes officio in partibus Gallicanis, frequenter audivimus quod nonnulli qui proprie salutis immemores in sua malitia gloriantur et in operibus delectantur iniquis, vos et predictam ecclesiam in personis et bonis vestris, abjecta reverentia Salvatoris et gloriose Virginis matris sue, in cujus honore prefata ecclesia fundata dinoscitur, interdum gravibus injuriis afficere ac dispendiosis jacturis opprimere indebite non verentur. Nos autem, paterno sollicitudinis studio intendentes vobis et eidem ecclesie contra conatus nepharios et nequitias talium detestandas opportuni et efficacis remedii presidio subvenire, ac hujusmodi vestre indigentie apostolici favoris auxilio utiliter providere volentes, vobis, ut in vestros et ipsius ecclesie injuriatores notorios et manifestos competenti monitione premissa possitis libere auctoritate nostra censuram ecclesiasticam exercere, non obstante si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non valeant per litteras dicte Sedis non facientes plenam, certam, determinatam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, auctoritate presentium indulgemus. Nolumus autem, quod hujusmodi indulgentia ad reges et regum filios ac ad archiepiscopos vel episcopos quomodolibet extendatur. Nulli ergo etc., nostre concessionis etc. Dat. apud Urbemveterem, kalendis novembris, anno tertio. »

382 Orvieto, 13 novembre 1283.

G., episcopo Sabinensi, apostolicae Sedis legato, mandat quatinus circa Johannis, Genicocastrensis episcopi, statum provideat, qui olim inscius, cum Manfredus princeps Tarentinus in sua provincia moraretur, nonobstante interdicto ecclesiastico, divina officia celebravit, et idcirco suspensus fuit, sed a papa postmodum veniam noscitur impetrasse. — (Reg. 41, fol. 138; ann. III, nº 72.)

« *Venerabili fratri G., episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato.* Accedens ad presentiam nostram venerabilis frater noster Johannes, Genicocastrensis episcopus, nobis exposuit quod ipse olim apud ecclesiam Genicocastrensem existens, et credens quod illa loca solummodo ad que quondam Manfredus dudum princeps Tarentinus accederet, quamdiu ipse Manfredus moraretur in illis interdicto ecclesiastico subjacerent, cum idem Manfredus ad loca Genicocastrensis episcopatus non accessisset, nec idem episcopus ivisset ad ipsum, ignoranter divina officia celebravit ibidem, et ordines contulit sicut alii prelati provincie, in qua morabatur dictus episcopus,

faciebant. Postmodum vero bone memorie R., Albanensis episcopus, tunc Apostolice Sedis legatus, ad partes ipsas se transferens ac declarans quod totum regnum Sicilie interdicto ecclesiastico subjacebat, predictum episcopum Genicocastrensem irregularem asseruit ipsumque a divinorum executione suspendit, mandans eidem inter alia quod apostolico se conspectui presentaret. Cumque predictus Genicocastrensis episcopus, sicut asserit, ad felicis recordationis C., papam predecessorem nostrum, juxta mandatum hujusmodi accessisset, idem predecessor prefatum episcopum ad dispensationis gratiam, quantum ad divina, dicitur admisisse, ac mandasse sibi oraculo vive vocis, quod ab hiis que majorem sollempnitatem exigunt pontificalis officii abstineret, donec rediret ad legatum eundem. Sed dicto legato propter instantem tunc turbationem occasione quondam Corradini exinde discedente, idem Genicocastrensis episcopus mandatum predecessoris ejusdem super hoc adimplere nequivit, et sic remansit a pontificalis officii executione suspensus. Quare nobis humiliter supplicavit, ut ipsum ad plenam executionem pontificalium restituere de speciali gratia dignaremur. Nos autem ad te remittentes eundem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus circa statum suum in hac parte auctoritate nostra provideas, prout secundum Deum videris expedire. Dat. apud Urbemveterem, idibus novembris, anno tertio. »

383 Orvieto, 20 novembre 1283.

Magistro Petro Petri, canonico Compostellano, ut de bonis ejus undecumque non per Ecclesiam licite acquisitis ac de bonis mobilibus ecclesiasticis ejus dispensationi seu administrationi commissis, et quae non fuerunt ecclesiarum ei commissarum usui deputata, necnon et quibuscumque bonis mobilibus ab eo per Ecclesiam licite acquisitis, testari ac disponere possit, facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 138; ann. III, nº 73.)

« *Magistro Petro Petri, canonico Compostellano.* Quia presentis vite —. Dat. apud Urbemveterem, XII kal. novembris, anno tertio. »

384 Orvieto, 7 juillet 1283.

.., episcopo Cathalaunensi mandat quatinus Falquae de Arceyo, in abbatissam monasterii Jotrensis electae, nonobstantibus litigationibus jamdudum propter hujusmodi electionem ortis, et appellatione a Margareta de Chaula et Margareta de Moreto contra dictam Falquam ad Apostolicam Sedem facta, munus consecrationis impendat, ipsaeque faciat a subditis obedientiam et reverentiam debitam exhiberi. — (Reg. 41, fol. 138; ann. III, nº 74.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Cathalaunensi.* Sua nobis dilecta in Christo filia Falqua de Arceyo, electa monasterii Jotrensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Meldensis diocesis, petitione monstravit, quod olim monasterio ipso abbatisse regimine destituto, major et sanior pars conventus ejusdem monasterii dictam Falquam, ipsius monasterii monialem, in illius abbatissam canonice elegerunt. Verum, Margareta de Ripolongis et quibusdam aliis dicti monasterii monialibus ei in hac parte adherentibus a nobis, dum in minori officio constituti fungeremur in illis partibus auctoritate Sedis Apostolice legationis officio, petentibus electionem hujusmodi confirmari, tandem Margareta de Chaula et Margareta de Maureto prefati monasterii monialibus se hujusmodi electioni opponentibus, ac orta inter ipsas, ex parte una, et Margaretam de Ripolongiis ac alias sibi adherentes prefatas, super hoc ex altera materia questionis et lite coram nobis legitime contestata, nos, postquam aliquandiu coram nobis in eadem causa extitit litigatum, causam predictam bone memorie Stephano Parisiensi episcopo sub certa forma per nostras litteras duximus committendam, et eo, nondum sibi predictis litteris presentatis, viam universe carnis ingresso, dilecto filio nostro G. tituli Sancte Susanne presbitero cardinali, tunc tantum decano et .. abbati Sancti Germani de Pratis Parisiensis ac magistro Johanni de Carnoto Sancti Martini Turonensis, tunc Sancti Martini de Campellis in Bria, Parisiensis diocesis, ecclesiarum canonico, per alias nostras dedimus litteras in mandatis, ut in dicta causa previa ratione procederent juxta priorum directarum eidem episcopo continentiam litterarum. Ipsi vero, cognitis ejusdem cause meritis, et juris ordine observato, predictam electionem, quam invenerunt de persona ydonea canonice celebratam, sententialiter confirmarunt. Cumque Margareta de Chaula et Margareta de Moreto predicte, falso asserentes quod abbas, decanus et magister Johannes predicti, postquam aliquandiu in dicta causa processerant, copiam actorum communium coram ipsis in causa hujusmodi habitorum, per que causa instruebatur predicta, parti adverse factam, quam nunquam habuerant, eis facere contra justitiam denegaverant, ut dicebant, humiliter requisiti, ac fingentes ex hoc indebite se gravari, ad Sedem Apostolicam appellassent, et super appellatione hujusmodi ad dilectum filium .. abbatem Sancti Dyonisii in Francia, Parisiensis diocesis, .. archidiaco-

num Herefordensem, ac magistrum Johannem de Murellis, canonicum Ebroicensis ecclesie, felicis recordationis Nicolai predecessoris nostri in consueta forma litteras impetrassent, idem abbas Sancti Dyonisii cui dictus magister Johannes de Murellis commiserat super hoc totaliter vices suas, magistro Almarico de Dompna Maria, ejusdem Sancti Martini de Campellis in Bria, Parisiensis diocesis, canonico, cui predictus archidiaconus vices suas in totum commiserat in hac parte, cognitioni hujusmodi appellationis cause interesse nolente ac se super hoc legitime excusante, de appellatione ipsa legitime cognito, pro parte Margarete de Chaula et Margarete de Moréto predictarum, minus legitime appellatum fuisse pronuntiavit, justitia suadente. Et licet ipse propter hoc ad Sedem appellaverint, supradictam appellationem tamen suam cum potuerint infra tempus legitimum prosequi non curarunt. Quare predicta electa nobis humiliter supplicavit, ut appellatione hujusmodi ultimo ad predictam Sedem emissa non obstante, ipsam benedici per prelatum aliquem mandaremus. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, eidem electe, appellatione non obstante predicta, auctoritate nostra munus benedictionis impendas, et facias a suis subditis obedientiam et reverentiam debitam exhiberi, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo : recepturus ab ea postmodum, nostro et Ecclesie Romane nomine, fidelitatis solite juramentum, juxta formam quam tibi sub bulla nostra mittimus interclusam ; formam autem juramenti, quod ipsa prestabit de verbo ad verbum nobis per suas patentes litteras ejus sigillo signatas quamtotius destinare procures. Dat. apud Urbemveterem, nonis julii, anno tertio. »

385 Orvieto, 11 octobre 1283.

Johannem archiepiscopum Dublinensem, cum olim Dublinensis ecclesia per novem annos et amplius viduitatis incommoda pertulisset, ac post provisionem de eodem Johanne factam, occasione absentiae ejusdem damna non modica incurrisset, quia dictus archiepiscopus propter collectionem decimae Terrae Sanctae subsidio in regno Angliae deputatae sibi prius a Sede Apostolica commissam, ad predictam ecclesiam se conferre nequivisset, ab onere dictae collectionis absolvit, eique ad dictam ecclesiam accedendi tribuit facultatem. — (Reg. 41, fol. 138 v°; ann. III, n° 75; — Potthast, n° 22069.)

« *Venerabili fratri Johanni archiepiscopo Dublinensi.* — Diligentis sollicitudinis. — Dat. apud Urbemveterem, V idus octobris, anno tertio. »

386 Orvieto, 7 octobre 1283.

Gifredum, canonicum Cameracensem, camerae Apostolicae clericum, in Anglia commorantem, Johanni archiepiscopo Dublinensi in officio collectionis decimae Terrae Sanctae subsidio in regno Angliae deputatae subrogat. — (Reg. 41, fol. 139; ann. III, n° 76; — Potthast, n° 22066.)

« *Gifredo canonico Cameracensi, Camere nostre clerico, in Anglia commoranti.* Exhibita nobis venerabilis —. Dat. apud Urbemveterem, nonis octobris, anno tertio. »

387 Orvieto, 30 janvier 1284.

.. archidiacono Laudunensis et .. thesaurario Meldensis ecclesiarum mandat quatinus Johanni de Marli, ecclesiae Cameracensis canonico, G., episcopi Sabinensis capellano, quamdam prebendam in Cameracensi ecclesia assignare curet, quam, post obitum Hugonis Barat vacantem, decanus et capitulum ejusdem ecclesiae Magistro Guillelmo de Avesnis, decano Sancti Gaugerici Cameracensis, contulerant, nonobstante quod dominus papa hujusmodi prebendam, si quae in dicta ecclesia vacare contigeret, dicto Johanni reservasset. — (Reg. 41, fol. 139; ann. III, n° 77.)

« *Dilectis filiis .. archidiacono Laudunensi et .. thesaurario Meldensis ecclesiarum.* Exposuit nobis dilectus filius magister Johannes de Marli, ecclesie Cameracensis canonicus, capellanus venerabilis fratris nostris G. episcopi Sabinensis, quod nos eundem magistrum meritorum suorum obtentu et consideratione ipsius episcopi, pro eo Sedis Apostolice gratiam implorantis, volentes speciali prosequi gratia et favore, canonicatum ejusdem ecclesie cum plenitudine juris canonici et prebendam nulli alii de jure debitam, si qua in predicta ecclesia tunc vacaret, cum omnibus juribus et pertinentiis suis eidem magistro Johanni apostolica auctoritate contulimus, providimus de illis ipsumque presentialiter investivimus per nostrum anulum de eisdem. Si vero nulla talis prebenda tunc in ecclesia supradicta vacabat, nos prebendam aliam primo in eadem ecclesia vacaturam, que similiter de jure nulli alii deberetur, conferendam predicto magistro Johanni donationi apostolice duximus reservandam, decernentes ex tunc irritum et inane si secus super hiis a quondam contingeret attemptari, hoc nichilominus vobis dantes per alias nostras litteras in mandatis ut vos, vel alter vestrum, per vos vel per alium, seu alios eundem magistrum Johannem, vel procuratorem suum ejus nomine in jamdicta ecclesia facientes extunc in canonicum recipi, et in fratrem, ipsum vel dictum procuratorem pro eo in corporalem possessionem

sepedicte prebende, si tempore collationis per nos sibi facte de ipsa in eadem vacabat ecclesia, auctoritate nostra induceretis et defenderetis inductum ; alioquin prebendam predictam, per nos in memorata ecclesia, sicut premittitur, reservatam, quamprimum eam vacare contingeret prefato magistro Johanni vel ejus procuratori pro ipso conferre et assignare etiam curaretis, facientes eum pacifica ejusdem (1) prebende possessione gaudere, sibique de ipsius prebende fructibus, redditibus, proventibus, juribus et obventionibus universis integre responderi, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Et licet quedam prebenda sacerdotalis in prefata ecclesia post hujusmodi collationem, provisionem, reservationem et decretum nostra, ante presentationem litterarum nostrarum vobis directarum, per mortem quondam Hugonis dicti Barat, ejusdem ecclesie Cameracensis canonici, vacavisset, tamen .. decanus et capitulum ipsius ecclesie prebendam eandem, quam ad collationem suam pertinere dicebant, dilecto filio magistro Guillelmo de Avesnis, decano ecclesie Sancti Gaugerici Cameracensis, de facto, motu proprio, contulerunt. Verum predictis nostris tibi, fili archidiacone, te, fili thesaurarie, tunc in remotis agente, litteris presentatis, tu predicte archidiacone, hujusmodi mandati nostri diligens executor, prefatis decano et capitulo Cameracensibus, predictarum litterarum auctoritate mandasti ut eundem magistrum Johannem reciperent in canonicum et in fratrem, qui tuis immo verius apostolicis volentes humiliter obedire mandatis, sepefatum magistrum Johannem concorditer in fratrem et canonicum receperunt. Postmodum autem prudenter attendens quod predicta prebenda, que prefati Hugonis extitit, eidem magistro Johanni debebatur de jure, quodque hujusmodi facta magistro Guillelmo predicto per eosdem decanum et capitulum Cameracenses collatio nulla erat prebendam ipsam jamdicto magistro Johanni canonice contulisti, mandans decano et capitulo Cameracensibus antedictis ut ei de fructibus, redditibus et proventibus memoratis prebende integre responderent. Ex parte vero decani et capituli predictorum, coram te, prefate archidiacone, propositum extitit, quod, cum ipsi tempore collationis prefato magistro Guillelmo de dicta prebenda facte per eos, hujusmodi decretum nostrum et alia etiam que circa hoc pro eodem magistro Johanne per nos facta fuerant penitus ignorassent, ac per hoc prebendam eandem, cum decretum nostrum ignorantes, ut dicebant, ligare non debeat, nisi dicatur expresse siquid a quoquam etiam ignorante contigerit attemptari, vel alias in apostolicis litteris expressa de ignorantia mentio habeatur, memorato magistro Guillelmo conferre licite potuissent, ad assignandum prefato magistro Johanni eosdem fructus et proventus prebende predicte, quam idem magister Guillelmus, ut dicebant, possidebat et aliquandiu possederat pacifice et quiete, compelli de jure non poterant nec debebant, predicto magistro Johanne dicente rationes hujusmodi non obstare quin ad premissa cogi deberent, juxta predictarum continentiam litterarum; attendentes itaque quod prefatus magister Johannes per collationem quam ei de canonicatu ejusdem ecclesie fecimus, canonicus auctoritate apostolica effectus fuit ecclesie supradicte, ac propterea jus sibi ad obtinendam prebendam tunc proximo inibi vacaturam nulli alii de jure debitam extitit acquisitum, quodque ipse dictam prebendam, quamcito per mortem Hugonis memorati vacavit, si tempore mortis ejusdem Hugonis de jure nulli alii debebatur, juste petere potuit; sicque per decanum et capitulum predictos alii de dicta prebenda collatio proprio motu eorum in ipsius magistri Johannis prejudicium facta, non valuit, licet eam contulerint, sicut dicunt, antequam ad eorum notitiam premisse nostre littere pervenissent, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus in executione prefati negotii procedatis juxta priorum pro dicto magistro Johanne directarum vobis nostrarum continentiam litterarum, amoto ab eisdem canonicatu et prebenda predicto magistro Guillelmo et quolibet alio illicito detentore, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Dat. apud Urbemveterem, III kal. februarii, anno tertio. »

(1) Ecclesie *add. ms.*

388 Orvieto, 22 juillet 1283.

.. archiepiscopo et .. priori fratrum Praedicatorum Pisanis concedit facultatem quamdam domum vendendi, quam Fratres Saccorum habent Pisis, sed quadriennio jam elapso dimiserunt. — (Reg. 41, fol. 139 v°; ann. III, n° 78.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo et dilecto filio .. priori fratrum Predicatorum Pisanis.* Cum felicis recordationis Gregorius papa decimus, predecessor noster, in Lugdunensi concilio inter cetera duxerit statuendum, ut ordinum professores, quibus victum questus publicus ministrabat, quibusdam ex eis receptis non possent domos, seu loca que hii quos hujusmodi comprehendit statutum habent, alienare sine Sedis Apostolice licentia speciali, eis dispositioni Sedis reservatis ejusdem in Terre Sancte subsidium vel pauperum, seu alios pios usus per locorum ordinarios vel alios quibus Sedes ipsa

commiserat convertendis, fratres ordinis Saccorum, qui unus de ordinibus predictis non exceptis existit, domum quam habent Pisis, sicut accepimus, dimiserunt quadrienno jam elapso. Unde cum domus ipsa, ut proponitur, jam incipiat subjacere ruine, nos de vestra circumspectione gerentes in Domino fiduciam specialem, vendendi domum ipsam cum pertinentiis suis pro pretio competenti, si predicti fratres de Sacco domum predictam, ut premittitur, totaliter dimiserunt, liberam vobis auctoritate presentium concedimus facultatem. Vos autem id sic prudenter et fideliter impleatis, quod proinde divine retributionis mereamini premium, et apud eandem Sedem diligentiam vestram super hoc dignam preconiis multipliciter statuatis. Ceterum volumus, ut pecuniam, quam vos recipere ex hujusmodi venditione contigerit, deponatis in loco tuto in hujusmodi subsidium vel usus juxta ipsius Sedis beneplacitum convertendam, significaturi nobis fideliter quod et quantam inde receperitis, et loco ubi pecuniam deposueritis supradictam. Dat. apud Urbemveterem, XI kal. augusti, anno tertio. »

389 Orvieto, 18 septembre 1283.

Cum Johanni de Cambremter, presbytero, monacho monasterii Beatae Mariae Becensis, ordinis Sancti Benedicti, Rothomagensis diocesis, dispensat ut, non obstante defectu natalium quem patitur, de subdiacono et soluta genitus, in susceptis ministrare ordinibus et ad omnes administrationes ordinis sancti Benedicti assumi valeat. — (Reg. 41, fol. 140 v°; ann. III, n° 79.)

« *Johanni de Cambremer, presbitero, monacho monasterii Beate Marie Becensis, ordinis Sancti Benedicti, Rothomagensis diocesis.* Regularis ordinis professoribus —. Dat. apud Urbemveterem, XIIII kal. octobris, anno tertio. »

390 Orvieto, 21 juillet 1283.

Giffredo clerico camerae suae, canonico Cameracensi, in Anglia commoranti, mandat quatinus Baiamundum de Vitia, canonicum Astensem, collectorem decimae Terrae Sanctae in Scotia a Sede Apostolica deputatum citare procuret, ut infra trium mensium spatium se conspectui domini papae repraesentet, relaturus quod in hac parte fecerit. — (Reg. 41, fol. 140; ann. III, n° 80.)

« *Giffredo clerico camere nostre, canonico Cameracensi, in Anglia commoranti.* Dudum dilecto filio Baiamundo de Vitia, canonico Astensi, collectore decime Terre Sancte in Scotia a Sede Apostolica deputato, per suas litteras, quas dilecto filio nostro J. Sancte Marie in Cosmedin diacono cardinali, transmisit, cum instantia postulante, ut cum illis partibus non esset ulterius decime predicte negotio fructuosa vel utilis mora sua, ipsum revocare ad Sedem Apostolicam curaremus, nos eidem Baiamundo per nostras sub certa forma dedimus litteras in mandatis ut contra illos de partibus ipsis qui pro eo quod decimam supradictam, vel nullo modo, vel scienter non integre, aut non in constitutis super hoc in Lugdunensi concilio terminis persolverunt, vel fraudem adhibuerunt in solutione hujusmodi, seu alias impedimentum prestitisse noscuntur, quominus dicta decima solveretur, plurimumque latam ab eodem Baiamundo, tam per se, quam in eodem concilio in hujusmodi casibus excommunicationis sententiam incurrerunt, sub certa forma procedere procuraret et hujusmodi processu habito contra tales ad nostram redire presentiam non differret, nobis quod in hac parte fecerat relaturus, et redditurus etiam de collectione predicte decime, prout de beneplacito nostro procederet, plenariam rationem. Sed licet prefatus B. contra predictos duxerit procedendum, ad nos tamen redire pro suo libito non curavit. Cum autem prefato Baiamundo per alias nostras sub certa forma litteras injungamus, ut predictam decimam mercatoribus certarum societatum Florentinis sublato cujuslibet obstaculo difficultatis assignet, prout in aliis nostris litteris sibi et tibi directis plenius continetur, discretioni tue per apostolica scripta mandamus, quatinus eundem Baiamundum, postquam predicta decima eisdem mercatoribus per eum fuerit assignata, ex parte nostra peremptorie citare procures, ut infra trium mensium spatium, se nostro conspectui personaliter representet, relaturus nobis quod fecerit in hac parte, ac redditurus de collectione predicte decime, prout de beneplacito nostro processerit, plenariam rationem : diem vero citationis et formam et quicquid in hac parte feceris nobis per tuas patentes litteras, harum seriem continentes, studeas fideliter intimare. Dat. apud Urbemveterem, XII kal. augusti, anno tertio. »

391 Orvieto, 27 novembre 1283.

Magistro Johanni dicto Romano, praecentori ecclesiae Lincolniensis, concedit ut fructus et proventus prebendae suae de Nessington, quam olim sibi cum prebendis de Walop, Wintoniensis et de Boultonia, Eboracensis diocesium, retinere licuit (cf. n° 355) in Terrae Sanctae subsidium convertendos, usque ad triennium tantummodo collectoribus decimae restituet. — (Reg. 41, fol. 140; ann. III, n° 81.)

« *Magistro Johanni dicto Romano, precentori ecclesiae*

Lincolniensis. Exhibita nobis tua petitio. — Dat. apud Urbemveterem, V kal. decembris, anno tertio. »

392 Orvieto, 22 novembre 1283.

.. abbati et conventui monasterii Sancti Pauli de Urbe facultatem tribuit aliquid de bonis ejusdem monasterii ad unam vel plures vitas vel aliter concedendi, prout B., sancti Nicolai in Carcere Tulliano, ad hoc a domino papa specialiter deputato, videbitur expedire, ut tertiam partem castri Rejani in partibus Collini siti emere possint, a saecularibus personis possessam, dictis fratribus duas partes ejusdem castri tenentibus, ex quo graves molestiae dicto monasterio provenire noscuntur. — (Reg. 41, fol. 140 v°; ann. III, n° 82.)

« *Dilectis filiis .. abbati et conventui monasterii Sancti Pauli de Urbe.* Nuper ex parte vestra fuit propositum coram nobis, quod due partes castri Rejani ad monasterium vestrum, reliqua vero tertia pars ejusdem spectant ad quasdam seculares personas, quodque nonnulli potentes, ad emptionem relique tertie partis hujusmodi aspirantes, ad id consequendum, prout ex evidentibus conjecturis colligitis, non cessant in presentiarum dare operam efficacem. Quare vos considerantes prudenter, quod si hujusmodi reliqua tertia pars emptionis vel quovis alio titulo in manum transferatur potentis, non solum ex hoc dicto monasterio in prefatis duabus partibus, verum etiam in aliis castris et possessionibus que idem monasterium habet in partibus Collini, in quibus, ut asseritur, prefatum castrum Rejani est situm, queque non modica pars bonorum ipsius monasterii existunt, gravissimum imminet detrimentum, hujusmodi reliquam tertiam partem desideratis emere nomine monasterii memorati, propter quod nobis humiliter supplicastis, ut cum hujusmodi vestrum desiderium super hoc adimplere defectu pecunie, ut proponitis, nequeatis, et dictum monasterium bona immobilia minus utilia habeat, ex quorum venditione id poterit feliciter provenire, utilitati ejusdem monasterii in hac parte providere de salutari remedio curaremus. Nos itaque, cupientes ejusdem monasterii et procurare sollicite comoda et dispendiis obviare, veris existentibus supradictis, quod de bonis dicti monasterii, pro emptione residue tertie partis hujusmodi facienda, si forsan ex fructibus ejusdem monasterii, vestris et ipsius necessitatibus competenter deductis, eorum residuum ad hoc insufficiens censeretur, ad unam vel plures vitas, vel alias ad tempus concedere, prout dilecto filio nostro B. Sancti Nicolai in Carcere Tuliano diacono cardinali, cujus ad id industriam elegimus, videbitur expedire, et demum si nec sic hujusmodi vestri desiderii super hoc provenire posset effectus, quod ex eisdem bonis minus utilibus vendere aliqua usque ad summam quam expeditio hujusmodi exemptionis sepedicte relique tertie partis requiret, et tandem pecuniam quam ex hujusmodi concessione vel venditione recipi contigerit convertere in hujusmodi emptionem, de ipsius cardinalis consilio et assensu libere valeatis, auctoritate presentium vobis concedimus facultatem. Dat. apud Urbemveterem, X kal. decembris, anno tertio. »

« In eundem modum, dilecto filio B., sancti Nicolai in Carcere Tuliano diaconi cardinali. Nuper ex parte dilectorum filiorum .. abbatis et conventus monasterii Sancti Pauli de Urbe fuit propositum coram nobis quod due partes castri Rejani, etc. ut in proxima superiori verbis competenter mutatis, usque : curaremus. Nos itaque cupientes, etc. usque : concedere prout tibi videbitur expedire et demum si nec sic, etc. usque : de tuo consilio et assensu abbatis et conventus libere valeant memorati, eis per nostras litteras concessimus facultatem. Igitur virtutem prudentie super hiis excites sic prudenter, et circumspectionis oculum diligentius studeas aperire, quod tue providentie ministerio, quod pro ejusdem utilitate monasterii queritur in hac parte, in ipsius non possit vergere detrimentum, tuque apud Deum merearis munus retributionis eterne et nos diligentiam tuam proinde multipliciter commendemus. Dat. ut supra. »

393 Orvieto, 1er août 1283.

Girberto, episcopo Lemovicensi, ut de bonis ejus non per Ecclesiam acquisitis ac de bonis mobilibus ecclesiasticis ejus dispositioni seu administrationi commissis et quae non fuerint ecclesiarum ei commissarum usui deputata, necnon et quibuscumque bonis mobilibus ab eo per Ecclesiam acquisitis, testari aut disponere possit, facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 141; ann. III, n° 83.)

« *Venerabili fratri Girberto Lemovicensi episcopo.* Quia presentis vite —. Dat. apud Urbemveterem, kalendis augusti, anno tertio. »

394 Orvieto, 13 décembre 1283

Dunkeldensi ecclesiae, per obitum Roberti quondam episcopi pastore destitutae, cum capitulum Hugonem de Strinolin, ejusdem ecclesiae canonicum, in episcopum elegisset, dictoque Hugone defuncto, denuò per viam compromissi Guillermus decanus, Robertus cancellarius, Petrus de Tylloyl, Welandus de Strykelaw et Matheus de Crambech, ad hoc scrutatores electi, in dictum Guillermum consensissent, eundem praefecit in episcopum, faciendo ei per O., Tusculanum episcopum,

munus conserationis impendi. — (Reg. 41, fol. 141; ann. III, n° 84.)

« *Venerabili fratri Guillelmo episcopo Dunkeldensi.* In supreme dignitatis. — Dat. apud Urbemveterem, idibus decembris, anno tertio. »

In eundem modum capitulo ecclesiae Dunkeldensis, quatinus dicto episcopo debitam reverentiam et obedientiam exhibere curet.

In e. m. clero civitatis et diocesis Dunkeldensis.

In e. m. universis vassalis ecclesiae Dunkeldensis quatinus dicti episcopi monitis et mandatis intendant, et de juribus et redditibus ei debitis respondere curent.

In e. m. .. regi Scotiae, quatinus dictum episcopum commendatum habeat, eique regalia ipsius ecclesiae procuret.

395 Orvieto, 13 décembre 1283.

Pensauriensi ecclesiae, per obitum Francisci episcopi pastoris solatio destitutae, cum capitulum, electis scrutatoribus Oliverio praeposito, Benvenuto et Rogerio canonicis, Accursium, tunc plebanum Sancti Adriani de Castro Matellice, in episcopum elegerit, necnon Negotians archidiaconus Piccinicusque canonicus ejusdem ecclesiae dictae electioni consenserint, meritis tam electionis quam personae electi per .. Albanensem episcopum et H., tituli Sancti Laurentii in Lucina presbyterum, ac Jordanum Sancti Eustachii diaconum cardinales examinatis, in episcopum praefecit, ac per O., Tusculanum episcopum, dicto episcopo facit munus consecrationis impendi. — (Reg. 41, fol. 181, n° 85; — Potthast, n° 22085.)

« *Venerabili fratri Accursio episcopo Pensauriensi.* Ecclesiarum omnium curam —. Dat. apud Urbemveterem, idibus decembris, anno tertio. »

In eundem modum capitulo Pensauriensi mandat quatinus dicto episcopo obedientiam et reverentiam debitam exhibeat. — Dat. ut supra.

In e. m. clero civitatis et diocesis Pensauriensis.

In e. m. populo Pensauriensi mandat quatinus dicti episcopi monitis et mandatis intendat. — Dat. ut supra.

In e. m. universis vassallis ecclesiae Pensauriensis mandat ut dicti episcopi monitis et mandatis intendant, et, praestantes eidem fidelitatis juramentum, consueta servitia exhibeant, ac de juribus et redditibus debitis respondeant. — Dat. ut supra.

396 Orvieto, 13 décembre 1283.

Ecclesiae Fanensi, per obitum quondam Fridesmondi ipsius episcopi vacanti, cum Bonromeus, tunc ejusdem ecclesiae prepositus, per viam compromissi a Petro de sancto Antonio et Jacobo filio magistri Petri, presbiteris, et Bartholomeo Jacobi Taddei diacono, canonicis Fanensibus, electus fuisset, dictam electionem per L., Ostiensem episcopum, et A., tituli sanctae Praxedis presbiterum, ac Gottifredum sancti Georgii ad Velum aureum diaconum cardinales examinatam, ratam habet et confirmat, dictaeque ecclesiae eundem Bonromeum praeficit in episcopum. — (Reg. 41, fol. 142; ann. III, n° 86.)

« *Venerabili fratri Bonromeo episcopo Fanensi.* Ex suscepte servitutis. — Dat. apud Urbemveterem, idibus decembris, anno tertio. »

In eundem modum capitulo ecclesiae Fanensi, quatinus dicto episcopo debitam obedientiam et reverentiam exhibeant.

In e. m. clero civitatis et diocesis Fanensis.

In e. m. populo Fanensi mandat quatinus dicti episcopi monitis et mandatis intendant, eique praestito fidelitatis juramento, consueta servitia exhibeant.

397 Orvieto, 24 septembre 1283.

Monasterio sancti Petri de Monteconaro, ordinis sancti Benedicti, Humanatae diocesis, per obitum Bartholomei quondam ipsius abbatis vacanti, cum per viam compromissi Obediens, tunc dicti monasterii monachus, in abbatem electus fuisset, sed omni juri sibi ex hujusmodi electione competenti in manus G., tituli sanctae Susannae presbiteri, et J., sanctae Mariae in Via Lata diaconi cardinalium renuntiasset, quibus examinatio rei a domino papa commissa esset, dictique cardinales ipsi Obedienti administrationem monasterii ejusdem committendam duxissent, saepedictum Obedientem praeficit in abbatem. — (Reg. 41, fol. 142 v°; ann. III, n° 87.)

« *Obedienti, abbati monasterii Sancti Petri de Monteconaro, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Humanate diocesis.* Monasterio Sancti Petri de Monteconaro per obitum quondam Bartholomei abbatis monasterii predicti vacante, conventus ejusdem monasterii convenientes in unum et de futuri abbatis substitutione tractantes, ad electionem in ipso monasterio faciendam deliberarunt per viam procedere compromissi, ac quondam Venantio priori ejusdem monasterii eligendi personam ydoneam in abbatem monasterii prelibati concesserunt potestatem, qui auctoritate hujusmodi concessionis te, tunc dicti monasterii monachum, in illius abbatem elegit. Cumque nobis hujusmodi electio presentata fuisset, nos ejusdem electionis examinationem venerabili fratri O., episcopo Tusculano, et dilectis filiis nostris G., tituli Sancte Susanne presbitero, et J., Sancte Marie in Via Lata diacono cardi-

nalibus duximus committendam, ac nichilominus eis ut a te renuntiationem juris, si quod tibi competebat ex electione predicta, si eam forte offerres, reciperent commisimus oraculo vive vocis. Verum te renuntiante libere in ipsorum manibus omni juri, quod tibi ex electione hujusmodi fuerat acquisitum, nos dispendiis que idem monasterium ex prolixa vacatione incurrere poterat occurrere cupientes, eidem .. Tusculano et venerabili fratri nostro L. Ostiensi et Welletrensi episcopis viva voce commisimus ut dicto monasterio auctoritate nostra de abbate ydoneo providerent. Unde ipsi, considerato quod per industriam tuam monasterium ipsum poterat utiliter in spiritualibus et temporalibus, auctore Domino, gubernari, te in abbatem dicti monasterii prefecerunt, illius tibi administrationem in spiritualibus et temporalibus committendo, prout in patentibus litteris inde confectis dictorum episcoporum sigillis munitis plenius continetur. Nos itaque tuis supplicationibus inclinati, quod super hoc per eosdem episcopos factum est ratum et gratum habentes id auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus, tenorem litterarum predictarum de verbo ad verbum presentibus inseri facientes, qui talis est : « Miseratione divina Ordonius Tusculanus, et frater Latinus Ostiensis et Welletrensis episcopi, religioso viro dompno Obedienti, abbati monasterii Sancti Petri de Monteconaro, ordinis sancti Benedicti, Humanate diocesis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, salutem in Domino. Vacante monasterio Sancti Petri de Monteconaro per obitum Bartholomei quondam abbatis monasterii supradicti, conventus ejusdem monasterii convenientes in unum, et de futuri abbatis substitutione tractantes ad electionem in ipso monasterio faciendam, deliberaverunt per viam procedere compromissi, ac quondam Venantio priori ejusdem monasterii eligendi personam ydoneam in abbatem monasterii prelibati concesserunt plenariam potestatem, qui auctoritate hujusmodi concessionis, vos tunc dicti monasterii monachum in illius abbatem elegit. Cumque sanctissimo patri et domino nostro Martino papa IIII° hujusmodi electio presentata fuisset, idem dominus papa ejusdem electionis examinationem nobis O., episcopo Tusculano et venerabilibus patribus domino G., tituli Sancte Susanne presbitero, et domino J. Sancte Marie in Via Lata diacono cardinalibus, commisit, ac nichilominus ut a vobis renuntiationem juris, si quod vobis competebat ex electione predicta, si eam forte offerretis, reciperemus, concessit liberam facultatem. Verum vobis renuntiantibus libere in ipsorum manibus et nostris omni juri quod vobis ex electione hujusmodi fuerat acquisitum, dictus dominus noster summus pontifex, dispendiis que idem monasterium ex prolixa vacatione incurrere poterat cupiens obviare, nobis predictis episcopis viva voce commisit, ut dicto monasterio de abbate ydoneo providere auctoritate apostolica curaremus. Nos itaque considerato quod per industriam vestram monasterium ipsum poterit utiliter in spiritualibus et temporalibus, auctore Domino, gubernari, in nomine Domini dicto monasterio vos preficimus in abbatem illius administrationem vobis in spiritualibus et temporalibus committentes. In cujus rei testimonium presentes litteras fieri fecimus et nostrorum sigillorum munimine roborari. Datum apud Urbemveterem, anno Domini M°CC° octuagesimo tertio, indictione undecima, die tertia intrante mense septembri, pontificatus domini nostri Martini pape quarti, anno tertio. »

Nulli ergo etc., nostre confirmationis etc. Dat. apud Urbemveterem, X kal. octobris, anno tertio. »

In eundem modum. Dilectis filiis conventui monasterii Sancti Petri de Monteconaro, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Humanatae diocesis « Monasterio vestro Sancti Petri de Monteconaro etc. ut in proxima superiori, verbis competenter mutatis, usque : auctoritate apostolica duximus confirmandam. Quocirca universitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus eundem Obedientem abbatem, cum ad vos pervenerit, devote suscipientes et honorificentia debita prosequentes, ei tanquam patri et pastori animarum vestrarum obedientiam et reverentiam debitam impendatis. Ita quod inter vos et ipsum habundare valeat spirituale gaudium et prosperitatis optate consurgere incrementum. Alioquin sententiam quam ipse propter hoc rite tulerit in rebelles, ratam, etc. Dat. apud Urbemveterem VIII kal. octobris, anno tertio. »

398 Orvieto, 22 novembre 1283.

Episcopo Maguntino mandat quatinus cum Guntherio comite de Swarzburch et Elena uxore ejus, nata Johannis ducis Saxoniae, qui, sicut ex parte Rodulphi regis Romanorum domino papae fuit propositum, quarto gradu consanguinitatis conjuncti matrimonium adinvicem contraxerunt, mediante ipso rege, impedimentum hujusmodi consanguinitatis ignorantes, dispenset, ut in praefato matrimonio licite valeant remanere, prolem eorum legitimam decernendo, eis nichilominus si forsan postquam dictum impedimentum ad eorum pervenerit notitiam, se invicem carnaliter commiscuerint, injuncta propter hoc poenitentia salutari. — (Reg. 41, fol. 143 v°; ann. III, n° 88.)

« *Venerabili fratri archiepiscopo Maguntino.* Ex parte carissimi. — Dat. apud Urbemveterem, X kal. decembris, anno tertio. »

399 Orvieto, 22 novembre 1283.

.. episcopo Andegavensi, mandat quatinus .. abbati et conventui monasterii Salmuriensis, suae diocesis, licentiam tribuat, quasdam terras in parrochiis de Bour et de Buxeria et de Capella et de Labomichiere cum Gaufrido, domino castri Brientii, commutandi. — (Reg. 41, fol. 143; ann. III, nº 89.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Andegavensi.* Sua nobis dilecti filii .. abbas et conventus monasterii Salmuriensis, ordinis sancti Benedicti, Andegavensis diocesis, petitione monstrarunt, quod dictum monasterium quasdam possessiones in burgo qui Lemelerey vulgariter nominatur juxta terram nobilis viri Gaufridi, domini castri Brientii, Nannetensis diocesis, quas iidem abbas et conventus pro quibusdam aliis possessionibus dicti nobilis sitis in territorio ejusdem monasterii, in parrochiis scilicet de Bour et de Buxeria et de Capella et de Labomichiere ecclesiarum, utilitate in hoc monasterii predicti pensata, intendant cum prefato nobili permutare : super quo inter ipsos abbatem et conventum et nobilem jam habitus est tractatus. Quare predicti abbas et conventus nobis humiliter supplicarunt, ut eis permutationem hujusmodi faciendi licentiam concedere dignaremur. Nos itaque de tua circumspectione plenam in Domino fiduciam obtinentes, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si utilitati prefati monasterii videris expedire, super quo tuam intendimus conscientiam onerare, predictis abbati et conventui auctoritate nostra hujusmodi postulatam licentiam largiaris, juramento quod idem abbas de non alienandis possessionibus ad monasterium ipsum spectantibus prestitisse dinoscitur nonobstante. Proviso attentius ne quod pro dicti monasterii utilitate in hac parte conceditur, in ejus possit vergere detrimentum, idque a Domino de tuis manibus requiratur. Dat. ut supra. »

400 Orvieto, 13 décembre 1283.

Ecclesiae Tarentasiensi, per obitum quondam Petri ipsius archiepiscopi vacanti, cum per viam compromissi a Nicolao archidiacono et Petro de Thora canonicos ejusdem ecclesiae Aymo, tunc canonicus, in archiepiscopum electus fuisset, dictum Aymonem praefecit in archiepiscopum, faciendo ei per O., Tusculanum episcopum, munus consecrationis impendi, dictamque electionem ratam habet et confirmat. — (Reg. 41, fol. 143 vº; ann. III, nº 90.)

« *Venerabili fratri Aymoni archiepiscopo Tarentasiensi.* Dudum Tarentasiensis ecclesia. — Datum apud Urbemveterem, idus decembris, anno tertio. »

In eundem modum, .. priori, conventui et capitulo Tarentasiensibus, quatinus dicto archiepiscopo debitam reverentiam et obedientiam exhibeant.

In e. m., clero civitatis et diocesis Tarentasiensis.

In e. m. populo civitatis et diocesis Tarentasiensis quatinus dicti archiepiscopi mandatis et monitis intendant.

In e. m. universis ecclesie vassallis, quatinus eidem archiepiscopo prestito fidelitatis juramento, de juribus ac reditibus ei debitis respondere curent.

In e. m. universis episcopis ecclesiae Tarentasiensis suffraganeis quatinus dicto archiepiscopo debitam reverentiam et obedientiam exhibere curent.

401 Orvieto, 23 décembre 1283.

Aymoni, archiepiscopo Tarentasiensi, per J., Sanctae Mariae in Cosmedin et B., Sancti Nicolai in Carcere Tulliano diaconos cardinales, praestito ab eo papae et Ecclesiae Romanae fidelitatis juramento, palleum assignat. — (Reg. 41, fol. 144; ann. III, nº 91.)

« *Venerabili fratri Aymoni archiepiscopo Tarentasiensi.* Cum palleum insigne. — Dat. apud Urbemveterem, X kal. januarii, anno tertio. »

402 Orvieto, 13 décembre 1283.

Cum in monasterio Rothonensi, abbatis regimine destituto, per viam compromissi a Guillelmo priore claustrali, Guillelmo de Planocastro, Petro de Ruffiaco, Rivalonum de Burgo et Petro de castro Jocelini, prioribus, Johannes de Guipri, tunc ejusdem monasterii cellerarius, in abbatem electus fuisset, hanc electionem ratam habet et confirmat, dictoque monasterio ipsum Johannem praeficit in abbatem, faciendo ei per O., Tusculanum episcopum munus consecrationis impendi. — (Reg. 41, fol. 144 vº; ann. III, nº 92.)

« *Johanni de Guipri, abbati monasterii Rothonensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti, Venetensis diocesis.* Dudum monasterio Rothonensi. — Dat. apud Urbemveterem, idibus decembris, anno tertio. »

In eundem modum, conventui monasterii Rothonensis, quatinus eidem abbati debitum obedientiam et reverentiam exhibere curent.

403 Orvieto, 26 novembre 1283.

Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti,

qui papae exposuerat quod ad consummationem fabricae ecclesiae sui monasterii opere quamplurimum sumptuoso insisteret, nec ad id ejusdem monasterii facultates suppeterent, retinendi quinque prioratus ejus ordinis non conventuales ad dispositionem suam libere pertinentes per quinquennium continuum, et fructus eorundem prioratuum in sumptus dictae fabricae convertendi, ita tamen quod iidem prioratus debitis obsequiis nec consueto numero ministrorum non fraudentur, facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 144; ann. III, nº 93.)

« *Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti.* Cum sicut lecta —. Dat. apud Urbemveterem, VI kal. decembris, anno tertio. »

404 Orvieto, 10 décembre 1283.

Episcopo Menevensi mandat quatinus, cum inter nobilis viri Resi Mareduci, ex parte una, et nobilis mulieris Audae de Hastingo ex altera, progenitores, Menevensis diocesis, ex inimicitiis et guerris dudum suscitatis, rerum et personarum pericula plurima sint secuta, et inter superstites eorundem adhuc durent odia, dispenset cum dictis Reso et Auda, tertio ex una parte et quarto ex altera consanguinitatis gradus ad invicem se contingentibus, si per testes juratos de praedictis inimicitiis et quod per conjugalem copulam possit super eis reconciliationis commodum procurari constiterit, rege Angliae per litteras Apostolicae Sedis gratiam super eodem jam implorante, quod impedimento hujusmodi non obstantes libere ad invicem matrimonium contrahere valeant. — (Reg. 41, fol. 144 vº; ann. III, nº 94.)

« *Venerabili fratri episcopo Menevensi.* Quantum cum Deo. — Dat. apud Urbemveterem, IIII idus decembris, anno tertio. »

405 Orvieto, 26 novembre 1283.

Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis, ordinis sancti Benedicti, concedit facultatem majori priori ipsius monasterii aliquem prioratum committendi, unde officium suum decenter exequi possit. — (Reg. 41, fol. 145, ann. III, nº 95.)

« *Roberto abbati Majoris Monasterii Turonensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti.* Significasti nobis quod .. prior major tui monasterii, ratione sui officii, redditus nullos habet, propter quod vix invenitur persona ydonea que suscipere velit officium memoratum, cum non habeat unde possit exequi, juxta ipsius officii decentiam, que frequenter incumbunt. Quare a nobis humiliter postulasti, ut tibi committendi eidem majori priori, qui est vel qui pro tempore fuerit, aliquem de prioratibus non conventualibus, tibi et predicto monasterio pleno jure subjectum, cujus redditus et proventus annuam valentiam ducentarum librarum Turonensium non excedant, non obstante constitutione contraria felicis recordationis Gregorii pape noni, predecessoris nostri, super hoc edita, concederemus liberam de benignitate apostolica facultatem. Nos itaque tuis supplicationibus inclinati, devotioni tue, dummodo prioratus, quem taliter eidem priori commiseris, consueto ministrorum seu personarum numero non fraudetur, auctoritate presentium facultatem concedimus postulatam. Dat. apud Urbemveterem, VI kal. decembris, anno tertio. »

406 Orvieto, 26 novembre 1283.

.. Episcopo Andegavensi mandat quatinus, dum expedire videatur, .. abbati et conventui Majoris Monasterii Turonensis ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti Benedicti, licentiam concedat, nonnullas possessiones ipsius monasterii minus utiles pro aliis utilioribus commutandi, usque ad valorem trium milium librarum Parisiensium, non obstante juramento ab abbati praestito, de non alienandis monasterii praedicti possessionibus. — (Reg. 41, fol. 145; ann. III, nº 96.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Andegavensi.* Ex parte dilectorum. — Dat. ut supra. »

407 Orvieto, 30 juillet 1283.

Cum in ecclesia Beatae Mariae Nivernensis post mortem Reginae quondam ipsius abbatissae vacanti, duae electiones, de Philippa scilicet tunc priorissa prioratus de Marseignes, ad dictum monasterium spectantis, et de Ahelide ipsius monasterii moniali, celebratae essent, ac ad Sedem Apostolicam appellatum fuisset, Jacobo Sanctae Mariae in Via Lata diacono cardinali, auditore super hujusmodi negotio a domino Nicolao papa IVº constituto, crimina simoniae et incestus adversus dictam Philippam a procuratore monialium quae Ahelidem elegerant objecta reprobante, dictamque electionem canonicam pronuntiante, ipsam ratam habet et confirmat, dictoque Beatae Mariae Nivernensis monasterio ipsam Philippam praefecit in abbatissam. — (Reg. 41, fol. 145; ann. III, nº 97.)

« *Dilecte in Christo filie Philippe, abbatisse monasterii Beate Marie Nivernensis, ordinis sancti Benedicti.* Ea que judicio. — Sane petitio tua nobis exhibita continebat quod olim monasterio Beate Marie Nivernensis, ordinis

sancti Benedicti, per mortem quondam Regine, abbatisse ipsius monasterii, abbatisse regimine destituto, dilecte in Christo filie .. priorissa et conventus dicti monasterii, petita et obtenta prius super hoc licentia, ut moris est, a .. decano et capitulo ecclesie Nivernensis, tunc pastore carentis, ac vocatis omnibus monialibus que voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, ad tractandum de future abbatisse substitutione in prefati monasterii capitulo insimul convenerunt, et deliberantes per viam scrutinii procedere ad electionem abbatisse in dicto monasterio faciendam, tres ex eis ad scrutandum vota singularum unanimiter assumpserunt. Dictis vero tribus vota sua et aliarum monialium dicti monasterii prescrutantibus et mox publicantibus in communi, compertum extitit ex prefatis monialibus, que quinquaginta quatuor numero existebant, triginta duas in te, tunc priorissam prioratus de Marseignes, ad dictum monasterium immediate spectantis, reliquas vero viginti et unam in Ahelidim ipsius monasterii monialem suos prestitisse consensus, sicque Amelina de Paredo, una de predictis monialibus que in te consenserant, nomine suo et earundem monialium in te consentientium et de ipsarum mandato, te canonice in prefati monasterii abbatissam elegit, Ysabelli de Bosco dicti monasterii moniali nomine suo et illarum que in dictam Ahelidim sua vota direxerant, ab eis sibi super hoc potestate concessa, eandem Ahelidim in abbatissam ejusdem monasterii eligente. Cum autem hujusmodi negotium per appellationem dictarum monialium prefatam Ahelidim eligentium fuisset ad Sedem Apostolicam devolutum, felicis recordationis Nicolaus papa predecessor noster, dilectum filium nostrum Jacobum, Sancte Marie in Via Lata diaconum cardinalem, dedit in negotio ipso partibus auditorem; coram quo procuratoribus partium in judicio constitutis et appellationibus exhibitis, per quas dicebatur prefatum negotium ad Romanam curiam devolutum, demum idem cardinalis pronuntiavit negotium ipsum ad dictam curiam legitime devolutum fore, et in ea tractari et terminari debere; oblatisque in ipsius cardinalis presentia hinc inde libellis, ac lite super eis legitime contestata, et de veritate dicenda prestito juramento, procurator dictarum monialium que prefatam Ahelidim elegerant, ad probandum quasdam exceptiones propositas contra te petiit se admitti; sed deliberatione super hiis dicti cardinalis pendente, Johannes de Albeya procurator quarundam ex predictis monialibus prefatam Ahelidim eligentibus, pro parte ipsarum adversus te symoniam et incestum et quasdam alias exceptiones proposuit, asserendo illas de novo ad earundem monialium, quarum procurator erat, notitiam pervenisse; ex quibus duas, symonie videlicet et incestus, dictus cardinalis admittens, reliquas tam per eundem Johannem de Albeya quam Johannem de Ancona procuratorem dictarum monialium predictam Ahelidim eligentium contra te propositas, exigente justitia, reprobavit. Interim autem Ahelidi predicta viam universe carnis ingressa, dictoque J. de Albeya de prefata curia discedente, alius procurator qui pro parte altera prefatum negotium coram memorato cardinali fuerat prosecutus, pluries ad judicium evocatus, illud prosequi recusavit, pretendens se non habere ad hujusmodi prosecutionem expensas. Et licet predictus cardinalis eidem procuratori se adjudicaturum expensas ipsas obtulerit, si de jure deberentur eidem, ipse tamen pluries citatus coram eo ulterius noluit comparere. Instante igitur magistro Raynerio de Camerino, procuratore tuo, ut procederetur in dicto negotio prout justitia suaderet, quanquam videretur ad inquirendum, ex officio tam de dictis duabus exceptionibus propositis et admissis, quam etiam aliis, ad partes illas remissio facienda, placuit nobis ut hujusmodi remissio non fieret, si de premissis posset in predicta curia veritas repperiri. Et cum nonnulli tam de ecclesia, civitate et diocesi Nivernensibus, quam de aliis locis illarum partium ad curiam accessissent predictam, qui premissorum habere notitiam credebantur, dictus cardinalis de mandato nostro, citatis procuratoribus partium predictarum ad videndum jurare testes, quos idem cardinalis ex officio super ipso negotio recipere intendebat, in presentia dicti procuratoris tui pro parte Ahelidis et etiam eligentium nemine comparente, tam super dictis exceptionibus, quam etiam meritis vite et ydoneitate persone tue hujusmodi testes, viros utique boni testimonii clericos et laicos partium predictarum recepit, et cum diligentia examinare curavit, eorumque depositionibus publicatis et diligenter inspectis, nichil de hiis que adversus te objecta fuerant, sed te fore bone vite ac conversationis honeste, et ydoneam ad exercendum predicti monasterii regimen est inventum. Dictus itaque cardinalis in negotio ipso concluso et facta super hiis nobis relatione fideli ac ejusdem negotii meritis plene discussis et juris ordine observato, dicto procuratore tuo presente ac procuratore partis alterius se contumaciter absentante, requisito et obtento consilio dilecti filii nostri G., tituli Sancte Susanne presbiteri cardinalis, ad consulendum super hiis prefato diacono cardinali a nobis specialiter deputati, de nostro speciali mandato sententialiter pronuntiavit predictam electionem factam de Ahelidi predicta invalidam, ac prefatam electionem de te celebratam decernens canonicam, illam nichilominus confirmavit, prout in instrumento publico inde confecto, dicti diaconi cardinalis sigillo signato, plenius continetur. Nos itaque

tuis supplicationibus inclinati, hujusmodi sententiam, pronuntiationem, decretum et confirmationem ejusdem diaconi cardinalis provide lata et habita grata habentes et rata, illa auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, tenorem ipsius instrumenti de verbo ad verbum presentibus inseri facientes, qui talis est :

26 juillet 1283.

« In Dei nomine amen. Dudum monasterio Beate » Marie Nivernensis, ordinis sancti Benedicti, per mor» tem quondam Regine abbatisse, regimine destituto, » sede Nivernensi vacante, a .. decano et capitulo ejus» dem ecclesie per priorissam et conventum dicti mo» nasterii petita et obtenta extitit eligendi licentia, ut est » moris; vocatisque omnibus monialibus qui debuerunt, » voluerunt et potuerunt comode interesse, quinqua» ginta quatuor moniales, tribus procuratricibus pro » tribus absentibus et se excusantibus, in capitulo ejus» dem monasterii, convenerunt, placuitque omnibus et » singulis per viam scrutinii ad electionem future pro» cedere abbatisse, et assumptis tribus scrutatricibus ex » se ipsis, votisque omnium in secreto scrutatis et mox » in communi in capitulo publicatis, de predictis quin» quaginta quatuor monialibus majorem partem totius » conventus, triginta duas videlicet, in Philippam prio» rissam de Marsegnes et minorem, viginti et unam » videlicet, in Ahelidim de Tervant compertum est con» sensisse, dictamque Philippam Emelina de Paredo, » una de dictis monialibus que in Philippam ipsam con» senserant, nomine suo et vice aliarum consentientium » in eam, ab eis sibi super hoc tradita potestate in mo» nasterii predicti abbatissam elegit, pro parte altera » Ysabelli de Bosco nomine suo et sibi adherentium a » suis tradita potestate in abbatissam ejusdem monasterii » Ahelidim prefatam eligente. Hujusmodi autem negotio » per appellatione eligentium dictam Ahelidim ad Se» dem Apostolicam devoluto, felicis recordationis domi» nus Nicolaus papa III^us nos Jacobum Sancte Marie in » Via Lata diaconum cardinalem dedit in causa hujus» modi partibus auditorem ; quarum procuratoribus co» ram nobis in judicio constitutis, et appellationibus » exhibitis, obtentu quarum dicebatur negotium elec» tionis predicte ad curiam devolutum, pronuntiavimus » ipsum ad curiam eandem devolutum esse legitime et » ibidem tractari et terminari debere. Oblatis igitur ex » utraque parte libellis, qui tales sunt : « Coram vobis, » venerabili patre, domino Jacobo Sancte Marie in Via » Lata diacono cardinali, auditore dato in causa subse» quente agit et petit Raynerius de Camerino procurator » dominarum Philippe priorisse de Marsegnes, electe in » abbatissam monasterii Beate Marie Nivernensis, Hel» vidis de Tonella, Agnetis Sorine, Ysabellis Sorine, » Marie de Charantos, monialium monasterii Beate » Marie Nivernensis, ordinis sancti Benedicti, procura» torio nomine pro eisdem electionem canonice celebra» tam de dicta sorore Philippa, ipsius monasterii moniali, » electa in abbatissam monasterii prelibati auctoritate » apostolica confirmari, et electionem que dicitur de » facto attemptata et contra canonicas sanctiones in dicto » monasterio de Ahelidi minus ydonea ad regimen dicti » monasterii, cassari et infirmari, seu cassam et irritam » nuntiari; predicta petit et in hiis agit omni modo et » jure quo potest et ex omni causa, salvo jure addendi, » minuendi, corrigendi et declarandi. Item coram vobis, » reverendo patre domino Jacobo, Sancte Marie in Via » Lata diacono cardinali a sanctissimo patre domino » Nicolao papa III° partibus infra scriptis auditore con» cesso, Johannes de Ancona, procurator Aremburgis » priorisse ac Agnetis sacriste monasterii Beate Marie » de Nivernis, ordinis sancti Benedicti, Margarite de » Chasnayo et Isabellis de Bosco, monialium ejusdem » monasterii, que sororem Ahelidim de Ternant elege» runt in abbatissam ejusdem monasterii petit electio» nem de dicta Ahelide factam, auctoritate apostolica » vestra sententia confirmari, cum sit canonica et de » persona ydonea celebrata, cui electioni predicta soror » Ahelidis consensit infra tempus canone diffinitum, et » electionem, si electio dici potest que dicitur attemp» tata de sorore Philippa, priorissa de Marsegnes, mo» niali predicti monasterii eadem, auctoritate vestra » sententia cassari et irritari, cassam et irritam nuntiari, » cum sit attemptata de persona minus ydonea et contra » canonicas sanctiones » ; liteque super eis legitime con» testata, prestitisque de veritate dicenda juramentis a » partibus, procurator eligentium Ahelidim predictam » ad probandum quasdam exceptiones contra dictam » Philippam propositas petiit se admitti. Pendente autem » deliberatione nostra super exceptionibus ipsis, compa» ruit pro parte quarundam monialium eligentium dic» tam Ahelidim quidam alius procurator, Johannes » videlicet de Albeya, qui contra dictam Philippam » quasdam exceptiones proposuit, asserens eas de novo » ad illarum quarum procurator erat, notitiam perve» nisse ; ex quibus duas de symonia videlicet et incestu » admisimus, cassatis omnibus aliis tam per ipsum » Johannem de Albeya, quam per Johannem de Ancona » propositis contra eam justitia exigente. Ahelide autem » prefata carnis universe debitum persolvente, Johannes » de Albeya procurator predictus qui ad prefatas duas

» exceptiones admissus fuerat, se de curia absentavit, et
» alius procurator qui pro eadem parte a principio cau-
» sam coram nobis prosecutus fuerat, pluries ad judi-
» cium evocatus, eam prosequi recusavit, dicens se non
» habere expensas. Nos autem sibi eas adjudicaturos
» obtulimus, si de jure deberentur eidem; ipse tamen
» pluries citatus ad causam protinus noluit comparere,
» pro derelicta habens eandem. Cumque procurator dicte
» Philippe instaret, ut procederetur in causa ipsa prout
» justitia suaderet, videretque tam super dictis duabus
» exceptionibus de novo propositis, quam super aliis
» etiam ex officio inquirendis, ad partes illas remissio
» facienda placuit sanctissimo patri et domino nostro,
» domino M. pape IIII, ut non fieret talis remissio, si de
» premissis poterat veritas in curia inveniri. Acceden-
» tibus autem ad curiam eandem quibusdam de ecclesia
» civitate et diocesi Nivernensibus, et nonnullis aliis
» de partibus illis qui credebantur de premissis habere
» notitiam, et per quos sperabatur posse veritas inveniri,
» nos de mandato ejusdem domini nostri citatis princi-
» palibus et procuratoribus partium earundem ad viden-
» dum jurare testes, quos super ipso negotio ex officio
» recipere volebamus, in presentia dicti Raynerii pro
» parte Ahelidis et eam eligentium, nemine comparente,
» testes jurare fecimus tam super dictis exceptionibus,
» quam vite meritis et ydoneitate persone ipsius Phi-
» lippe ad regimen monasterii prelibati, boni testimonii
» viros clericos et laicos ipsarum partium recipere et
» examinare curavimus diligenter; quorum depositio-
» nibus publicatis et diligenter inspectis, nichil de hiis
» que contra dictam Philippam objecta fuerant, sed eam
» fuisse et esse bone vite, conversationis honeste et ydo-
» neam ad premissi monasterii regimen est inventum.
» Concluso itaque in causa predicta et facta domino
» nostro relatione fideli, ac ipsius cause meritis plene
» discussis, prefixoque partibus peremptorio termino ad
» sententiam audiendam, magistro Raynerio de Came-
» rino, procuratore ipsius Philippe et ipsam eligentium
» presente et procuratore partis alterius comparere con-
» tumaciter recusante, cujus absentiam, Dei replente
» presentia, requisito et obtento consilio venerabili patris
» domini G., tituli Sancte Susanne presbiteri cardinalis,
» ad consulendum nobis super hiis a domino nostro pre-
» fato specialiter deputati, ac de ipsius domini nostri
» speciali mandato sententialiter invocato, Christi no-
» mine pronuntiamus electionem de Ahelidi predicta
» invalidam et electionem de dicta Philippa decernentes
» canonicam confirmamus. In quorum omnium testi-
» monium hanc presentem nostram sententiam nostri
» sigilli appensione et magistri Benedicti de Adria no-
» tarii nostri subscriptione et signo fecimus communiri.
» Lecta, lata et pronuntiata est hec sententia apud
» Urbemveterem, in hospitio nostro, anno Domini.
» M°CC°.LXXXIII. die lune XXVI julii, XI indictione.
» pontificatus domini Martini pape IIII anno tertio. Pre-
» sentibus, magistro Johanne archidiacono Aquilegensi
» auditore et judice, Johanne de Setia, notariis nostris,
» Petro de Elisia, canonico Cathalaunensi, Johanne de
» Chaonio, canonico Nivernensi et pluribus aliis testibus
» ad hoc vocatis specialiter et rogatis. Et ego Benedictus
» de Adria, predicti domini cardinalis sacra publicus
» imperialis auctoritate notarius, predicte sententie,
» prolationi, decreto et confirmationi interfui, et de
» mandato ejusdem domini cardinalis subscripsi, publi-
» cavi et signo solito communivi. »

Nulli ergo etc., nostre confirmationis etc. Dat. apud Urbemveterem, III kal. augusti, anno tertio. »

408 Orvieto, 30 juillet 1283.

Archiepiscopo Senonensi mandat quatinus Philippae abbatissae monasterii Sanctae Mariae Nivernensis, ordinis Sancti Benedicti munus benedictionis impendat ac supradicta sententiam, pronuntiationem, decretum et confirmationem executioni demandans, dictam Philippam in corporalem possessionem abbatiae praedicti monasterii inducat. — (Reg. 41, fol. 147; ann. III, n° 98.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Senonensi.* Petitio dilecte in —. Dat. ut supra. »

409 Orvieto, 18 janvier 1284.

.. archiepiscopo Rothomagensi, collectori decimae Terrae Sanctae subsidio deputatae in regno Franciae constituto, mandat quatinus canonicos et capellanos perpetuos ecclesiae sancti Georgii de Vindocino, Carnotensis dioecesis, quorum redditus singulis quindecim libras Turonenses non valent, contra Sedis Apostolicae decreta occasione praedictae decimae non molestet. — (Reg. 41, fol. 147; ann. III, n° 99.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Rothomagensi, collectori decime Terre Sancte subsidio deputate, in regno Francie auctoritate apostolica constituto.* Lecta coram nobis dilectorum filiorum canonicorum et capellanorum perpetuorum ecclesie Sancti Georgii de Vindocino, Carnotensis diocesis, petitio continebat quod, licet ipsi nulla alia beneficia ecclesiastica, nisi ea que in ecclesia ipsa obtinent, habere noscantur, quorumque redditus et proventus

eorum singulis quindecim libras turonenses singulis annis non valent, cotidianis distributionibus computatis, tamen tu a declarationum factarum super hoc auctoritate Sedis Apostolice continentia proprio motu divertens, de proventibus hujusmodi decimam ipsam ab eis exigis minus juste : super quo canonici et capellani predicti Apostolice Sedis remedium implorarunt. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, circa canonicos et capellanos predictos in commisso tibi officio hujusmodi decime colligende, hujusmodi declarationum tenorem observans, ipsos super exactione dicte decime contra tenorem eundem aliquatenus non molestes, sententias excommunicationum si que per te in eos, vel eorum aliquem occasione dicte decime, aliter quam tenor ipse postulat, non solute forsitan sunt prolate, sine qualibet difficultate relaxes. Et si quid ratione distributionum ipsius ecclesie contra tenorem ipsum seu contra declarationes Sedis ejusdem ab eis forsitan recepisti, illud eis sine diminutione aliqua restituere non omittas. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. februarii, anno tertio. »

In eundem modum eidem archiepiscopo, pro canonicis et capellanis perpetuis ecclesiae Sancti Andreae de Castroduno, Carnotensis diocesis.

In e. m. eidem pro canonicis et capellanis perpetuis ecclesiae Sancti Salvatoris de Blesis, Carnotensis diocesis.

In e. m. eidem pro canonicis et capellanis perpetuis ecclesiae Sancti Johannis de Nogento Rotrodi, Carnotensis diocesis.

In e. m. eidem pro Deolegardo ac Richardo de Magdalena et aliis capellanis perpetuis, et Balduino ac aliis vicariis ecclesiae Sancti Stephani Drocensis, Carnotensis diocesis.

410 Orvieto, 10 novembre 1283.

Raynerio praeposito de Clavasio, collectori decimae Terrae Sanctae in Coloniensi, Bremensi et Magdeburgensi provintiis, mandat quatinus quibusdam mercatoribus Florentinis de societate Thomasii Spillati et Hugonis Spinae octo milia marcarum argenti assignare procuret, computatis in eis tribus millibus librarum Turonensium a se jam assignatis, sicut ei jamdudum injunctum fuit, sed propter frivolas excusationes facere distulit, per censuram ecclesiasticam si non paruerit compellendus. — (Reg. 41, fol. 147, ann. III, nº 100.)

« *Dilecto filio Raynerio preposito ecclesie de Clavasio, collectori decime Terre Sancte in Coloniensi, Bremensi et Magdeburgensi provintiis auctoritate apostolica deputato.* Dudum tibi per nostras sub certa forma dedimus litteras in mandatis, ut dilectis filiis Claro Sagine, Lapo Johannis, Medico Alioti, Azolino Salvi, et quibusdam aliis de societate Thomasii Spillati et Hugonis Spine, civibus et mercatoribus Florentinis, de quorum fidelitate specialem fiduciam gerebamus, vel uni ex eis, aut aliis predictas tibi litteras deferentibus, octo milia marcarum argenti de pecunia decime in commissis tibi collecta provintiis vel etiam colligenda, nostro et Terre Sancte nomine, sublato cujuslibet difficultatis obstaculo, assignares : sed quia predictorum mercatorum sociis, qui prefatas tibi litteras detulerunt, de jamdicta pecunia nonnisi tria milia librarum Turonensium assignasti, quanquam totalis etiam, prout tunc asserebatur, residui per te illis si voluisses assignatio fieri potuisses, tibi per alias nostras litteras districte duximus injungendum, ut eisdem sociis predictam quantitatem marcarum computatis in eis prefatis tribus milibus librarum Turonensium a te, sicut premittitur, assignatis eisdem, difficultate sublata qualibet assignare curares juxta priorum continentiam litterarum, illam in hoc diligentiam et efficatiam impensurus, ut nostras ad te super hoc iterare litteras minime cogeremur. Nec te latere voluimus, quod si secus attemptare presumeres, illud apponeremus consilium in hac parte quod pena posses edocente cognoscere quam temerarium et superbum existeret apostolicis non obtemperare preceptis. At tu, ad inobediendum animo per superbiam affirmato et Apostolice Sedis preceptis per insaniam vilipensis, predictam quantitatem pecunie prefatis assignare mercatoribus non curasti, ad tue contumacis inobedientie vitium palliandum et velandam elationem detestabilem mentis tue, nobis excusatorias super hoc litteras, non sine malitia fucata compositas, destinando. Cum itaque hujusmodi excusationes tuas non immerito frivolas reputemus, discretioni tue per apostolica scripta mandamus, quatinus diligenter considerans, nisi penitus desipuisse noscaris, et a te omnem prudentiam omnemque discretionem duxeris relegandam, quam graviter erraveris, quantumque deliqueris in hac parte, sic nostrum super hoc efficaciter et celeriter studeas adimplere mandatum ut nostra contra te non indigne concepta turbatio non transeat in effectum : alioquin dilectis filiis magistris Riccardo de Sancto Dyonisio Parisiensis, et Bonavito de Florentia de Chableys, Lingonensis diocesis, ecclesiarum canonicis, nostris damus litteris in mandatis, ut ipsi vel alter eorum per se vel per alium, seu alios, te ad id monitione premissa, per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, compellant : non obstante si tibi a Sede Apostolica sit indultum, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possis per litteras dicte Sedis non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem. Dat. apud Urbemveterem, IIII idus novembris, anno tertio. »

In eundem modum dilectis filiis magistris Riccardo de Sancto Dyonisio Parisiensis et Bonavito de Florentia de Chableis, Lingonensis diocesis, ecclesiarum canonicis : « Dudum dilecto filio Raynerio de Orio, preposito ecclesie de Clavasio, collectori decime Terre Sancte in Coloniensi, Bremensi et Magdeburgensi provintiis auctoritate apostolica deputato, per nostras sub certa forma etc. ut in proxima superiori, verbis competenter mutatis usque : non transeat in effectum Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel alter vestrum per vos vel per alium seu alios eundem prepositum si quod sibi in hac parte injungimus neglexerit adimplere, ad id, monitione premissa, per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellatis, non obstante si ei a Sede Apostolica sit indultum, etc. — Dat. ut supra.

411 Orvieto, 17 décembre 1283.

. abbati et conventui monasterii sancti Benigni Divionensis, Lingonensis diocesis, concedit ut guardiam monasterii .. regi Franciae, dummodo .. ducis Burgundiae consensus accedat, committere valeant. — (Reg. 41, fol. 147; ann. III, nº 101.)

« *Dilectis filiis .. abbati et conventui monasterii Sancti Benigni Dyvionensis, ordinis sancti Benedicti, Lingonensis diocesis.* Meritis vestre devotionis. — Cum itaque, sicut petitio vestra nobis exhibita continebat, nonnulli qui letantur cum malefecerint et in rebus pessimis delectantur, vobis et predicto monasterio nonnunquam in ejusdem monasterii bonis et juribus molestias multiplices inferant et jacturas, propter quod fore asseritis opportunum ut talium molestatorum conatibus per secularis potentie obstaculum resistatur, nos vestris supplicationibus inclinati, ut guardiam monasterii supradicti, dummodo ad id dilecti filii nobilis viri .. ducis Burgundie assensus accedat, carissimo in Christo filio nostro .. regi Francie illustri committere valeatis, contraria constitutione a felicis recordationis Gregorio papa X° predecessore nostro in Lugdunensi concilio super hoc edita non obstante, auctoritate vobis presentium duximus concedendum. Dat. apud Urbemveterem, XVI kal. januarii, anno tertio. »

412 Orvieto, 2 février 1284.

Johanni Nicolai Vallilarge de Guarcino, clerico in minoribus ordinibus constituto, Alatrinae diocesis, qui per magistrum Nicolaum de Terracena, capellanum papae, archidiaconum Lexoviensem, examinatus fuit et repertus idoneus, tabellionatus officium concedit. — (Reg. 41, fol. 147 vº; ann. III, nº 102.)

« *Johanni Nicolai Vallilarge, clerico in minoribus ordinibus constituto, Alatrine diocesis.* Ne contractuum memoria —. Dat. apud Urbemveterem, IIII nonas februarii, anno tertio. »

In eundem modum dilecto filio Nicolao Girardi Guiti, civi Sutrino. Dat. apud Urbemveterem, II idus februarii, anno tertio.

In e. m. dilecto filio Guillelmo dicto Chapus clerico Claromontensi in minoribus ordinibus constituto.

In e. m. dilecto filio Johanni dicto Bhowss de Londoniis clerico in minoribus ordinibus constituto.

Orvieto, 3 février 1284.

In e. m. dilecto filio Geraldo Arto de Briva, clerico Lemovicensis diocesis, in minoribus ordinibus constituto. Dat. apud Urbemveterem, III nonas februarii, anno tertio.

Orvieto, 4 février 1284.

In e. m. dilecto filio Guillermo dicto Taillepie de Longavilla, clerico in minoribus ordinibus constituto, Baiocensis diocesis. Dat. apud Urbemveterem, II idus februarii, anno tertio.

413 Orvieto, 23 décembre 1283.

Ecclesiae Suanensi, per obitum David episcopi Suanensis pastoris solatio destitutae diversis electionibus, propter electorum renuntiationes frustra celebratis, Moricum canonicum Asisinatem, capellanum episcopi Albanensis, in episcopum praeficit. — (Reg. 41, fol. 148, nº 103; Potthast, nº 22088.)

« *Dilecto filio Morico electo Suanensi.* Rationis oculis intuentes —. Dat. apud Urbemveterem, X kal. januarii, anno tertio. »

In eundem modum W. praeposito et capitulo ecclesiae Suanensis mandat quatinus ejusdem electi salubria mandata et monita suscipiant ac adimplent. Dat. ut supra.

In e. m. clero civitatis et diocesis Suanensis.

In e. m. populo civitatis et diocesis Suanensis. Dat. ut supra.

414 Orvieto, 20 décembre 1283.

.. archiepiscopo Ebredunensi mandat quatinus residuum pecuniae decimae Terrae Sanctae subsidio deputatae, per .. priorem de Gordanicis, olim super colligenda decima in provinciae Ebredunensis partibus insistentem, collectae, aut per

ipsum archiepiscopum colligendae, quibusdam mercatoribus Florentinis assignet, de praedicta assignatione domino papae per suas patentes litteras plenarie rescripturus. — (Reg. 41, fol. 148 vo; ann. III, no 104.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Ebredunensi.* Intellecto dudum quod nonnulla de decima et obventionibus aliis in Ebredunensi provincia Terre Sancte subsidio deputatis collecta et non assignata fuerant dilecto filio .. priori de Gordanicis, olim super colligenda decima in ejusdem provincie partibus insistenti, et quod aliqua etiam post ejusdem prioris de partibus ipsis recessum remanserant inibi colligenda, tibi per nostras sub certa forma dedimus litteras in mandatis ut hujusmodi collecta deposita et etiam colligenda exigere ac recipere auctoritate nostra lapsu temporis non obstante ipsius Terre Sancte nomine procurares. Quia igitur pecuniam de decima et obventionibus supradictis collectam et depositam, ac etiam colligendam, pro ejusdem Terre Sancte commodis promptam haberi volumus et paratam, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus medietatem totius residui predicte decime per dictum priorem collecte ac per te etiam colligende, dilectis filiis Rossellino Bacharelli, Johanni de Abbatibus, Bohoncino Paganelli, Jacobo Johannis, Bieco Jacobi, de Rossi, Baccarelli et Renutii de Abbatibus de Florentia, medietatem vero reliquam ejusdem residui dilectis filiis Spine Philippi, Lapo Bonichii, Uguitioni Bonaccursi, Tholomeo Petri, Nicolao Johannis, Probe Comitis et Johanni Jacobi de Amanatorum de Pistorio societatibus mercatoribus, vel eorum aliquibus has tibi deferentibus litteras, assignare in depositum nomine Romane Ecclesie ac ejusdem Terre Sancte procures; faciens de assignatione hujusmodi duo confici publica instrumenta quorum alterum penes te retineres, reliquum nobis mittas. Nichilominus quod et quantum et quando per te mercatoribus ipsis assignari contigerit, nobis per tuas patentes litteras, tenorem presentium continentes plenarie rescripturus. Dat. apud Urbemveterem, XIII kal. januarii, anno tertio. »

In eundem modum venerabili fratri .. Archiepiscopo Arelatensi, provincia mutata.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Viennensi.

Orvieto, 18 décembre 1283.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Aquensi. Datum apud Urbemveterem, XV kal. januarii, anno tertio.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Bisuntino.

In e. m. venerabili fratri .. archiepiscopo Tarantasiensi.

415 Orvieto, 29 décembre 1283.

Monasterio sancti Silvestri de Capite de Urbe, ordinis sancti Benedicti, dudum abbatis regimine destituto, Girardum, ejusdem monasterii monachum, ab Angelo de Monte Opulo et Petro de Ceneto, ipsius etiam monachis, per viam compromissi electum, praeficit in abbatem, faciendo ei per .. Ostiensem episcopum munus consecrationis impendi. — (Reg. 41, fol. 149; ann. III, no 105.)

« *Dilecto filio Girardo abbati monasterii sancti Silvestri de Capite de Urbe, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti.* Etsi juxta. — Dat. apud Urbemveterem, IIII kal. januarii, anno tertio. »

Orvieto, 10 janvier 1284.

In eundem modum .. priori et conventui ejusdem monasterii, quatinus dicto abbati debitam obedientiam et reverentiam exhibere curent

« In eundem modum. Dilectis filiis .. priori et conventui monasterii sancti Silvestri de Capite de Urbe ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis. Etsi juxta. — Datum apud Urbemveterem, IIII nonas januarii, anno tertio. »

416 Orvieto, 13 novembre 1283.

.. abbati Sancti Audoeni Rothomagensis et .. priori Sancte Marie de Prato juxta Rothomagum, ordinis sancti Benedicti, mandat quatinus .. archiepiscopum Rothomagensem citare procurent, ut infra duos menses per se vel per procuratorem ydoneum coram domino papa compareat, in causa quae inter ipsum et Lexoviensem episcopum de quarumdam ecclesiarum episcopali jurisdictione vertitur, processurus. — (Reg. 41, fol. 149 vo; ann. III, no 106.)

« *.. abbati Sancti Audoeni Rothomagensis et .. priori Sancte Marie de Prato juxta Rothomagum, ordinis sancti Benedicti.* Exposuit nobis venerabilis frater noster .. archiepiscopus Rothomagensis, quod dudum in causa que inter ipsum et venerabilem fratrem nostrum .. episcopum Lexoviensem, super eo quod idem episcopus in quibusdam ecclesiis et locis civitatis et diocesis Rothomagensis jurisdictionem episcopalem se asserit obtinere, ac decimis et rebus aliis, vertitur, ad Sedem Apostolicam legitime devoluta, felicis recordationis G. IXus bone memorie Robertum Sancti Eustachii primo, et demum eo sublato de medio, pie memorie Clemens IIIIus Romani pontifices, predecessores nostri, dilectum filium nostrum J.

Sancte Marie in Cosmydin diaconos cardinales, concesserunt partibus auditores. Cum autem nos postmodum ad apicem summi apostolatus assumpti, procuratore dicti episcopi viam universe carnis ingresso, eidem J. cardinali, quod causam hujusmodi, in qua tam coram eo quam coram prefato R. cardinali aliquandiu processum extitit, resumat audiendam mandaverimus oraculo vive vocis, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel alter vestrum per vos vel alium seu alios predictum episcopum ex parte nostra peremptorie citare curetis, ut infra duos menses post citationem vestram, cum omnibus actis, juribus et munimentis suis causam hujusmodi contingentibus, per se vel per procuratorem ydoneum compareat coram nobis in causa ipsa, prout justum fuerit, processurus, et tandem justam, dante Domino, sententiam recepturus : diem vero citationis et formam, et quicquid in premissis duxeritis faciendum nobis per vestras litteras harum seriem continentes fideliter intimare curetis. Datum apud Urbemveterem, idibus novembris, anno tertio. »

417 Orvieto, 22 février 1284.

.. archiepiscopo Januensi mandat quatinus, veritate circa electionem de Oddone de Castellione in abbatem monasterii sancti Gaudentii de Coxano celebratam diligenter inquisita, qui propter ipsius monasterii paupertatem hujusmodi negotium nequit in Romana curia prosequi, dictam electionem confirmet, recepturus ab electo solitum fidelitatis juramentum, aut ipsa rite cassata faciat predicto monasterio de persona ydonea per electionem canonicam provideri. — (Reg. 41, fol. 149 v°; ann. III, n° 107.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Januensi.* Sua nobis dilecti filii conventus monasterii Sancti Gaudentii de Sancto Stephano de Coxano ad Romanam Ecclesiam, ut dicitur, nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Albensis diocesis, petitione monstrarunt quod olim monasterio ipso abbatis regimine destituto, ipsi prout moris est, convenientes in unum, Spiritus Sancti gratia invocata, dilectum filium Oddonem de Castellione ipsius monasterii monachum, in suum et dicti monasterii abbatem unanimiter et concorditer elegerunt. Cum autem facultates ipsius monasterii esse dicantur adeo tenues et exiles quod idem electus, propter ejusdem monasterii paupertatem, hujusmodi electionis negotium nequit in Romana curia prosequi, pro confirmationis et benedictionis munere obtinendo, dicti conventus nobis humiliter supplicarunt, ut providere super hoc de benignitate apostolica curaremus. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus si tibi constiterit, quod dictum monasterium ad eandem Romanam Ecclesiam nullo pertineat mediante, inquisita de modo electionis hujusmodi, studiis eligentium et electi meritis diligentius veritate, si electionem ipsam inveneris de persona ydonea canonice celebratam, illam auctoritate nostra confirmes, faciens eidem a suis subditis obedientiam et reverentiam debitam exhiberi, ac sibi munus benedictionis impendas, recepturus ab eo postmodum nostro et ejusdem Romane Ecclesie nomine fidelitatis solitum juramentum, juxta formam quam tibi sub bulla nostra mittimus interclusam. Formam autem juramenti quod ipse prestabit, de verbo ad verbum per ejusdem patentes litteras suo sigillo signatas nobis per proprium nuntium quamcitius destinare procures; alioquin, eadem electione rite cassata, facias predicto monasterio de persona ydonea per electionem canonicam provideri, contradictores, etc. usque : compescendo. Dat. apud Urbemveterem, VIII kal. martii, anno tertio. »

418 Orvieto, 8 octobre 1283.

Guardiano conventus fratrum ordinis Minorum Nivernensium, cum, vacante dudum ecclesiae Frasniacensis decanatu per mortem Hugonis Jordani, capitulum Nivernense, votis divisis, Iterium de Thiengiis et Johannem de Chaonio, canonicos ecclesiae Nivernensis, ad dictum decanatum in discordia elegerit, hujusmodi autem negotio per appellationem ad Sedem Apostolicam devoluto, medio tempore dictus Iterius mortuus fuerit, ac dicta ecclesia per decem annos et amplius decano vacaverit, — mandat quatinus, si electionem de supradicto Johanne canonice celebratam invenerit, eam confirmet, eundemque Johannem in dicta ecclesia instituat. — (Reg. 41, fol. 150; ann. III, n° 108; — Potthast, n° 22067.)

« *.. guardiano conventus fratrum ordinis Minorum Nivernensium.* Lecta nobis dilectorum —. Dat. apud Urbemveterem, VIII idus octobris, anno tertio. »

419 Orvieto, 26 novembre 1283.

.. episcopo Cathalaunensi mandat quatinus, cum in monasterio Andeciarum, ipsius diocesis, per mortem Mariae de Sailliaco quondam abbatissae vacante, duae electiones celebratae essent, de Helvidi scilicet, dicti monasterii subpriorissa a minore parte monialium, ac postea, appellatione ad Sedem Apostolica etiam facta, de Mathilde thesauraria, cumque coram Anchero, tituli sancte Praxedis presbitero cardinali diutius in hac causa extitisset litigatum, dicta Helvidi omni juri sibi competenti

renuntiante, ad dictum monasterium accedat, et veritate hujus rei diligenter inquisita, dictam electionem confirmet, si canonice celebratum invenerit, dictae Mathildi munus benedictionis impensurus, alioquin, electione rite cassata, faciat eidem monasterio de persona idonea canonice provideri. — (Reg. 41, fol. 150; ann. III, nº 109.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Cathalaunensi.* Dudum, sicut accepimus, monasterio Andeciarum, ordinis sancti Benedicti, tue diocesis, per mortem quondam Marie de Sailliaco abbatisse dicti monasterii, abbatissa vacante, dilecte in Christo filie .. priorissa et conventus ipsius monasterii, certa die ad eligendum prefixa, vocatis et presentibus omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, in capitulo convenerunt, et continuantes diem ipsam in aliam subsequentem, nonnullos super electionis faciende negotio habuere tractatus, que non habuerunt effectum. Postmodum autem prefata priorissa et nonnullis ipsius monasterii monialibus, que minorem partem dicti conventus tantummodo faciebant, in capitulo congregatis, contemptis aliis, dilecta in Christo filia Helvidis, suppriorissa ejusdem monasterii, ab hujusmodi parte minori, quasi per inspirationem divinam, dicitur electa fuisse in abbatissam monasterii supradicti : super quo tam contra formam electionis quam electe personam fuit a quibusdam monialibus prefati monasterii ad Sedem Apostolicam appellatum. Cumque propter hoc ad Sedem ipsam a partibus procuratoribus destinatis, priorisse prefate ac majori parti conventus ipsius monasterii visum fuisset quod id, quod de jamdicta suppriorissa factum fuerat, effectum de jure non poterat obtinere, certa die ad eligendum prefixa, vocatis et presentibus omnibus in capitulo qui voluerunt, debuerunt et potuerunt comode interesse, prefata priorissa et viginti et septem moniales ejusdem monasterii, tunc in capitulo existentes, aliis videlicet que minorem partem dumtaxat, sicut premittitur, faciebant, convenire nolentibus, cum non essent nisi quadraginta et quinque omnes predicti monasterii moniales, et tandem deliberantes ad electionem per scrutinii formam procedere, assumpserunt tres de predictis viginti et octo monialibus fidedignas, que secedentes in partem, et tam sua quam aliarum singularum vota secreto et singillatim diligentius inquirentes, eaque redigi facientes in scriptis, illa mox in capitulo publicarunt. Et comperto quod priorissa et viginti et septem predicte, excepta dilecta in Christo filia Mathilde, thesauraria ipsius monasterii, que renuntiaverat voto suo, in eandem thesaurariam unanimi consenserant voluntate, Ysabella de Montigni, que erat una de hujusmodi scrutatricibus, vice sua et aliarum collegarum suarum et de ipsarum speciali mandato, prefatam thesaurariam in abbatissam ipsius monasterii duxit canonice eligendam, dictaque thesauraria ad illarum instantiam infra tempus legitimum hujusmodi electioni de se facte consensit. Porro partium procuratoribus apud Sedem constitutis eandem, felicis recordationis Gregorius papa X^us, predecessor noster, dilectum filium nostrum Ancherum, tituli Sancte Praxedis presbiterum cardinalem, concessit in causa hujusmodi auditorem. Coram quo in causa ipsa diutius extitit litigatum. Et tandem ex relatione fideli cardinalis ejusdem coram nobis et fratribus nostris facta, et per acta coram eo habita, in causa predicta constitit evidenter quod electio de prefata thesauraria canonice fuerat celebrata, et quod predicta suppriorissa omni juri si quod sibi ex hujusmodi electione sua competere potuisset, necnon et adherentes eidem omnibus appellationibus, contradictionibus et liti renuntiaverant et cesserant totaliter, specialiter et expresse, quodque dicta priorissa et conventus monasterii memorati prefato cardinali per suas litteras humiliter supplicarunt, ut ad celerem et felicem expeditionem electionis de dicta thesauraria celebrate quam multipliciter per suas litteras commendarunt, intendere procuraret, et quod tu quoque prenominato cardinali per tuas duxisti litteras intimandum, quod cum post celebrationem predictarum electionum ad prefatum monasterium accessisses, visitationis officium impensurus, ibidem inquisitione diligenti prehabita, invenisti quod in renuntiatione et supplicatione prefatis non intervenerant corruptio, pactio, vicium, fraus aut dolus, dictoque cardinali nichilominus supplicasti, ut eisdem monasterio et monialibus pressis gravi sarcina debitorum pio affectu compatiens, negotium ipsum studeret tam favorabiliter quam celeriter expedire; licet igitur de ydoneitate persone thesaurarie supradicte non mediocriter fuerimus informati, tamen de tua circumspectione plenam in Domino fiduciam obtinentes fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus ad monasterium ipsum te personaliter conferens et habens Deum pre oculis, si inquisitione de ipsius thesaurarie meritis sueque examinatione persone prehabita diligenti, eandem thesaurariam reppereris esse ydoneam ad regimen monasterii supradicti, electionem de ipsa factam nostra fretus auctoritate confirmes, sibi benedictionis munus postmodum impensurus. Alioquin, electione predicta rite cassata, facias eidem monasterio per electionem canonicam vel postulationem concordem de persona ydonea provideri, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Dat. apud Urbemveterem, VI kal. decembris, anno tertio. »

420 Orvieto, 8 janvier 1284.

.. episcopo Anconitano mandat quatinus, veritate circa electionem de Scolastica, monasterii sanctae Magdalenae Recanatensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, in abbatissam ejusdem celebratam, diligenter inquisita, ipsam electionem, si invenerit de persona ydonea canonice celebratam, auctoritate apostolica confirmet, ipsi electe munus benedictionis impensurus et ab ea postmodum Ecclesiae Romanae nomine solitum fidelitatis juramentum recepturus, alioquin, rite electione cassata faciat eidem monasterio de persona ydonea in abbatissam per electionem canonicam provideri. — (Reg. 41, fol. 150 v°; ann. III, n° 110.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Anconitano.* Etsi religiosorum. — Dat. apud Urbemveterem, VI idus januarii, anno tertio. »

421 Orvieto, 1er mars 1284.

Johanni archiepiscopo Dublinensi ut de bonis ejus undecumque non per Ecclesiam acquisitis, ac de bonis mobilibus ecclesiasticis ejus dispensationi seu administrationi commissis et quae non fuerint alicui speciali usui deputata, testari ac disponere possit facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 151; ann. III, n° 111; — Potthast, n° 22107.)

« *Venerabili fratri Johanni archiepiscopo Dublinensi.* Quia presentis vite. — Dat. apud Urbemveterem, kalendis martii, anno tertio. »

422 Orvieto, 1er mars 1284.

Eidem indulget ut nullus delegatus vel subdelegatus ab eo, executor seu etiam conservator per litteras Apostolicae Sedis vel legatorum ejus excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias valeat promulgare, nisi dictae Sedis litterae plenam et expressam fecerint de indulto hujusmodi mentionem. — (Reg. 41, fol. 151; ann. III, n° 112.)

« *Eidem.* Sincere devotionis affectus —. Dat. ut supra. »

423 Orvieto, 1er mars 1284.

Eidem, cum nonnulli tam clerici quam laici civitatis, diocesis ac provinciae Dublinensis, archiepiscopo pridem absente ac insistente collectioni decimae Terrae Sanctae, propter ecclesiarum incendia ab eis perpetrata excommunicationis sententiam incurrerint, dicti archiepiscopi supplicationibus annuens concedit, facultatem absolvendi supradictos ab hujusmodi excommunicationis sententia, dummodo dictis ecclesiis prius satisfaciant competenter : caeterum illos qui propter excessus ad Sedem Apostolicam sunt mittendi, ad eam destinet. — (Reg. 41, fol. 151; ann. III, n° 113.)

« *Eidem.* Exhibita nobis tua —. Dat ut supra. »

424 Orvieto, 1er mars 1284.

Eidem concedit facultatem dispensandi cum duobus clericis qui defectu natalium patiuntur ut, eodem defectu non obstante, possint ad omnes ordines promoveri et ecclesiasticum beneficium obtinere, dummodo bonae conversationis et vitae merita suffragentur, ita tamen quod iidem clerici, si beneficia curam animarum habentia obtinere contigerit, se faciant proximis statutis temporibus promoveri et personaliter resideant in eisdem. — (Reg. 41, fol. 151 v°; ann. III, n° 114.)

« *Eidem.* Volentes personam tuam —. Dat. ut supra. »

425 Orvieto, 1er mars 1284.

Eidem concedendi tabellionatus officium tribus personis idoneis facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 151 v°; ann. III, n° 115; — Potthast, n° 22108.)

« *Eidem.* Tua nobis fraternitas —. Dat. ut supra. »

426 Orvieto, 7 mars 1284

J., tituli sanctae Ceciliae presbitero cardinali, in regno Franciae commoranti, mandat quatinus monachis sancti Dyonisii licentiam tribuat quasdam possessiones minus utiles, in Normannia et Wilcassino Normanno sitas, pro alius utilioribus in Francia et Wilcassino Francisco, cum Willelmo Calletot, castellano Montis Meliani, permutandi. — (Reg. 41, fol. 151 v°; ann. III, n° 116.)

« *Dilecto filio J. tituli Sancte Cecilie presbitero cardinali in regno Francie commoranti.* Sincere dilectionis affectum quem ad monasterium Sancti Dyonisii in Francia, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Parisiensis diocesis, ab ineuntis etatis nostre primordiis gessimus memoriter retinentes, illum non solum continuatis studiis prosequi delectamur, verum etiam tanto libentius ostendimus per effectum, quanto de benignitate diutina super hoc majorem sumus potentiam consecuti : propter quod ea sollerter exequimur que ad ipsius venerandi monasterii comodum pro diversitate temporis redundare sentimus. Lecta siquidem

coram nobis dilectorum filiorum .. abbatis et conventus predicti monasterii petitio continebat quod ipsi provide attendentes, quod possessiones bona et jura que habet dictum monasterium apud apud Berneval, Fraeles ac in eorum manerio in foresta de Leonibus, in villa de Sancta Genovefa, Les Margotes et aliis locis in Normannia et Wilcassino Normanno, exceptis septem libris turonensium .. thesaurario prefati monasterii debitis annuatim, propter locorum distantiam, et alias etiam sunt minus utilia eis et monasterio supradicto, et possessiones bona et jura que dilectus filius nobilis vir Willelmus Calletot, castellanus Montis Meliani, apud eundem Montem Meliani et in castellania ipsius, necnon apud Plaliacum, Gouix, Auversium, Roberti Vallem et omnia que in Parisiensi, Meldensi, Silvanectensi et Belvacensi diocesibus ac in Frantia et Wilcassino Francisco ac universis et singulis pertinentiis eorundem habet et habere potest et debet, sunt ipsi monasterio propinquiora, majoris quoque valoris, et alias utiliora eis et monasterio existerent supradicto, desiderant pro eis predicta possessiones, bona et jura ad idem monasterium pertinentia, predictis septem libris exceptis, cum prefato nobili permutare, qui similiter hujusmodi permutationem dicitur affectare. Quare memorati .. abbas et conventus nobis humiliter supplicarunt ut faciendi permutationem ipsam, presertim cum ad id carissimi in Christo filii nostri Phylippi regis Francie illustris, sub cujus dominio dictus nobilis prefata bona sua obtinet, assensus accesserit, licentiam concedere dignaremur. Nos itaque, de circumspectione tua plenam in Domino fiduciam obtinentes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus si per te vel per alium discretum, industrium et fidedignum premissis et aliis circumstantiis universis, que super hoc attendende fuerint diligenti consideratione pensatis, permutationem hujusmodi utilitati dicti monasterii videris expedire, nonobstante juramento quod dictus abbas de non alienandis bonis ipsius monasterii noscitur prestitisse, sibi et dicto conventui, auctoritate nostra licentiam tribuas postulatam; proviso ne quod pro ipsius monasterii utilitate in hac parte conceditur in ejus possit vergere detrimentum, idque a Domino de tuis manibus requiratur. Dat. apud Urbemveterem, nonis Martii, anno tertio. »

427 Orvieto, 23 décembre 1283.

.. episcopo Silvanectensi mandat quatinus causam Mariae olim monialis monasterii de Lancis, Carnotensis diocesis, fine canonico terminare procuret, quae ante septem annos e monasterio egressa cum Milone de Tingnonvilla matrimonium clandestine contraxit et nonobstante quod .. officialis Senonensis matrimonium hujusmodi nullum esse pronuntiasset, appellatione ad Sedem Apostolicam facta, spretis quoque monitis .. Belvacensis episcopi et aliorum judicum, ad monasterium redire noluit. — (Reg. 41, fol. 152; ann. III, nº 117.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Silvanectensi.* Sua nobis venerabilis frater noster .. archiepiscopus Senonensis petitione monstravit, quod cum fama publica nuntiante ad ejus notitiam pervenisset quod Maria, monialis monasterii de Lancis, ordinis Sancti Benedicti, Carnotensis diocesis, monasterium ipsum in quo sub habitu et observantia regulari ac proposito regulariter inibi perpetuo Domino serviendi per decem annos et amplius fuerat commorata, egrediens, cum Milone de Tingnonvilla, armigero, Senonensis diocesis, matrimonium, immo potius contubernium clandestine duxerat contrahendum, et in dicta diocesi Senonensi dampnabiliter cohabitabat eidem, dictus archiepiscopus Mariam et armigerum prefatos fecit propter hoc ad suam presentiam evocari, ac tandem cum sibi per confessionem Marie et Milonis predictorum factam sibi in judicio, de hoc ei legitime constitisset, et id etiam esset in illis partibus adeo notorium quod nulla posset tergiversatione celari, armigero et Marie predictis districte inhibuit ne alter alteri cohabitare, ac simul in una domo absque presentia trium personarum fidedignarum et honestarum commorari presumerent, quousque negotium hujusmodi esset aliter plenius discussum et sententialiter terminatum; ac postmodum cum idem archiepiscopus ad inquirendum super hoc procedere incepisset, .. officialis Senonensis, cui archiepiscopus ipse negotium ipsum specialiter commisit, cognitis ipsius cause meritis et juris ordine observato, matrimonium hujusmodi nuntians esse nullum, predictam Mariam ad monasterium ipsum debere redire, ibi sub regulari habitu perpetuo Domino servituram per diffinitivam sententiam condempnavit. Sed armiger et Maria predicti asserentes se ex sufficienti gravamine ab eodem archiepiscopo ad Sedem Apostolicam appellasse, super appellatione sua ad venerabilem fratrem nostrum .. Belvacensem episcopum primo, et post diversos processus tam coram ipso quam coram subdelegatis ab eo et aliis diversis judicibus a Sede ipsa delegatis habitos, ad te sub certa forma, nostras litteras impetrarunt. Cum autem, sicut accepimus, causa hujusmodi que per septem annos et amplius jam duravit, propter malitiam et subterfugia partis adverse, non possit comode in illis partibus terminari, archiepiscopus ipse nobis humiliter supplicavit, ut providere sibi super hoc paterna sollicitudine curaremus, finem igitur litibus cupientes imponi, fra-

teruntati tue per apostolica scripta mandamus quatinus in causa ipsa juxta tenorem predictarum litterarum tibi directarum, appellatione remota, previa ratione procedens, causam ipsam infra sex menses post receptionem presentium, fine canonico terminare procures : alioquin extunc causam eandem, instructam vel non instructam, remittas ad predicte Sedis examen, proviso eisdem partibus termino peremptorio competenti, quo per se vel per procuratores ydoneos cum omnibus actis, juribus et munimentis suis predictam causam contingentibus, apostolico se conspectui representent, facture et recepture super hiis quod ordo dictaverit rationis. Diem vero remissionis et prefixionis hujusmodi et quicquid super premissis duxeris faciendum, nobis per tuas litteras, harum seriem continentes, studeas fideliter intimare. Dat. apud Urbemveterem, X kal. januarii, anno tertio. »

428 Orvieto, 27 novembre 1283.

Magistro Alirono, canonico ecclesiae sancti Marci de Venetiis, collectori decimae in Salzeburgensi provincia et in nonnullis civitatibus Maguntinae provinciae, respondet quod episcopi qui ante et post suam promotionem fuerunt decimae collectores, a suae promotionis tempore dictam tenentur solvere decimam, sed tamen possunt de proventibus episcopalibus tantum deducere pro rata temporis in quo hujusmodi collectionis exercuerunt officium quantum pro eodem tempore, de proventibus beneficiorum quae ante suam promotionem habebant, si non fuissent collectores decimae, persolvissent, et quod insuper praelatis, qui super solvenda decima impotentiae defectum allegant, indutias trium annorum concedere potest. — (Reg. 41, fol. 152, ann. III, nº 118; Potthast, nº 22082*; Kaltenbrunner, nº 260; Hauthaler, *Libellus decimationis*, p. 25.)

« *Dilecto filio magistro Alirono, canonico ecclesie Sancti Marci de Venetiis, collectori decime in Salzeburgensi provincia et Pragensi, Olomucensi, Eistensi et Bambergensi civitatibus et diocesibus provintie Maguntine.* Tua nos sollicitudo —. Dat. apud Urbemveterem, V kal. decembris, anno tertio. »

429 Orvieto, 13 décembre 1283.

Theoderico priori ecclesiae sancti Andreae Urbevetani, collectori decimae Terrae Sanctae in Treverensi et Maguntina provincia constituto, concedit quod anno quolibet de pecunia dictae decimae decem et octo libras sterlingorum, ultra salarium sibi prius constitutum, percipere valeat. — (Reg. 41, fol. 152 vº; ann. III, nº 119.)

« *Theoderico priori ecclesie Sancti Andree Urbevetani, capellano nostro, collectori decime Terre Sancte in Treverensi et Maguntina provintiis per Sedem Apostolicam deputato.* Sicut nobis exponere curavisti, pridem tibi super collectione decime Terre Sancte concesse subsidio quam exerces a Sede Apostolica deputato quinque solidorum sterlingorum salarium pro diebus singulis in quibus circa collectionem hujusmodi te vacare contingeret extitit constitutum. Cum autem propter tuos frequentes discursus, quos commissi tibi negotii executio exigit, quorumque occasione magnam continue tenere et habere familiam propter viarum discrimina te oportet, ac etiam propter caristiam victualium in partibus ipsis, ut asseris, imminentem nequeas ex predicto salario incumbentia tibi sufferre onera expensarum, provideri super hoc de benignitate Sedis Apostolice postulasti. Nos itaque, benigna meditatione pensantes quod incommodum sustinere non debes, unde gratiam nosceris promereri, devotioni tue ut ultra predictum tibi salarium constitutum decem et octo libras sterlingorum de pecunia decime supradicte anno quolibet, in quo circa collectionem vacabis eandem, in quatuor ipsius anni terminis pro tuis expensis libere percipere valeas, auctoritate presentium generose duximus concedendum. Dat. apud Urbemveterem, idibus decembris, anno tertio. »

430 Orvieto, 4 mai 1283.

.. abbati monasterii de sancto Albano, Lincolniensis diocesis, mandat quatinus in causa quae inter Petrum de Rodmersham, abbatem monasterii de Faversham, Cantuariensis diocesis, ex una parte, et Oswardum, monachum ecclesiae Cantuariensis, ordinis sancti Benedicti, ex altera, juxta tenorem litterarum sibi a Johanne quondam papa XXI datarum procedat, nonobstante quod dictus Oswardus ad Sedem Apostolicam de judiciis in hac causa prolatis appellaverit. — (Reg. 41, fol. 152 vº; ann. III, nº 120.)

« *.. abbati monasterii de Sancto Albano, Lincolniensis diocesis.* Exposuit nobis dilectus filius frater Petrus de Rodmersham, abbas monasterii de Faversham, Cluniacensis ordinis, Cantuariensis diocesis, quod cum causa, que olim inter ipsum ex parte una, et bone memorie R., Portuensem episcopum, tunc Cantuariensem archiepiscopum ac fratrem Oswardum, monachum ecclesie Cantuariensis, ordinis sancti Benedicti, super eo quod idem archiepiscopus eundem fratrem P. a regimine ipsius

monasterii, ad quod canonice assumptus fuerat, quodque pacifice possidebat, sine causa rationabili auctoritate propria amovens, dictum fratrem O. prefecit eidem monasterio contra justitiam in abbatem, ex altera orta extitit, per appellationem ipsius fratris. P. ad Sedem Apostolicam legitime devoluta fuisset, felicis recordationis Johannes papa XXI^us predecessor noster venerabilem fratrem nostrum Rolandum de Parma, Spoletanum episcopum, tunc subdiaconum et capellanum suum, dedit in ea partibus auditorem. Qui tandem factis citationibus in audientia publica, ut est moris, ipsorum fratris P. et archiepiscopi procuratoribus presentibus, Oswardo vero predicto absente per contumatiam, pronuntiavit justitia suadente causam ipsam fore ad Sedem Apostolicam devolutam ac ibidem tractari et terminari debere. Et postmodum parte ipsius fratris P. coram eodem auditore petente quod expensas necessarias faceret sibi de bonis dicti monasterii ministrari, auditor ipse, auditis hinc inde propositis, dictoque predecessori de ipsis facta relatione fideli, de speciali mandato predecessoris ejusdem procuratoribus predictis presentibus interloquendo, pronuntiavit atque decrevit expensas hujusmodi eidem fratri P. sub infrascriptis quantitate et modo ministrandas esse de bonis monasterii prelibati; videlicet pro victualibus ipsius et unius monachi socii sui ejusdem ordinis et duorum servientium suorum, decem solidos turonensium parvorum quolibet die a tempore dicte appellationis interposite percipiendos, quousque in curia vel alibi dicta causa durabit, ac pro indumentis suis et familie sue annuatim viginti, pro salariis vero duorum advocatorum quadraginta, et unius procuratoris duodecim libras turonensium predictorum, prout in instrumento publico confecto exinde ac sigillo prefati auditoris signato plenius dicitur contineri. Idem quoque predecessor, quod super hiis ab eodem auditore provide factum extitit ratum et firmum habens, ac id auctoritate apostolica approbans, bone memorie Wintoniensi episcopo tibique suis dedit litteris in mandatis, ut tu, aut dictus episcopus illud executioni debite curaretis per vos vel per alium aut alios demandare, facientes eidem fratri P. vel procuratori suo de expensis eisdem juxta tenorem pronuntiationis et decreti hujusmodi ejusdem auditoris de bonis prefati monasterii solutionem plenariam exhiberi, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Porro eodem Oswardo a te et predicto Wintoniensi episcopo ex certo gravamine ad Sedem Apostolicam appellante, tu et dictus episcopus deferentes appellationi hujusmodi reverenter, certum terminum partibus statuistis ac appellationem ipsam apud Sedem prosequendam eandem. Interim vero prefato Rolando in episcopum Spoletanum promoto, pie memorie Nicolaus papa, predecessor noster, dilectum filium nostrum Jordanum, Sancti Eustachii diaconum cardinalem auditorem, in dicta causa, in qua predictus Rolandus episcopus ad eodem predecessore Johanne auditor, ut predicitur, concessus fuerat, deputavit. Nosque postmodum ad apicem apostolatus assumpti, dicto cardinali mandavimus ut causas sibi a dicto predecessore nostro. N. commissas in eo statu in quo tempore obitus ipsius predecessoris nostri Nicolai fuerunt resumeret audiendas. Verum prefatus Oswardus predictam appellationem nec infra prescriptum terminum nec etiam postmodum extitit prosecutus, quanquam post terminum ipsum biennium et amplius sit elapsum. Quare dictus frater Petrus nobis humiliter supplicavit, ut ne pro expensarum ipsarum defectu a juris sui prosecutione desistere compellatur, providere sibi super hoc paterna sollicitudine curaremus. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, in hujusmodi negotio appellatione prefata nequaquam obstante, seu si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum, quod suspendi vel interdici et excommunicari, aut extra vel ultra certa loca evocari non possint per litteras Sedis ejusdem non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, per te vel per alium seu alios auctoritate nostra procedas juxta predictarum memorati predecessoris Johannis continentiam litterarum. Dat. apud Urbemveterem, IIII nonas maii, anno tertio. »

431 Orvieto, 1er mars 1284.

Magno Sweorum et Gottorum regi indulget ut ordo Romanae Ecclesiae in celebratione divinorum officiorum apud ejus capellam, ejus et heredum temporibus, in perpetuum observetur, nihilominus concedens ut hii qui praedicta officia ibidem celebraverint ad celebrandum aliter minime teneantur. — (Reg. 42, fol. 153 ; ann. III, nº 121; — Potthast, nº 22106.)

« *Carissimo in Christo filio magno illustri Sweorum et Gottorum regi.* Cum sicut lecta —. Dat. apud Urbemveterem, kalendis martii, anno tertio. »

432 Orvieto, 18 décembre 1283.

Magistrum Albertum de Parma, canonicum basilicae principis Apostolorum de Urbe, collectorem legatorum et obventionum Terrae Sanctae subsidio deputatorum instituit. — (Reg. 41, fol. 153 ; ann. III, nº 122.)

« *Dilecto filio magistro Alberto de Parma, canonico basi-*

lice Principis Apostolorum de Urbe. Cupientes ut legata, relicta, obventiones et alia Terre Sancte subsidio deputata in ipsius Terre commoda convertantur, et gerentes de tue circumspectionis industria fiduciam in Domino specialem, discretioni tue exigendi et recipiendi universa, que legata, relicta, deputata et concessa sunt, et que legari, relinqui, deputari et concedi contigerit in Urbe subsidio dicte Terre, ac etiam ea que obvenerunt et obvenerint subsidio predicto ibidem, ac debitores et detentores eorum ad ea tibi nostro et ejusdem Terre nomine persolvenda et exhibenda integre per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellendi, deponendi quoque ea in aliquo tuto loco de quo videris expedire, liberam tibi concedimus auctoritate presentium facultatem. Volumus autem quod frequenter nobis per tuas insinues litteras quantitatem quam de predictis receperis, et in quo loco eam duxeris deponendam. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. januarii, anno tertio. »

433 Orvieto, 12 janvier 1284.

.. priori saecularis ecclesiae Sancti Stephani in Ponte Florentino mandat quatinus Henricum Arnolfini et socios ejus, mercatores Lucanos, districte compellat ut pecuniam Terrae Sanctae penes se a V., quondam archipresbitero Clusino, et postmodum a magistro Arditione, olim dictae decimae collectoribus, depositam, quibusdam mercatoribus Florentinis assignent. — (Reg. 41, fol. 153 v°; ann. III, n° 123.)

« .. *Priori secularis ecclesie Sancti Stephani in Ponte Florentino.* Terre Sancte negotio cordi nobis specialiter insidente, grave gerimus et molestum quod in ipsius impedimentum negotii noscitur attemptari. Dudum siquidem dilectus filius Berardus, camerarius noster, quondam V., archipresbitero Clusino, tunc collectori decime dicte Terre in Lombardie partibus deputato a Sede Apostolica per suas litteras speciales injunxit, ut totam predicte decime pecuniam in commissis sibi collectam provinciis, que penes mercatores in Romana curia pro suis societatibus propriis socios continue non habentes fore deposita noscebatur, necnon et quamlibet aliam pecuniam colligendam et etiam collectam, que penes collectores in provintiis habebatur eisdem, mercatoribus de Pulicium et Rambertinorum, ac Thome Spillati et Hugonis Spine de Florentia societatibus, sublata difficultate qualibet assignaret, per eos ecclesie Romane ac ejusdem Terre nomine in depositum conservandam. Quare prefatus archipresbyter, dum viveret, ad mandatum hujusmodi sibi factum efficaciter exequendum sollerter intendens, Henricum Arnolfini et ejus socios, cives et mercatores Lucanos, suo et sociorum suorum nomine requisivit et monuit diligenter, nichilominus ei sub pena excommunicationis districtius injungendo, ut medietatem totius pecunie decimalis per eum, aut per quondam magistrum Arditionem, olim collectorem decime in predictis provintiis per Sedem deputatum eandem, penes dictos mercatores Lucanos deposite, quam juxta beneplacitum nostrum restituere, juramento super hoc ab eis corporaliter prestito, certis penis appositis quas eo ipso incurrerent si secus facerent, promiserunt, prefatis mercatoribus Florentinis infra terminum eis ab archipresbitero memorato prefixum assignare curarent : alioquin infra alium terminum competentem per eum super hoc assignatum eisdem se Apostolice Sedis conspectui presentarent. Et nichilominus idem archipresbiter prefatis mercatoribus Lucanis expresse precepit ut medietatem residuam decimalis pecunie supradicte sic promptam et paratam haberent omnino, ut eam, difficultate submota qualibet, integre restituerent, cum super hoc existerent requisiti. Prefati vero mercatores Lucani, monitis et mandatis hujusmodi vilipensis, contra sue promissionis tenorem ac juramentum ab eisdem prestitum temere venientes, nec predicte medietatem pecunie penes ipsos deposite memoratis Florentinis mercatoribus assignare, neque coram nobis comparere in predictis terminis in nostrum et apostolice sedis contemptum non modicum curaverunt. Ne igitur predicti mercatores Lucani de tante sue temeritatis audatia tantaque ipsorum malitia valeant gloriari, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te vel per alium seu alios, predictos mercatores Lucanos quod totam decime prelibate pecuniam penes eos, sicut premittitur, depositam, jamdictis mercatoribus Florentinis, nostro et ejusdem Terre nomine, sublato cujusvis obstaculo difficultatis, assignent, per censuram ecclesiasticam et exactionem predictarum penarum ac etiam alias, prout pertinatia exegerit eorundem, monitione premissa, appellatione remota, compellas, nobis quod in hac parte feceris plenarie rescripturus. Dat. apud Urbemveterem, II nonas januarii, anno tertio. »

434 Orvieto, 23 janvier 1284.

Raymundo, episcopo Vapincensi, facultatem concedit personis ydoneis ecclesias conferendi, quae in sua diocesi tanto tempore vacavisse noscuntur quod earum collatio ad Sedem Apostolicam legitime devoluta est. — (Reg. 41, fol. 153 v°; ann. III, n° 124.)

« *Venerabili fratri Raymundo episcopo Vapincensi.*

Significasti nobis per tuas litteras speciales, quod in tua diocesi quamplures ecclesie lege tibi diocesana subjecte, cum cura et sine cura, tanto tempore vacavisse noscuntur, quod earum collatio secundum Lateranensis statuta concilii est ad Sedem Apostolicam legitime devoluta. Nos itaque de tua circumspectione confisi, conferendi hac vice predictas ecclesias personis ydoneis, singulas videlicet singulis, contradictores quoque per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendi, liberam tibi auctoritate presentium concedimus facultatem ; non obstante si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum, quod ad provisionem alicujus minime teneantur, quodque de ecclesiis et beneficiis ecclesiasticis ad earum dispositionem spectantibus, nulli valeat provideri, seu ad id compelli, interdici, suspendi et excommunicari non possint per litteras Sedis ejusdem, non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem. Volumus autem quod hii, quibus de hujusmodi ecclesiis curam animarum annexam habentibus duxeris providendum, se ad ordines quos eadem cura requirit, faciant statutis temporibus promoveri et residentiam faciant in eisdem : alioquin ab omni jure quod eis in ipsis ecclesiis fuerit acquisitum eo ipso cadant, juxta statuta concilii Lugdunensis. Dat. apud Urbemveterem, X kal. februarii, anno tertio. »

435 Orvieto, 15 mars 1284.

Johannem subdiaconum ecclesiae Sancti Martini Turonensis, in executione testamenti magistri Aegidii de Bonavalle, decani ecclesiae Turonensis, loco Gualterii, pridem ministri et fratris ordinis Minorum in regno Franciae, nunc autem episcopi Pictavensis, et quondam magistri Fulconis, archidiaconi in Pontivo in ecclesia Ambianensi, subrogat ; eique et magistro Guillelmo de Esseyo, capellano suo, canonico Carnotensi, mandat ut ad executionem hujusmodi juxta dispositionem praelibati testatoris sine mora procedant. — (Reg. 41, fol. 153 v°; ann. III, n° 125 ; — Potthast, n° 22116.)

« *Dilectis filiis Johanni, subdiacono ecclesie Sancti Martini Turonensis et magistro Guillelmo de Esseyo, capellano nostro, canonico Carnotensi.* Olim sicut accepimus —. Dat. apud Urbemveterem, idibus martii anno tertio. »

436 Orvieto, 21 décembre 1283.

Magistrum Benenatum de Lavania, canonicum Narbonensem, in officium collectoris decimae Terrae Sanctae subsidio deputatae in Lombardiae et Marchiae Tervisinae partibus, Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus et archiepiscopatu Januensi, quondam magistro Venturae subrogat, eique dat in mandatis quae sint in hujusmodi negotio agenda. — (Reg. 41, fol. 154, ann. III, n° 126.)

« *Dilecto filio magistro Benenato de Lavania, canonico Narbonensi, collectori decime in Lombardie et Marchie Tervisine partibus, Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus et archiepiscopatu Januensi, auctoritate apostolica deputato.* Ad felicem promotionem negotii Terre Sancte in qua salutem humani generis Dei filius dignanter extitit operatus, cunctis desideriis anelantes, opem et operam vigilanter impendimus ut decimale subsidium in Lugdunensi concilio eidem Terre concessum sollicitis studiis colligatur et ne illud ob defectum depereat collectoris, ejus collectioni, cum expedit, de personis ydoneis providemus. — Cum itaque, sicut nuper ad audientiam nostram pervenit, quondam magister Ventura, archipresbiter ecclesie Clusine, olim super colligenda decima predicte Terre subventioni concesse in Lombardie et Marchie Tervisine partibus, Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus et archiepiscopatu Januensi per Sedem Apostolicam deputatus, viam sit universe carnis ingressus, nos nolentes predicte collectionem decime in partibus ipsis negligi vel omitti, et de tue circumspectionis industria plenam in Domino fidutiam obtinentes, te in ejusdem collectionis ministerio predicto Venture auctoritate presentium subrogamus, discretioni tue per apostolica scripta mandantes quatinus predicte decime colligende in partibus, patriarchatibus et archiepiscopatu predictis, subscripto modo sollicitam curam geras, videlicet ut in singulis civitatibus et diocesibus partium earundem de consilio locorum ordinarii aut ejus vicem gerentis si diocesanus ipse absens fuerit, duorum fidedignorum de ecclesia cathedrali constitutorum in dignitatibus, seu aliorum quoad non exemptos, quoad exemptos, vero de consilio aliquorum proborum de contrata, duas personas fide et facultatibus si tales inveniantur comode, aut alias ydoneas in locis in quibus non sunt persone hujusmodi deputate, deputare studeas ad collectionis hujusmodi ministerium exequendum : collectores vero quos, ut premittitur, deputabis, in forma jurare facias infrascripta. Et tu nichilominus partes easdem circumeas diligentius scrutaturus qualiter in commisso sibi dicte collectionis officio iidem se habeant collectores, ipsisque de decima satisfiat collectamque per illos ex decima ipsa pecuniam de predictorum ordinarii et aliorum consilio facias per collectores eosdem in tutis locis vel loco deponi per te vel per alium, cui per litteras nostras mandaverimus assignandam ; tibi quoque cum consilio eorundem ordinarii et aliorum mutandi collec-

tores ipsos quotiens videris expedire, ac tam eos quam etiam deputatos per archipresbiterum supradictum compellendi ad reddendam coram eisdem ordinariis et aliis tibi computum, seu rationem plenariam de collectis, exigendi quoque et recipiendi pecuniam truncorum Terre Sancte subventioni concessam, necnon et universa que legata, relicta, deputata et concessa sunt et fuerunt, necnon et que obvenerunt et obvenient quomodolibet subventioni prefate, plenam auctoritate predicta concedimus potestatem. Et, ut tam tu quam dicti collectores fructum de vestris laboribus reportetis, premissa tibi et eis in remissionem injungimus peccatorum et a prestatione decime illos videlicet ex vobis qui hujusmodi decimam non solverunt pro rata temporis, quo in hujusmodi negotio laborabunt volumus esse immunes. Te quoque illius indulgentie concedimus esse participem, que crucesignatis personaliter transfretantibus in Terre prefate subsidium est concessa; et quod de pecunia ex ipsa decima colligenda, singulis diebus in quibus circa premissa vacabis, sexdecim solidos turonensium vel valorem ipsorum percipias pro expensis. Preterea disponentes perversorum malitiis et ausibus obviare perversis, volumus ut tu in negotio ipso diligentia exacta procedens, illos ex archiepiscopis, episcopis et prelatis ac aliis personis ecclesiasticis partium predictarum cujuscumque ordinis, status seu dignitatis existant, quos tibi constiterit per inquisitionem quam tibi super hiis auctoritate predicta committimus faciendam, ex probabilibus seu ex verisimilibus conjecturis, pensatis eorum proventibus minus debito notabiliter de dicta decima persolvisse, ita quod super hoc merito suscepti debeant reputari, necnon et eos ex archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, prelatis, rectoribus et aliis clericis et ecclesiasticis personis ac depositarios per eundem archipresbiterum, predecessorem tuum, deputatos ex parte nostra efficaciter moneas et inducas, ut infra competentem terminum a te prefigendum eisdem, iidem archiepiscopi et episcopi ac alie persone ecclesiastice de proventibus suis hujusmodi decimam cum integritate persolvant, et de hujusmodi impedimento tibi predicte Terre Sancte nomine plenam et debitam satisfactionem impendant, ac iidem depositarii predicta deposita, sublata difficultate qualibet, infra hujusmodi terminum tibi studeant exhibere, ac nichilominus illos ex personis eisdem, que monitis tuis plene in hac parte paruerint, ab excommunicationum sententiis per Lugdunensem concilium vel dictum archipresbiterum predecessorem tuum prolatis, aut per te promulgandis propter premissas causas, si quas incurrerant vel incurrent, auctoritate nostra juxta Ecclesie formam absolvas, et dispenses cum eis super irregularitate, si quam contraxerunt predictis ligati sententiis, non tamen in contemptum clavium, divina officia celebrando vel se immiscendo eisdem, injuncto ipsis quod de jure fuerit injungendum. Quod si tales monitis tuis infra premissum terminum parere forte contempserint, archiepiscopos et episcopos ac alias personas prefatos, quos taliter suspectos invenies, auctoritate predicta nominatim ecclesiastica censura obedire compellas; et si ipsi per unum mensem censuram hujusmodi sustinuerint animis induratis, ipsos extunc et alios excommunicatos collectores ac depositarios memoratos peremptorie citare procures, ut infra duorum mensium spatium post citationem tuam per se vel per procuratores ydoneos compareant coram nobis, nostris super hoc mandatis et beneplacitis parituri, ac facturi et recepturi quod justitia suadebit. Diem vero citationis et formam et quicquid super hoc feceris nobis per tuas litteras harum seriem continentes fideliter intimare procures. Ceterum, ut officium tibi in hac parte commissum utilius et efficatius valeas exercere, contradictores quoslibet et rebelles per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendi, ac invocandi contra eos auxilium brachii secularis quotiens videris expedire, compellendi quoque auctoritate predicta predictos prelatos aliasque personas ecclesiasticas illarum partium ad providendum tibi de securo conductu, cum super hoc a te fuerint requisiti, plenam tibi auctoritate presentium concedimus facultatem : non obstante si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas, que de indulto hujusmodi ac tota ejus continentia de verbo ad verbum et de propriis locorum et personarum nominibus specialem, plenam et expressam non fecerint mentionem, sive quibuslibet aliis privilegiis, indulgentiis vel litteris quibuscumque dignitatibus, ordinibus, locis vel personis, generaliter vel specialiter sub quacumque forma vel expressione verborum ab eadem Sede concessis, de quibus quorumve totis tenoribus de verbo ad verbum in nostris litteris spetialis, plena et expressa mentio sit habenda. Volumus autem, ut frequenter nobis scribere studeas, quid actum fuerit in partibus supradictis, tam circa collectores quam circa collectionem, quantitatem ipsius collecte pecunie, truncorum, legatorum, relictorum, deputatorum, concessum et obventionum hujusmodi depositionem, locum depositionis, ac modum. Et insuper de premissis fideliter ac sollicite prosequendis prestes tactis sacrosanctis Evangeliis juramentum. Considerans itaque quod in premissis negotium Dei prosequeris, et in conspectu agis illius qui cuncta concernit sibi, necnon et nobis qui circa hoc omnem diligentiam adhibere intendimus, teneberis

reddere rationem, ab utroque pro meritis recepturus, sic prudenter in illis habere te studeas, sic consulte, quod utriusque judicio non solum vites pene confusionisque discrimina, sed laudis titulos et gratiam ac retributionis premium assequaris. Forma autem juramenti, quod prestare volumus collectores eosdem, hec est :

« Juro ego .. a vobis .. auctoritate apostolica deputatus
» collector, ad exigendum, colligendum et recipiendum
» decimam omnium reddituum et proventuum ecclesias-
» ticorum, ab omnibus personis ecclesiasticis, exemptis
» et non exemptis, in civitate et diocesi constitutis, a Sede
» Apostolica pro subsidio Terre Sancte concessam, quod
» fideliter exigam, colligam et recipiam atque custodiam
» ipsam decimam, non deferendo in hiis alicui persone
» cujuscumque ordinis et status, conditionis aut digni-
» tatis existat, prece, timore, gratia vel favore, vel alia
» quacumque de causa, et eam integre restituam et as-
» signabo prout a vobis recepero in mandatis, et super
» premissis omnibus et singulis plenam et fidelem ra-
» tionem reddam vobis, et si contingat vos officium
» quod in premissis geritis dimittere, hec eadem faciam
» juxta mandatum illius qui substituetur in eodem offi-
» cio. Sic me Deus adjuvet et hec sancta Dei Evangelia. »

Dat. apud Urbemveterem, XII kal. januarii, anno tertio. »

437 Orvieto, 3 juillet 1283.

J., Valentino et Diensi episcopo, concedendi duobus viris idoneis tabellionatus officium facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 155, nº 127.)

« *Venerabili fratri J. Valentino et Diensi episcopo.* Devotionis tue merita —. Dat. apud Urbemveterem, V nonas julii, anno tertio. »

438 Orvieto, 13 février 1284.

[N.] (1), cum juxta quorundam episcoporum Swetiae relationem pacis unio, quae inter M., regem Swetiae ex parte una et Ulphonem, filium Holingerii, Lincolnensis diocesis, et alios barones et nobiles dicti regni ex altera facta est, per matrimonium dicti Ulphonis ac Elenae consanguineae dicti regis corroboretur fortius — mandat quatinus cum eisdem Ulphone et Elena ut, non obstante quod quarto consanguinitatis gradu sint conjuncti, inter se matrimonium libere contrahere valeant dispenset. — (Reg. 41, fol. 155 vº, nº 129; — Potthast, nº 22104.)

« Apostolice Sedis benignitas —. Dat. apud Urbemveterem, idibus februarii, anno tertio. »

(1) Le reg. ne porte point d'adresse.

439 Orvieto, 18 mars 1283.

Episcopo Tullensi mandat quatinus de electione Jacobi Pictantiarii, monasterii sancti Petri de Monte canonici, in abbatem ipsius veritatem inquirat, dictamque electionem, si eam de persona ydonea canonice factam, invenerit, confirmet, eidem electo munus benedictionis impendendo, ac ab eo solitum fidelitatis recipiat juramentum. — (Reg. 41, fol. 156; ann. III, nº 130.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Tullensi.* Ex parte dilectorum filiorum .. prioris et conventus monasterii Sancti Petri de Monte ad Romanam Ecclesiam, ut dicitur, nullo medio pertinentis, ordinis sancti Augustini, Metensis diocesis, fuit propositum coram nobis, quod cum olim dictum monasterium per mortem quondam Warneri abbatis ejusdem monasterii pastore vacasset, dictique prior et conventus quondam Johannem canonicum ejusdem monasterii ad ejus regimen infra tempus legitimum canonice ac concorditer elegissent; demum eadem Johanne infra sex ebdomedarum spatium nature debitum persolvente, dicti prior et conventus, prout moris est, conveniente in unum, Spiritus Sancti gratia invocata, dilectum filium Jacobum Pictantiarium, ejusdem monasterii canonicum, virum, ut asserunt, providum et honestum ac in spiritualibus et temporalibus circumspectum, in abbatem ipsius monasterii canonice et concorditer elegerunt. Quare predicti prior et conventus nobis humiliter supplicarunt, ut cum propter paupertatem dicti monasterii prefatus electus comode nequeat Apostolicam Sedem adire, pro confirmationis et benedictionis munere obtinendo, electionem hujusmodi confirmari ac benedici eundem electum in illis partibus mandaremus. Nos igitur, paupertate dicti monasterii intellecta per indaginem factam super hoc de mandato nostro a venerabili fratri nostro .. Penestrino episcopo diligenter, volentes in hac parte predicto monasterio paterna sollicitudine providere, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si tibi constiterit predictum monasterium ad prefatam Romanam Ecclesiam nullo medio pertinere, inquisita de modo electionis, studiis eligentium et electi meritis diligentius veritate, si electionem ipsam inveneris de persona ydonea canonice celebratam

illam auctoritate nostra confirmans, eidem electo munus benedictionis impendas sibique facias a suis subditis obedientiam et reverentiam debitam exhiberi : recepturus ab eo postmodum nostro et Ecclesie Romane nomine fidelitatis solite juramentum, juxta formam quam tibi sub bulla nostra mittimus interclusam; alioquin eadem electione rite cassata, facias dicto monasterio de persona idonea per electionem vel postulationem canonicam provideri, contradictores, etc. Formam autem juramenti, etc. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. aprilis, anno tertio. »

440 Orvieto, 18 mars 1284.

Othoni, comiti palatino Burgundiae, indulget ut liceat ei ad altare capellae ejus de Graiz, Bisuntinae diocesis, in honore beatae Ysabellis de Toringam jam constructum, postquam illud ab eo sufficienter dotatum fuerit, presbyterum vel alium clericum ydoneum qui infra annum promoveri ad sacerdotium teneatur loci diocesani canonice presentare. — (Reg. 41, fol. 156; ann. III, nº 131.)

« *Dilecto filio nobili viro Othoni comiti Burgundie palatino.* Volentes personam tuam —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. aprilis, anno tertio. »

441 Orvieto, 18 mars 1284.

Eidem indulget ut in capella ejus de Bracon, Bisuntinae diocesis, in qua altare unicum est constructum, duo alia altaria de novo construere et illa tria altaria eis ab illo prius sufficienter dotatis, presbyteros vel alios clericos ydoneos qui infra annum promoveri ad sacerdotium teneantur loci diocesani, liceat ei canonice presentare. — (Reg. 41, fol. 156; ann. III, nº 132.)

« *Eidem.* Dexideriis tuis benigniter —. Dat. ut supra. »

442 Orvieto, 18 mars 1284.

Eidem, qui ad honorem Dei, beatae Mariae Virginis et beati Johannis Evangelistae quoddam hospitale in solo proprio apud Salinum, Bisuntinae diocesis, de novo aedificare et de bonis suis propriis dotare proponit, in quo rector seu administrator in temporalibus habeatur per eum ac successores suos eligendus, indulget ut ei ac eisdem successoribus in perpetuum idoneam personam ecclesiasticam loci diocesani qui fratrum, sororum et infirmorum ac famulorum ejusdem hospitalis in spiritualibus curam gerat, ad hospitale praedictum canonice praesentare liceat. — (Reg, 41, fol. 156; ann. III, nº 133.)

« *Eidem.* Tue devotionis sinceritas —. Dat. ut supra. »

443 Orvieto, 5 février 1284.

.. archiepiscopo et .. abbati sancti Pauli Narbonensis mandat quatinus episcopum et capitulum ecclesiae Tholosanae coram Jordano, sancti Eustachii diacono cardinali, in hujusmodi causa auditore a Sede Apostolica deputato, citare procuret, qui monasterium Lesatense occasione jurisdictionis suae molestare presumunt, quamvis dictum monasterium sit monasterio tantum Cluniacensi immediate subjectum. — (Reg. 41, fol. 156 vº; ann. III, nº 134.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo, ac dilecto filio .. abbati secularis ecclesie Sancti Pauli Narbonensibus.* Sua nobis dilecti filii .. abbas et conventus monasterii Cluniacensis ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, Matisconensis diocesis, petitione monstrarunt quod, licet monasterium Lesatense cum membris suis, ejusdem ordinis, Tholosane diocesis, ab omni jurisdictione venerabilis fratris nostri .. episcopi et capituli Tholosanorum sit prorsus liberum et exemptum, et eidem monasterio Cluniacensi immediate subjectum, tamen episcopus et capitulum predicti minus veraciter asserentes, dictum monasterium Lesatense, cum membris suis, eorum ordinarie jurisdictioni subesse, predictos abbatem et conventum ejusdem monasterii Lesatensis occasione hujusmodi multipliciter aggravant et molestant, in dictorum abbatis et conventus monasterii Cluniacensis prejudicium et gravamen. Quare, pro parte dictorum abbatis et conventus monasterii Cluniacensis, fuit nobis humiliter supplicatum, ut providere ipsis in hac parte, faciendo eis super hoc apud Sedem Apostolicam exhiberi justitie complementum, paterna sollicitudine curaremus. Cum autem nos dilecto filio nostro Jordano, Sancti Eustachii diacono cardinali, causam hujusmodi, non obstante quod causa ipsa non est per appellationem vel alio modo ad Sedem Apostolicam devoluta, commiserimus audiendam, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel alter vestrum, per vos vel per alium aut alios, prefatos episcopum et capitulum ex parte nostra peremptorie citare curetis, ut infra duos menses post citationem hujusmodi, per procuratorem ydoneum, cum omnibus actis juris et munimentis suis dictam causam contingentibus, apostolico se conspectui representent, facturi et recepturi super hoc quod ordo dictaverit rationis. Diem vero citationis et formam et quicquid inde

feceritis nobis per vestras litteras harum seriem continentes fideliter intimetis. Dat. apud Urbemveterem, nonis februarii, anno tertio. »

444 Orvieto, 5 février 1284.

Eisdem ejusdem argumenti.

« *Eisdem.* Sua nobis dilecti. — Ut in proximo superiori usque in finem. »

445 Orvieto, 12 novembre 1283.

.. priori provinciali et diffinitoribus capituli provincialis Franciae, ordinis Praedicatorum, mandat quatinus ordini suo monasterium de Vico Metense, monialium, cujus hujusmodi extitit petitio, ordini suo incorporare curent. — (Reg. 41, fol. 156 v°, n° 136.)

« *Dilecto filio .. priori provinciali et diffinitoribus capituli provintialis fratrum ordinis Predicatorum in provintia Francie.* Apostolice Sedis benignitas. — Cum igitur sicut ex parte dilectarum in Christo filiarum .. priorisse et conventus monasterii de Vico Metensis, secundum regulam Sancti Augustini et vestri ordinis instituta viventium, fuit propositum coram nobis inter pia ipsorum desideria illud eis valde votivum existat, ut sub cura .. magistri ordinis vestri qui pro tempore fuerit et tui, fili prior, ac successorum tuorum devotum omnipotenti Deo valeant impendere famulatum, ad quod tam dilecti filii .. Metensis electi, quam trium capitulorum generalium ejusdem ordinis vestri dicitur consensus accedere, nos earum laudabile propositum in Domino commendantes, devotionis ipsarum ac .. procuratoris ordinis vestri in Romana curia supplicationibus inclinati, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus si est ita, et hoc ordini vestro non cedat in scandalum, et illarum saluti videris expedire priorissam et conventum predicti monasterii eidem ordini vestro incorporare ac sub dicti magistri, ac tua, fili prior, cura et gubernatione recipere, auctoritate nostra, curetis. Nos enim apostolica auctoritate statuimus ut postquam eidem ordini vestro per vos incorporate fuerint, sub dicti magistri tuique, fili prior, et successorum tuorum magisterio et doctrina consistant, illis gaudentes privilegiis, que ordini predicto ab Apostolica Sede concessa sunt vel in posterum concedentur; et quivis vestrum, videlicet dictus magister et tu fili, prior, tuive successores, contraria consuetudine ipsius ordinis non obstante, animarum ipsarum sollicitudinem geratis et curam. Insuper dictus magister vel tu, fili prior, aut successores tui, eis de institutionibus ejusdem ordinis illas que ipsis competunt sine difficultate qualibet exhibentes, eidem monasterio per vos vel alios fratres vestri ordinis quos ad hoc ydoneos videritis, quotiens expedierit, visitationis officium impendatis, corrigendo et reformando in dicto monasterio tam in capite quam in membris, que correctionis et reformationis officio noveritis indigere. Et nichilominus instituatis et destituatis, mutetis et ordinetis circa statum ejusdem monasterii et personarum ipsius, prout secundum Deum videritis expedire, confessiones quoque ipsarum audiatis et ministretis eis ecclesiastica sacramenta. Electio tamen priorisse libere pertineat ad conventum, per dictum magistrum sive per te, fili prior, aut successores tuos confirmanda vel etiam infirmanda. Et ne pro eo quod in dicto monasterio ipsarum fratres vestri ordinis residere continue non tenentur, pro defectu sacerdotis possit eis periculum imminere, dictus magister aut tu, fili prior, sive successores tui, ad confessiones in necessitatis articulo audiendas et ministranda eis sacramenta predicta, deputetis aliquos discretos et providos capellanos. Ad hec autem liceat eisdem priorisse et sororibus redditus et possessiones recipere ac eas libere retinere. Non obstante contrariis consuetudine vel statuto ejusdem ordinis, confirmatione Sedis Apostolice sive quacumque firmitate alia roboratis. Dat. apud Urbemveterem, II idus novembris, anno tertio. »

446 18 janvier 1284.

J., electo Gneznensi, concedendi tabellionatus officium duobus viris idoneis facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 158, ann. III, n° 137; — Potthast, n° 22197.)

« *Dilecto filio J. electo Gneznensi.* Devotionis tue merita —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. februarii, anno tertio. »

447 Orvieto, 20 janvier 1284.

.. officiali Ambianensi mandat quatinus in causa quae inter abbatem et conventum monasterii Fiscannensis ex una parte, et archiepiscopum Cantuariensem ex altera, ratione ecclesiarum de Westamnora, de Wermunghstun et de Essuster vertitur, auctoritate apostolica decernat. — (Reg. 41, fol. 157; ann. III, n° 138.)

« *Dilecto filio .. officiali Ambianensi.* Exposuerunt nobis

dilecti filii .. abbas et conventus monasterii Fiscanensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Rothomagensis diocesis, quod licet ipsi ecclesiam de Westamnora et de Wernunghstun et de Essuster capellas, eidem ecclesie annexas, in proprios usus canonice obtinere noscantur, nichilominus tamen venerabilis frater noster .. archiepiscopus Cantuariensis, loci metropolitanus, instrui cupiens de jure quod ipsi in ecclesia et capellis habent eisdem, dilectum filium Vigorem, monachum ejusdem monasterii, procuratorem eorundem legitimum, tunc in regno Anglie commorantem, fecit auctoritate ordinaria ad suam presentiam evocari. Et demum mandavit eidem, ut infra certum terminum peremptorium quem ei prefixit doceret coram eo, quo jure iidem abbas et conventus obtinerent ecclesiam et capellas easdem. Ex parte vero dictorum abbatis et conventus coram eodem archiepiscopo fuit excipiendo propositum, quod cum ipsi ab omni jurisdictione quorumlibet ordinariorum per spetialia privilegia Sedis Apostolice sint prorsus exempti, ita quod nec ratione delicti seu contractus, aut rei de qua agitur, possint coram eisdem ordinariis conveniri, prout erant per exhibitionem privilegiorum ipsorum legitime probare parati, respondere coram eodem archiepiscopo super premissis minime tenebantur. Et quia dictus archiepiscopus eos super hoc audire contra justitiam denegavit, pro parte dictorum abbatis et conventus fuit ad Sedem Apostolicam appellatum; at ipse, hujusmodi apellatione contempta, in predictum Vigorem excommunicationis sententiam promulgavit. Verum cum iidem abbas et conventus, ut asserunt, non possint de facili in dicto regno propter potentiam dicti archiepiscopi consequi justitie complementum, nos te, fili officialis, ex officio nostro super hiis deputantes auditorem, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, et auditis hinc inde propositis, quod canonicum fuerit appellatione remota decernas, faciens quod decreveris auctoritate nostra firmiter observari; testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio, vel timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere : non obstantibus constitutione de duabus dietis edita in concilio generali, aut indulgentia qua dicto archiepiscopo specialiter vel illis de regno prefato generaliter dicitur esse concessum, ut idem archiepiscopus, vel aliquis de regno ipso, extra illud, vel citra mare Anglicanum, seu alia certa loca in causam trahi, vel ad judicium evocari, seu dictus archiepiscopus interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem. Dat. apud Urbemveterem, XIII kal. februarii, anno tertio. »

448 Orvieto, 20 janvier 1284.

Eidem, ejusdem argumenti et iisdem verbis. — (Reg. 41, fol. 157 v°; ann. III, n° 139.)

« *Eidem.* Exposuerunt nobis dilecti. — Ut in proximo superiori usque mentionem. Dat. ut supra. »

FIN DES COMMUNES DE LA TROISIÈME ANNÉE.

INCIPIT REGESTRUM LITTERARUM CURIE TERTII ANNI

DOMINI MARTINI PAPE IIII

---

449 Orvieto, 28 mars 1283.

G., episcopo Sabinensi, Apostolicae Sedis legato, facultatem concedit ab excommunicationis sententia eos absolvendi qui ratione torneamentorum in Sicilia factorum hujusmodi sententiam incurrerunt. — (Reg. 41, fol. 159; ann. III, Cur. nº 1.)

« *Martinus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri G., episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem.* Ex parte tua fuit propositum coram nobis quod nonnulli de partibus Gallicanis ad regnum Sicilie venientes, pro eo quod torneamentis in partibus ipsis factis se exercitare ac interesse temere presumpserunt, latam in tales per Sedem Apostolicam excommunicationis sententiam incurrerunt. Nos itaque, animarum periculis que ex hoc provenire possent, volentes paterna diligentia precavere, absolvendi hac vice illos ex talibus qui ad regium universale vel particulare bellum accedent, juxta formam Ecclesie ab hujusmodi excommunicationis sententia vice nostra plenam tibi auctoritate presentium concedimus facultatem, injuncta eis et eorum cuilibet propter hoc penitentia competenti. Dat. apud Urbemveterem, V kal. aprilis pontificatus nostri, anno tertio. »

450 Orvieto, 28 mars 1283.

Eidem concedit facultatem duabus ecclesiis cathedralibus, quas infra terminos legationis suae reservavit, de aliquibus Praedicatorum vel Minorum fratribus providendi. — (Reg. 41, fol. 159; ann. III, cur. nº 2; — Potthast, nº 22001.)

« *Eidem.* Cum nuper tibi providendi quibusdam ecclesiis cathedralibus infra tue legationis terminos constitutis tunc vacantibus sub certa forma per nostras litteras licentiam duxerimus concedendam, tu tandem, sicut ex parte tua fuit propositum coram nobis, duas ex predictis ecclesiis reservasti, intendens illis de aliquibus Predicatorum vel Minorum ordinum fratribus ad hoc ydoneis providere. Quare nobis humiliter supplicasti, ut facultatem concedendi licentiam consentiendi, de permissione nostra, illis quos de premissis ordinibus vel eorum altero ad regimen predictarum ecclesiarum reservatarum taliter duxeris assumendos vel etiam ordinandos, tibi concedere dignaremur. Nos igitur, tuum propositum in Domino commendantes, ac sperantes quod per talium provisionem ecclesiarum ipsarum crescet utilitas et salus in hoc procurabitur animarum, tuis supplicationibus benignum impartientes assensum, concedendi auctoritate nostra fratribus ipsis, de quibus predictis reservatis ecclesiis decreveris providere, licentiam postulatam, tibi auctoritate presentium facultatem liberam elargimur; dummodo superiores dictorum fratrum a quibus, si presentes essent, hujusmodi foret licentia postulanda tunc infra ejusdem legationis terminos non existant. Dat. ut supra. »

451 Orvieto, 9 avril 1283

J., tituli sanctae Ceciliae presbitero cardinali, ad partes

regni Franciae pro urgentibus negotiis destinato, ut procurationes sibi debitas ab omnibus ecclesiasticis personis, ipsius regni legatione durante, tam in absentia quam in presentia petere ac recipere valeat, potestatem concedit. — (Reg. 41, fol. 160 ; ann. III, Cur. nº 3.)

« Prima commissio in Francia facta domino J., tituli sancte Cecilie presbitero cardinali. *Dilecto filio J., tituli sancte Cecilie presbitero cardinali.* Cum te ad partes. — Dat. apud Urbemveterem, V idus aprilis, anno tertio. »

451 *a* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem similem erga ecclesiasticas personas illarum partium, per quas eum pro hujusmodi negotiis ire ac redire contigerit, potestatem concedit.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *b* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem omnes ecclesiasticas personas compellendi ad providendum ei in necessariis nuntiis, quos ad aliquas partes duxerit destinandos, potestatem concedit.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

451 *c* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem puniendi quascumque personas ecclesiasticas suae legationis, quae ei circa legationis officium parere neglexerint, ac eas a temporalium et spiritualium administratione suspensas ad Apostolicam Sedem mittendi pro meritis recepturas facultatem concedit.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, V idus aprilis, anno tertio. »

451 *d* Orvieto, 12 avril 1283.

Eidem vocandi ad obsequia sua quoscumque Praedicatorum et Minorum et aliorum ordinum fratres facultatem concedit. — (Potthast, nº 22012.)

« *Eidem.* Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, II idus aprilis, anno tertio. »

451 *e* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem absolvendi clericos et laicos illarum partium et aliarum undecumque si ad ipsum recursum habuerint, qui pro violenta injectione manuum in clericos et personas ecclesiasticas excommunicationis sententiam incurrerunt, ab hujusmodi sententia, dummodo passis injuriam satisfecerint competenter, concedit potestatem.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

451 *f* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem absolvendi clericos partium earumdem ab excommunicationum sententiis per bone memorie Gualam, sanctae Romanae Ecclesiae cardinalem, tunc in regno ipso Apostolicae Sedis legatum, in eos pro manifesta detentione concubinarum generaliter promulgatis, postquam concubinis ipsis a se prorsus abjectis de illis minime resumendis et eis vel aliis non tenendis sufficientem prestiterent cautionem, necnon dispensandi cum eis qui predicto modo irregularitatem contraxerunt, concedit facultatem.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *g* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem indulget ut clerici qui cum eo moram traxerint, proventus beneficiorum, dignitatum et personatuum suorum, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, cum ea integritate percipere valeant cum qua illos perciperent si personaliter in ecclesiis in quibus ipsa beneficia vel dignitatis obtinent, residerent.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *h* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem assumendi et retinendi ad ejus obsequia quotcumque et quoscumque de fratribus Predicatorum et Minorum et aliorum ordinum partium predictarum, ac mittendi illos vel alios ex eisdem ordinibus, etiam singulariter, committendi quoque illis negotium quodcumque, liberam concedit facultatem.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *i* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem censuram ecclesiasticam in episcopos aliosque prae-

latos vel clericos, necnon in comites, barones, et quascumque ecclesiasticas et saeculares personas, cujuscumque ordinis existant, exercendi concedit potestatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *j* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem conferendi personis idoneis beneficia vel dignitates seu personatus clericorum quos in comitatu vel servitio tanquam assumpsit, et quos in ipsa legatione manentes decedere vel cedere contigerit, et faciendi easdem personas, quibus beneficia contulerit, in ecclesiis cathedralibus vel aliis, in quibus beneficia ipsa consistunt, in canonicos et in fratres admitti, concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *k* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem faciendi clericos ejus, quos nunc habet et postea assumet, per se vel per alium aut alios in ecclesiis tam cathedralibus quam aliis earumdem et aliarum partium, dummodo ad id illorum, ad quos collatio prebendarum in eisdem ecclesiis pertinet, accedat assensus, unum videlicet in ecclesia una, in canonicos recipi et in fratres, ac providendi eorum cuilibet de prebenda nulli alii de jure debita, si vacat ibidem ad presens, vel quam primum ad id obtulerit se facultas, concedit potestatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *l* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem exercendi censuram ecclesiasticam in omnes illos qui in eundo, stando, aut redeundo circa eum vel familiam ejus injuriosi extiterint, si injuriatores ipsi ab eo moniti de injuria illata ei et dictae familiae non satisfecerint competenter, facultatem concedit.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, V idus aprilis, anno tertio. »

451 *m* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem convocandi ad ejus presentiam principes ac ecclesiarum praelatos, et alios quoscumque fideles, et injungendi quae utilia negotiis ei commissis fore putaverit, ac invocandi ipsorum auxilium contra quascumque personas ecclesiasticas et saeculares facultatem concedit.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *n* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem indulget ut in magnis colloquiis et congregationibus, quae occasione negotiorum pro quibus ad partes illas mittitur, fieri contigerit, et in festis sollempnibus, in missarum sollempniis, ac in translationibus sanctorum, omnibus vere penitentibus et confessis, qui ad colloquia et sollempnia hujusmodi accesserint, unum annum et XL dies de injunctis sibi penitentiis relaxare valeat.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *o* Orvieto, 9 avril 1283.

Eidem dispensandi cum personis ecclesiasticis, religiosis et saecularibus super irregularitate quam contraxerunt vel contraxerint, eo inibi existente, eo quod excommunicatae receperunt ordines aut dictis sententiis innodatae divina officia celebrarunt, vel se immiscuerunt divinis, injuncta eis pro modo culpae penitentia competenti, concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *p* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem monasteria ordinis sanctae Clarae partium earumdem una cum fratribus Praedicatorum et Minorum ordinum familiaribus suis, causa devotionis intrandi concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

451 *q* Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem injungendi fratribus Praedicatorum vel Minorum ac aliorum ordinum ubilibet constitutis quaecumque prosecutioni vel utilitati negotiorum ei commissorum viderit expedire, ac contradictores per censuram ecclesiasticam compescendi concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. ut supra. »

451 *r* Orvieto, 12 avril 1283.

Eidem concedendi tribus personis ydoneis tabellionatus officium, juxta formam secundum quam illud Sedis Apostolica concedere consuevit, concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum te. — Dat. apud Urbemveterem, II idus aprilis, anno tertio. »

451 s Orvieto, 12 avril 1283.

Omnibus archiepiscopis, necnon omnibus ecclesiasticis et saecularibus personis mandat quatinus eidem cardinali de securo conductu, eundo, morando, et redeundo, provideant.

« *Martinus etc.* Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris, plebanis et aliis ecclesiarum prelatis et eorum vices gerentibus, ac ecclesiasticis personis, religiosis et aliis ecclesiarum capitulis et conventibus exemptis et non exemptis, Cistertiensis, Cluniacensis, Premonstratensis, sanctorum Benedicti et Augustini, ac aliorum ordinum, necnon magistris et preceptoribus domorum Militie Templi et Hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani et beate Marie Theotonicorum et Calatravensium, ac nobilibus viris marchionibus, ducibus, comitibus, baronibus, potestatibus, capitaneis, rectoribus, consiliariis et ceteris officialibus, ac comitatibus et universitatibus civitatum et castrorum, aliorumque locorum ad quos littere iste pervenerint, salutem, etc. Cum dilectum filium nostrum I., tituli Sancte Cecilie presbiterum cardinalem, ad partes Francie etc. usque : destinemus, nos cupientes, quod idem cardinalis a quibuslibet noxiis preservetur, universitatem vestram monemus, rogamus et hortamur attente, per apostolica vobis scripta mandantes, quatinus personam nostram contemplantes in ipso, ac eum, cum per vos transitum fecerit, honorificentia debita pertractantes, de securo conductu, eundo, morando et redeundo, provideatis eidem, sicut extiterit oportunum; ita quod possit exinde promptitudinis vestre studium merito commendari. Dat. ut supra. »

Orvieto, 12 avril 1283.

« In eundem modum. Carissimis in Christo filiis universis regibus ac eorum prepositis, ballivis et officialibus ad quos littere iste pervenerint, etc. Cum dilectum filium, etc. ut in proxima superiori usque in finem. »

452 Orvieto, 5 avril 1283.

Eduardo regi Angliae injungit ut duellum detestabile et horrendum, quod inter Carolum regem Siciliae et Petrum quondam regem Aragonum vinculo excommunicationis adstrictum praeparari dinoscitur in studio impediat, dictorumque regum adventum ad civitatem Burdigalensem ejusque territorium necnon et ad quamcumque partem Vasconiae modis omnibus interdicat. — (Reg. 41, fol. 161; ann. III, Cur. nº 4. — Potthast, nº 2205.)

« *Carissimo in Christo filio .. regi Anglie illustri.* Decet excellentiam regiam et saluti tue nichilominus congruit quod semper in te vigeat sic ordinatus affectus ut animum libenter ad promovenda Christi negotia dirigas, tranquillitatem publicam votive promoveas, desideranter horum impedimenta prepedias, et prout ex alto conceditur incrementa procures. Ideoque conventiones multa indecentia plenas et temeritate non vacuas, reprobas quidem et merito reprobandas, inter carissimum in Christo filium nostrum Carolum illustrem Sicilie [regem] (1) ac Petrum, exigentibus suis excessibus per Sedem Apostolicam vinculo excommunicationis astrictum, quondam Aragonum regem, non absque nimie animositatis inordinatione habitas, circa particulare certamen pariter ineundum, ita quod ambo, cuilibet eorum comitiva centum militum assistenti, ad illud concurrant altrinsecus insimulque confligant, celsitudini regie confidenter exponimus, et ut tibi earum qualitas plenius pateat, sub bulla nostra ipsarum de verbo ad verbum seriem prout eam a memorato Sicilie rege recepimus destinamus. Ex quarum inspectione manifeste circumspectio regalis advertet quantum sunt conventiones eedem obvie Crucifixi negotiis et precipue Terre Sancte, quantumque toti Christianitati dampnose, cum illarum prosecutio non solum memoratum regem ab eisdem negotiis et ipsius Christianitatis promovendis utilitatibus abstrahat, sed et alios principes et magnates, ceterosque fideles, qui circa prosecutionem eandem in se vel in suis occupantur, avertat, et proinde manifesto exponatur Terra prefata discrimini dum ejus subsidium multis excogitatum vigiliis multisque sumptibus et laboribus preparatum dampnabiliter impeditur; nec minus attendere poterit ejusdem tue circumspectionis industria quantum periculosa potest inter christicolas ex prosecutione hujusmodi excitari commotio, quantaque illis corporum et animarum pericula ingeri, ad quantam nobis Ecclesie, tibi cunctisque catholicis, quibus est hiis quomodolibet obviare possibile, posset a Deo et hominibus negligentiam imputari, ad quantam notam ascribi, si talia procedere pateremur. Propter que, necnon et alia non facile numeranda discrimina que dictarum conventionum executio, christiani procul dubio prodiga sanguinis, animarum inimica saluti, publiceque pacis emula et quietis verisimiliter comminatur, nos illi promptis remediis obstare volentes, promissionem factam a memorato rege Sicilie

(1) Ce mot manque dans le texte.

super dictis conventionibus observandis prorsus illicitam utpote rem prohibitam expressius continentem, cum non solum in principibus sublimibusque personis, sed etiam in privatis duellum non sit ab Ecclesia tolerandum, reprobandam, irritandam duximus et penitus vacuandam, et juramentum super ea prestitum non solum temerarium declarantes, sed et carere viribus, ipsumque regem Sicilie ad illorum decernentes observantiam non teneri, absolvendo eum nichilominus ab eisdem quatenus processere de facto sibi, districte precepimus ut a prosecutione promissorum et juratorum taliter prorsus abstineat et omnino desistat, eidem nichilominus sub pena excommunicationis et comminatione processus cujuslibet quem contra eum quomodolibet habere posset Ecclesia, ne ad executionem tam dampnati certaminis, tam nephandi procedat, et universis ac singulis Christi fidelibus ne illa sibi prosequenda suadeant, neve auxilio, consilio, vel favore in illis prosequendis assistant, districtius inhibendo. Cum itaque impediendi tam detestabilia, tam nociva tibi sit in promptu facultas, pro eo quod sicut earundem conventionum docet inscriptio, loci determinatio ad hujusmodi conflictus exercitium deputandi de arbitrio tuo dependet, et secundum earundem conventionum tenorem idem conflictus novo earundem Sicilie et olim Aragonum regum non interveniente consensu, absque tua presentia non procedit, expedit ut ad id te promptum exhibeas sollers et operosus occurras, ne si, quod absit, perturbare tam perversa negligeres, ea fovere non immerito censereris, sicque pene ac comminationis adjecte in premissa nostra prohibitione periculum, ut decet tam catholicum principem, non vitares. Quocirca serenitatem regiam monemus, rogamus et hortamur attente, obsecrantes in Domino Jhesu Christo, et per aspersionem sui pretiosi sanguinis obtestantes, ac nichilominus in remissionem tibi peccaminum injungentes, quatinus conflictum hujusmodi tam detestabilem, tam horrendum ejusque preparatoria omni studio quo potes impediens, dictorum Sicilie et quondam Aragonum regum adventum ad civitatem Burdigalensem ejusque territorium, quin etiam ad partem quamcumque Wasconie, omni quo poteris remedic prepeditionis impedias, apertius interdicas, tuam nichilominus precise in hiis presentiam denegando, et tuis insuper in partibus illis vicariis et officialibus artius injungendo, ne predictorum regum guadium recipere vel locum ad dictum deputare certamen, aut aliquod aliud in hiis ministerium exhibere presumant super quibus eis omnem penitus adhibeas potestatem. Nos enim ad tam pernitiosa, tam noxia omnimodis evitanda, ne dictos Sicilie et dudum Aragonum reges civitatem eandem, seu quamvis, ut predicitur, Wasconie partem ad hec ingredi patiaris, neve in hiis tue presentie copiam facias aut promittas, seu locum prefato certamini deputes aut dictos tuos in eisdem partibus vicarios sive officiales, in hiis aliquod ministerium exhibere permittas, districte subicimus prohibitionis edicto, ac illa omnia et singula, quantumcumque in aliis regio intendamus honori deferre, tibi et eis sub pena excommunicationis expressius inhibemus, sub eadem pena mandantes ut si ad horum aliquod est processum, illud studeas cum celeritate qua poteris revocare. Et nichilominus dilectum filium nostrum Johannem, tituli Sancte Cecilie presbyterum cardinalem, virum utique grandi scientia preditum, prudentia et morum honestate decorum, quem sue probitatis obtentu grandi affectione prosequimur, cujusque consiliis te in hiis acquiescere rogamus et petimus, ad id inter cetera destinamus, ut tam te quam predictos vicarios et officiales tuos per se, si facultas affuerit, suos nuntios vel litteras efficaciter moneat et inducat ad parendum premissis apostolicis monitionibus, inhibitionibus et mandatis ; alioquin per excommunicationis in personis et interdicti sententias, si opus fuerit, in regnum tuum et alias tuas ac eorundem vicariorum et officialium terras, apostolica, prout expedire viderit, auctoritate compellat : non obstantibus aliquibus privilegiis vel indulgentiis tibi, vel eisdem vicariis sive officialibus sub quacumque verborum forma seu expressione concessis, quod tu vel iidem vicarii et officiales excommunicari vel interdici non possitis, aut eadem regnum et terre nequeant ecclesiastico interdicto supponi, per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam seu de verbo ad verbum de privilegiis et indulgentiis hujusmodi sive de obtinentium eadem nominibus mentionem et qualibet alia ejusdem Sedis indulgentia cujuscumque forme vel tenoris existat, per quam presentibus non expressam aut totaliter non insertam effectus earum quomodolibet impediri valeat vel differri. Dat. apud Urbemveterem, nonis aprilis, anno tertio. »

453 Orvieto, 5 avril 1283.

J., tituli Sanctae Ceciliae presbitero cardinali, mandat quatinus modis omnibus inhibeat, ne conventiones inter C., regem Siciliae, et Petrum quondam regem Aragonum initae ad effectum perducantur, et ubique publicari faciat, dictas conventiones a domino papa pro reprobatis et vanis haberi. — (Reg. 41, fol. 162; ann. III, Cur. n° 5.)

« *Dilecto filio I., tituli Sancte Cecilie presbitero cardinali.* Conventiones inter carissimum in Christo filium nostrum C., illustrem Sicilie, ac Petrum quondam Arago-

num reges non absque nimie ansiositatis inordinatione habitas de particulari certamine, cuilibet ipsorum comitiva centum militum assistente, pariter ineundo, tanquam indecentia, duximus districtius inhibendum. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatenus premissa nostra reprobationem, irritationem, vacuationem, declarationem, decretum, absolutionem, preceptum et inhibitionem in locis de quibus expedire videris, per te ipsum publicans et faciens per alios publicari, universos et singulos, cujuscumque fuerint preminentie, conditionis aut status, etiam si pontificalis vel regalis dignitatis honore prefulgeant, secus agere presumentes, a presumptione hujusmodi per censuram ecclesiasticam, cessante appellatione, compescas, contra presumptores eosdem nichilominus gravius spiritualiter et temporaliter, prout dictaverit facti qualitas et tibi expediens fore videbitur, processurus : non obstantibus quibuslibet privilegiis, vel indulgentiis, eis vel eorum alicui, sub quacumque forma seu expressione verborum ab Apostolica Sede concessis, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint, seu quod eorum terre nequeant ecclesiastico interdicto supponi, per litteras apostolicas, non facientes plenam et expressam seu de verbo ad verbum de privilegiis et indulgentiis hujusmodi, sive de obtinentium eadem propriis nominibus mentionem et qualibet alia ejusdem Sedis indulgentia, cujuscumque forme tenoris vel expressionis existat, per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum quomodolibet impediri valeat vel differri. Dat. ut supra. »

454 Orvieto, 13 avril 1283.

Eidem mandat quatinus promissionem et juramenta super dictis promissionibus facta reprobare, irritare ac penitus vacuare procuret. — (Reg. 41, fol. 162 v°; ann. III, Cur. n° 6.)

« *Eidem.* Conventiones inter carissimum in Christo filium nostrum C. illustrem Sicilie, et Petrum quondam Aragonum reges etc. ut in proxima superiori, usque : inhibendum. Quocirca mandamus quatenus, promissionem ipsius Petri factam super dictis conventionibus observandis, si expedire videris simili modo, reprobare, irritare ac penitus vacuare procures; et juramentum super ipsa prestitum, non solum temerarium declarando, sed et carere viribus, ipsumque Petrum ad illorum non teneri observantiam decernendo, ac absolvendo nichilominus ab eisdem quatenus processere de facto sibi per te, vel alium, aut alios districte precipias, ut a prosecutione promissorum et juratorum taliter prorsus abstineat et omnino desistat; universis preterea et singulis Christi fidelibus ne illa sibi prosequenda suadeant, neve ipsi consilio, auxilio vel favore in illis prosequendis assistant, sub pena excommunicationis quam in ipsum Petrum et alios contrarium presumentes exnunc ferimus et eos incurrere volumus ipso facto, studeas districtius inhibere; premissaque reprobationem, irritationem, vacuationem, declarationem, decretum, absolutionem, preceptum et inhibitionem in locis de quibus expedire videris per te ipsum publicas et facias publicari, et tam sepefatum Petrum quam alios universos et singulos cujuscumque fuerint preminentie, conditionis aut status etc. usque, impediri valeat vel differri. Dat. apud Urbemveterem, idibus aprilis, anno tertio. »

455 Orvieto, 27 août 1283.

Johanni, tituli sanctae Ceciliae presbytero cardinali, significat se Petrum quondam regem Aragonum propter occupationem insulae Siciliae variosque conatus et insidias ad partes regni Siciliae occupandas, aliaque contra Sedem Apostolicam, rempublicam ecclesiamve privavisse regno Aragoniae, eique transmittit conventiones et pacta sub quibus a rege Franciae solemniter promittendis alicui filiorum ejusdem regis Aragoniae regnum et comitatum Barchinoniae, cum nomine et titulo regio, tradat. — (Reg. 41, fol. 162 v°; ann. III, Cur. n° 7; — Potthast, n° 22061.)

« *Eidem.* Qui regna transfert atque constituit, ipse Scripture Sacre docet eloquio regnum a gente transferendum in gentem propter injustitias, injurias, contumelias, dolosque diversos. Sane injustitiam manifestam Petri quondam regis Aragonum circa occupationem insule Sicilie variosque conatus et insidias ad alias partes regni Sicilie occupandas, seditionem in eadem insula motam, commotionem et concitationem populi factam inibi contra nos, rempublicam, Ecclesiamve, instar illius probat aperte defectus evidens immo potius nullitas ut ita duxerimus juris sui, cum sit evidenter notorium sibi, uxori natisve suis, vel ei per ipsos aut alias nullum jus competere in insula memorata vel parte aliqua dicti regni. Ex quo ipsius injurie necnon et contumelie, quas in premissis nobis et Ecclesie Romane, quibus ratione regni Aragonum ipsi Ecclesie a clare memorie avo ipsius Petri oblati et censualis tam ab illo quam ab aliis ejus predecessoribus constituti ad fidelitatis debitum tenebatur, necnon carissimo in Christo filio nostro Carolo regi Sicilie illustri non absque occisione ac strage multorum irrogavit hactenus, nec adhuc irrogare desistit, mani-

festius convincuntur; nec latendi locum inveniunt doli ejus in sue malitie prosecutione commissi aut ipsius possunt insidie occultari, quos et quas communis jam notio publicat et fama quin potius infamia publica manifestat. Premissam itaque illius secuti non indigne doctrinam, cujus licet insufficientibus meritis exequimur vices in terris, post varias monitiones, prohibitiones, sententiarum excommunicationis et interdicti prolationes, penarum indictiones et comminationes expressas, de dicti regni Aragonie ac terrarum quondam ipsius Petri expositione ac privatione factas, ac precepta diversa, quorum omnium idem Petrus se contumacem exhibuit contemptorem, regnum Aragonie terrasque predicta exponentes modo subscripto, ipsum P. tunc regem Aragonum regno et terris eisdem regioque honore sententialiter, justitia exigente, privavimus et privantes exposuimus, eadem regnum et terras occupanda catholicis de quibus et prout Sedes Apostolica duceret providendum quo ad eadem regnum et terras, Romane semper Ecclesie jure salvo, sicut hec omnia lata per nos de fratrum nostrorum consilio, super hujusmodi privatione, expositione et occupatione sententia seriose declarat. Quia vero, ubi non est gubernator populus corruit, ne ipsorum Aragonie regni et terrarum populus factus absque gubernatore diutius veniat in ruinam, dictam provisionem Sedi reservatam eidem deliberavimus exequendam. Et idcirco ad carissimi in Christo filii nostri Phylippi, regis Francie illustris, genus clarissimum, illibatam ejusdem generis fidem ad Deum, devotionem ad ipsum et eandem Ecclesiam indefessam, fervidum zelum ad exaltationem fidei orthodoxe, cujus idem genus contra hostes ejusdem fidei semper extitit singularis athleta, et ingentem illius potentiam, in obsequiis earundem fidei et Ecclesie feliciter temporibus retroactis expertam, considerationis sollicite oculos convertentes, ad executionem provisionis ejusdem aliquem de ipso genere sub Dei fidutia, quem semper illius generis clara progenies et regnum Francie inclitum firmissime credidit, devotissime honoravit et coluit, de fratrum ipsorum consilio deliberavimus eligendum. In electione vero hujusmodi aliquem de ipsius regis filiis preferendum multiplex ratio persuasit. Ideoque tue cicumspectionis industriam probatam frequenter in arduis, fidum pectus, providumque consilium nobis nota familiaritate diutina, debita meditatione pensantes, te ad hec ministrum ydoneum de fratrum eorundem consilio assumentes, ad occupandum idem Aragonie regnum et comitatum Barchinonie, qui est de terris expositis que olim fuerant dicti Petri, de illo ex ejusdem regis Francie filiis quem ad hoc ipse rex elegerit, alio tamen ab eo qui sibi est in dicto regno Francie successurus, sub lege, conventionibus, pactisve subscriptis, ab eodem rege Francie ac ipso filio ad id electo, per eum sollempniter promittendis, ut eorum queque contingunt, et inviolabiliter observandis, per te auctoritate apostolica, quam in hac parte plene tibi committimus, de ipsorum fratrum consilio volumus provideri et ipsum ad id faciendum singulariter deputari : statuentes et decernentes quod postquam ipsi Francie rex et filius suus, ad hoc electus ab illo et a te ut predicitur deputatus eadem legem, conventiones et pacta expresse acceptaverint, et promiserint contenta in eis se inviolabiliter servaturos, tuque ipsum ejusdem regis Francie filium ad id deputaveveris, idem filius in prefato regno Aragonie nomen et titulum regium, in comitatu quoque predicto dignitatem omnem quam dictus P. quondam rex Aragonum in illis obtinuit sortiatur, et tam per se quam per alios eadem Aragonie regnum et comitatum libere occupet et faciat suo nomine occupari; eaque tam ipse quam sui perpetuo successores in illis infrascripto ad illa ordine admittendi absque ulla contradictione possideant, et in ipsis tanquam veri reges, comites et domini legitime administrent, plene in eis jus regis, comitis et domini habituri, in Terraconensi civitate, ipsius territorio, districtibus et pertinentiis sepefate Romane ac Terraconensis ecclesiarum per omnia jure salvo. Quod si dicti rex Francie ac filius legem, conventiones et pacta eadem non acceptaverint vel contenta in eis, ut predicitur, non promiserint, tu ad provisionem et deputationem hujusmodi non procedas. Lex autem, conventiones et pacta sub quibus dictas provisionem et deputationem et non aliter procedere volumus hec sunt : Videlicet ut eadem regnum et comitatum prefatus ejusdem regis Francie filius ab eo electus et a te ut premittitur deputatus ejusve successores in illis nullo umquam tempore separent, nec ipsorum alterutrum dividant sed in eandem personam semper cum sua integritate concurrant; ad eorum successionem nullus umquam, qui non sit de matrimonio nato legitimo sed tantum legitim[ato] admittantur : ita ut si eidem filio dicti Francorum regis suisve in perpetuum successoribus in regno et comitatu eisdem mortis tempore liberi sexus utriusque supersint, ex suo vel successorum suorum corporibus legitime descendentes, primogenitus masculus succedat in illis. Si vero solum feminini sexus liberos superesse contingat, succedat primogenita in eisdem. Que si tempore devolute hujusmodi successionis ad eam fuerit innupta et nubere voluerit, persone que ad ipsius regni regimen et defensionem existat ydonea nubere teneatur, nec nubat nisi viro catholico et Ecclesie Romane devoto : sed si scienter jam nupserat vel postea nubat alicui non catholico vel

ipsi Ecclesie non devoto, donec ille vixerit in deviatione a fide seu in ipsius Ecclesie indevotione perstiterit, eadem Ecclesia ipsorum regni et comitatus administrationem liberam obtinebit : ita quod nichil exinde perveniat ad eam vel ejus virum non catholicum seu etiam indevotum. Illo vero non catholico seu indevoto defuncto, ipsa in viduitate persistens, seu nupta viro catholico devoto et ydoneo, ut est dictum, habeat sicut ei competit eadem regnum et comitatum necnon et administrationem ipsorum ; nichil tamen de perceptis ex illis hoc casu restituetur eidem. Si vero ignoranter non catholico vel indevoto jam nupserat, vel ille cum jam nupta erat vel postea nupserit post contractum cum ea matrimonium talis fiat, nec ipsa ejus errogari aut indevotioni consenserit seu favorem exhibuerit, Ecclesia nichilominus eorundem regni et comitatus administrationem habebit, illo vivente, ne ad ipsum ex dictis regno et comitatu aliquid valeat pervenire, sed illo defuncto eidem filie in viduitate manenti vel nubenti catholico, devoto et ydoneo, ut superius est expressum, restituetur hoc casu prout ei competit administratio cum perceptis ex ea, deductis tamen exinde omnibus expensis factis ratione seu occasione administrationis ipsius et ceteris que fuerint deducenda : super quibus Romani Pontificis ejus temporis dicto stetur. Sed, et ipso viro vivente, si eum ad fidei veritatem seu ipsius devotionem Ecclesie non simulate sed in veritate manifeste redire contigerit, filia eadem administrationem ipsam, prout ei debebitur, rehabebit. Quod si forsan ipsum filium dicti Francie regis, ab eo sic electum et a te deputatum, vel aliquem suorum hujusmodi successorum, eodem Phylippo suo genitore superstite contigerit absque liberis fati munus implere, idem suus genitor non succedat in regno et comitatu predictis; sed si plures habeat filios unum ex eis, non tamen primogenitum qui debet in Francie regno succedere, infra tres menses a tempore quo sibi defuncti mors innotuerit numerandos, ad successionem hujusmodi poterit no[minare]. Si vero unum solum filium vel nullum, quod absit, idem rex Francorum haberet, liceat ei aliquem de sua progenie, qui dicto filio electo et, ut premittitur, deputato, defuncto sine liberis, fuerat quarto saltem consanguinitatis gradu conjunctus, eligere seu nominare ad successionem eandem. Ipso autem infra dictum tempus neminem nominante, habebit Ecclesia eligendi seu nominandi aliquem de ipsius regis Francie filiis seu conjunctis etiam supradictis, si superstites fuerint, liberam potestatem. Quibus non superstitibus eliget Ecclesia libere undecumque. Quod si memorato Francie rege defuncto contingat eundem suum filium electum et deputatum sine liberis ab hac luce migrare, similem per omnia suus primogenitus nominandi hac prima vice tantummodo hanc potestatem; deinceps vero succedat taliter decedenti is de regum Francorum genere saltem, conjunctus ei similiter quarto gradu, quem ordo legitime successionis admittet. In quolibet autem predictorum casuum electus seu nominatus ex ipsa electione, sive nominatione, jus habeat in premissis regno et comitatu, servatis in omnibus predictis et subsequentibus legibus, pactis et conventionibus libere succedendi. Eadem insuper regnum et comitatus in eandem personam cum Francie vel Castelle seu Legionis aut Anglie regnis aliquo umquam tempore non concurrant; neque ipsa regnum Aragonum seu comitatus ulli umquam alii regno subdantur. Et si forte contingerit aliquod de predictis Francie, Castelle, Legionis, vel Anglie regnis ad aliquem regem vel regnum Aragonum pervenire, ipse vel ipsa rex Aragonum seu regina si regnum sibi obveniens maluerint obtinere, cadant eo ipso quod illud acceptaverint ab omni dominio atque jure que in Aragonie regno et comitatu predictis habebant, eaque libera et expedita ipsi Ecclesie Romane dimittere teneantur. Ad successionem autem eorum in regno ipso cum comitatu predicto veniant ipsorum filii sive conjuncti aut alii secundum modum et ordinem supradictos. Et quia nostre intentionis existit prospere statui dictorum Aragonie regni et comitatus, ecclesiis et incolis eorundem utiliter et efficaciter providere, volumus quod omnes Ecclesie predictorum regni et comitatus tam cathedrales quam alie regulares et seculares omnesque ecclesiastice persone illis libertatibus et immunitatibus, et specialiter in electionibus, provisionibus et juribus aliis eisdem competentibus omnino gaudeant, que ipsis competunt secundum canonicas sanctiones, et tam ipsis quam filio ejusdem regis, sic ab eo electo et a te deputato suisque succcessoribus et aliis etiam personis secularibus antique consuetudines approbate, bonaque usagia regni et comitatus eorundem que sacris canonibus non repugnant illibata serventur. Que vero contra sanctiones canonicas, statuta seu alias introducta fuerunt omnino viribus careant et quatenus de facto processerant revocentur, ecclesiis ipsis et personis ecclesiasticis omnia bona immobilia sive jura que summarie ipsas possedisse vel quasi possedisse constiterit, eis ablata precipue per memoratum Petrum quondam regem Aragonum de plano restituantur eisdem. De illis vero de quorum possessione taliter constare non potest, fiat eis justitie complementum (1). Super predictis comitatu et regno cum memo-

(1) En marge (fol. 163 v°), d'une écriture contemporaine : « No[t]a. De non faciendo cum Petro aut ejus filiis seu aliis pro

rato Petro quondam rege Aragonum aut ejus filiis seu cum aliis quibuscumque pro eis nullam societatem dictus regis Francie filius vel iidem sui successores inibunt, nec conventionem aliquam facient de reddendo illis vel eorum alicui dicta regnum vel comitatum seu aliquam partem ipsorum absque Sedis Apostolice beneplacito atque expresso consensu, nec aliquam aliam societatem seu conventionem hujusmodi negotii prosecutioni nocivam (1). Pro eisdem quoque regno et comitatu tam idem regis Francie filius quam sui singuli successores in regno et comitatu predictis nobis nostrisque singulis successoribus et Ecclesie Romane fidelitatis prestabunt publice juramentum, et homagium facient per se ipsos, quando presentes erunt ubi nos vel successores nostros presentes esse continget. Si vero absentes fuerint, tunc per ydoneam interpositam personam, ad hoc specialiter destinandam homagium facere ac fidelitatis juramentum eis prestare licebit, nisi forte in hujusmodi absentie ipsorum casu nos aut successores nostri ad hoc nunctium elegerimus destinare. Tunc enim destinato ad hoc nostro eorundem successorum et Ecclesie nomine, tam ipse quam predicti successores ipsius in personis propriis idem juramentum prestare et homagium facere tenebuntur. Eadem preterea juramentum et homagium tam ipse dicti Francie regis filius nobis et nostris successoribus singulis infra annum postquam quivis eorundem successorum in summum Pontificem assumptus fuerit, quam sui successores infra simile tempus, postquam in eisdem regno et comitatu successerint, renovare tenebuntur modo prescripto (2). Et nichilominus pro regno et comitatu predictis solvent idem filius et predicti sui singuli successores nobis nostrisque singulis successoribus et ipsi Ecclesie Romane annis singulis in festo beatorum Apostolorum Petri et Pauli, census nomine, quingentas libras parvorum Turonensium, ubicumque Romanam Curiam contigerit residere. Incipient autem teneri ad censum hujusmodi exolvendum postquam tres partes eorundem regni et comitatus obtinuerint, licet alia quarta pars in ipsius filii vel eorundem successorum suorum adhuc rebellione persistat (3). Quod si forte idem regis Francie filius vel dicti sui successores quocumque termino non solverint integre censum ipsum et expectati per quatuor menses terminum ipsum immediate sequentes de illo ad plenum non satisfecerint, eo ipso erunt taliter in dicti census solutione cessantes excommunicationis vinculo innodati. Quod si secundo anno in predicto solutionis termino vel infra subsequentes quatuor menses eundem censum sine diminutione qualibet non persolverint, totum ipsum regnum cum predicto comitatu ecclesiastico erit suppositum interdicto. Si vero nec in tertio anno eodem termino nec infra quatuor menses proximos sibi per satisfactionem census ipsius duxerint consulendum, habeant adhuc ad satisfaciendum alios duos menses. Sed si nec in eodem tertii anni termino nec infra sex predictos subsequentes menses sit de censu eodem plenarie satisfactum, extunc tam illi sepefati regis Francie filius quam successores ejus ab ipsis regno et comitatu omnique jure quos in eis habebant eo ipso cadant ex toto, et regnum ipsum cum comitatu predicto ad Romanam Ecclesiam et ejus dispositionem seu ordinationem plene ac libere devolvatur. Si autem de ipso primi termini censu infra dictos trium terminum et sex subsequentes menses plenarie satisfacerent, nichilominus semper pro singulis censibus singulorum terminorum, si simili modo in eorum solutione cessaverint, vel illos non solverint, similes penas incurrent (1). Ceterum cum idem regis Francie filius vel dicti successores ejus in regem decreverint coronari, quilibet in ordine vicis sue coronam ab eadem Apostolica Sede requiret, ut de speciali mandato nostro vel successorum nostrorum possit per Terraconensem archiepiscopum apud Cesaragustam sollempniter coronari. Hoc enim inter felicis recordationis Innocentium papam III, predecessorem nostrum, et memoratum avum ejusdem P., tempore quo idem avus dictum regnum Aragonie ipsi Ecclesie Romane, ut pretactum est, obtulit, extitit ordinatum. Concedimus tamen quod sepefatus regis Francie filius ad predicta electus et deputatus possit per te coronari, si velit, et sine alia nostra requisitione et mandato per quem maluerit consecrari. Singuli vero sui successores in Aragonie regno et comitatu predictis, prius petita super hoc ab Apostolica Sede licentia, de speciali mandato Sedis ipsius, ut in coronatione predicitur, per eundem Terraconensem archiepiscopum consecrentur. Hec omnia et singula memoratus filius ab eodem genitore suo ad predicta electus et a te ut premisimus deputatus se ac eosdem successores suos inviolabiliter servaturos et hujusmodi negotium sollicite prosecuturos tibi, nostro successorum nostrorum et ipsius Ecclesie Romane nomine, prefato rege Francie genitore suo eadem universa et singula

eis societatem vel conventionem de reddendo illis vel eorum alicui regnum Aragon[ie] vel comitatum Barchinonie seu aliquam partem ipsorum absque Sedis Apostolice expresso consensu. »

(1) En marge [fol. 164 r°] : « No[t]a. De juramento fidelitatis prestando et homagio faciendo. »

(2) En marge : « De solutione census ».

(3) En marge : « De pena propter censum non solutum ».

(1) En marge : « De requisitione corone facienda ab Apostolica Sede per regem Aragonum ».

spetialiter approbante ac consentiente, in ipsis expresse pro se ac ipsis successoribus suis eos ad eadem obligando, promittet et proprio juramento firmabit; in eisdem promissione ac juramento adiciens quod hec omnia, cum ad legitimam etatem pervenerit, non differet sine difficultate aliqua illi ejusdem Romane Ecclesie nomine renovare, quem ad hoc ipsa Romana Ecclesia duxerit deputandum. Quod si filius dicti regis Francie, quem ipse ad premissa elegerit, ejus sit forsan etatis quod ad juramenti prestationem inhabilis habeatur, promittet idem rex suas super hoc litteras concedendo se ac suum in Francie regno heredem curaturum et facturum bona fide quod idem suus filius, cum ad etatem ad hoc aptam pervenerit, premissa omnia et singula similiter promittet et prestabit sine contradictione qualibet hujusmodi juramentum tibi vel alii qui ad id fuerit per eandem Ecclesiam deputatus (1). Promittet preterea idem rex sub similium testimonio litterarum quod tam ipse quam post ejus obitum suus in Francie regno successor hujusmodi negotium bona fide potenter et sollicite prosequentur, absque dilatione seu intermissione quas facti qualitas seu emergentium casuum necessitas non inducet, quodque tam ipse quam dictus ejus in Francie regno heres eundem filium suum ab eo, ut diximus, electum et deputatum ac successores ipsius efficaciter in hujusmodi prosecutione juvabunt et curabunt et facient bona fide quod illi similiter negotium ipsum efficaci sollicitudine ac sollicita efficacia pro viribus prosequentur (2). Quod si dictus ejusdem regis Francie filius ad premissa electus et deputatus et ipse rex, aut, eo non superstite, suus in eodem regno successor hujusmodi negotium prosequi neglexerint, nec post monitionem Sedis ejusdem infra tempus competens quod ad hoc Sedes eadem ipsius negotii circumstantiis et qualitate pensatis duxerit prefigendum, debite prosecutionis instantiam reassumant, eo ipso cadant a regno et comitatu predictis, et libera et plena eorundem regni et comitatus dispositio sive ordinatio ad Romanam Ecclesiam absque contradictione aliqua devolvatur, nec idem rex Francie aut successor ejus in Francie regno ex premissis lege, conventionibus sive pactis ad aliquid aliud teneatur, dummodo tamen de suo expenderint in hujusmodi prosecutione negotii quantum per Romanam Ecclesiam pro ejusdem prosecutionis subventione receperint. Si vero non tantum de suo expenderint, totum id in quo summa taliter perceptorum expensas per eosdem regem et successorem de suo factas excedet, ipse rex sive successor eidem Eccclesie restituere tenebuntur. Forma vero juramenti fidelitatis et homagii faciendi a sepefato ejusdem regis Francie filio ad premissa electo et deputato suisque successoribus pro regno et comitatu predictis hec est (1) :

« Ego .. Dei gratia rex Aragonum et comes Barchinonie, plenum et ligium vassallagium et homagium faciens Ecclesie Romane pro regno Aragonie et comitatu Barchinonie, in Terraconensi civitate ipsius territorio districtibus et pertinentiis prefate Romane ac Terraconensis ecclesiarum per omnia jure salvo. Ab hac hora inantea fidelis et obediens ero beato Petro et domino meo domino Martino pape IIII[to] suisque successoribus canonice intrantibus sancteque Apostolice Romane Ecclesie. Non ero in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant aut membrum aut capiantur mala captione. Consilium quod michi credituri sunt per se aut nuntios suos sive per litteras ad eorum dampnum me sciente nemini pandam. Et si scivero fieri vel procurari sive tractari aliquid quod sit in eorum dampnum, illud pro posse impediam; et si impedire non possem, illud eis significare curabo. Papatum Romanum et jura sancti Petri in regno Aragonie et comitatu predictis adjutor eis ero ad retinendum et defendendum ac recuperandum et recuperata manutenendum contra omnem hominem. Universa et singula legem, conventiones et pacta contenta in papalibus litteris suprascriptis plenarie adimplebo et inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra illa. Sic me Deus adjuvet et hec sancta Dei Evangelia. »

Dat. apud Urbemveterem, VI kal. septembris, pontificatus nostri anno tertio. »

456 Orvieto, 29 août 1283.

Eidem indicat quomodo sit in negotio regni Aragonum et comitatus Barchinoniae a rege Franciae vel filiis occupandi prosequendum. — (Reg. 41, fol. 164 v°; ann. III, Cur. n° 8.)

« *Eidem*. Qui regna transfert, etc., ut in proxima supe-

(1) En marge : « No[t]a. De promissione quod rex Francie ac suus post ejus obitum in Francie regno successor hujusmodi negotium absque intermissione potenter prosequentur ».

(2) En marge : « Nota. De pena non prosequentium dictum negotium ».

(1) En marge : « No[t]a. Forma juramenti fidelitatis et homagii faciendi ». — Au-dessous, d'une écriture du XIV[e] siècle : « Contrarium est verum : nam rex Aragonie non tenetur ad faciendum omagium Ecclesie Romane nisi dumtaxat ratione regni Sardinie ».

riori, usque : de fratrum eorundem consilio assumentes ad occupandum regnum Valentie, quod est de terris expositis que olim fuerant dicti Petri, de illo ex ejusdem regis Francie filiis, quem ad occupationem dicti regni Aragonum et comitatus Barchinonie ipse rex elegerit, et tu deputaveris, juxta datam super hoc per alias nostras litteras tibi formam, per te auctoritate apostolica, quam in hac parte plene discretioni tue committimus, de ipsorum fratrum consilio volumus provideri, et ipsum ad id faciendum singulariter deputari : statuentes et decernentes quod idem regis Francie filius, postquam ad occupationem ipsius regni Valentie per te fuerit deputatus, eo ipso in eodem regno Valentie nomen et titulum regium, omnemque dignitatem quam dictus P., quondam rex Aragonum, in eodem obtinuit sortiatur, et tam per se quam per alios idem, regnum Valentie libere occupet et faciat suo nomine occupari, et illud ipse suique perpetuo successores in illo liberum absque ulla contradictione possideant, et in ipso tanquam veri reges et domini legitime administrent, plene in eis jus regis et domini habituri. Et quia nostre intentionis existit ipsius regni Valentie statui, ecclesiis et incolis ejusdem utiliter et efficaciter providere, volumus atque statuimus quod omnes ecclesie, tam cathedrales quam alie regulares et seculares, ac omnes ecclesiastice persone regni ejusdem, omnibus libertatibus et immunitatibus et specialiter in electionibus, provisionibus et juribus aliis eisdem competentibus omnino gaudeant, que ipsis competunt secundum canonicas sanctiones, et tam ipsis, quam dicto filio ejusdem regis sic ab eo electo et a te deputato, suisque successoribus et aliis personis secularibus ipsius regni Valentie antique consuetudines approbate, bonaque usagia regni ejusdem, que sacris canonibus non repugnant, illibata serventur. Que vero contra sanctiones canonicas, statuta seu alias introducta fuerint, omnino viribus careant et quatenus de facto processerant, revocentur. Ecclesiis ipsis et personis ecclesiasticis omnia bona immobilia, sive jura, que summarie constiterit ipsas possedisse vel quasi eis ablata, precipue per memoratum Petrum quondam regem Aragonum, de plano restituantur eisdem. De illis vero, de quorum possessione taliter constare non poterit, fiat eis justitie complementum. Super dicto regno Valentie cum prefato Petro (1), quondam rege Aragonum vel ejus filiis, seu cum aliis quibuscumque pro eis, nullam societatem dictus regis Francie filius, vel sui successores ineant, nec conventionem aliquam faciant de reddendo illis, vel eorum alicui, dictum Valentie regnum, vel aliquam ejus partem, absque ipsius Sedis beneplacito et expresso consensu, nec aliquam aliam societatem vel conventionem negotii hujusmodi prosecutioni nocivam. Hec omnia et singula memoratus filius ab eodem genitore suo ad predicta electus, et a te, ut premisimus deputatus, se ac successores suos per se ac suos officiales inviolabiliter servaturos, nec contra ea venturos, necnon et hujusmodi negotium efficaci sollicitudine ac sollicita efficatia prosecuturos (1) absque dilatione sive intermissione, quas facti qualitas, seu emergentium casuum necessitas non inducet, tibi, nostro, successorum nostrorum et ipsius ecclesie Romane nomine, prefato genitore suo eadem universa et singula specialiter approbante ac consentiente in ipsis expresse, sollempni stipulatione promittet et proprio juramento firmabit, in eisdem promissione ac juramento adiciens, quod premissa omnia, cum ad legitimam etatem pervenerit, non differet sine difficultate qualibet illi ejusdem Ecclesie Romane nomine renovare, quem ad hoc ipsa Ecclesia duxerit deputandum. Quod si memoratus filius ipsius regis Francie, quem idem rex ad premissa elegerit, et tu deputaveris, ejus sit forsan etatis, ut inhabilis sit ad prestandum hujusmodi juramentum, promittet dictus rex Francie, suas super hoc litteras concedendo, se ac suum in Francie regno heredem curaturum et facturum bona fide, quod idem suus filius, cum ad etatem ad hoc aptam pervenerit, premissa omnia et singula similiter promittet et prestabit sine contradictione qualibet hujusmodi juramentum, tibi vel alii, quem ad id eadem Ecclesia deputabit. Ceterum, si memoratus regis Francie filius ad supradicta electus et deputatus, ejusve in prefato regno Valentie successores, ipsius regni occupationem prosequi neglexerint (2), nec post monitionem Sedis ejusdem, infra tempus competens, quod ad hoc Sedes eadem, hujusmodi negotii circumstantiis et qualitate pensatis, duxerit prefigendum, prosecutionis debite instantiam reassumant, eo ipso ab eodem Valentie regno cadant, et ipsius regni dispositio et ordinatio ad prefatam Romanam Ecclesiam, sicut ei ante deputationem hujusmodi competebat, absque contradictione aliqua devolvatur. Dat. apud Urbemveterem IIII kal. septembris, pontificatus nostri anno tertio. »

(1) En marge : « De non faciendo cum dicto Petro vel ejus filiis seu aliis pro eis societatem vel conventionem aliquam de reddendo illis vel eorum alicui regnum Valentie vel aliquam ejus partem absque Sedis Apostolice expresso consensu. »

(1) En marge : « De prosequendo dictum negotium absque intermissione. »

(2) En marge : « De pena non prosequentium predictum negotium. »

157 Orvieto, 2 septembre 1283.

Omnes ecclesiasticis regni Franciae mandat quatinus regi Franciae in subsidium belli contra regem Aragonum omnium ecclesiasticorum reddituum proventuum et obventionum decimam per triennium liberaliter concedant. — (Reg. 41, fol. 165 v°, ann. III, Cur. n° 9.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis, et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, archidiaconis, prepositis, archipresbiteris et aliis ecclesiarum prelatis, capitulis, conventibus et collegiis, Cisterciensis, Cluniacensis, Premonstratensis, sancti Benedicti, sancti Augustini, Cartusiensis, Grandimontensis et aliorum ordinum, necnon prioribus Hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani, domorum Militie Templi et beate Marie Theotonicorum preceptoribus, ceterisque omnibus personis ecclesiasticis, secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis, per regnum Francie constitutis. Salutem, etc.* Solebat hactenus mater —. Ecce siquidem, sicut in omnem fere orbis angulum creditur diffamatum, ille iniquitatis filius Petrus, quondam rex Aragonum, velud in contemptum dampnabili temeritate deductus, quod ratione regni Aragonie ipsi Ecclesie a clare memorie avo ejus oblati, et censualis, tam ab illo, quam ab aliis ipsius predecessoribus constituti, ad fidelitatis debitum, ad quod idem avus ipsum sicut et suos ceteros in regno successores eodem tempore oblationis hujusmodi obligarat, nobis et ipsi Ecclesie tenebatur de procedendo in Africam pretento colore, concinnatis dolis et insidiis machinatus contra nos, eandem Ecclesiam et carissimum in Christo filium nostrum C., Sycilie regem illustrem, nulla diffidatione premissa, quod proditionis non caret nota, procedens, insulam Sycilie terram peculiarem ipsius Ecclesie, licet jam memorato Sycilie regi rebellem, adhuc tamen ejusdem Ecclesie recognoscentem dominium et nomen publice invocantem, militum et peditum caterva stipatus invadere ac occupare presumpsit, et in illa ejusdem Ecclesie pacem turbans, gravem contra eam seditionem excitans, graviterque populum concitans, in eam temeritatis prorupit audatiam, quod rebellibus ejusdem insule monitionibus, inhibitionibus penarum, comminationibus factis, et excommunicationis ac interdicti sententiis promulgatis a Sede Apostolica contra dictos rebelles, complices et fautores eorum vilipensis, omnino favens eosque fovens aperte, ac se illorum ducem constituens et aurigam, regium in regno Sicilie nomen usurpat, se regem Sicilie nominat, et gerere pro Sicilie rege presumit, dictis rebellibus aliisque regni ejusdem incolis, ratione uxoris sue, filie quondam Manfredi, olim principis Tarentini, natorumque communium se falso teneri confingens; cum sit tamen notorium eundem Manfredum posterosque suos a successione dicti regni Sicilie, non solum per maculam illegitime ipsius M. nativitatis exclusos, sed et per privationis sententias contra quondam Fredericum, olim imperatorem Romanorum, ipsius M., ut dicitur, genitorem, per felicis recordationis Innocentium papam quartum in Lugdunensi concilio et postmodum specialiter contra ipsum M. super omnibus que in regno habebat eodem per pie memorie Alexandrum papam, predecessores nostros, exigentibus ipsius Manfredi demeritis promulgatas, penitus alienos. Per hec autem et alia, que processus nostri super hiis habiti plenius continent, idem Petrus memoratos rebelles et precipue Messanenses adeo in sua malitia offirmavit, quod licet ante ipsius P. in insula memorata presentiam humiliter venerabilem fratrem nostrum Gerardum, episcopum Sabinensem, in partibus illis Apostolice Sedis legatum, et nuntios suos admitterent, postmodum tamen admittere denegarunt. Et quanquam variis monitionibus, inhibitionibus penarum, indictionibus factis, et sententiis similibus latis specialiter contra eum, ipsum studerimus revocare, peremptorie citantes eundem, ut a premissis omnino desistens, infra tempus quod ei pro peremptorio assignavimus termino, ad nostra et ipsius Ecclesie mandata rediret : alioquin ad exponendum regnum Aragonie, aliasque terras ejus et ad ipsum privandum eisdem ex tunc, prout videremus expediens, procedere curaremus, vassallis suis a fidelitatis juramento quo tenebantur eidem nichilominus absolutis, ipse tamen se contumacem horum omnium exhibens contemptorem a sua perversitate non destitit, nec citationi premisse obedire curavit, sed sue iniquitati semper adiciens, non sine occisione multorum et strage, ad reliquas partes ejusdem regni Sicilie occupandas, varias multiplicavit insidias, diversosque conatus extendit. Et, ut nichil omittat ad persecutionem nostram et ipsius Ecclesie intemptatum, ad pacificum statum Urbis, patrimonii beati Petri, aliarumque terrarum ipsius Ecclesie subvertendum, et partes easdem a nostre obedientie debito avertendas, sicut ex multorum fida relatione percepimus, nunc per nuntios, nunc per litteras variis machinationibus nititur et nisibus fraudulentis insistit, ut nos et ipsam Ecclesiam, non solum in prefato regno Sicilie opprimat, sed et in aliis omnibus pro sua concepta contra Deum, nos et ipsam Ecclesiam iniquitate conculcet. Horum et majorum excessuum dicti Petri, quos velut notorios parcius voto vitande prolixitatis attingimus, continuatione concutimur, eorundem vexationibus continuatis impetimur et impeti continue non immerito anxiamur. Maxime autem anxietatibus nostris adiciunt

totius Christianitatis considerata dispendia, dum, destinato Terre Sancte per hec impedito subsidio, consideramus non sine amaritudine nimia Terram ipsam desperationis periculo immo et perditionis exponi, et recuperationem imperii Romanie, quam Paleologi subtractio filiorumque suorum, ut publicat publica fama, dissensio, et dicti regis Sycilie ad eam prosequendam nota dispositio, paratam et facilem verisimiliter offerebant, proh dolor, absque spe proxime facultatis similis impedit. Tantas itaque patris et matris angustias, devotionis fratres et filii, ante oculos mentis expandite, ipsasque pia meditatione pensantes, religionis christiane dampna tam gravia nobiscum amaro animo deplorate, in scrutinium exacte discussionis inducite, avertiteque prudenter quantis sit hujusmodi nequam et insidiosi hominis persecutio plena periculis, quanta discrimina secum trahat, que, ut aperta satis perhibent argumenta, infidelium etiam principum colligata perfidie illorumque sussulta suffragiis, specialiter in spirituales ejusdem catholice fidei dirigitur et nititur protectores. Que cum in sui principio sic negotia Christi, sic comoda Christianitatis impediat, si procedat ulterius, si, quod absit, de occupatione dicti regni Sicilie iniquum desiderium suum obtineat, omnis humani remedii spem in illis saltem ad tempora multa precidet, omnisque labor, non solum a felicis recordationis G. papa X, predecessore nostro, suisque fratribus, sed etiam ab Ecclesia universali assumptus et ipsorum expresse profuse ad idem Terre prefate subsidium preparandum omni frustraretur effectu. Nec minus diligenter attendite quod recuperatio ejusdem regni Sycilie, ac reformatio status terrarum Ecclesie sepefate, si circa hoc, quod Deus avertat, prefati conatus procederent dicti Petri, labores et sumptus quorum, tanquam devoti filii vicem maternam filiali pietate dolentes, non fuistis hactenus, nec adhuc esse possetis expertes, longe majores, longe graviores exigerent, quam in presentiarum defensio eorundem. Accendatur igitur velud ignis zelus vester adversus impium sic inique perversitatis, sic perverse iniquitatis actorem; moveant vestra precordia matris contumelie, dampna fidei, christianitatis dispendia, proprieque injuria nationis, in quam in persona dicti regis Sycilie, ipse P. sic temerarius, sic presumptuosus insiliit, sic insidiosus, sic fraudulentus irruere non expavit. Et quidem ad propulsandam tam grandis persecutionis, tamque infesti persecutoris instantiam et tantam nequitiam reprimendam, neccessitate cogente, varios modos et vias exquirere, diversaque remedia cogitare, illud ad presens precipuum nobis justitia et ipsius Petri demerita obtulerunt, ut juste viribus debilitatis ipsius, idem sic distraheretur ad multa quod eum minorem ad singula inveniri contingat. Ipso itaque nec in prefato termino, nec postmodum ad nostra et Ecclesie redeunte mandata, immo nec per se aut nuntium vel litteras suam excusante contumatiam, sed nos eandem Ecclesiam et processus nostros contumaciter contempnente ceptasque contra nos et ipsam Ecclesiam injurias et offensas continue aggravante, nos, regnum Aragonie ac terras ceteras eo tempore dicti Petri de fratrum ipsorum consilio exponentes modo subscripto, ipsum P., tunc regem Aragonum, eisdem regno et terris, regioque honore sententialiter, justitia exigente, privavimus, et privantes exposuimus eadem regnum et terras occupanda catholicis, de quibus et prout eadem Sedes Apostolica duceret providendum, in eisdem regno et terris pretacto ejusdem Romane Ecclesie jure salvo. De utili vero et efficaci executione privationis, expositionis et occupationis hujusmodi, cum eisdem fratribus deliberatione prehabita, de ipsorum consilio deliberationis ejusdem direximus exitum ad singularem post Deum earundem fidei et Ecclesie defensorem, ad christianissimum videlicet genus carissimi in Christo filii nostri Phylippi regis Francie illustris, ipsorumque regis et generis suique incliti regni sinceram fidem ad Deum, constantem devotionem ad ipsum et Ecclesiam grandemque potentiam attendentes, aliquem de ipsius regis filiis, de quo idem rex maluerit ad premissa, per alias nostras certe forme litteras, providimus deputandum. Quia vero, ad ministranda eidem regi Francie subsidia que horum prosecutio ex premissis causis pernecessaria, laboriosa tamen et sumptuosa requirit, nos et eadem Romana Ecclesia non sufficimus per nos ipsos, licet non ignoremus vos frequenter ejusdem Ecclesie gravia supportasse onera et pro ipsa in multis casibus subiisse, adeo urgente tamen evidentis neccessitatis articulo, cum ad presens nobis alia via quanquam diligenter exquisita non pateat, recurrere non absque gravibus amaritudinis multe molestiis cogimur ad vestra suffragia caritatis. Ideoque universitatem vestram attente monemus, affectuose rogamus et obsecramus in Domino Ihesu Christo, vobis nichilominus per apostolica scripta mandantes, et in remissionem peccaminum injungentes quatenus ad reparanda per prosecutionem eandem predicta Christi Christianitatisque negotia et tam gravia Dei et Ecclesie, matris vestre, vindicanda opprobria discriminaque vitanda, vestri, redemptoris intuitu et ob reverentiam dicte Sedis et nostram, eidem regi Francie in subsidium prosecutionis ipsius vestrorum omnium ecclesiasticorum reddituum, proventuum et obventionum, decimam per triennium liberaliter concedatis, sic in hiis dilecti filii nostri J., tituli Sancte Cecilie presbiteri cardinalis, quem sue

probitatis obtentu, inter alios fratres nostros, specialis affectionis prerogativa prosequimur, et a vobis petimus benigne recipi, honorificeque tractari, quemque ad hoc inter cetera specialiter destinamus, persuasionibus et consiliis parituri, quod a Deo, de cujus nogotiis agitur, eterne retributionis premium, et ab eadem Sede precipui favoris augmentum vestra devotio non immerito consequatur. Dat. apud Urbemveterem, IIII nonas septembris, anno tertio. »

458 Orvieto, 3 septembre 1283.

Johanni tituli sanctae Ceciliae presbitero cardinali de superiori epistola certiorem facit, eique mandat quatinus omnes regni Franciae ecclesiasticos moneat et inducat ut regi Franciae pro subsidio belli contra regem Aragonum per triennium decimam reddituum suorum liberaliter concedant, et ad id eos, nonobstantibus quibuslibet privilegiis, auctoritate apostolica compellat. — (Reg. 41, fol. 167; ann. III, Cur. n° 10.)

« *Dilecto filio Johanni tituli Sancte Cecilie presbitero cardinali.* Solebat hactenus mater Ecclesia etc. ut in proxima superiori, usque : absque spe proxime facultatis similis impediri. Has quoque nostras et ipsius Ecclesie amaras angustias, venerabilibus fratribus nostris universis archiepiscopis et episcopis, etc. ut in salutatione proxime superioris, usque : per regnum Francie constitutis, per alias nostras sub certa forma litteras exponentes, eis suggerimus, ut ipsas pia meditatione pensantes et religionis Christiane dampna tam gravia nobiscum animo amaro deflentes in scrutinium exacte discussionis inducant, quantis sit hujusmodi nequam et insidiosi hominis persecutio, etc. verbis competenter mutatis, usque : labores et sumptus, quorum ipsi tanquam devoti filii etc. usque, defensio eorundem. Propter quod accendi debet velud ignis zelus ipsorum adversus impium, sic inique perversitatis, sic perverse iniquitatis actorem, et movere debent eorum precordia matris contumelie, etc. usque, contumaciter contempnente, ceptasque contra nos et Ecclesiam injurias et offensas continue aggravante, etc. usque : et sumptuosa requirit. Nos et eadem Romana Ecclesia non sufficimus per nos ipsos ad archiepiscopos, episcopos et alios supradictos ejusdem regni Francie, licet non ignoremus eos frequenter ejusdem Ecclesie gravia supportasse onera etc. usque : non pateat, non absque gravibus amaritudinis multe molestiis, duximus recurrendum, universitatem eorum attente monentes, affectuose rogantes et obsecrantes in Domino Jhesu Christo, ac eis nichilominus per apostolica scripta mandantes, ut ad reparanda per prosecutionem eandem predicta Christi Christianitatisque negotia, et tam gravia Dei et ejusdem matris Ecclesie vindicanda opprobria, discriminaque vitanda, omnium redemptoris intuitu et ob reverentiam dicte Sedis ac nostram, eidem regi Francie in subsidium prosecutionis ipsius suorum omnium ecclesiasticorum reddituum, proventuum et obventionum, decimam per triennium propria liberalitate concedant, sic tuis in predictis persuasionibus et consiliis parituri, quod a Deo de cujus negotiis agitur eterne retributionis premium, et ab eadem Sede precipui favoris augmentum, eorum devotio non immerito consequatur. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatenus personaliter ad partes illas accedens, prefatos archiepiscopos et episcopos, abbates, priores, decanos, archidiaconos, prepositos, archipresbiteros et alios ecclesiarum prelatos, exemptos et non exemptos, Cisterciensis, Premonstratensis, Cluniacensis, sancti Benedicti, sancti Augustini, Cartusiensis, Grandimontensis, et aliorum ordinum, necnon priores, preceptores, ac alios supradictos, ut dictam decimam per idem triennium memorato regi Francie absque difficultate concedant, juxta datam tibi a Deo prudentiam efficaciter per te ac alios moneas et inducas. Quod si tuis in hac parte monitis parere neglexerint vel qualitercumque distulerint, tu ad id eos universos et singulos, auctoritate nostra, quavis eorum appellatione cessante compellas : non obstantibus quibuslibet privilegiis, indulgentiis vel gratiis, eis, vel eorum alicui, aut dignitatibus seu ordinibus eorundem et specialiter Cisterciensis, Premonstratensis, Cluniacensis, Cartusiensis, Grandimontensis, Templariis, Hospitalariis, vel eorum universitatibus aut personis singularibus, sub quacumque verborum forma seu expressione ab eadem Sede concessis, etiam si contineatur in eis, quod de ipsorum totis tenoribus seriatim, vel de verbo ad verbum, seu de impetrantium, aut ea obtinentium nominibus propriis, plenam et expressam, seu explicitam quantumcumque oporteat in nostris litteris fieri mentionem et qualibet alia ipsius Sedis indulgentia, per quam de verbo ad verbum presentibus non insertam, aut nominatim et singulariter non expressam, effectus earum impediri quovis modo valeat vel differri. Dat. apud Urbemveterem, III nonas septembris, anno tertio. »

459 Orvieto, 3 septembre 1283.

Eidem recipiendi juramentum filii regis Franciae, qui ad negotium regni Aragoniae prosequendum electus fuerit, concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 167; ann. III, Cur. n° 11.)

« *Eidem.* Quia inter cetera, que circa negotium regni

Aragonum et comitatus Barchinonie, tue sollicitudini duximus committenda, continetur expresse, ut eis ex natis carissimi in Christo filii nostri .. regis Francorum illustris, quem ipse rex elegerit et tu deputaveris ad negotii prosecutionem ejusdem, nobis nostrisque successoribus et Ecclesie Romane sub certa forma fidelitatis prestate juramentum et homagium facere teneatur ; ne in executione tibi commissorum, que celeritatem desiderant, interveniat mora dampnosa, recipiendi hujusmodi juramentum et homagium nostro et eorundem Ecclesie ac successorum nostrorum nomine, discretioni tue plenam et liberam, tenore presentium, concedimus facultatem. Dat. ut supra. »

460 Orvieto, 15 avril 1283.

Processus contra P., quondam regem Aragoniae, habitos repetit, et sententiam adversus eum latam innovat et ratam habet. — (Reg. 41, fol. 167 vº; ann. III, Cur. nº 12; — Potthast, nº 22013.)

« *Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum.* Detestabiles excessus et culpas enormes Petri, quondam regis Aragonum, persecutoris Dei et Ecclesie manifesti, contra nos, eandem Ecclesiam et carissimum in Christo filium nostrum Carolum, Sicilie regem illustrem, regnum Sicilie ab Ecclesia ipsa tenentem, ejusque vassallum presumptione temeraria immo potius insania execranda in predicto regno commissos non putavimus diffusa et onerosa repetitione singulariter recensendos, sed tamquam notorios et jam pluries maxime hiis diebus publice recensitos sic sub quadam generali commemoratione transire, quod sententiam latam propterea contra eum et processus aliquos adversus rebelles Siculos habitos explicite repetamus. Et quidem propter dictos ipsius P. excessus et culpas, injustitias, injurias, contumelias, dolosque diversos post ipsius contumaciam manifestam contra eum, cogente conscientia et exigente justitia, de fratrum nostrorum consilio procedentes (1), et regnum Aragonie ceterasque terras ipsius exponentes modo subscripto, ipsum sententialiter eisdem regno et terris omnique regio honore privavimus, et privantes regnum et terras eadem exposuimus occupanda catholicis, de quibus et prout Sedes Apostolica duceret providendum, in regno et terris eisdem prefate Romane Ecclesie jure salvo. Vassallos quoque ipsius quos, ut premissorum processuum continentia seriosa declarat, a juramento fidelitatis, si quo tenebantur, eidem jam duximus, absolvendos, denuntiantes penitus absolutos, et denuo ab eodem et a quolibet fidelitatis vinculo et homagio expressius absolventes, ac eundem Petrum, Siculos complices et fautores eorum omnesque alios singulares qui predictas monitiones, inhibitiones et comminationes dampnabiliter contempserunt excommunicationis, universitates vero, civitates, castra et loca cetera denuntiavimus interdicti sententiis subjacere, ipsos et ipsa ex causis eisdem et propter continuatam auctamque contumatiam eorundem similibus sententiis supponentes. Universis preterea Christi fidelibus cujuscumque conditionis, preminentie sive status, etiam si dignitate pontificali seu regia forsitan decorentur, et specialiter archiepiscopis, episcopis aliisque inferioris gradus prelatis et personis ecclesiasticis religiosis cujuscumque religionis aut ordinis et secularibus, ipsique Petro, comitibus, vicecomitibus, baronibus, universitatibus civitatum castrorum ceterorumque locorum ac universis incolis et habitatoribus eorundem regni et terrarum quibus dictum P., tunc Aragonum regem privavimus, ne ipse Petrus de dictis regno et terris ex tunc se aliquatenus intromitteret, neve ceteri supradicti eidem P. vel aliis quibuscumque contra predictas privationem et expositionem aut prosequentes easdem per quos dicta regnum et terras occupanda Sedes eadem provideret temptantibus se opponere, quoquomodo assisterent vel qualitercumque faverent, sive prestarent in hoc consilium, auxilium seu favorem publicum vel occultum, quacumque occasione quesita vel pretextu alicujus homagii vel cujuscumque colligationis, confederationis, societatis, seu cujusvis conventionis aut jure contracte antea sive in posterum contrahende, etiam si colligationes, confederationes, societates et conventiones hujusmoni et alia supradicta predictarum adjectionis litterarum vel juramenti seu cujuslibet alterius essent vinculo firmitatis innexa. Nos enim colligationes, confederationes, societates, conventiones, ceteraque hujusmodi premissa quo ad hoc de plenitudine dissolvimus potestatis ; juramenta super illis prestita, penasque propterea premissas penitus relaxantes, et universos ac singulos qui eas contraxerant se ad observantiam earundem quantumcumque solempniter abstringendo, ab ipsarum in premissis observatione penitus absolventes ; specialiter autem archiepiscopis, episcopis et ceteris personis ecclesiasticis, comitibus, vicecomitibus, baronibus, incolis et habitatoribus supradictis eorundem regni Aragonie ac terrarum expresse prohibere curavimus, ne dictum Petrum, olim regem Aragonum, pro rege vel domino reciperent vel haberent, neve sibi obedirent vel intenderent aut ipsi vel alii pro eo de redditibus vel obventionibus sive juribus regalibus, seu

(1) Le reg. porte *procedendentes*.

ratione dominii debitis responderent, vel aliquam satisfactionem impendere sub quocumque velamine attemptarent. Alioquin memoratum Petrum quondam regem et omnes singulares personas, cujuscumque forent preminentie, conditionis aut status, ecclesiastici vel mundani, etiam si regalis dignitatis honore fulgerent, excommunicationis, civitates vero, castra, villas et loca cetera necnon universitates ipsarum, que predictas inhibitiones vel earum aliquam preterire propria temeritate presumerent, interdicti sententiis, quas ex tunc protulimus, decrevimus subjacere : non obstantibus quibuslibet privilegiis vel indulgentiis quibuscumque imperatoribus, regibus, principibus, archiepiscopis seu quibuslibet prelatis aliis Cisterciensibus, Predicatoribus, Minoribus, Hospitalariis, Templariis, seu religiosis aliis aut secularibus personis etiam in dignitate qualibet constitutis, civitatibus, castris, locis, communitatibus, collegiis vel quibusvis universitatibus sub quacumque verborum forma vel expressione ab eadem Sede concessis et quibuslibet aliis indulgentiis ejusdem Sedis, per quas nostri processus effectus impediri possit quomodolibet vel differri. Que quidem omnia privilegia et indulgentias quo ad hoc omnino duximus viribus vacuanda, apertius nichilominus predicentes quod contra hujusmodi presumptores et specialiter contra dictos prelatos, religiosos, comites, vicecomites, barones, incolas, habitatores, civitates, castra, villas et alia loca et universitates ipsorum, ad privandum eos et ea quibuslibet privilegiis, indulgentiis, immunitatibus sive gratiis ipsis ab eadem Sede concessis, nec non terris, feudis et juribus que a prefata Romana vel aliis quibuscumque tenent ecclesiis seu personis ecclesiasticis ac alias gravius spiritualiter et temporaliter, quando et sicut facti qualitas suadetur ac putaremus expediens, procedere previa divina gratia curaremus, sicut hec omnia in serie dicte contra eum late sententie plenius continetur. Cum autem dictus Petrus nec per hec a cepta malitia reprimatur, sed contumaciter eam semper continuando multiplicare et multiplicando continuare non cesset, eam nunc dolis et insidiis, nunc insultibus et conatibus aliis prosequendo, nos ipsum ex causis variis vinculo excommunicationis astrictum de novo ex causis eisdem et propter sue inique contumacie ac iniquitatis contumacis augmentum, simili vinculo innodantes, omnes processus contra eum habitos et specialiter premissam latam contra ipsum expositionis et privationis sententiam, de ipsorum fratrum consilio ratificantes expresse, ratosque manere decernentes ac firmos, et auctoritate apostolica nichilominus approbantes, premissas omnes et singulas inhibitiones necnon homagii prestiti sive facti, colligationum, confederationum et conventionum quarumlibet dissolutiones et relaxationem juramenti ac penarum adjectarum in ipsis sub eisdem penis et sententiis innovamus, contra universos et singulos dictis inhibitionibus non parentes, prout excessuum circumstantie suadebunt, penis spiritualibus et temporalibus quando et prout utile fore viderimus, actore Domino processuri. Ut autem hujusmodi noster processus ad comunem omnium notitiam deducatur, cartas sive membranas processum continentes eundem in majoris ecclesie Urbevetane appendi vel affigi ostiis seu super limitaribus faciemus, que processum ipsum suo quasi sonoro preconio et patulo indicio publicabunt. Ita quod idem Petrus et alii, quos processus ipse contingit, nullam postea possint excusationem pretendere quod ad eos talis processus non pervenerit vel quod ignorarint eundem, cum non sit verisimile remanere quo ad ipsos incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur. Actum apud Urbemveterem in platea dicte majoris ecclesie, in die Cene Domini, pontificatus nostri anno tertio. »

461 Orvieto, 15 avril 1283.

Processus contra Conradum de Antiochia habitos ratos habet et approbat, ipsumque excommunicationis sententiam, sicut in instrumento juramenti ab eo Ecclesiae Romanae praestiti continetur, denuntiat incurrisse. — (Reg. 41, fol. 168; ann. III, Cur. nº 13.)

« *Processus habitus contra Corradum de Antiochia.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Olim Conradus de Antiochia Ecclesie Romane beneficio a periculo decapitationis, quod sibi propter graves offensas contra ipsam, et carissimum in Christo filium nostrum C., Sycilie regem illustrem, commissas ab eo, sicut habet ipsius confessio testimonio publice scripture firmata, non sine multa Ecclesie ipsius instantia liberatus, eidem Ecclesie sollempni stipulatione promisit, quod in perpetuum esset fidelis et obediens Romanis pontificibus et eidem Ecclesie, nec ullo unquam tempore, per se vel per alium, auxilio vel consilio ipsos aut dictos Ecclesiam, regem aut heredes, aut terram seu gentem ipsius offenderet publice vel occulte, nec unquam procuraret aut tractaret dampnum ipsorum, nec adhereret inimicis eorum nec ipsos inimicos seu gentem ipsorum receptaret, vel daret eis, vel eorum alicui, auxilium, consilium, vel favorem publicum vel occultum, nec eorum, vel alicujus ex eis, litteras vel nuntium reciperet. Et si, quando ad ejus manus forsitan pervenirent, id Summo Pontifici, Ecclesie Romane aut

dicto regi, vel ipsius heredibus, quamcito posset comode revelaret. Promisit etiam quod quandocumque Summo Pontifici propter aliquod instans periculum videretur et id per se vel per alium eidem Conrado de Antiochia mandaret, ipse Conradus ad ejusdem Summi Pontificis veniret presentiam, moraturus secundum mandatum ejusdem per ipsum vel per alium faciendum ubi, quantum et quomodo Summus Pontifex ipse vellet; et nichilominus ad ipsius Summi Pontificis mandatum similiter per se vel per alium faciendum assignaret castrum, quod dicitur Sarraciniscum, liberum et absque omni impedimento in manibus pape seu Ecclesie Romane, vel alteri cui papa seu Ecclesia ipsa per se vel per alium assignari mandaret. Promisit quoque specialiter idem Conradus se curaturum et facturum quod filius suus eo vivente nunquam contra papam, Romanam Ecclesiam aut dictum regem vel heredes ipsius seditionem concitaret, vel guerram moveret, vel terram eorum occuparet, aut operam daret, quod ipsi vel eorum alter terram suam vel partem illius perdant, seu quod terra ipsorum vel pars ejus ab aliis occupetur. Quod si ullo unquam tempore contra predictos papam, Ecclesiam, regem aut heredes ipsius idem Conradus, seu, ipso vivente, filius ejus seditionem concitaverit, guerram moverit, terram alicujus ipsorum occupaverit, vel facientibus hec adheserit seu astiterit, vel aliquid aliud contra ipsos commiserit, propter quod, vel simile commissum in imperatorem, si imperator ipsius Conradi dominus esset, bona ejusdem Conradi essent publicanda de jure, dictus Conradus promisit, voluit et consensit, quod a tota terra sua et ab omni jure quod habebat vel sibi competeret in eadem, vel quibuscumque aliis terris aut juribus caderet eo ipso et hujusmodi jure dictaque terra foret ipso facto privatus, et tam terra quam jura ipsa, eo ipso essent Romane Ecclesie publicata et in ipsius dominium plene transirent eique forent plenarie applicata. In hoc preterea casu dictus Conradus omnes vassallos suos a juramento fidelitatis et omni obligatione quibus sibi vel suis heredibus tenerentur absolvit et esse voluit absolutos. Et promisit se curaturum et facturum quod iidem vassalli jurarent, quod si contingeret ipsius Conradi bona Ecclesie Romane, ut predicitur, publicari, predicti vassalli eidem Conrado vel heredibus non assisterent vel faverent in aliquo; sed devoti, obedientes et fideles existerent Ecclesie Romane tam contra ipsum Conradum et heredes ipsius quam adversus alios universos. Promisit insuper, quod si et quando esset super hiis ipse pro parte Summi Pontificis requisitus, renovaret omnes obligationes, que in instrumento confecto de hiis omnibus continetur. Hec autem omnia et singula prefatus Conradus sub excommunicationis et penis aliis, omniumque bonorum suorum obligatione, sollempni stipulatione promittens, juravit tactis sacrosanctis evangeliis, ea se inviolabiliter observare, nec contra ipsa vel eorum aliquod ullo unquam tempore vel modo venire, constituens se premissa bona sua, nomine pape, qui pro tempore fuerit et Ecclesie Romane, tenere ac possidere; ita quod si forsan dictus Conradus contra predicta venire, vel aliquod predictorum, liceat papa per se vel per alium predicta omnia bona capere, occupare, ac retinere sine omni reclamatione, questione vel lite, prefato Conrado et heredibus suis a possessione ac tenuta eorundem bonorum prorsus amotis, datis nichilominus certis fidejussoribus pro hiis omnibus et singulis inviolabiliter observandis et plenarie adimplendis, prout instrumenti quondam Bassi, Camere ipsius Ecclesie Romane publici notarii, manu confecti series plenius manifestat. Unde nos instans ex turbatione in Sicilie regno suborta periculum attendentes, tam ex virtute premissarum promissionum et debito prestiti juramenti, quam auctoritate apostolica prefatum Conradum pridem monuimus, sibique mandavimus ac districte precepimus, ut omnes et singulas promissiones predictas, tunc singulariter repetitas diligenter observare curaret, et specialiter, ut nobis nostrisque successoribus et eidem Ecclesie in perpetuum esset obediens et fidelis; et quod nullo unquam tempore per se vel per alium auxilio vel consilio nos, dictos successores, Ecclesiam, regem vel heredes, aut terram seu gentem ejus offenderet publice vel occulte; quodque nunquam procuraret aut tractaret dampnum nostrum, Ecclesie, regis vel heredum ipsius, et quod nunquam adhereret inimicis nostris, dictorum Ecclesie, regis vel heredum ejusdem, nec eos seu gentem receptaret ipsorum, nec exhiberet eisdem, vel eorum alicui, auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum. Et cum pluries vocatus a nobis, ut ad presentiam nostram accederet, se ob infirmitatem proprii corporis, qua se gravatum asseruit, excusarit, precepimus sibique mandavimus, ut hujusmodi impedimento cessante, quavis alia occasione postposita, presentialiter ad presentiam nostram veniret, juxta eandem promissionem suam, in loco de quo a nobis ordinari contingeret moraturus; quodque prefatum castrum, quod dicitur Saraciniscum, liberum absque omni impedimento, infra decem dierum spatium, postquam existeret requisitus, dilecto filio .. abbati monasterii Sublacensis, vel ejus certo nuntio, quem ad hoc specialiter deputavimus, nostro et Ecclesie Romane nomine assignaret; et quod idem Conradus curaret et faceret vassallos jurare prefatos, quod si bona ipsius, ut predicitur, publicari contingeret, iidem vassalli dicto Conrado, vel heredibus suis, nequaquam

assisterent vel faverent in aliquo, sed devoti obedientes et fideles existerent nobis, nostrisque successoribus et Romane Ecclesie memorate, tam contra ipsum Conradum et heredes ejus, quam contra alios universos; et quod infra decem dies coram abbate predicto, vel ejus certo nuntio et ejusdem Ecclesie nomine recipienti, renovare curaret omnes promissiones et obligationes que in ejusdem instrumenti serie continentur. Quod si dictus Conradus, supradictis nostris monitis et mandatis, vel eorum alicui, contumaciter parere contempneret, nos ipsum excommunicationis, terram vero ipsius interdicti sententiis, quas extunc protulimus, decrevimus subjacere, penasque in prefato instrumento expressas juxta ipsius instrumenti continentiam incurrisse; predicentes aperte, quod tam ad executionem et exactionem penarum ipsarum, quam alias gravius contra eum spiritualiter et temporaliter, prout consideratio facti suggeret et videremus expediens, procedere curaremus. Quia vero prefatus Conradus contra juramentum predictum ab eo, sicut premittitur, prestitum temere veniens, non solum hujusmodi nostris monitis et mandatis contumaciter parere contempsit, pluries requisitus, verum etiam contra nos, Ecclesiam, regemque predictos, sicut manifesta perhibent argumenta et fidedignorum habet assertio, suos conatus nepharios nisibus quibus potest exercet, nos predictos processus contra eum habitos, ratos habentes, et auctoritate apostolica, de fratrum nostrorum consilio, approbantes, denuntiamus ipsum predictas penas et excommunicationis sententias incurrisse; et nichilominus propter continuatam et auctam ipsius contumaciam, in eum et dictam terram similes sententias proferendo, universis et singulis comitibus, baronibus et ceteris omnibus, cujuscumque sint preminentie, conditionis aut status, ac universitatibus civitatum, castrorum aliorumque locorum, districtius inhibentes ne cum eodem Conrado in hujusmodi pertinacia permanente, societatem vel confederationem aliquam contrahere sub quovis ingenio vel machinatione presumant, vel ei alias in premissis, et specialiter in ejusdem terre defensione, vel impugnatione regni Sicilie, vel partis ipsius prestare consilium, auxilium vel favorem publicum vel occultum. Quod si secus presumptum fuerit, omnes singulares persone contrarium presumentes, non obstante qualibet indulgentia sub quacumque forma vel expressione verborum ipsis ab Apostolica Sede concessa vel in posterum concedenda, quam quo ad hoc omnino viribus vacuamus excommunicationis sententiam quam ex nunc in illos proferimus, incurrere volumus ipso facto : nichilominus predicentes aperte, quod terras ipsorum et universitates, que secus attemptare presumpserint, prout expedire viderimus, subiciemus ecclesiastico interdicto, ad privationem bonorum omnium que a quibuscumque tenent ecclesiis, ac alias spirituales et temporales penas, prout utile putabimus processuri; societatem vero et confederationem predictas, etiam si penarum et juramenti adjectionem, vel quacumque fuerint alia firmitate vallate, irritas decernimus et inanes. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. Actum ut supra. »

462 Orvieto, 15 avril 1283.

Guidonem dictum comitem Montisferetri complicesque veteres, civitate Cerviensi dumtaxat excepta, quae ad papae mandata rediit, sententias primo in die Dedicationis basilicae Principis Apostolorum, pontificatus anno primo, deinde in Coenae Domini, Ascensionis dominicae et Dedicationis ejusdem, anno secundo festis promulgatas incurrisse denuntiat, ac in praedictos, si contra inhibitionem papae venerint, de novo, excommunicationis et interdicti sententias promulgat. — (Reg. 41, fol. 169; ann. III, Cur. nº 14.)

« *Processus contra Guidonem dictum comitem Montisferetri.* Martinus etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum contra Guidonem, dictum comitem Montisferetri, stipendiarios et complices suos et specialiter capitaneum, consilium et universitatem partis Lambertaciorum de Bononia, necnon potestates, capitaneos, consiliarios Forlivii, Cesene, et Forimpopuli civitatum, castri Brectenorii, aliorumque locorum provintie Romaniole adherentium Guidoni et aliis supradictis, ac universitates ipsorum, excessibus et contumacia exigentibus eorundem, necnon et contra alios occasione ipsorum, diversas monitiones, inhibitiones, comminationes, precepta et alios processus fecimus, excommunicationis et interdicti ac confiscationis sententias promulgare curavimus, penasque indicere, justitia suadente, sicut in processibus primo in Dedicationis basilice Principis Apostolorum, pontificatus nostri anno primo, deinde in Cene Domini, pontificatus nostri anno secundo, et demum in Ascensionis Dominice et Dedicationis ejusdem, pontificatus nostri eodem anno secundo, festis per nos super hoc habitis plenius continetur. Unde nos hec omnia et singula, sicut in processibus exprimuntur eisdem, tanquam nominatim et singulariter repetita, rata et firma manere, ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, in omnes singulares personas excommunicationis, in civitates vero castra et alia loca predicta, necnon et universitates ipsorum, interdicti sententias ex causis eisdem et propter auctam ipsorum contumaciam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis et a no-

bis prohibita prosequendo diutius, exigente ipsorum pertinatia, de fratrum nostrorum consilio, duximus promulgandas. Et nichilominus predictos Guidonem, stipendiarios, complices suos et specialiter capitaneum, consilium et universitatem partis Lambertaciorum de Bononia, potestates, capitaneos et consiliarios civitatum et castrorum predictorum, presente tunc fidelium multitudine copiosa, monuimus eisque districte precepimus, ut a suis excessibus, dampnis et injuriis nostris ac Romane Ecclesie desistentes omnino, ad nostra et ipsius Ecclesie mandata infra tunc instans festum Nativitatis Dominice humiliter redire curarent, de dampnis et injuriis supradictis omnique interesse, nobis et eidem Ecclesie Romane satisfactionem plenariam, competenti tempore, quod eis ad hoc a nobis prefigi contingeret, impensuri : alioquin omnes singulares personas excommunicationis, civitates vero, castra, aliaque loca predicta et universitates ipsorum, interdicti sententiis, quas ex tunc in illa protulimus, volumus subjacere; et nichilominus bona ipsorum, si qua forsan extra jurisdictionem temporalem ipsius Ecclesie obtinerent, mandaremus per eos, ad quos pertinere dinoscitur, confiscari; et supradictis personis singularibus, citra periculum mortis et mutilationis expositis, tam ipsis, quam civitatibus, castris, aliisque locis et universitatibus memoratis interdicere curaremus cum quibuslibet omne commertium et aliis quibuscumque cum eis, alias gravius contra eos spiritualiter et temporaliter, prout putaremus expediens, processuri. Postmodum etiam districte inhibere curavimus, ne aliqua ecclesiastica secularisve persona, cujuscumque dignitatis, honoris, preminentie vel conditionis existeret, vel universitatis seu communitatis civitatum castrorum aliorumque locorum, necnon monasteriorum, conventus, ecclesiarum, capitula seu collegia, prefatis Guidoni et aliis rebellibus ejusdem provincie ac eorum complicibus et fautoribus, equos, arma, vasa quevis apta cuicumque navigio, sub venditionis titulo vel aliter qualitercumque concedere, ac eis nuntios vel litteras destinare seu recipere ab eisdem, aut victualia seu fodrum, vel alia quelibet ministrare, sive cum eis in hujusmodi rebellione manentibus commertium vel participationem habere presumerent; vel alias prestare ipsis consilium, auxilium vel favorem publice vel occulte; ac in omnes et singulos qui hujusmodi nostre inhibitionis existerent transgressores, ex tunc excommunicationis sententia promulgata, civitates, castra et loca, necnon monasteria et ecclesias, que contrarium presumerent attemptare, subjecimus ecclesiastico interdicto : non obstantibus quibuscumque privilegiis vel indulgentiis Cistertiensibus, Predicatoribus, Minoribus vel aliis religiosis aut secularibus personis dignitatibus, civitatibus, castris, locis, collegiis vel universitatibus quibuscumque sub quavis forma vel expressione verborum ab eadem Sede concessis, que omnia quo ad hoc omnino viribus duximus vacuanda. Quia vero prefati Guido, stipendiarii, complices, capitaneus, consilium et universitas partis Lambertationum ipsorum, necnon dicti potestates, capitanei et consiliarii Cesene, Forlivii, et Forimpopuli civitatum, castri Brectenorii aliorumque locorum provintie supradicte hujusmodi monitiones, inhibitiones comminationes et precepta nostra dampnabiliter contempnentes, dampna et injurias nobis et eidem Ecclesie nephariis continuatis studiis irrogare non cessant, civitate Cerviensi et civibus qui ad nostra et ipsius Ecclesie mandata humiliter redierunt, et absolutionis ac relaxationis interdicti meruerunt beneficium obtinere, dumtaxat exceptis, penas et sententias predictas incurrisse denuntiamus eosdem, et tam in illos ex eisdem causis et propter continuatam auctamque eorum contumaciam, quam in personas, universitatem seu communitatem castrorum aliorumque locorum, necnon conventus, capitula seu collegia, si contra inhibitionem nostram venire temptaverint, de novo excommunicationis et interdicti sententias promulgamus, alias contra eos spiritualiter et temporaliter, prout expedire viderimus, actore Domino, processuri. Ut autem hujusmodi noster processus etc. usque, publicabunt, ita quod idem Guido et alii quos processus ipse, etc. Actum ut supra, »

463 Orvieto, 15 avril 1283.

Processus contra Perusinos in festo Dedicationis basilicae Apostolorum principis habitos innovat et approbat, dictosque Perusinos nisi infra instantis Paschae quindenam ad Ecclesiae mandata redierint, et Fulginatibus debitam satisfactionem impenderint, penam decem milium marcharum argenti incurrere decernit. — (Reg. 41, fol. 170; ann. III, Cur. nº 15.)

« *Processus contra Perusinos.* Martinus etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Quia .. potestas, .. capitaneus, consilium et commune Perusini assumpto superbie spiritu et per indevotionis devium pernitiosius oberrantes contra dilectos filios .. potestatem, capitaneum, consilium et commune Fuliginates et ecclesias ac loca ecclesiastica, singulares quoque personas de terris Romane Ecclesie in nostrum et ipsius Ecclesie contemptum non modicum nequiter procedentes, dampna illis gravia et enormes injurias, monitionibus, comminationibus et mandatis apostolicis ceterisque illis occasione hujusmodi penis impositis penitus vilipensis, ausu

irrogare nephario presumpserunt, nos contra Perusinos eosdem tam per nos, quam per venerabiles fratres nostros .. Tripolitanum et .. Balneoregensem episcopos, certos sub certa forma curavimus habere processus. Et demum predictorum Perusinorum pertinaci contumacia exigente, in festo Dedicationis basilice Principis Apostolorum transacto novissime penas et sententias supradictas et processus quoslibet habitos contra eos ratificantes, approbantes et etiam innovantes, jam dictos Perusinos, presente tunc fidelium multitudine copiosa, monuimus, eisque districte precipimus, ut dicti potestas et capitaneus personaliter, consilium vero et commune Perusini per syndicum ad hoc specialiter constitutum, infra tunc instans festum Natalis Domini, quod eis pro peremptorio termino assignavimus, coram nobis comparere curarent, nostris et Ecclesie memorate precise parituri mandatis, dictisque Fuliginatibus, de dampnis et injuriis illatis eisdem, satisfactionem plenariam impensuri, ac recepturi pro meritis et facturi alias quod eis propter premissa injungere curaremus : alioquin ex tunc ad exponendum personas citra mortis et mutilationis periculum captioni, et bona eorundem Perusinorum occupationi fidelium, et ad interdicendum ipsis cum quibuscumque aliis, et aliis quibuscumque cum eis, omne comertium, ac alias spiritualiter et temporaliter contra eos quando et prout facti qualitas suaderet et videremus expediens, actore Domino, procedere curaremus. Licet itaque ipsis in predicto peremptorio assignato eis termino contumaciter parere non curantibus, premissis nostris monitionibus et preceptis ad exequendas suprascriptas comminationes procedere non injuste possemus, adhuc tamen experiri volentes, an aliquod devotionis remanserit in eisdem, quod per nostre mansuetudinis rorem ipsorum jam quasi obstinata durities valeat emolliri, duriores contra ipsos processus ad presens duximus substinendos, eos nisi ad nostra Ecclesie mandata redeundo infra instantis festi Pasce quindenam sibi duxeri[n]t consulendum, de novo penam decem milium marcharum argenti nobis et eidem Ecclesie persolvendam decernentes incurrere eo ipso, aliis penis hactenus indictis eisdem in suo nichilominus robore duraturis, contra ipsos tanto gravius et durius quando et prout expedire videbimus processuri, quanto in presentiarum mitius agimus cum eisdem. Ut autem, etc. usque, publicabunt, ita quod iidem potestas, capitaneus, consilium et commune Perusini et alii, etc. Actum ut supra. »

464 Orvieto, 15 avril 1283.

In eundem modum processus contra Spoletanos in festo Dedicationis basilicae Apostolorum Principis habitos innovat et approbat, et in dictos Spoletanos, qui apostolicis mandatis obedire contumaciter contempserunt, interdicti de novo sententias promulgat, ipsosque, nisi infra instantis Paschae quindenam ad Ecclesiae mandata redierint, penam decem milium marcharum argenti incurrere decernit. — (Reg. 41 fol. 170 ; ann. III, Cur. nº 16.)

« *Processus contra Spoletanos.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Dudum .. potestate, .. capitaneo, .. consilio et communne Perusinis contra dilectos filios .. potestatem, .. capitaneum, consilium et commune Fulginates nequiter concitatis, nos cupientes futuris eventibus obviare .. potestati, capitaneo, consilio et communi Spoletanis sub certis spiritualibus et temporalibus penis districte mandavimus quod nullum Perusinis eisdem contra predictos Fulginates impenderent auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum. Et quia predicti Spoletani, mandatis et penis eisdem spretis, omnino in nostrum et Ecclesie Romane contemptum cum prefatis Perusinis contra Fulginates eosdem hostiliter procedere presumpserunt, alias Fulginatibus ipsis et aliis devotis Ecclesie dampna gravia et injurias irrogando, nos Spoletanos eosdem penas incurrisse prefatas et civitatem eorum subjacere interdicto ecclesiastico declarantes, nonnullos alios per nos et venerabilem fratrem nostrum .. Balneoregensem episcopum contra Spoletanos eosdem curavimus habere processus, nonnullas alias certas penas et sententias plenius continentes. Et licet exigentibus eorumdem Spoletanorum demeritis gravius potuissemus procedere contra ipsos, volentes tamen mitius agere cum eisdem, ipsos in festo Dedicationis basilice Principis Apostolorum transacto novissime, presente fidelium multitudine copiosa, monuimus, eisque districte precepimus, ut infra tunc instans festum Natalis Domini, quo eis pro peremptorio assignavimus termino, super premissis, ad nostra et Ecclesie mandata redire, dictisque Fulginatibus, tam communi quam civibus et aliis supradictis, de dampnis et injuriis per eosdem Spoletanos illatis eisdem satisfactionem plenariam exhibere curarent. Alioquin nos eos predictas incurrisse penas et sententias declarantes si secus facerent, prefatos potestatem, capitaneum, consilium et commune Spoletanos omnibus privilegiis et indulgentiis apostolicis, que omni robore vacuavimus, ac jure, jurisdictionibus, feudis et bonis in processibus eisdem expressis, quibus omnibus ex tunc dictos potestatem, consilium et commune Spoletanos apostolica auctoritate privavimus, decrevimus esse ac manere privatos, exclusionem episcopi, vicariorum et cleri Spoletanis

comminatam eisdem, tunc usque ad Apostolice Sedis beneplacitum prorogantes. Prenuntiavimus quoque Spoletanis eisdem, quod si ulterius contumaces existerent, contra eos spiritualiter et temporaliter, quando et prout facti qualitas suaderet et videremus expediens, procedere curaremus. Quia vero jamdicti Spoletani, velud in concepta nequitia affirmati, mandatis apostolicis obedire contumaciter contempserunt hactenus, et contempnunt, eos premissas incurrisse penas et sententias declarantes, nichilominus ex causis eisdem et propter eorum contumaciam continuatam diutius, et saltem diuturnitate temporis augmentatan, excommunicationis in singulares personas, universitatem vero ipsorum interdicti de novo sententias promulgamus. Et nisi ad nostra et ipsius Ecclesie mandata redeundo infra instantis Pasce quindenam sibi duxerint consulendum, eos penam decem milium marcharum argenti, nobis et eidem Ecclesie Romane solvendam incurrere decernimus eo ipso, aliis penis hactenus eis impositis in sua nichilominus remanentibus firmitate, contra ipsos gravius per spirituales et temporales penas, quando et prout expediens fore putabimus, processuri. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. Actum ut supra. »

465 Orvieto, 15 avril 1283.

Potestatem, consiliarios et communia Assisinatis et Nucerive civitatis ac de Spello et de Gualdo Nuceriae castrorum, qui cum Perusinos contra Fulginates hostiliter procedere praesumpserunt, ac spretis Apostolicis mandatis satisfactionem impendere condignam pertinaciter contempserunt, sententias contra se latas incurrisse denuntiat. — (Reg. 41, fol. 170 v°; ann. III, Cur. n° 17.)

« *Processus contra Asisinates et Nucerinos, ac de Spello et de Gualdo Nucerie castra.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Olim quia potestas, consiliarii et communia Asisinatis et Nucerie civitatum, ac de Spello et de Gualdo Nucerie, diocesis Spoletane, castrorum, spretis mandatis nostris sub certis spiritualibus et temporalibus penis factis eisdem, in nostrum et Ecclesie Romane contemptum, cum Perusinis contra dilectos filios .. commune ac cives Fulginates hostiliter procedere presumpserunt, tam eisdem communi et civibus quam aliis devotis Ecclesie dampna gravia et injurias irrogando, nos tantum nostrum et ipsius Ecclesie contemptum non valentes, sicut etiam nec debuimus, sub dissimulatione transire, de fratrum nostrorum consilio expresse declaravimus eosdem potestates, consiliarios et communia Asisinate et Nucerine civitatum, ac de Spello, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum predictorum et ipsorum singulos in dictas penas et latas contra eos interdicti et excommunicationis sententias incurrisse, precipientes interdum ipsum inviolabiliter observari, ac nichilominus injungentes potestatibus, consiliariis et communibus supradictis, ac eorum singulis, sub pena privationis omnium privilegiorum, indulgentiarum et gratiarum eis et eorum cuilibet a Sede Apostolica concessarum, et feudorum ac bonorum que a Romana vel aliis tenent ecclesiis aut monasteriis, ut infra tunc instans festum Natalis Domini, quod eis pro peremptorio assignavimus termino, dicti potestates et ipsorum quilibet personaliter, ipsaque consiliarii et communia et singula eorundem per sufficientes syndicos, ad hoc specialiter ordinatos, coram nobis comparere curarent, nostris et ejusdem Ecclesie mandatis plenarie paritura et communi, civitatis ac civibus Fulginatibus et aliis supradictis, de illatis ipsis per eos et ipsorum quoslibet dampnis et injuriis satisfactionem plenariam impensuri, recepturi quoque pro meritis et facturi, quod duceremus eis et eorum singulis injungendum; alioquin nos predictos potestates, consiliarios et communia Asisinate et Nucerine civitatum, de Spello quoque et de Gualdo Nucerie castrorum predictorum et eorum quodlibet ex tunc premissas incurrisse penas et sententias declarantes eos et ipsorum singulos, si exinde secus facerent, omnibus privilegiis, indulgentiis et gratiis que omni extunc robore vacuavimus, ac feudis et bonis eisdem, quibus omnibus ipsa et eorum quodlibet, apostolica extunc auctoritate privavimus, decernimus esse privatos. Prenuntiavimus quoque potestatibus, consiliariis et communibus Asisinatis et Nucerine civitatum et de Spello, de Cassia et de Gualdo Nucerie castrorum eisdem et eorum singulis, quod si ulterius in sua in devotione persisterent, contra eos et eorum quoslibet spiritualiter et temporaliter quando et prout facti qualitas suaderet et videremus expediens, procedere curaremus. Quia vero predicti potestates, consiliarii et communia civitatum et castrorum ipsorum velut in concepta malitia obfirmati, mandatis apostolicis obedire contumaciter contempserunt hactenus et contempnunt, nos eos predictas penas et sententias incurrisse, necnon et prefatis privilegiis, indulgentiis, gratiis, feudis et bonis de ipsorum fratrum consilio declarantes et decernentes esse privatos, processus graviores ad presens duximus sustinendos quanto cum eis in presentiarum benignius agimus, tanto nisi infra instantis Pasce quindenam ad nostra et Ecclesie mandate redierint gravius, quando et prout expedire viderimus, contra ipsos spiritualiter et temporaliter processuri. Ut autem hujusmodi noster

processus, etc. usque publicabunt; ita quod omnes quos processus ipse, etc. Actum ut supra. »

466 Orvieto, 15 avril 1283.

Processus contra .. potestatem, consilium et commune castri de Mevania, Spoletane diocesis, qui cum Perusinis contra Fulginates procedere praesumpserunt, in die festo Dedicationis basilicae Apostolorum Principis habitos ut superius innovat et approbat, ipsosque habitatores de Mevania, quia infra terminum Natalis Domini sibi peremptorie assignatum satisfactionem condignam, spretis mandatis Apostolicis, impendere contumaciter noluerunt, sententias excommunicationis et interdicti in se latas incurrisse denuntiat, eosque nisi infra instantis Paschae quindenam ad Ecclesiae mandata redire procurent, poenam quatuor millium marcharum argenti incurrere decernit. (Reg. 41, fol. 171; ann. III, Cur. nº 18.)

« *Processus contra illos de Mevania.* Ad certitudinem presentium —. Actum ut supra. »

467 Orvieto, 27 mai 1283.

Sententias contra Petrum, quondam regem Aragonum, latas ratas habet et confirmat, seque eum regio honore privavisse, et vassallos ipsius a juramento fidelitatis absolvisse, ad communem noticiam deducit; Siculos quoque, qui eidem adherent, simili sententia innodatos nunciat. — (Reg. 41, fol. 171 vº; ann. III, Cur. nº 19; — Potthast, nº 22026.)

« *Processus habitus contra Petrum quondam regem Aragonum.* Martinus etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Propter notorios excessus detestabiles et culpas horrendas Petri, quondam regis Aragonum, Dei et Ecclesie persecutoris infesti, contra nos, eandem Ecclesiam et carissimum in Christo filium nostrum Carolum Sicilie regem illustrem, regnum Sicilie ab Ecclesia ipsa tenentem, ejusque de illo vassallum, dampnabili presumptione in predicto regno commissos, contra dictum P. post ipsius contumatiam manifestam, cogente conscientia et urgente justitia, de fratrum nostrorum consilio procedentes, regnum Aragonie, ceterasque terras ipsius exponentes modo subscripto, ipsum sententialiter eisdem regno et terris, omnique regio honore privavimus, et privantes regnum et terras eadem exposuimus occupanda catholicis de quibus et prout Sedes Apostolica duceret providendum, in regnis et terris eisdem prefate Romane Ecclesie jure salvo; vassallos quoque ipsius quos, ut premissorum processuum continentia seriosa declarat, a juramento fidelitatis, si quo tenebantur eidem, jam duximus absolvendos, denuntiantes jam penitus absolutos, et denuo ab eodem et a quolibet fidelitatis vinculo et homagio expressius absolventes, ac eundem Petrum, Siculos, complices et fautores eorum omnesque alios singulares qui predictas monitiones, inhibitiones et comminationes dampnabiliter contempserunt, excommunicationis universitates, civitates vero, castra et loca cetera denuntiavimus interdicti sententiis subjacere, ipsos et ipsa ex causis eisdem et propter continuatam auctamque contumatiam eorundem similibus sententiis supponentes. Universis preterea Christi fidelibus cujuscumque conditionis, preminentie sive status, etiam si dignitate pontificali seu regia forsitan decorentur, et specialiter archiepiscopis, episcopis, aliisque inferioris gradus prelatis et personis ecclesiasticis, religiosis cujuscumque religionis aut ordinis et secularibus, ipsique Petro, comitibus, vicecomitibus, baronibus, universitatibus civitatum, castrorum ceterorumque locorum, ac universis incolis et habitatoribus eorundem regni et terrarum quibus dictum P. tunc Aragonum regem privavimus, duximus inhibendum ne ipse. P. de dictis regno et terris ex tunc se aliquatenus intromitteret, neve ceteri supradicti eidem. P. vel aliis quibuscumque contra predictas privationem et expositionem aut prosequentes easdem, per quos dicta regnum et terras occupanda Sedes eadem provideret, temptantibus se opponere, quoquomodo assisterent, vel qualitercumque faverent sive prestarent in hoc consilium, auxilium seu favorem publicum vel occultum, quacumque occasione quesita vel pretextu alicujus homagii vel cujuscumque colligationis, confederationis, societatis, seu cujusvis conventionis aut jure contracte antea sive in posterum contrahende, etiam si colligationes, confederationes, societates et conventiones hujusmodi et alia supradicta penarum adjectionis, litterarum vel juramenti seu cujuslibet alterius essent vinculo firmitatis innexa. Nos enim colligationes, confederationes, societates et conventiones ceteraque hujusmodi premissa, quo ad hoc de plenitudine dissolvimus potestatis, juramenta super illis prestita, penasque propterea premissas penitus relaxantes, et universos ac singulos qui eas contraxerant, se ad observantiam earundem quantumcumque sollempniter astringendo, ab ipsarum in premissis observatione penitus absolventes. Specialiter autem archiepiscopis, episcopis et ceteris personis ecclesiasticis, comitibus, vicecomitibus, baronibus, incolis et habitatoribus supradictis eorundem regni Aragonie ac terrarum expresse prohibere curavimus ne dictum Petrum, olim regem Aragonum, pro rege vel domino reciperent vel haberent, neve sibi obedirent, vel intenderent aut ipsi, vel alii pro eo, de redditibus vel obventionibus, sive juribus regalibus seu ratione dominii

debitis responderent, vel aliquam satisfactionem impendere sub quocumque velamine attemptarent. Alioquin memoratum Petrum quondam regem et omnes singulares personas, cujuscumque forent preminentie, conditionis, aut status ecclesiastici vel mundani, etiam si regalis dignitatis honore fulgerent, excommunicationis, civitates vero, castra, villas et loca cetera necnon universitates ipsarum que predictas inhibitiones, vel earum aliquam preterire propria temeritate presumerent, interdicti sententiis quas ex tunc protulimus, decrevimus subjacere, non obstantibus quibuslibet privilegiis vel indulgentiis, quibuscumque imperatoribus, regibus, principibus, archiepiscopis seu quibuslibet prelatis aliis, Cisterciensibus, Predicatoribus, Minoribus, Hospitalariis, Templariis, seu religiosis aliis et secularibus personis, etiam in dignitate qualibet constitutis, civitatibus, castris, locis, communitatibus, collegiis vel quibusvis universitatibus sub quacumque verborum forma vel expressione ab eadem Sede concessis et quibuslibet aliis indulgentiis ejusdem Sedis per quas nostri processus effectus impediri possit quomodolibet vel differri. Que quidem omnia privilegia et indulgentias quo ad hoc omnino duximus viribus vacuanda, apertius nichilominus predicentes quod contra hujusmodi presumptores et specialiter contra dictos prelatos, religiosos, comites, vicecomites, barones, incolas, habitatores, civitates, castra, villas et alia loca et universitates ipsorum, ad privandum eos et ea quibuslibet privilegiis, indulgentiis, immunitatibus, sive gratiis ipsis ab eadem Sede concessis, necnon terris, feudis et juribus que a prefata Romana vel aliis quibuscumque tenent ecclesiis, ac alias gravius spiritualiter et temporaliter quando et sicut facti qualitas suaderet ac putaremus expediens, procedere previa divina gratia curaremus, sicut hec omnia in serie dicte contra eum late sententie plenius continentur. Cumque idem Petrus nec per hec a pretactis suis reprimeretur excessibus nec a sua iniquitate cepta desisteret, sed ei contumaci animo semper insisteret, ipsam non solum dolis et solitis insidiis prosequens, sed et aliis conatibus diversis augmentans, nos in die Cene Domini transacto novissime presente tunc multitudine copiosa fidelium, ipsum ex causis variis vinculo excommunicationis astrictum de novo ex causis eisdem et propter sue inique contumatie ac iniquitatis contumacis augmentum simili vinculo innodantes, omnes processus contra eum habitos, et specialiter premissam latam contra ipsum expositionis et privationis sententiam de ipsorum fratrum consilio ratificantes expresse, ratosque manere decernentes ac firmos, et auctoritate apostolica nichilominus approbantes, premissas omnes et singulas inhibitiones, necnon homagii prestiti sive facti, colligationum, confederationum et conventionum quarumlibet dissolutiones et relaxationem juramenti ac penarum adjectarum in ipsis sub eisdem penis et sententiis duximus innovandas. Et nichilominus manifeste prediximus nos contra universos et singulos dictis inhibitionibus non parentes, prout circumstantie suaderent excessuum, penis spiritualibus et temporalibus quando et prout fore videremus expediens processuros. Cum autem memoratus Petrus nec tantis et talibus remediis ab assumpta nequitia compescatur, sed eam contumacius prosequens, et de sui perversi obstinatione propositi tam in adductione uxoris et filiorum suorum in insula Sicilie, sicut fertur, quam alias plura et manifestiora solitis exhibens, argumenta, monitionibus et prohibitionibus preceptis et etiam sententiis apostolicis non absque gravi contemptu clavium vilipensis, cotidie in continuatione sue contumatie intumescat, nos omnes processus contra rebelles Siculos, qui eidem Petro qualitercumque in pertinatia sue iniquitatis adherent et contra ipsum. P., necnon et contra quoslibet alios seu quoad quoslibet alios occasione ipsorum Petri et Siculorum habitos, de fratrum eorundem consilio denuntiantes et nichilominus decernentes et statuentes plenum robur firmitatis habere, ipsum. P. licet alias suis exigentibus demeritis, diversis excommunicationis sententiis innodatum, tamquam predictarum monitionum, inhibitionum ac certorum nostrorum processuum, et specialiter ratione regni Aragonie aliarumque terrarum quibus idem P. privatus extitit habitorum, notorium contemptorem necnon et alias qui eadem contempserunt denuntiamus latas, ut premittitur, contra contemptores inhibitionum et processum eorundem sententias incurrisse, ac nichilominus eundem P. de novo ex causis premissis et precipue propter contumatie tam gravis augmentum simili sententia innodamus, contra eum et quoslibet alios cujuscumque sint dignitatis, preminentie, conditionis aut status ecclesiastici vel mundani, qui predicta monitiones, prohibitiones sive precepta nostra quomodolibet preterire presumpserint, quando et prout circumstantie facti suaserint ac expedire viderimus gravius, spiritualiter et temporaliter actore domino processuri. Ut aut hujusmodi noster processus etc., usque : publicabunt. Ita quod dictus Petrus et alii quos processus ipse contingit etc., usque : publicantur. Actum apud Urbemveterem in platea dicte majoris ecclesie in die Ascensionis Domini, pontificatus nostri anno tertio. »

468 Orvieto, 27 mai 1283.

Interdicti et excommunicationis sententias contra Conradum

de Antiochia latos renovat et confirmat. — (Reg. 41, fol. 172 v°; ann. III, Cur. n° 10.)

« *Processus contra Conradum de Antiochia*. Martinus etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Contra Conradum de Antiochia nec non et contra alios ejus occasione ac etiam contra adherentes et dantes eidem auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, post diversa monitiones, inhibitiones, comi-nationes et precepta, dampnabiliter contempta per ipsum, exigentibus ejus contumatia et excessibus, excommunicationis et interdicti sententias varias promulgavimus, penas indiximus et alios diversos et varios processus in die Cene Domini proximo preterito, et aliis diversis retro temporibus fecimus, justitia suadente, sicut in processibus per nos super hoc habitis et sollempniter publicatis plenius continetur. Que quidem omnia et singula in processibus ipsis expressa tanquam nominatim et singulariter repetita ratificantes et approbantes, rata et firma manere ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, in dictum Corradum excommunicationis et in terram ipsius interdicti sententias ex causis eisdem et propter pertinacem dicti Corradi et aliorum predictorum auctam contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis, ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum nostrorum consilio promulgamus. Ut autem hujusmodi etc., usque; publicabunt; ita quod illi quos processus ipse, etc. Actum ut supra. »

469 Orvieto, 27 mai 1283.

Processus contra Guidonem dictum comitem Montisferetri in die Coenae Domini habitos renovat, sententiasque contra eum et complices ejus latas ratas habet. — (Reg. 41, fol. 172 v°; ann. III, Cur. n° 21.)

« *Processus contra Guidonem, dictum comitem Montisferetri*. Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. In die Cene Domini proximo preterito et aliis diversis retrotemporibus, contra Guidonem, dictum comitem Montisferetri, stipendiarios et complices suos, et specialiter contra .. capitaneum, consilium et universitatem partis Lambertatiorum de Bononia, necnon potestates, capitaneos, consiliarios Forlivii, Cesene, Forimpopuli civitatum, castri Brectenorii, aliorumque locorum provincie Romaniole adherentium Guidoni et aliis supradictis, ac ipsorum universitates, necnon et contra alios eorum occasione, ac etiam contra adherentes et dantes eis auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, post diversa monitiones, inhibitiones, cominationes et precepta, dampnabiliter contempta per ipsos, excessibus et contumatia exigentibus eorundem, excommunicationis et interdicti sententias varias promulgavimus, penas indiximus, et alios varios processus fecimus, justitia suadente, sicut in processibus per nos super hoc habitis et sollempniter publicatis plenius continetur. Que quidem omnia et singula in processibus ipsis expressa tamquam nominatim et singulariter repetita ratificantes et approbantes, rata et firma manere, ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, in omnes singulares personas excommunicationis, in civitates vero, castra et alia loca predicta, necnon et universitates eorum interdicti sententias ex causis eisdem et propter pertinacem ipsorum Guidonis et aliorum auctam contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum nostrorum consilio promulgamus. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. ut supra. »

470 Orvieto, 27 mai 1283.

Processus contra potestates, capitaneos, consiliarios et communia Perusinae, Spoletanae, Assisinatis et Nucerinae civitatum, ad de Spello, de Gualdo Nucerinae et de Mevania castrorum habitos ratos habet et innovat, sententiasque adversus eos promulgatas approbat. — (Reg. 41, fol. 173; ann. III, Cur. n° 22.)

« *Processus contra Perusinos, Spoletanos et alios suos complices*. Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Propter graves et multiplices excessus perpetratos et continuatos diutius in nostrum et Ecclesie Romane contemptum, per potestates, capitaneos, consiliarios et communia Perusine, Spoletane, Asisinatis et Nucerine civitatum, ac de Spello, de Gualdo Nucerie et de Mevania castrorum, Spoletane diocesis, contra dilectos filios .. potestatem, .. capitaneum, consilium et commune Fuliginates ac bona ipsorum, in die Cene Domini proximo preterito et aliis diversis retrotemporibus contra potestates, capitaneos, consiliarios et communia ipsa, necnon et contra alios ipsorum occasione, ac etiam contra adherentes et dantes eis auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, post diversa monitiones, inhibitiones, comminationes et precepta, dampnabiliter contempta per ipsos, excessibus et contumatia exigentibus eorundem, excommunicationis et interdicti sententias varias promulgavimus, penas indiximus et alios diversos et varios processus fecimus, justitia suadente, sicut in processibus per nos habitis super hoc et

sollempniter publicatis plenius continetur. Que quidem omnia et singula in processibus ipsis expressa tanquam nominatim et singulariter repetita ratificantes et approbantes, rata et firma manere, ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, ac in omnes et singulares personas excommunicationis, in civitates vero et castra predicta, interdicti sententias ex causis eisdem et propter pertinacem ipsorum auctam contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum nostrorum consilio promulgantes, nichilominus, quia per continuationem et multiplicationem excessuum crevit postmodum pertinatia eorundem, ut aucte ipsorum contumatie accumulatio pene non desit eis omnibus, Perusinis, videlicet sub duodecim milium, Spoletanis sub totidem, Asisinatibus sub decem milium, Nucerinis sub quinque milium, aliis vero de Spello, de Gualdo et de Mevania sub totidem, videlicet quinque milium marcharum argenti penis, de novo districte precipimus, ut ab hostili impugnatione Fuliginatum eorundem abstinentes omnino, eisdem potestati, capitaneo, consilio et communi Fuliginatibus, de illatis dampnis et injuriis satisfactionem plenariam exhibere, ac nichilominus infra festum beatorum apostolorum Petri et Pauli ad nostra et ipsius Ecclesie mandata redire procurent. Quod si ab impugnatione hujusmodi abstinere et ad nostra et Ecclesie predicte mandata, ut predicitur, redire contempserint, nos aliis penis hactenus indictis eisdem et sententiis latis, ac processibus habitis contra eos ratis omnino manentibus, eosdem potestates, capitaneos, consiliarios et communia et eorum quoslibet, in sua pertinatia permanentes, penas in presenti processu contentas ex tunc incurrere decernimus ipso facto; alias contra eos spiritualiter et temporaliter prout expedire viderimus, actore Domino, processuri. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. usque in fine. »

471 Orvieto, 8 juin 1283.

.. episcopo Castellano mandat quatinus ad Venetiam accedens, in ecclesia sancti Marci seu alio loco ydoneo processus contra Petrum, regem Aragonum, et complices ejus habitos legi faciat, omnesque qui dictis Petro et fautoribus ejus auxilium prestiterint excommunicationis sententiis innodatos denuntiet (Reg. 41, fol. 173 ; ann. III, Cur. nº 23.)

« .. *episcopo Castellano.* Refert temporis exacti memoria quod nobilis Venetiarum civitas et insignis universitas Venetorum ea erga Deum et Romanam Ecclesiam devotionis hactenus integritate resplenduit, ut eidem Ecclesie assistens in prosperis nec deficiens etiam in adversis illius indevotos horruerit, persecutores quasi proprios hostes habuerit, et humiliter ipsius Ecclesie parendo mandatis et monitis, non solum illis favere sed et communionem eorum quamlibet prout decet catholicos evitavit. In hiis olim in laudabili universitate predicta nulla solebat apparere diversitas, nullum dissonantie murmur obstrepere, nulla dissidentia resonare : propter quod si consonent facta relatibus, admirationis immo et turbationis occasio ex eo non leviter occurit quod licet contra Petrum, quondam regem Aragonie, insule Sicilie invasorem, rebellesque Siculos variis per nos processibus habitis, inter multa que in processibus continentur eisdem, expresse ac districte duxerimus inhibendum ipsis P. et rebellibus quocumque dolo, arte vel machinatione prestari auxilium, consilium, seu favorem publicum vel occultum, ipsiusve Petri litteras, vel nuntios recipi aut destinari eidem, in nostrum, ipsius Ecclesie seu carissimi in Christo filii nostri Caroli Sicilie regis illustris, quem notorium est regnum Sicilie ab Ecclesia ipsa tenere, prejudicium vel gravamen, in contrarium presumentes diversis excommunicationum sententiis promulgatis. Nonnulli tamen de universitate predicta dampnabiliter a laudabilibus predecessorum suorum semitis, sicut intelleximus, deviantes, in eam prorumpunt temeritatis audatiam, quod non solum memorati Petri contra predictam prohibitionem, nuntios vel litteras recipere ipsique mittere non verentur, verum etiam alios, ne contra Petrum et rebelles eosdem nobis, Ecclesie ac regi prefatis assistant in nostrumve procedant auxilium contra illos malitiose impedire presument, per quod non est dubium, ipsos sepefatis Petro et rebellibus, dum ipsius P. propulsari malitiam, dictosque rebelles a presumpta rebellione revocare prepediunt, et favorem manifestum impendere, et ut in sua nequitia persistere valeant, auxilium impertiri, eosque per consequens dictarum sententiarum laqueos nullatenus evitare .. Licet autem dictos processus, premissas prohibitiones, sententias et alia continentes frequenter presente multitudine copiosa fidelium duxerimus publicandos, ita quod nulla potest in hoc ignorantia excusabilis allegari, ut tamen excusationis hujusmodi allegatio evidentius adimatur, processus eosdem sub bulla nostra tibi per latorem presentium destinantes, fraternitati tue per apostolica scripta in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus personaliter absque more dispendio ad predictam civitatem accedens, in ecclesia Sancti Marci vel platea ipsius seu alio loco civitatis ejusdem ubi comodius fore putaveris, clero et populo convocatis, processus eosdem seriatim legi faciens, et per te vel per alium exponens aper-

tius in vulgari, omnes cujuscumque sint dignitatis, preminentie, conditionis aut status, qui contra premissas prohibitiones nostras memorati Petri nuntios vel litteras receperunt, aut suas miserunt eidem, sibive ac prefatis rebellibus pretactum prestiterunt auxilium, consilium vel favorem, generaliter denunties premissis sententiis innodatos. Et nichilominus ipsi ac universis et singulis de universitate predicta, ut a similibus prorsus abstineant sub sententia simili, auctoritate apostolica districte inhibere procures, nobis quicquid super hiis actum fuerit per tuas patentes litteras harum seriem continentes plenius rescripturus. Dat. apud Urbemveterem, VI idus junii, anno tertio. »

472 Orvieto, 17 juin 1283.

B., episcopo Portuensi, in Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus, ac in Ravennate, Mediolanensi, Januensi et Pisana provintiis et in eorundem ac in Bononiensi, Lunensi, Ferrariensi, Papiensi, Placentina et Castellana civitatibus et diocesibus, necnon et generaliter in Lombardiae, totius Romaniolae, Tusciae quoque in Imperio constitutis, Marchiae Tarvisinae ac Venetiarum partibus plenae legationis officium committit. — (Reg. 41, fol. 173 v°; ann. III, Cur n° 24; — Potthast, n° 22038.)

« *Venerabili fratri B., episcopo Portuensi, Apostolice Sedis legato.* Celestis pater omnipotens —. Dat. apud Urbemveterem, XV kal. julii anno tertio. »

472 *a*

Infrascriptis mandat quatinus eodem legato humiliter intendant. — (Reg. 41, fol. 174.)

« *In eundem modum venerabilibus fratribus .. Aquilegensi et .. Gradensi patriarchis, ac .. Ravennati, .. Mediolanensi, .. Januensi et .. Pisano archiepiscopis ac eorum suffraganeis, necnon .. Bononiensi, .. Lunensi, .. Ferrariensi, .. Papiensi, .. Placentino et Castellano ac universis aliis episcopis, et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus decanis, archidiaconis, prepositis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum prelatis ac capitulis, collegiis et conventibus ceterisque personis ecclesiasticis secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis, necnon Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani et militie Templi preceptoribus et magistris tam in Aquilegensi et Gradensi patriarchatibus quam in Ravennati, Mediolanensi, Januensi, Pisana ac Bononiensi, Lunensi, Ferrariensi, Papiensi, Placentina et Castellana civitatibus, dioecesibus ac provintiis, necnon et generaliter in Lombardie, totius Romaniole, Tuscie quoque in Imperio, Marchie Tervisine ac Venetiarum partibus constitutis, salutem etc.* Celestis pater etc. — Dat. ut supra. »

472 *b* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem exercendi censuram ecclesiasticam in omnes qui circa ipsum vel familiam ipsius injuriosi extiterint et de injuria illata non satisfacerint competenter, vel in loca in quibus injuria hujusmodi facta fuerit, si tamen eorumdem locorum domini ipsi facere satisfactionem impendi neglexerint, concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 174 v°.)

« *Venerabili fratri B. episcopo Portuensi Apostolice Sedis legato.* Cum te ad —. Dat. ut supra. »

472 *c* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem puniendi patriarchas, archiepiscopos, episcopos caeterasque personas ecclesiasticas ejus legationis, quae ei circa ejusdem legationis officium parere neglexerint, ac eosdem a spiritualium et temporalium administratione suspensos ad Apostolicam Sedem mittendi facultatem concedit. — (Reg. 41, fol. 174 v°.)

« *Eidem.* Cum te, etc. usque : destinemus. Nos volentes ut summotis impedimentis quibuslibet negotia hujusmodi felicem subsequentur effectum exercendi censuram ecclesiasticam in omnes illos qui in eundo, stando aut redeundo circa te vel familiam tuam injuriosi extiterint, si injuriatores ipsi a te moniti de injuria illata tibi et dicte familie non satisfecerint competenter, et in loca in quibus injuria hujusmodi facta fuerit, si tamen eorundem locorum domini, qui laici fuerint, requisiti neglexerint facere tibi vel dicte familie hujusmodi satisfactionem impendi, non obstante si est aliquibus a Apostolica Sede indultum quod interdici — fraternitati tue plenam et liberam concedimus auctoritate presentium facultatem. Dat. ut supra. »

472 *d* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem privandi quoslibet religiosos cujuscumque ordinis, qui super negotiis ei commissis ab eo moniti parere contempserint, omnibus indulgentiis et privilegiis eis ab Apostolica Sede concessis, potestatem concedit.

« *Eidem.* Cum te. — Dat. ut supra. »

472 e Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem convocandi ad ejus praesentiam ecclesiarum praelatos et alios quoscumque fideles ejus legationis, quandocumque expedire viderit, et injungendi quae utilia fore putaverit, ac invocandi eorum auxilium contra quoscumque personas ejus legationis quae ei non paruerint vel eum impedire praesumpserint, ac compellendi per censuram apostolicam eosdem praelatos ac fideles ad impendendum ei auxilium concedit facultatem.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 f Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut in magnis colloquiis et congregationibus, quae occasione negotiorum ejus legationis infra dictae legationis fines fieri contigerit, et in festis solemnibus omnibus vere poenitentibus et confessis qui ad dicta colloquia, congregationes et solemnia accesserint, annum et quadraginta dies de injunctis poenitentiis relaxare valeat.

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472 g Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut si contigerit eum legationis partes egredi, possit reingredi ad easdem ac legationis officium libere exercere.

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472 h Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit facultatem dispensandi cum ecclesiarum praelatis et personis ecclesiasticis ejus legationis super irregularitate quam contraxerint ferendo in alios, contra constitutionem Innocentii papae, excommunicationis sententiam sine scriptis, et non abstinendo a divinis, juxta tenorem ejusdem constitutionis.

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472 i Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit facultatem dispensandi cum personis ecclesiasticis ejus legationis super irregularitate quam contraxerint ex eo quod excommunicatae receperint ordines et ministrarint, in ipsis, aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti innodatae sententiis divina officia celebrarint, vel se immiscuerint eisdem. — (Reg. 41, fol. 175.)

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 j Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem absolvendi illos qui per judices a Sede Apostolica delegatos ac eorum subdelegatos excommunicati fuerint facultatem concedit.

« *Eidem.* Ad audientiam nostram pervenit quod in terris tue legationis nonnulli per judices a Sede Apostolica delegatos et subdelegatos ab eis sunt excommunicationis sententiis innodati, a quibus comode non possunt absolvi pro eo quod aliqui judicum ipsorum quibus in hoc alii non succedunt, viam sunt universe carnis ingressi, quorundam vero copia de facili haberi non potest, aliquorum etiam jurisdictio expiravit. Nos itaque in hoc tuam volentes honorare personam et per honorem tibi exhibitum excommunicatis hujusmodi providere, absolvendi tales juxta formam Ecclesie per te vel per alium aut alios ab hujusmodi excommunicationum sententiis, prius ab eis satisfactione impensa, super hiis pro quibus in eos hujusmodi sententie sunt prolate, fraternitati tue liberam concedimus auctoritate presentium facultatem. Dat. ut supra. »

472 k Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem providendi, auctoritate apostolica, viginti personis idoneis in ecclesiis ejus legationis, « de beneficiis ecclesiasticis, prebendis, personatibus et dignitatibus cum cura vel sine cura, videlicet uni in ecclesia una tantum, si vacet ibidem ad presens vel quamprimum ad id obtulerit se facultas », et faciendi easdem personas in singulis ecclesiis, in canonicos seu clericos et in fratres recipi, facultatem concedit.

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472 l Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem privandi clericos seculares ejus legationis quos indevotos, ingratos et inobedientes in hiis quae spectant ad dictae legationis officium invenerit, omnibus gratiis illis a Sede Apostolica concessis, potestatem concedit.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *m* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem injungendi dilectis filiis fratribus Predicatorum et Minorum ac aliorum ordinum, infra ejus legationis terminos constitutis, quaecumque utilitati negotiorum sibi commissorum viderit expedire facultatem concedit.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *n* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut cum quibuslibet religiosis personis ejus legationis, cujuscumque sint ordinis, quae commiserint symoniacam pravitatem dispensare possit. — (Reg. 41, fol. 175 vº.)

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *o* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut quotiescumque contigerit eum proponere verbum Dei, consecrare altaria, vel ecclesias aut moniales benedicere, omnibus vere poenitentibus et confessis qui praesentes fuerint unum annum et quadraginta dies de injunctis poenitentiis relaxare valeat.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *p* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut omnibus vere poenitentibus et confessis qui ad fabricas ecclesiarum partium ejus legationis, hospitalium, itinerum et pontium manum adjutricem porrexerint, usque ad quadraginta dies de injunctis poenitentiis relaxare valeat.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *q* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem tribuit facultatem concedendi licentiam nobilibus mulieribus quod earum quaelibet cum decenti comitiva mulierum, semel in anno, durante ejus legatione, possint monasteria ejusdem legationis causa devotionis intrare, non obstantibus ordinum quibuslibet statutis, dummodo eaedem nobiles in monasteriis non comedant nec pernoctent.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *r* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem faciendi recipi clericos suos in ecclesiis ejus legationis « si ad illorum, ad quos collatio prebendarum in eisdem ecclesiis pertinet, assensus accedat, unum videlicet in ecclesia una tantum, in canonicos et in fratres, ac providendi eorum cuilibet de praebenda nulli alii de jure debita, si vacant ibidem ad presens vel quamprimum ad id obtulerit se facultas », concedit potestatem.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *s* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem declarat quod suae intentionis existit quod per specialiter ei commissa hiis quae ei ratione legationis competunt in nullo derogetur. — (Reg. 41, fol. 175 vº.)

« *Eidem*. Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472 *t* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem absolvendi tam clericos quam laicos ejus legationis qui portaverint arma, ferrum, ligna et victualia Sarracenis impugnantibus Christianorum terras ab excommunicationis sententia quam propter hoc incurrerunt, et dispensandi cum eisdem clericis super irregularitate si quam contraxerunt sic ligati divina officia celebrando, vel puniendi tales gravius, facultatem concedit.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *u* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit facultatem compellendi patriarchas, archiepiscopos, episcopos, abbates et priores monasteriorum et prioratuum Cisterciensis, Cluniacensis, Praemonstratensis, Camaldulensis, Vallis Umbrosae, Sancti Benedicti, Sancti Augustini et aliorum ordinum, ac preceptores, magistros, et fratres domorum Militiae Templi, Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, Sanctae Mariae Theotonicorum et Calatravensis ac aliarum ecclesiarum et domorum, praelatos et clericos tam exemptos quam non exemptos, ad providendum in necessariis nuntiis ejus, quos pro negotiis ei commissis ad aliquas partes duxerit destinandos.

« *Eidem*. Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472 *v* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit facultatem recipiendi tam in absentia quam in praesentia procurationes a patriarchis, archiepiscopis et episcopis, et electis, abbatibus, prioribus, decanis, archidiaconis, praepositis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum prae-

latis ac ecclesiasticis personis secularibus et religiosis et aliis ecclesiarum capitulis et conventibus exemptis et non exemptis Cisterciensis, Cluniacensis, Praemonstratensis, Camaldulensis, Vallis Umbrosae et Sancti Benedicti, Sancti Augustini et aliorum ordinum, necnon a magistris et praeceptoribus domorum Militiae Templi et Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, Sanctae Mariae Theotonicorum et Calatraven[sis] partium ejus legationis, et contradictores compescendi.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*w* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut si unus locus ejus legationis per se integram procurationem commode praestare non valeat, a pluribus hujusmodi procurationem exigere possit.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*x* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem conferendi beneficia ecclesiastica in legationis terminis, quorum collatio ad Sedem Apostolicam devoluta fuerit, concedit facultatem.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*y* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut clerici ejus proventus beneficiorum suorum durante legatione integraliter percipere valeant, « etiam si aliqui ex clericis ipsis fortasse primam residentiam non fecerint ».

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472*z* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem exercendi censuram ecclesiasticam in quascumque personas ecclesiasticas vel saeculares ejus legationis concedit facultatem.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*aa* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem assumendi et retinendi ad sua obsequia et sub sua obedientia quocumque et quoscumque voluerit de fratribus Praedicatorum et Minorum ordinum ejus legationis, ac mittendi illos vel alios ex eisdem ordinibus ubicumque viderit oportunum, committendi illis negotiorum quorumcumque executionem, compescendi quoque contradictores, eisdem insuper fratribus dandi propter hoc licentiam equitandi concedit facultatem. — (Reg. 41, fol. 176 v°.)

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*bb* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut « si alique persone ecclesiastice seculares vel etiam regulares, cujuscumque ordinis vel dignitatis extiterint, ejus legationis, excommunicate, suspense vel etiam interdicte susceperint ordines vel in illis ministraverint, seu divina celebrarint officia aut se illis immiscerint », possit cum eis, postquam rite fuerint absolutae, super irregularitate quam inde contraxerint misericorditer dispensare.

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*cc* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem committit ut si post iter versus partes ejus legationis aliquem de clericis quos retinuerit tanquam domesticos commensales decedere vel beneficiis ipsius ecclesiasticis — etiam si sint personatus vel dignitates et curam habeant animarum — in manibus ejus cedere contigerit, possit hujusmodi beneficia conferre personis idoneis, et facere illos quibus ea contulerit in ecclesiis, in quibus dicta beneficia consistunt, in canonicos et in fratres admitti.

« *Eidem.* Cum te ad. — Dat. ut supra. »

472*dd* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem concedit ut evectiones quot commissis ei negotiis viderit expedire, ducere libere valeat constitutione generalis concilii non obstante (Reg. 41, fol. 177 r°.)

« *Eidem.* Cum te etc. — Dat. ut supra. »

472*ee* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem « vocandi ad se quoscumque et quotcumque Praedicatorum, Minorum et aliorum quorumlibet ordinum fratres ejus legationis, necnon dandi illis licentiam ingrediendi secum monasteria monialium et etiam equitandi » concedit potestatem.

« *Eidem.* Ut in commissis —. Dat. ut supra. »

472 *ff* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem indulget « ut si eum ad aliqua loca ecclesiastico interdicto supposita declinare contigerit, possit ibidem cum omnibus clericis et familiaribus suis, excommunicatis et nominatim interdictis exclusis, clausis januis, non pulsatis campanis ac submissa voce audire divina officia et etiam celebrare ac facere celebrari ».

« *Eidem*. Devotionis tue precibus —. Nulli ergo [etc.], nostre concessionis etc. Dat. ut supra. »

472 *gg* Orvieto, 17 juin 1283.

Eidem excommunicatos civitatis et dioecesos Bononiensis ac provinciae Romaniolae absolvendi interdictisque interdictum relaxandi concedit facultatem.

« *Eidem*. Romana mater Ecclesia —. Cum itaque nonnulli clerici, nobiles et alii laici civitatis et diocesis Bononiensis necnon universitates civitatum, castrorum, villarum et aliorum locorum ac etiam singulares persone tam ecclesiastice quam seculares provintie Romaniole occasione rebellionis per eos contra Romanam Ecclesiam habite auctoritate Apostolice Sedis excommunicationis, suspensionis et interdicti sententiis sint ligati, nos, de tua circumspectione plenam in Domino fidutiam obtinentes, ut si clerici, nobiles et alii laici prefati universitates et alie predicte persone tam ecclesiastice quam seculares, tangente Domino cor illorum, humilitatis indicia pretendentes, ejusdem Ecclesie misericordiam implorare ac ad ipsius mandata redire voluerint, absolvendi auctoritate nostra per te vel per alium aut alios hujusmodi excommunicatos et suspensos juxta formam Ecclesie, ac interdictum predictum relaxandi, injuncto eis quod de jure fuerit injungendum, plenam et liberam tibi concedimus auctoritate presentium facultatem. Dat. ut supra. »

472 *hh* Orvieto, 22 juin 1283.

Eidem, cum nonnulli clerici et laici partium ejus legationis pro fractionibus ac incendiis ecclesiarum et locorum ecclesiasticorum excommunicationis sententiam incurrerint, absolvendi dictos excommunicatos « etiam si per locorum diocesanos excommunicati denuntiati fuerint, dummodo injuriam et dampna passis satisfaciant competenter », concedit facultatem.

« *Eidem*. Cum sicut accepimus —. Dat. apud Urbemveterem, X kal. julii, anno tertio. »

472 *ii* Orvieto, 22 juin 1283.

Eidem concedit facultatem dispensandi cum viginti clericis legationis ejus partium defectu natalium patientibus, quod hujusmodi non obstante defectu possint ad omnes ordines promoveri, et ecclesiasticum beneficium, etiamsi curam animarum habeat, obtinere « dummodo non sint de adulterio vel incestu seu regularibus aut presbyteris procreati, sive paterne incontinentie sectatores ».

« *Eidem*. Volentes ut spiritualium —. Dat. ut supra. »

472 *jj* Orvieto, 22 juin 1283.

Eidem mandat quatinus approbet vel reformet, prout viderit expedire, tractatus a Guidone de Monteforti, capitaneo exercitus Ecclesiae in Romaniola, cum Guidone dicto comite de Montefeltro habitos ; — caeterum ei concedit facultatem cautiones a quibuscumque recipiendi, quaslibet personas terrafinandi, capitaneos, rectores dicti exercitus et officiales de omnibus locis Romaniolae removendi, ac alios ponendi eisque et aliis stipendia deputandi.

« *Eidem*. Intellecto diebus istis preteritis quod inter dilectum filium Guillelmum Durandi, decanum Carnotensem, capellanum nostrum, in partibus Romaniole, vicarium in spiritualibus, et nobilem virum Johannem de Epa ipsarum partium rectorem, ex parte una, et quamplures alios partium earundem Ecclesie Romane rebelles ex altera, super conversione ipsorum rebellium ad gremium ejusdem Ecclesie tractatus aliquis habebatur, eisdem rectori et vicario certos articulos misimus per quos modum et formam quos per eos volebamus in hac parte servari colligerent, et voluimus quod nichil circa hec sine requisitione nostra finaliter terminarent. Et licet dilectum filium nobilem virum Guidonem de Monteforti postmodum illuc miserimus, ut ibi gereret duntaxat capitaniam exercitus ibidem pro Romana Ecclesia existentis, ipse tamen Guido sine conscientia nostra motu proprio cum Guidone dicto comite de Montefeltro et sequacibus suis certos tractatus concordie asseritur habuisse. Quare nos de tue circumspectionis industria confidentes, volumus et per apostolica tibi scripta mandamus quatinus omnes tractatus hujusmodi tibi faciens seriosius explicari et ipsos attente providens, eos et ipsorum effectum in totum vel in partem approbes, suspendas vel reprobas (*sic*) et circa hec corrigas, addas vel minuas, statuas, ordines seu alias quomodolibet reformes et mutues, auctoritate nostra, prout honori Ecclesie predicte ac bono statui dictarum Romaniole partium videris expedire; ac nichilominus, cum tibi per alias nostras litteras inter alia specialiter in dictis Romaniole

partibus in temporalibus commiserimus vices nostras, fraternitati tue recipiendi, nostro et Ecclesie prefate nomine, a quibuscumque communitatibus vel universitatibus seu personis cujuscumque status vel conditionis existant, fidejussorias vel pignoratitias seu quascumque alias cautiones aut obsides, barones quoque, nobiles, milites et alias quaslibet singulares personas terrafinandi in locis remotis in perpetuum vel ad tempus de quo tibi videbitur, et eos vel ipsorum aliquos transponendi, et revocandi, si expedierit, removendi etiam semel et pluries, hujusmodi commissione per nos tibi facta durante, capitaneos, rectores exercitus predicti et officiales de civitatibus, castris et locis partium predictarum, ac ponendi alios capitaneos, rectores et officiales in exercitu et in civitatibus, castris et locis predictis, Ecclesie prefate fideles, ac deputandi stipendia eis et aliis que ad conservationem terre Romaniole obsequiis Ecclesie instituerunt memorate, prout tibi visum fuerit expedire, exceptis hiis quibus per nos vel de mandato nostro hujusmodi stipendia fuerint constituta, necnon contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendi plenam auctoritate presentium concedimus facultatem. Dat. ut supra. »

472 *kk* Orvieto, 22 juin 1283.

Eidem privandi clericos qui contra mandatum papae in certis locis Romaniolae remanserunt, vel cum armis rebellibus Ecclesiae assisterunt, omnibus beneficiis ecclesiasticis, ac reddendi eos inhabiles ad beneficia obtinenda, concedit facultatem (Reg. 41, fol. 177 v°)

« *Eidem.* Licet dudum expresse ac generaliter ex certis et variis causis mandaverimus sub certa forma inter alia quod de certis civitatibus, castris et locis partium Romaniole omnes clerici prorsus exirent, ad illa sine nostra licentia nullatenus reversuri, tamen, sicut accepimus, quamplures ex hujusmodi clericis, aliqui videlicet inde juxta mandatum nostrum contempserunt exire, et aliqui exeuntes, ad illa super hoc licentia non petita vel obtenta redire, et alii etiam cum armis, prefatis infidelibus et rebellibus in Ecclesie Romane contemptum assistere dampnabiliter presumpserunt. Ne igitur contemptores et presumptores hujusmodi de sua malitia glorientur, privandi tales et eorum quemlibet auctoritate nostra omnibus beneficiis ecclesiasticis que nunc obtinent, ac reddendi eos et eorum singulos inhabiles ad illa vel alia beneficia obtinenda, contradictores quoque compescendi, non obstante si est aliquibus ab Apostolica Sede indultum quod interdici vel excommunicari nequeant aut suspendi, fraternitati tue plenam et liberam auctoritate presentium concedimus facultatem. Dat. ut supra. »

472 *ll* Orvieto, 24 juin 1283.

Eidem committit quatinus ab illis de Romaniola, quos contra compositionem dudum per L. Ostiensem episcopum, tunc Apostolicae Sedis legatum, inter Guelfos et Gibellinos dictarum partium initam venisse constiterit, poenas commissas et alias statuat.

« *Eidem.* Dudum venerabilis frater noster L. Ostiensis episcopus, tunc in illis partibus Apostolice Sedis legatus, statum regionis quam sue legationis termini concludebant cupiens servare tranquillum inter Guelfos et Gibellinos regionis ejusdem, circa pacificum statum in dicta regione servandum quandam compositionem vallatam certis penis appositis noscitur inivisse. Verum, sicut accepimus, quidam ex illis contra compositionem ipsam temere venientes, in Forolivio ac aliis terris et locis terre Romaniole ad Ecclesiam Romanam spectantis, in subversione dicti status et ejusdem Ecclesie injuriam et contemptum, capitaniatus et potestatum susceperunt officia et in castro Meldule, tunc ejus incolis contra prefatam Ecclesiam in rebellione manentibus, Ecclesiam ipsam ejusque devotos multipliciter impugnarunt. Propter quod non est dubium tales in penas hujusmodi commisisse. Nos igitur, cupientes quod terra eadem ad regimen pacifici Regis gaudeat devenisse, ac volentes ut hujusmodi excessuum patratores in penis sibi debitis errores proprios récognoscant, fraternitati tue presentium tenore committimus quatinus, inquisita super hoc diligentius veritate, ab illis quos tibi contra dictam compositionem sic temere venisse constiterit penas commissas et alias circa eos super hoc statuas auctoritate nostra, prout secundum Deum honori Romane Ecclesie ac pacifico dicte terre statui videris et cognoveris expedire, contradictores et rebelles eadem auctoritate temporaliter et spiritualiter sublato appellationis diffugio compellendo, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Dat. apud Urbemveterem, VIII kal. julii, anno tertio. »

472 *mm* Orvieto, 27 juin 1283.

B. episcopo Portuensi, Apostolicae Sedis legato in civitate ac diocesi Urbinate plene legationis officium committit (1).

« *Venerabili fratri B. episcopo Portuensi, Apostolice Sedis*

(1) Cette bulle ainsi que la suivante ont été copiées en surcharge au bas du fol. 177 v°.

legato. Licet civitas et diocesis Urbinates, de provincia Romaniole ad quam commisso tibi ibidem et in certis aliis provinciis et locis plene legationis officio destinamus, minime censeantur, quia tamen eedem civitas et diocesis seu cives et incole ipsarum dudum adversus Romanam Ecclesiam reddiderunt multipliciter se rebelles, nos volentes ne de rebellione sua ulterius glorientur, sed quod ipsarum excessus castigatione debita corrigantur, tibi in predictis civitate ac diocesi Urbinatibus plene legationis officium presentium auctoritate committimus. Fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus illud in eisdem civitate et diocesi exequi studeas diligenter, contradictores et rebelles spiritualiter et temporaliter, appellatione postposita compescendo, invocato ad hoc, si necesse fuerit, auxilio brachii secularis : non obstante quod dilecto filio B. Marchie Anconitane rectori, super jurisdictione in ipsis civitate ac diocesi exercenda, nostras olim litteras duximus destinandas. Dat. apud Urbemveterem, V kal. julii anno tertio. »

472 *bis* Orvieto, 27 juin 1283.

Johanni de Epa, rectori Romaniolae in civitate et dioecesi Urbinatibus, rectoriae officium committit.

« *Nobili viro Johanni de Epa, rectori Romaniole.* Licet civitas et diocesis Urbinates de provincia Romaniole minime censeantur, etc. ut supra, usque : corrigantur; tibi in eisdem civitate et diocesi rectorie officium auctoritate presentium committentes, nobilitati tue per apostolica scripta precipiendo mandamus quatinus premissum officium sicut in dicta Romaniole provincia (1) sic et in dictis civitate et diocesi exercere studeas fideliter et potenter, usque ad nostre beneplacitum voluntatis : contradictores et rebelles potestate tibi tradita, appellatione postposita, compescendo, non obstante etc. ut supra, usque : destinandas. Dat. ut supra. »

473 Orvieto, 1er juillet 1283.

Universitatibus Neapolitanae, Capuanae, Aversanae et aliarum civitatum castrorum ceterumque locorum justiciariatus Terrae Laboris et comitatus Molisii, petentibus ut revocarentur in usum leges Guillelmi II regis Siciliae de subventionibus et collectis, respondet de illis non constare, neque se decere sententiam in incerto praecipitare, sed statui regni, quod sibi a Carolo regi commissum est ad providendum, consulturum. — (Reg. 41, fol. 178; ann. III, Cur. n° 25. — Potthast, n° 22043.)

« *Universitatibus Neapolitane, Capuane, Aversane et aliarum civitatum, castrorum ceterorumque locorum justiciariatus Terre Laboris et comitatus Molisii.* Quante compassionis, quam singularis dilectionis affectu, semper viscera pie matris Ecclesie ad regnum Sicilie sibi carissimum tamquam ad eam pertinens pleno jure fervuerint, quam ferventer Ecclesia eadem ad prosperitatem illius intenderit, quam sollicite laborarit, evidentia operum perhibet, que non solum antiqua monimenta commemorant, sed et notissima modernorum temporum gesta testantur. Quis enim enumerare sufficeret innumera sumptuum onera, labores immensos, multiplicia sollicitudinum studia, graviumque persecutionum dispendia, que diversis temporibus Ecclesia ipsa pertulisse dinoscitur, ut a manibus diripientium illud eriperet de jugo servitutis, in libertatem erigeret, ab occupatorum et opprimentum duritia liberaret. Profecto hec non facile narratio quevis diffusa repeteret, non facile repetitio quantumcumque seriosa narraret. Quanto itaque ad ejusdem regni statum prosperum per Romanos pontifices, predecessores nostros, et nos ipsos, qui dum nos minor status haberet legationem laboriosam, et propter viarum discrimina tunc precipue iminentia evidenti periculorum suspicione non vacuam pro ipsius liberatione subivimus, diutius et desiderantius novimus laboratum, tanto magis afficimur, tanto desideramus ardentius, ut tam pium, tam utile, tam salubre desiderium celeriter et efficaciter impleatur, ut de regno ipso indebitarum exactionum molestiis expiatis, illarum aboleat debite immunitatis lenitas restituta memoriam, et vos qui nobis, eidem Ecclesie necnon carissimo in Christo filio nostro C. regi Sicilie illustri, fidelitatis debitum observastis, illud continuatione laudabili de bono in melius prosequentes, quieti potiamini debita in requie opulenta, et in tabernacula fiducie habitantes. Ad quod regis ipsius et dilecti filii nobilis viri Caroli ejus primogeniti, principis Salernitani, vota concurrere, statuta ipsorum ob vestra gravamina relevanda noviter edita satis indicant evidenter. Sed quia super quodam illorum, videlicet de reducendo predicto regno in subventionibus et collectis ad eum statum qui tempore clare memorie Guillelmi secundi regis Sicilie dicitur extitisse, dubium incidit quis seu qualis fuerit status ille, princeps ipse id nostre declarationi servavit. Et tam idem princeps quam vos et nonnulli alii de regno predicto ad declarationem hujusmodi audiendam nuntios de mandato ejusdem principis ad nostram presentiam destinastis. Quos facie serena

(1) Le ms. porte *provincie.*

recepimus, benigne audivimus et intelleximus diligenter. Licet autem iidem nuntii ad obtinendam editionem celerem declarationis ipsius prudenter institerint, et eorum instantie nostra concordaret intentio, id tamen facti qualitas et dicti status cujus declaratio petitur ignorantia non permisit. Nec enim cum memorati regis G. temporibus etas nostra concurrit, nec in sepefato regno aut vicinis partibus tamdiu conversati fuimus quod de statu illo, qui etiam apud regni ejusdem incolas incertus dicitur, nos certificare conversatio diuturna potuerit vel quomodolibet informare; nec vos decet nec nostra conscientia pateretur in incerto precipitare sententiam, presertim in eo quod respicit perpetuum prefati regni statum et vestrum, in quo sic mature, sic solide, sic diligentia expedit exacta procedere, quod processus nostri soliditas nec revocationis patiatur injuriam, nec immutationis dispendium vereatur. Ideoque dictis nuntiis, qui expectare indaginem quam exigit negotii natura non poterant, licentiam ad presens redeundi ad propria duximus concedendam, ad obtinendam certitudinem dicti status taliter, quatenus circumstantie pensande permiserint, actore Domino vacaturi, quod juxta nostrum desiderium, a vestro circa quietem et tranquillitatem debitam ejusdem regni non discrepans, in tuto, Domino favente sermoni petita declaratio sequi possit. Quod si hujusmodi certitudinem inveniri temporis forsan longevitas seu causa quelibet alia non permittat, nec propter hoc in cordibus vestris cogitationes alicujus dubitationis ascendant aut diffidentie cujusque scrupulus oriatur. Cum enim idem rex C. per suas patentes litteras, quas, sicut nosse vos credimus, in regno ipso fecimus publicari, super directione, ordinatione vel reformatione, seu quacumque alia dispositione collectarum, talliarum, exactionum matrimoniorum aut aliorum quorumcumque que gravamina dicerentur vel dici possent, tam circa ecclesias et monasteria, prelatos et alias personas ecclesiasticas quam circa communitates et universitates civitatum castrorum et aliorum locorum, et etiam circa singulares personas totius regni predicti et cujuslibet partis ipsius se tam pro presenti tunc quam pro futuro tempore vobis personaliter nostreque directioni, reformationi, dispositioni ac ordinationi plene, libere, alte ac basse submiserit, volens, consentiens et concedens expresse quod in predictis omnibus et singulis habeamus plenam et liberam potestatem ordinandi, constituendi, disponendi, reformandi, dirigendi et etiam faciendi, prout nobis placuerit et viderimus expedire, si probatio temporis seu status illius forte deficeret, per concessionem hujusmodi possumus et volumus et incuntanter intendimus eidem regno et vobis taliter, divina previa gratia, providere, quod ab illicitarum oppressionum oneribus libertati earum immunitate gaudere perpetuo valeatis. Dat. apud Urbemveterem kalendis julii, anno tertio. »

In eundem modum universitatibus justitiaratus Terrae Bari.
In e. m. universitatibus justitiaratus Aprutii.
In e. m. universitatibus justitiaratus Capitinatae.
In e. m. universitatibus justitiaratus Basilicatae.
In e. m. universitatibus justitiaratus Terrae Ydronti.
In e. m. nniversitatibus Salernitanae, Amalfitanae ac aliarum civitatum, castrorum ceterorumque locorum justitiaratus Principatus.

474 Orvieto, 7 septembre 1283.

Jeronimo, episcopo Penestrino, et Gervasio, tituli sancti Martini in Montibus presbitero cardinali, mandat quatinus ad Viterbienses, qui castrum Montis Cocozonis a Tancredo et Arturo de Viterbio, militibus, occupatum, obsident, et ad Ursinos, qui praefatis militibus auxilium ferre parant, accedant, et ipsis injungant ut sine dilatione ad propria revertantur, nec amplius hostiliter procedere praesumant, cum papa paratus sit eis in hujusmodi causa facere justiciae complementum exhiberi. — (Reg. 41, fol. 178 v°; ann. III, Cur. n° 27; — Finzi, *Storia di Viterbo*, t. II, p. 416.)

« *Venerabili fratri Jeronimo, episcopo Penestrino, et dilecto filio Gervasio, tituli Sancti Martini in Montibus presbitero cardinali.* Cum, sicut publice dicitur et ipsa facti evidentia manifestat, Viterbienses castrum Montis Cocozonis, quod Tancredus et Arturus de Viterbio, milites, occupatum detinent, noscantur hostiliter obsidere, ac dilecti filii nobiles viri Bertoldus et Ursus de filiis Ursi de Urbe fratres, venisse in auxilium militum predictorum, et jam eorum tentoria proprie Vetrallam posuisse, dicantur ac verisimiliter timeatur ne, instigante humani generis inimico, inter partes contingat haberi conflictum, nos paterne sollicitudinis studio volentes gravibus obviare periculis, que non solum corporibus sed animabus possent etiam imminere, si conflictus hujusmodi haberetur, cum tam Ursini quam Viterbienses prefati, gentem non modicam duxerint, prout asseritur, congregandam, nec intendentes, sicuti nec debemus, in terra nostro et Ecclesie Romane subjecta dominio, tales sustinere congressus, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, ad Viterbienses et Ursinos predictos personaliter accedentes, prefatis Viterbiensibus et Ursinis ex parte nostra sub spiritualibus et temporalibus penis, de quibus expedire putabitis, districtius injungatis, ut sine dilatione qualibet cum eorum gente ad propria revertantur, nec ulterius per exercitum vel caval-

etiam aut alios quoslibet hostiles aggressus seu modos contra quempiam de terris ejusdem Ecclesie quoquomodo procedant, ac tam Ursinis quam Viterbiensibus supradictis apertius predicatis quod, cum hujusmodi negotium cordi specialiter habeamus, nec illud intendamus pretermittere negligenter, spirituales et temporales penas, quas contra eos generaliter et specialiter ac terras eorum duxeritis inflingendas, ratas habebimus et eas inviolabiliter observari ac diligenter exigi, prout expedire viderimus, auctore Domino, faciemus. Et nichilominus universis comitibus, baronibus, nobilibus, potestatibus, rectoribus et comunibus et universitatibus tam civitatum quam castrorum aliorumque locorum Patrimonii et aliarum terrarum Ecclesie supradicte, per nostras speciales litteras districtius injungemus ne aliquod Ursinis vel Viterbiensibus memoratis super hoc impendant consilium, auxilium vel favorem publicum vel occultum, et si jam forsan impenderint, in continenti studeant revocare. Nos enim parati sumus eis universaliter et singulariter, si quod jus in predicto castro Montis Cocozonis se habere contendunt, facere complementum justitie plenius exhiberi. Quod autem in hac parte feceritis aut inveneritis, nobis per vestras litteras frequenter et plenarie intimetis. Dat. apud Urbemveterem, VII idus septembris, anno tertio. »

475 Orvieto, 7 septembre 1283.

Eisdem mandat quatinus districtius Viterbienses inhibere curent, si forte praefatum ceperint castrum, ne illud in aliqua parte destruant. — (Reg. 41, fol. 179; ann. III, Cur. nº 27; — Finzi, *op. cit.*, p. 418.)

« *Eisdem.* Cum, sicut publice dicitur, etc. usque : sustinere congressus, vos ad Viterbienses et Ursinos predictos propter hoc specialiter duximus destinandos, dantes vobis per alias nostras litteras in mandatis, ut prefatis Viterbiensibus et Ursinis, etc. usque : actore Domino, faciemus, sicut in eisdem litteris plenius continetur. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, si contigerit quod prefati Viterbienses, per indevotionis devium oberrantes, hujusmodi mandato vestro non curaverint obedire, vos eis, non solum sub predictis, sed aliis etiam spiritualibus et temporalibus penis, de quibus pensata eorum contumatia expedire videritis, ex parte nostra districtius inhibere curetis, ne dictum castrum Montis Cocozonis, si forte illud ceperint, demoliri, vel in aliqua parte destruere seu dissipare presumant, quin immo ipsum in suo statu manere permittant, cum idem castrum ex eo quod prefati Tancredus et Arturus fuerunt hactenus de heresi condempnati, ad opus ejusdem Romane Ecclesie fuerit confiscatum. Dat. ut supra. »

476 Orvieto, 7 septembre 1283.

Bertoldo et Urso de filiis Ursi de Urbe mandat quatinus a supradicta expeditione abstineant, et ad mandatum eorundem cardinalium redire curent, nec amplius contra Viterbienses seu quempiam de terris Romanae ecclesiae hostiliter quomodolibet procedant, pro certo scituri quod dominus papa paratus sit in dicto negotio Montis Cocozonis eis et Viterbiensibus facere complementum justiciae plenius exhiberi. — (Reg. 41, fol. 179; ann. III, Cur. nº 28; — Finzi, *op. cit.*, p. 418.)

« *Dilectis filiis nobilibus viris Bertoldo et Urso de filiis Ursi de Urbe fratribus.* Cum sicut publice —. Dat. ut supra. »

477

.. Decano ecclesiae Aniciensis, capellano suo, mandat quatinus .. potestati, .. capitaneo, consiliariis et singularibus personis civitatis Asisinatis beneficium absolutionis impendat, ad relaxationem interdicti quod propter excessus in Fuliginates commissos incurrerunt. — (Reg. 41, fol. 179, ann. III, Cur. nº 29.)

« .. *decano ecclesie Anitiensis, capellano nostro.* Dudum in .. potestatem .. capitaneum et consiliarios civitatis Asisinatis excommunicationis et in civitatem ipsam interdicti sententias, sub certa forma, preter temporales penas per nos ipsis impositas, propter graves et multiplices eorum excessus, contra mandata nostra in Fuliginates et terras ac bona eorum commissos, sicut in nostris continetur processibus, duximus, exigente justitia, promulgandas. Cum autem potestas, capitaneus, et alii supradicti, derelicto indevotionis invio, quod periculosius oberrabant, ad devotionis semitam se consultius reducentes, per scindicum proprium ad hoc specialiter constitutum, super premissis excessibus juraverunt nostris et Ecclesie precise stare mandatis, et sufficientes ac ydoneas de satisfaciendo plenarie prestiterint cautiones, volumus et discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus ad predictam civitatem te personaliter conferens, .. potestati, .. capitaneo et consiliariis supradictis, necnon et singularibus personis ejusdem, cum ab eis fueris requisitus, auctoritate nostra, juxta formam Ecclesie beneficium absolutionis impendas, ad relaxationem hujusmodi interdicti postmodum processurus. Dat. apud Urbemveterem, X kal. octobris, anno tertio. »

478

Capitulo ecclesiae Nepesinae, per obitum T. quondam ipsius episcopi vacantis, episcopum eligendi petitam elargitur licentiam. — (Reg. 41, fol. 179 v°; ann. III, Cur. n° 30.)

« *Dilectis filiis capitulo ecclesie Nepesine.* Obitu bone memorie fratris T. episcopi Nepesini per dilectum filium Egidium canonicum et procuratorem vestrum ad hoc specialiter constitutum, nuper nobis ex parte vestra provide nuntiato et eligendi vel postulandi canonice, aliquam personam ydoneam in vestrum episcopum et pastorem licentia postulata, nos de vestra providentia confidentes, vobis de fratrum nostrorum consilio auctoritate presentium hac vice petitam licentiam elargimur. Dat. ut supra. »

479 Orvieto, 9 août 1283.

Omnibus ecclesiasticis et laicis per diversa Hispaniae regna constitutis sub suspensionis vel privationis feudorum et bonorum pena mandat quatinus A., Castellae et Legionis regi, efficaciter intendant, et bona et jura debita ei libera quietaque dimittant, ipsumque suo dominio suaque potestate uti libere permittant, neque natis ejus aliisque contra ipsum insurgentibus consentiant. — (Reg. 41, fol. 180, ann. III, Cur. n° 31 ; — Potthast, n° 22056.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus et universis ecclesiarum prelatis, ac .. priori Hospitalis Jerosolimitani et magistris Templi, Sancti Jacobi Calatravensis, et Alcantare militiarum, ac capitulis et conventibus, necnon nobilibus viris, comitibus, baronibus et aliis tam clericis quam laicis per Castelle ac Legionis, Toleti, Galletie, Sibilie, Cordube, Murtie atque Gihennii regna constitutis, salutem, etc.* Insurgentis fremitus tempestatis, que Castelle ac Legionis, Toleti, Galletie, Sibilie, Cordube, Murcie atque Gihennii regna concutit, fratrem in fratrem provocat, filios armat in patrem, subditos in dominum erigit, vastitati bona, stragi corpora, et animas, quod amarius deploramus; dispendio salutis exponit, in nostram notitiam diversarum litterarum et fame previe nuntiatione deductus, ubi primum auribus nostris insonuit, horrorem ingessit auditui, paternum amaricavit animum et in eo multe compassionis spiritum excitavit. Quis enim absque amaricatione recenseat inter tanta sibi necessitate conjunctos jura sanguinis violari? Quis animo non amaro consideret filios ante diem non tam in patrios annos inquirere, quam finem illorum iniquis aggressibus maturare, patrem commotum etiam filialis persecutionis injuria, in natos arma gerere, ac in eos cogi saltem per defensionis remedium desevire? Quis amare non ferat germanos odiis se impetere mutuis, et maxime beneficiorum liberalitate preventum, in benefactorem insurgere, illius non solum humiliationem, sed sicut fert gravis infamia, dejectionem extremam querere, apertisque conatibus procurare? Quis non horreat subditorum audatiam, fidelitatis federe violato, erectam in Dominum et ad subversionem regalis solii aspirare? Habet enim communis fame relatio, quod dilecti filii nobiles viri Sanctius, aliique carissimi in Christo filii nostri A. regis Castelle ac Legionis illustris nati, Emanuel germanus, necnon subditi regis ejusdem in eum subito insurgentes et aspirantes ad totalem exheredationem ipsius, officiales quos idem rex instituerat in suis regnis et terris penitus amovere, instituere alios, et omnia sibi regalia jura subtrahere presumpserunt, eundemque regem nullum dominium, nullamque potestatem in predictis suis regnis et terris habere permittunt; vos quoque vel aliqui vestrum dicimini fidelitatis debitum quo ipsi A. regi tenemini violasse. Hec dum paterno pensamus affectu, licet tam ad oppressum quam ad opprimentes compassione multimoda moveamur, in dicto rege, tanquam in predilecto Ecclesie filio, tam gravis oppressionis obprobrium, in opprimentibus vero proprie saluti obvios abhominantes excessus, eidem tamen regi tanto singulariori caritate compatimur, quanto specialius ei vulgaris assistit opinio, eumque communiter predicat nimis temerarie, nimis inique gravari. Cum itaque, fratres et filii, ad remedium in hiis, si consonent facta relatibus, celeriter adhibendum propter vitanda precipue animarum pericula intensis desideriis intendamus, universitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus eidem A. regi efficaciter intendentes, omnes civitates, munitiones, terras et villas, omniaque castra, bona et jura regis ipsius libera et quieta dimittatis eidem, ipsumque suo dominio suaque potestate uti libere permittatis, ac fidelitatis juramenta, et omnia alia consueta, ut tenemini, exhibentes eidem, omnes conjurationes, confederationes, colligationes et societates contra hec factas a vobis dissolvatis penitus, statuta quoque super hiis edita nullatenus observetis, etiam si de predictis vel predictorum aliquibus observandis prestiteritis juramenta, ad quorum observationem vos et quemlibet vestrum decernimus non teneri. Alioquin venerabili fratri nostro .. archiepiscopo Yspalensi et dilectis filiis .. decano ecclesie Tutellane, Tirasonensis diocesis, ac magistro Ferrando, archidiacono de Nendis, in ecclesia Compostellana, damus nostris litteris in mandatis, ut ipsi vel duo, aut unus eorum vos, archiepiscopos et episcopos videlicet, auctoritate nostra, electos vero, abbates, priores et ma-

gistros, capitula, conventus, prelatos, et clericos, per suspensionis sententiam ab officio, dignitatibus, honoriqus et beneficiis, et aliis per censuram ecclesiasticam, vos autem comites, barones et alios laicos universos et singulos per privationem feudorum et omnium bonorum que a quibuscumque dictorum regnorum et aliis tenetis ecclesiis, ac alias per censuram eandem, prout expedire viderint, ad id, appellatione remota, compellant. Dat. apud Urbemveterem, V idus augusti, anno tertio. »

480 Orvieto, 9 août 1283.

Archiepiscopo Yspalensi, decano ecclesiae Tutellanae, Tirasonensis diocesis, ac magistro Ferrando archidiacono de Nendis, in ecclesia Compostellana, mandat quatinus si supradicti clerici et laici mandatum papae in praemissis adimplere neglexerint, ad id cogant eosdem : archiepiscopos et episcopos videlicet auctoritate apostolica, alias personas ecclesiasticas per suspensionis sententiam ac alias per censuram ecclesiasticam, laicos autem per privationem feudorum et omnium bonorum quae a quibuscumque dictorum regnorum et aliis tenent ecclesiis, ac alios per eandem censuram. — (Reg. 41, fol. 180 v°, Cur. n° 32.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Yspalensi et dilectis filiis .. decano ecclesie Tutellane Tirasonensis diocesis, ac magistro Ferrando archidiacono de Nendis, in ecclesia Compostellana.* Insurgentis etc. — Dat. ut supra. »

481 Orvieto, 9 août 1243.

Regi Francorum mandat quatinus in predictis regnis ecclesiae pacem servari studeat (Reg. 41, fol. 180 v°, Cur. n° 33.)

« *Carissimo in Christo filio .. regi Francorum illustri salutem etc.* Insurgentis fremitus etc., usque : intendamus, recurrendum deliberavimus ad excelsum, qui super regnum hominum dominatur, in cuius manu sunt omnium potestates et iura regnorum, et apud ipsum humilibus supplicationibus insistendum ut benignius eosdem regem, natos, germanum ipsius, regna eadem, incolas respiciat eorumdem, ab illis dissentiones amoveat, dissidentium corda in concordie unitate conciliet, eis tranquillitatem tribuat, ipsosque in illius soliditate consolidet et confirmet, thronum regalem corroboret qui sic utiliter presit ut prosit, cuius regimen sic regat ut dirigat et cedat subditis ad salutem perpetuam quietem et pacem, nobisque ipse cuius providentia in sui dispositione non fallitur, modos et vias aperiat per quos hec ut in votis gerimus efficaciter promovere possimus. Quia vero non minoris est meriti contra insidias antiqui hostis exsurgere, ne a devotione Dei et universalis ecclesie populos christianos avertat, quam insistere convertendis, serenitatem regiam excitamus quatenus pensatis prudenter quam sit pernitiosum exemplo quod in predictis regnis noscitur contigisse, ac clementer attendens quantum regiam magnitudinem deceat regi predicto in tanto perplexitatis articulo efficaci adesse presidio, ad prosperum et tranquillum ipsius et regnorum eorumdem statum prout honori tuo congruere ac alias expedire putaveris magnitudinem tue provisionis apponas, ita quod per tue studia providentie salutaris ecclesiastica libertas, que occasione huiusmodi discordie in illis partibus infringi posset, illesa servetur, prefatis regnis pax et tranquillitas, ut desideramus, adveniat, animarum pericula evitentur, ac tibi exinde laudis titulus apud homines et meritorum accrescat cumulus apud Deum. Dat. ut supra. »

In eundem modum carissimo in Christo filio .. Regi Anglie illustri.

In e. m. carissimo in Christo filio C. regi Sicilie illustri.

In e. m. Dyonisio regi Portugalie illustri. Spiritum consilii sanioris.

482 Orvieto, 18 novembre 1283.

Processus habitos contra Petrum quondam regem Aragoniae innovat et approbat, eumque et fautores ejus interdicti subjacere sententiae decernit. — (Reg. 41, fol. 181, ann. III, Cur. n° 34 ; — Potthast, n° 22077.)

PROCESSUS HABITI IN DIE DEDICATIONIS BASILICE PRINCIPIS APOSTOLORUM.

« *Processus contra Petrum quondam regem Aragonum. Martinus etc.* Ad certitudinem presentium. — [ut in superiori processu (n° 459) verbis competenter mutatis]. - Cumque idem Petrus nec per hoc a pretactis suis reprimeretur excessibus nec a sua iniquitate cepta desisteret, sed ei contumaci animo semper insisteret, ipsam non solum dolis et solitis insidiis prosequens sed et aliis conatibus diversis augmentans, nos in die Cene Domini transacto novissime, presente tunc multitudine copiosa fidelium, ipsum P. ex causis variis vinculo excommunicationis astrictum de novo ex causis eisdem et propter sue inique contumacie ac iniquitatis contumacis augmentum simili vinculo innodantes, omnes processus contra eum habitos, et specialiter premissam latam expositionis et privationis sententiam de ipsorum fratrum consilio ratificantes

expresse, ratosque manere decernentes ac firmos, et auctoritate apostolica nichilominus approbantes, premissas omnes et singulas inhibitiones, necnon homagii prestiti sive facti, colligationum, confederationum et conventionum quarumlibet dissolutiones, et relaxationem juramenti ac penarum adjectarum in ipsis sub eisdem penis et sententiis duximus innovandos. Et nichilominus manifeste prediximus nos contra universos et singulos dictis inhibitionibus non parentes, prout circumstantie suaderent excessuum, penis spiritualibus et temporalibus, quando et prout fore videremus, processuros. Et quia memoratus Petrus nec tantis et talibus remediis ab assumpta compescebatur nequitia sed eam contumatius prosequens et de sui perversi obstinatione propositi tam in adductione uxoris et filiorum suorum in insula Sicilie quam alias plura et manifestiora exhibebat solitis argumenta, monitionibus, prohibitionibus, preceptis et etiam sententiis apostolicis non absque gravi contemptu Clavium vilipensis, cotidie in continuatione sue contumatie intumescens, nos, in preterito nuper festo Ascensionis Domini omnes processus contra rebelles Siculos, qui eidem Petro qualitercumque in pertinatia sue iniquitatis adherent, et contra ipsum P. necnon et contra quoslibet alios occasione ipsorum Petri et Siculorum habitos, de fratrum eorundem consilio, denuntiantes ac nichilominus decernentes et statuentes plenum robur firmitatis habere, ipsum Petrum, licet alias suis exigentibus demeritis diversis excommunicationis sententiis innodatum, tanquam predictarum monitionum, inhibitionum ac ceterorum nostrorum processuum, et specialiter ratione regni Aragonie aliarumque terrarum quibus idem P. privatus extitit habitorum, notorium contemptorem, necnon et alios qui eadem contempserunt denuntiavimus latas, ut premittitur, contra contemptores inhibitionum et processuum eorundem sententias incurrisse. Ac nichilominus eundem Petrum de novo ex causis premissis et precipue propter contumacie tam gravis augmentum simili sententia duximus innodandum; manifestius predicentes quod contra eum et quoslibet alios cujuscumque forent dignitatis, preminentie, conditionis aut status ecclesiastici vel mundani, qui predicta monitiones, prohibitiones, sive precepta nostra quomodolibet preterire presumerent, quando et prout facti circumstantie suaderent et videremus expediens, gravius spiritualiter et temporaliter procedere curaremus. Cum autem sepefatus Petrus, licet ab insula Sicilie absens corpore, presens tamen in ea per suos satellites et ministros solite nequitie prosecutor monita, precepta, inhibitiones, comminationes factas, penas indictas et sententias propter suas contumatias et excessus commissos in eadam insula ceterisque prefati regni Sicilie partibus, necnon et ratione dicti regni Aragonie aliarumque terrarum quibus eum privavimus latas a nobis non solum obaudiens, sed etiam non absque gravi et notabili contemptu Clavium vilipendens, ad nostra et Ecclesie mandata super hoc specialiter monitus et peremptorie citatus jam diutius contumatia obstinata redire contempserit et contempnat, dictique Siculi rei contumacie similis non solum in cepta pertinatia et obstinatione persistant, sed quasi continue perversitatibus suis adiciant, ceteras ejusdem Sicilie regni partes clandestinis insidiis et manifestis molestiis impetere presumentes, nos omnes et singulos processus predictos tanquam singulariter repetitos ratificantes et approbantes expresse ac manere decernentes, de ipsorum fratrum consilio in pleno robore firmitatis, omnes singulares personas, et specialiter dictos Petrum et Siculos, qui parere contumaciter eisdem processibus contempserunt, excommunicationis, civitates vero, castra et loca cetera, necnon et universitates ipsorum denuntiamus interdicti latis super hoc sententiis subjacere, ac nichilominus ex causis eisdem et specialiter propter hujusmodi contumatiam et contemptum in ipsos et ipsa de novo similes sententias promulgamus. Adversus Siculorum quoque perfidiam, quam huc usque lenioribus remediis mollire nequivimus, paulo acerbioribus deliberavimus insistendum, ut sic saltem a sue rebellionis et perditionis invio, per quod infideliter gradiuntur, ad fidelitatis debite sueque salutis semitas et sinum matris Ecclesie revertantur. Licet itaque cum excommunicatis communicare non liceat, sed id generaliter omnibus juris auctoritas interdicat, quia tamen plus timeri solet quod specialiter inhibetur, nos cum eisdem Siculis tot excommunicationum sententiis innodatis universis et singulis Christi fidelibus et specialiter .. duci Venetorum et Venetis, potestatibus, capitaneis, consiliariis Januensibus, Pisanis, Anconitanis, omniumque maritimarum civitatum castrorum et locorum, necnon et universitatibus eorundem et singulis de ipsis universitatibus interdicimus commertium omne spontaneum, ita quod ipsis nec ab eisdem Siculis emere aut ipsis aliquid vendere liceat, vel aliquem cum eis contractum seu quamcumque obligationem inire, nec ipsos scienter in suis terris seu et locis recipere, vel ad dictam insulam sponte accedere sub quocumque colore, seu vasa vel arma sive quecumque alia illis necessaria seu utilia mittere vel deferre. Predictis insuper duci, potestatibus, capitaneis et consiliariis districte precipimus ut premissa omnia et singula generali edicto cunctis eorum ditioni subjectis artius inhibere procurent, sub certis penis per eos ab illis qui contrarium fecerint exigendis. Nos enim universos et singulos, cu-

juscumque sint preminentie, conditionis aut status, qui contra hujusmodi nostrum interdictum cum Siculis memoratis qualecumque habere commertium, quive predictum mandatum nostrum contumaciter preterire presumpserint, excommunicationis sententiam quam ex nunc ferimus incurrere volumus ipso facto, premissis non obstantibus vel aliquo premissorum. Contra civitates vero, castra locave cetera et universitates eorum, que secus fecerint ad interdicti sententiam, et contra quoslibet hujusmodi presumptores gravius spiritualiter et temporaliter quando et prout expedire viderimus actore Domino procedemus. Omnes autem qui contra premissa interdictum et mandatum ita fecerint quod ex eorum facto ex victualibus vel aliis oportunis subventio proveniat Christi fidelibus qui partes incolunt transmarinas, quas ad recuperationem Terre Sancte contra persecutores nominis christiani plurimum expedit conservare, a prefata interdictione commertii, sententia et comminationibus adjectis in ea quod ad illa que taliter egerint et ipsos predictarum partium incolas similiter propter varias necessitates partium earundem prorsus excipimus et esse decernimus prorsus exceptos. Ceterum quia, sicut intelleximus, sepefati Petrus, quondam rex Aragonum, archiepiscopi et cetere persone ecclesiastice, comites, vicecomites, barones incole, et habitatores eorundem regni Aragonie ac terrarum quibus idem Petrus, ut premittitur, est privatus, necnon et civitates castra, ville, locave cetera et universitates ipsarum, licet premissas monitiones nostras specialiter, ut supra exprimitur, eis factas, propria temeritate contempserint, propter quod non est dubium singulares personas excommunicationis, civitates vero castra et loca eadem necnon et universitates ipsorum interdicti latas propter hoc sententias, si consonent facta relatibus, incurrisse, interdictum tamen hujusmodi non observant, non verentes nervum dirumpere quantum in eis est ecclesiastice discipline, nos contra eos et specialiter contra memoratos prelatos et alias personas ecclesiasticas, taliter, divina favente gratia, providere proponimus, quod hujusmodi eorum temeritas postquam manifestius de ipsa constiterit, nequaquam impunita remaneat, sed ita debite subjaceat ultioni quod ipsius vindicta ceteris similia presumendi audatiam interdicat. Ut autem hujusmodi noster processus ad communem omnium notitiam deducatur, cartas sive membranas processum continentes eundem in majoris ecclesie Urbevetane appendi vel affigi ostiis seu super liminaribus faciemus, que processum ipsum suo quasi sonoro preconio et patulo inditio publicabunt, ita quod idem Petrus et alii quos processus ipse contingit nullam postea possint excusationem pretendere, quod ad eos talis processus non pervenerit, vel quod ignorarint eundem, cum non sit verisimile remanere quo ad ipsos incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur. Actum apud Urbemveterem, in platea dicte majoris ecclesie, in die Dedicationis Basilice Principis Apostolorum, pontificatus nostri anno tertio. »

483 Orvieto, 18 novembre 1283.

Processus contra Conradum de Antiochia habitos repetit et ratos habet. — (REG. 41, fol. 182 v°; ann. III, Cur. n° 35.)

« *Processus contra Conradum de Antiochia.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Contra Conradum de Antiochia necnon et contra alios ejus occasione, ac etiam contra adherentes et dantes eidem auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, post diversa monitiones, inhibitiones, cominationes et precepta, dampnabiliter contempta per ipsum, exigentibus ejus contumatia et excessibus, excommunicationis et interdicti sententias varias promulgavimus, penas indiximus, et alios diversos et varios processus in die Cene Domini proximo preterito et aliis diversis retro temporibus fecimus, justitia suadente, sicut in processibus per nos super hoc habitis et sollempniter publicatis plenius continetur. Que quidem omnia et singula in eisdem expressa processibus tamquam nominatim et singulariter repetita, in die Ascensionis Domini transacta novissime ratificantes et approbantes, rata et firma manere, ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, in eundem Conradum excommunicationis et in terram ipsius interdicti sententias ex eisdem causis et propter pertinacem dicti Conradi auctam contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis, ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum nostrorum consilio duximus proferendas. Quia vero prefatus Conradus in concepta malitia obfirmatus, monitionibus, inhibitionibus et preceptis nostris parere contumaciter contempserit hactenus et contempnit, nos premissa omnia et singula que in predictis nostris processibus exprimuntur, tamquam nominatim et singulariter repetita ratificamus, approbamus, rata et firma manere ac plenum robur obtinere decernimus firmitatis, ac nichilominus in prefatum Conradum de novo excommunicationis et in terram ipsius interdicti sententias ex causis eisdem et propter pertinacem predicti Conradi contumatiam in non parendo, sicut premittitur, nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis ac a nobis prohibita continuando diutius, de predictorum fratrum consilio promulgamus. Ut autem hujusmodi noster pro-

cessus, etc. usque publicabunt. Ita quod illi quo processus, etc. usque in finem. »

484 Orvieto, 18 novembre 1283.

In eundem modum processus contra Nucerinos, ac de Spello et de Gualdo Nuceriae habitos innovat, eosque poenis jam antea in eos latis subjectos denuntiat. — (Reg. 41, fol. 182 v°; ann. III, Cur. n° 36.)

« *Processus contra Nucerinos, ac de Spello et de Gualdo Nucerie.* Martinus, etc. Ad certitudinem presentium et memoriam futurorum. Propter graves et multiplices excessus perpetratos et continuatos diutius, in nostrum et Ecclesie Romane contemptum per potestates, capitaneos, consiliarios et communia Nucerine civitatis, ac de Spello, de Gualdo Nucerie castris, Spoletane diocesis, contra dilectos filios .. potestatem, .. capitaneum, consilium et commune Fuliginates ac bona ipsorum, in die Cene Domini proximo preterito et aliis diversis retrotemporibus, contra potestates, capitaneos, consiliarios et communia ipsa, necnon et contra alios, occasione ipsorum, ac etiam contra adherentes et dantes eis auxilium, consilium vel favorem publicum vel occultum, post diversa monitiones, inhibitiones, comminationes et precepta dampnabiliter contempta per ipsos, excessibus et contumatia exigentibus eorundem, excommunicationis et interdicti sententias varias promulgavimus, penas indiximus, et alios diversos et varios processus fecimus, justitia suadente, sicut in processibus per nos habitis super hoc et sollempniter publicatis plenius continetur. Que quidem omnia et singula in processibus ipsis expressa tanquam nominatim et singulariter repetita, in die Ascensionis Domini transacta novissime ratificantes et approbantes, rata et firma manere ac plenum robur firmitatis obtinere volentes, ac in omnes singulares personas excommunicationis, in civitatem vero et castra predicta interdicti sententias ex causis eisdem et propter pertinacem ipsorum auctam contumatiam, in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum nostrorum consilio promulgantes, nichilominus quia per continuationem et multiplicationem excessuum crevit postmodum pertinatia eorundem, ut aucte ipsorum contumatie pene accumulatio non deesset, eis omnibus, Nucerinis sub quinque milium, aliis vero de Spello et de Gualdo sub totidem, videlicet quinque milium marcharum argenti penis, de novo tunc districte precepimus ut ab hostili impugnatione Fuliginatum eorundem abstinentes omnino, eisdem .. potestati, .. capitaneo, consilio et communi Fuliginatibus de illatis dampnis et injuriis satisfactionem plenariam exhibere, ac nichilominus infra festum beatorum apostolorum Petri et Pauli tunc primo venturum, ad nostra et ipsius Ecclesie mandata redire curarent. Quod si ab impugnatione hujusmodi abstinere et ad nostra et Ecclesie predicte mandata, ut predicitur, redire contempnerent, nos aliis penis hactenus indictis eisdem et sententiis illatis, ac processibus habitis contra eos ratis omnino manentibus, eosdem potestates, capitaneos, consiliarios et communia et eorum quoslibet in sua pertinatia permanentes, penas in nostro processu contentas ex tunc incurrere decrevimus ipso facto, alias processuri contra eos spiritualiter et temporaliter, prout expediens videremus. Quia vero potestates, capitanei, consiliarii et communia memorata ab eorundem Fuliginatum impugnatione abstinere predicta, et prefatis potestati, capitaneo, consilio et communi Fuliginatibus de illatis sibi dampnis et injuriis satisfactionem plenariam exhibere, ac infra ipsorum apostolorum festum ad nostra et Ecclesie predicte mandata redire minime curaverunt, nos omnia et singula in hujusmodi processibus nostris expressa, tamquam nominatim et singulariter repetita, ratificamus, approbamus, rata et firma manere, ac plenum robur obtinere decernimus firmitatis, ac nichilominus in omnes singulares personas de novo excommunicationis, in civitatem vero et castra predicta interdicti sententias, ex causis eisdem et propter pertinacem ipsorum auctam contumatiam in non parendo nostris monitionibus, inhibitionibus et preceptis, ac a nobis prohibita continuando diutius, de fratrum ipsorum consilio promulgamus, decernentes ex nunc predictos potestates, capitaneos, consiliarios et communia et eorum quoslibet in sua pertinatia permanentes, penas in eodem processu nostro contentas nichilominus incurrisse, alias contra eos spiritualiter et temporaliter, prout et quando expedire viderimus, actore Domino processuri. Ut autem hujusmodi noster processus, etc. Actum, etc. ut supra. »

485 Orvieto, 30 décembre 1283.

G. archiepiscopo Corinthiensi mandat quatinus ad Perusinam civitatem personaliter accedat et .. potestatem, .. capitaneum, consiliarios et singulares personas ejusdem civitatis sententia excommunicationis quam propter excessus in Fulginatus commissos incurrerunt absolvet. — (Reg. 41, fol. 183, ann. III, Cur. n° 37.)

« *Venerabili fratri G. archiepiscopo Corinthiensi.* Dudum in .. potestatem, .. capitaneum, consiliarios et certas singulares personas civitatis Perusine excommunicatio-

nis, et in civitatem ipsam interdicti sententias sub certa forma, preter alias temporales et personales penas per nos ipsis impositas, propter detestabiles eorum inobedientias et notorias contumacias, necnon et propter graves et multiplices excessus perpetratos et continuatos diutius per eos contra Fuliginates et terras ac bona ipsorum, in nostrum et Ecclesie Romane contemptum, sicut in nostris continetur processibus, duximus exigente justitia promulgandas. Cum autem potestas, capitaneus et alii supradicti, derelicto indevotionis invio, per quod periculosius oberrabant, ad devotionis semitam se consultius reducentes, per syndicum proprium ad hoc specialiter constitutum super premissis excessibus juraverint nostris et ipsius Ecclesie precise stare mandatis, et nonnullas de satisfaciendo prestiterint cautiones, nos licet contra dictos Perusinos, consideratis ipsorum gravibus et notoriis excessibus ac contumaciis manifestis, majorem de jure rigorem exercere possemus, tamen ad mansuetudinem nos potius convertentes ac rememorantes devotionis constantiam, qua predicti Perusini preteritis temporibus erga predictam Ecclesiam viguerunt, sperantes quoque quod quanto benignius se a nobis tractari perceperint, tanto ferventius in Ecclesie prefate devotione consurgent, volumus et fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus ad predictam civitatem te personaliter conferens singularibus personis civitatis ejusdem ac diocesis Perusine, cum ab eis fueris requisitus, auctoritate nostra juxta formam Ecclesie beneficium absolutionis impendas, et venerabili fratri nostro .. episcopo et dilectis filiis clero Perusinis, tam religiosis quorumcumque ordinum, quam secularibus quos de civitate predicta exire precepimus, redeundi ad civitatem eandem et, interdicto relaxato predicto, ibidem que ad suum spectant officium sicut prius exercendi libere auctoritate simili licentiam largiaris, predictis processibus quoad omnia alia in processibus ipsis contenta in suo robore duraturis; mandans Perusinis predictis ex parte nostra quod infra diem dominicum quo cantatur « Letare Jerusalem » proximo futurum de dictis penis pecuniariis quas incurrisse noscuntur et de illatis dampnis et injuriis ac aliis in eisdem processibus contentis, juxta nostrum arbitrium, nobis et eidem Ecclesie plenariam satisfactionem impendant; alioquin predicas eisdem, quod si hoc facere juxta nostrum beneplacitum non curarent, ex tunc predictos potestatem, capitaneum, consiliarios et alias singulares personas excommunicationis sententie, quam ex nunc in ipsos proferimus, et predictam civitatem interdicto ecclesiastico, cui ex nunc similiter ipsam subicimus, volumus subjacere, ita videlicet quod ex tunc si secus fecerint, singulares persone in excommunicationis et civitas eadem in interdicti sententias relabantur; episcopus etiam et clerus predicti de civitate memorata iterum exeant, que per predictos processus hactenus mandabantur eisdem per omnia servaturi. Tu quoque que diligentie studium in hac parte prudenter exercens, de absolutione, relaxatione, licentia, mandato et predictione hujusmodi, ac de aliis omnibus que feceris in premissis, confici facias publica instrumenta, illa nobis in tuo reditu portaturus. Dat. apud Urbemveterem, III kal. januarii, anno tertio. »

486 Orvieto, 27 novembre 1283.

.. episcopo Sabinensi, Apostolicae sedis legato, concedit ut de redditibus et proventibus Neapolitanae, Salernitanae et Theatinae ecclesiarum, necnon et de aliis regni Siciliae tunc pastoribus vacantium, sexcentas uncias auri percipere possit. — (Reg. 41, fol. 183 v°; ann. III, Cur. n° 38.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Sabinensi, Apostolice Sedis legato.* Olim tibi per nostras sub certa forma (1) litteras duximus concedendum, ut de redditibus et proventibus Neapolitane, Salernitane, et Theatine ecclesiarum tam pro annis vacationis earum preteritis, quam etiam pro anno tunc instanti, prelatis earum si extitissent debitis, ea vice sexcentas uncias auri, considerata longiori seu minori vacatione cujuslibet illarum, ac etiam facultatibus ecclesiarum ipsarum attente pensatis, recipere posses pro tuarum subsidio expensarum. Quia vero propter iminentem turbationem regni Sicilie, procurationes provenientes tibi de proventibus ecclesiasticis dicti regi sunt non modicum diminute, teque oportet majorem familiam solito retinere, ac per consequens subire onera expensarum, nos volentes, tibi, ad expensas hujusmodi facilius supportandas, congrue subventionis gratiam impertiri, fraternitati tue de proventibus et redditibus episcopalibus predictarum et aliarum ecclesiarum cathedralium predicti regi pastoribus vacantium, sexcentas uncias auri hac vice recipiendi proportionaliter, prout pensatis earum facultatibus et singularum ipsarum onere in quantum fieri poterit evitato tua circumspectione viderit expedire, necnon detentores vel procuratores reddituum et proventuum predictorum ad exhibendum tibi premissas uncias, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellendi : non obstante si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum quod suspendi vel interdici aut excommunicari non possint sine aliqua ipsius Sedis indulgentia vel privilegio speciali de quibus quorumque

(1) Le texte porte *formas*.

de l'École des Chartes, anciens membres de l'École française de Rome. — Cet ouvrage formera trois volumes et sera publié en 260 feuilles de texte environ. — Les onze premiers fascicules sont en vente. — Le douzième est sous presse. Prix des onze fascicules : 95 fr. 20.

OUVRAGES TERMINÉS

2° **LES REGISTRES DE BENOIT XI (1303-1304)**, par M. Ch. Grandjean, ancien membre de l'École française de Rome. — Cet ouvrage forme un beau volume. . . . . 60 fr.

3° **LE LIBER PONTIFICALIS.** Texte, introduction et commentaire par Monseigneur L. Duchesne, membre de l'Académie française, directeur de l'École française de Rome. – Deux beaux volumes (*avec un plan de l'ancienne basilique de Saint-Pierre, et sept planches en héliogravure*) (*Epuisé*). . . . . 200 fr.

N. B. — Il ne reste que quelques exemplaires qui ne se vendent qu'avec la collection complète de la 2e série in-4° de la *Bibliothèque des deux Écoles.*

5° **LES REGISTRES DE NICOLAS IV (1288-1292)**, par M. Ernest Langlois, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à la Faculté des Lettres de Lille. — Deux forts volumes. . . . . 100 fr.

7° **LES REGISTRES D'HONORIUS IV (1285-1287)**, par M. Maurice Prou, ancien membre de l'École française de Rome. — Un beau volume. . . . . 50 fr.

8° **LA NÉCROPOLE DE MYRINA.** Texte et notice sur les fouilles archéologiques exécutées par l'École française d'Athènes, de 1880 à 1882, suivis d'un Catalogue des terres cuites et autres antiquités de Myrina, exposées au Musée du Louvre, par MM. E. Pottier, Salomon Reinach et A. Veyries, anciens membres de l'École française d'Athènes. — Deux beaux volumes, dont un de texte, avec de nombreuses figures sur bois et un de 52 planches (dont 51 héliogravures Dujardin sur *papier de Chine* et une carte coloriée) . . . . 120 fr.

10° **FOUILLES DE LA NÉCROPOLE DE VULCI**, par M. Stéphane Gsell, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'École supérieure des lettres d'Alger. — Un beau volume de 568 pages avec 101 vignettes dans le texte, une carte et 23 planches (*Tiré à petit nombre*). 40 fr.

N. B. — *Les numéros placés en tête des ouvrages ci-dessus indiquent l'ordre dans lequel ils sont publiés dans la collection.*

TROISIÈME SÉRIE — Format grand in-4° raisin — XIVe SIÈCLE

LETTRES DES PAPES D'AVIGNON SE RAPPORTANT A LA FRANCE

Publiées ou analysées d'après les registres du Vatican par les anciens membres de l'École française de Rome

TABLEAU DE LA PUBLICATION

2° **BENOIT XII (1334-1342).** Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France, publiées ou analysées d'après les Registres du Vatican, par M. Georges Daumet, ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales. — L'ouvrage entier formera un volume in-4° raisin, imprimé sur deux colonnes. — Le prix est fixé à raison de **soixante centimes** par chaque feuille de texte de huit pages chacune. Aucun fascicule ne sera vendu séparément. — *Tout souscripteur s'engage à retirer chaque livraison au fur et à mesure qu'elle paraîtra et à en acquitter le montant.* — Les deux premiers fascicules ont paru. — Prix : **23** fr. **40.** — Le troisième est sous presse.

2° *bis* **BENOIT XII (1334-1342).** Lettres communes, analysées d'après les Registres d'Avignon et du Vatican, par J.-M. Vidal, chapelain de Saint-Louis-des-Français, à Rome. L'ouvrage entier formera 3 volumes in-4° raisin. — Le prix est fixé à raison de **soixante centimes** la feuille. Aucun fascicule ne sera vendu séparément. — *Tout souscripteur s'engage à retirer chaque livraison au fur et à mesure qu'elle paraîtra et à en acquitter le montant.* — Les cinq premiers fascicules ont paru. — Prix : **86** fr. — Le sixième est sous presse.

1° **JEAN XXII (1316-1334).** Lettres secrètes et curiales du Pape, relatives à la France, extraites des Registres du Vatican, par M. Auguste Coulon, ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales. — L'ouvrage entier formera 3 volumes in-4° raisin, imprimés sur deux colonnes. — Le prix est fixé à raison de **soixante centimes** par chaque feuille de texte de huit pages chacune. Aucun fascicule ne sera vendu séparément. — *Tout souscripteur s'engage à retirer chaque livraison au fur et à mesure qu'elle paraîtra et à en acquitter le montant.* — Les quatre premiers fascicules ont paru. Les fascicules I, II et III forment le tome premier. — Prix : **52** fr. **50.** — Le cinquième fascicule paraîtra prochainement.

1° *bis* **JEAN XXII (1316-1334).** Lettres communes, analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican, par G. Mollat, ancien chapelain de Saint-Louis-des-Français, à Rome. — L'ouvrage entier formera dix à douze volumes in-4°, dont un de table. — Les treize premiers fascicules (tomes I, II, III, IV, V, le commencement du tome VI) ont paru. — Prix : **187** fr. **20**. — Le quatorzième fascicule est sous presse.

3° **CLÉMENT VI (1342-1352).** Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France, publiées ou analysées par M. Déprez, ancien membre de l'École française de Rome. — L'ouvrage entier formera quatre volumes, dont un de table, qui paraîtront en neuf fascicules de 25 feuilles, à raison de **soixante centimes** chacune. — Le premier fascicule a paru. — Prix : **16** fr. **80.**

5° **URBAIN V (1362-1370).** Lettres secrètes et curiales du Pape, se rapportant à la France, publiées ou analysées d'après les Registres du Vatican, par Paul Lecacheux, ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales. — L'ouvrage complet formera un volume grand in-4°, qui paraîtra en trois fascicules d'une vingtaine de feuilles chacun. — Les deux premiers fascicules ont paru. — Prix : **24** francs.

6° **INNOCENT VI (1352-1362)**, M. Déprez, ancien membre de l'École française de Rome. — Premier fascicule paru. — Prix : **7** fr. **80.**

7° **GRÉGOIRE XI (1370-1378)**, M. Mirot, ancien membre de l'École française de Rome. (*Sous presse.*)

OUVRAGES DE MONSEIGNEUR L. DUCHESNE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

ÉTUDE SUR LE LIBER PONTIFICALIS, suivie de : I. Recherches sur les manuscrits archéologiques de Grimaldi, archiviste de la basilique du Vatican au seizième siècle, par M. Eugène Müntz, membre de l'Institut. II. Étude sur le Mystère de Sainte-Agnès, par M. Clédat. Un volume in-8° cavalier. . . . . . 10 »

LE LIBER PONTIFICALIS. Texte, introduction et commentaire, par M. l'abbé L. Duchesne. Deux volumes grand in-4° raisin, avec planches (*épuisé*). . . . . 200 »

LE LIBER CENSUUM DE L'ÉGLISE ROMAINE, commencé par P. Fabre et continué par Mgr Duchesne. Deux volumes grand in-4° raisin. (En souscription.) Presque terminé.

DE CODICIBUS MSS. GRAECIS PII II, in Bibliotheca Alexandrino-Vaticana schedas excussit L. Duchesne. Brochure in-8° cavalier. 1 50

ORIGINES DU CULTE CHRÉTIEN. Étude sur la liturgie latine avant Charlemagne. 5e édition. Un volume in-8°. . . . . . 10 »

HISTOIRE ANCIENNE DE L'ÉGLISE. Quatre volumes. Tomes I, II et III parus. 4e édition. In-8°. . . . . 28 »

LES ANCIENS CATALOGUES ÉPISCOPAUX DE LA PROVINCE DE TOURS. Grand in-8°. 5 »

Préface. — Tours. — Le Mans. — Angers. — Nantes. — Vannes. — Quimper. — Les évêchés de la Bretagne du Nord (*Civitas Redonum ; — Civitas Ossimorum ; — Alet* (Dol, Saint-Brieuc, Tréguier). — Conclusion.

FASTES ÉPISCOPAUX DE L'ANCIENNE GAULE. — Tome I, 2e édit. (provinces du Sud-Est). Un beau vol. grand in-8° raisin. 12 »

Sommaire. — Chapitre préliminaire. — De l'origine des diocèses épiscopaux dans l'ancienne Gaule. — Première partie : Les provinces du Sud-Est : Gaule narbonnaise, région des Alpes. — Chapitre I. Généralités. — II. Les métropoles du Sud-Est et la province d'Arles. — III. L'histoire épiscopale à Vienne. — IV. Les suffragants de Vienne. — V. Tarantaise. — VI. Les évêchés de la province d'Arles. — VII. Les évêchés de la province d'Aix. — VIII. Embrun. — IX. Narbonne. — X. La légende de sainte Madeleine.

— Tome II (Aquitaines et Lyonnaises) (2e édition). . . 15 »

Sommaire. — Chapitre I. — II. La province de Bourges. — III. La province de Bordeaux. — IV. La province d'Eauze-Auch. — V. Légendes de l'Aquitaine. — VI. La Lyonnaise. — VII. La province de Lyon. — VIII. La province de Rouen. — IX. La province de Tours (généralités). — X. La province de Tours (séries épiscopales). — La province de Sens.

N. B. — Les *Fastes épiscopaux* formeront 3 volumes in-8° raisin.

MÉMOIRE SUR UNE MISSION AU MONT ATHOS, suivi d'un mémoire sur un ambon conservé à Salonique, la représentation des Mages en Orient et en Occident durant les premiers siècles. Un volume in-8° raisin, avec cinq planches en photogravure. 8 »

Ouvrage fait en collaboration avec M. Ch. Bayet.

MARTYROLOGIUM HIERONYMIANUM (publié en collaboration avec M. le commandeur J.-Bapt. de Rossi). In-folio. . . 40 »

LES ÉGLISES SÉPARÉES (autonomies ecclésiastiques). 2e édition. Un volume in-18. . . . . 3 50

LES PREMIERS TEMPS DE L'ÉTAT PONTIFICAL (754-1073). 2e édition. Un volume in-18. . . . . 3 50

TOULOUSE. — IMPRIMERIE M. BONNET, RUE ROMIGUIÈRES, 2.

LXIV. Les Métèques athéniens. Étude sur la condition légale et la situation morale, le rôle social et économique des étrangers domiciliés à Athènes, par M. Michel Clerc . . . . 14 fr.

LXV. Essai sur le règne de l'empereur Domitien, par M. Stéphane Gsell. 12 fr.

LXVI. Origines françaises de l'architecture gothique en Italie, par M. C. Enlart (*avec 131 figures dans le texte et 34 planches hors texte*). 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Fould).

LXVII. Origine des cultes arcadiens, par M. Bérard (*avec 17 figures dans le texte*).. . . . . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Saintour).

LXVIII. Les Divinités de la Victoire en Grèce et en Italie d'après les textes et les monuments figurés, par M. André Baudrillart (*avec une figure dans le texte*). . . . . 3 fr. 50

LXIX. Catalogue des Bronzes de la Société archéologique d'Athènes, par M. A. de Ridder (*avec 5 planches en héliogravure et 13 bois*). . . . . 8 fr.

LXX. Histoire de Blanche de Castille, par M. Elie Berger. 12 fr.
Ouvrage couronné par l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres (1er grand prix Gobert).

LXXI. Les origines du théâtre lyrique moderne, par M. Romain Rolland (*avec planches de musique*). . . . . . . 10 fr.
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Katsner-Boursault).

LXXII. Les cités romaines de la Tunisie, par M. J. Toutain (*avec deux cartes en couleurs*). . . . . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Saintour).

LXXIII. La reconstitution du pouvoir temporel au XVe siècle. L'État pontifical après le grand schisme, par M. J. Guiraud (*avec cartes*). 14 fr.

LXXIV. Catalogue des bronzes trouvés sur l'Acropole d'Athènes, par M. A. de Ridder (*avec 340 fig. intercalées dans le texte et 8 héliograv. hors texte*). Un beau vol. sur papier de luxe. 25 fr.

LXXV-LXXVI. Louis XII et Ludovic Sforza, par M. L.-G. Pélissier. Trois forts volumes. . . . . 30 fr.
Ouvrage couronné par l'Institut (2e prix Gobert).

LXXVII. Les mines du Laurion dans l'antiquité, par E. Ardaillon. Contenant vingt-six gravures dans le texte, une planche en phototypie et deux similigravures hors texte, plus une carte du Laurion en six couleurs. . . . . 12 fr. 50

LXXVIII. Mantinée et l'Arcadie orientale, par G. Fougères. Contenant 80 gravures dans le texte, 6 héliogravures, 1 plan de Mantinée hors texte et 2 cartes en six couleurs. . . 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Bordin).

LXXIX. Étude sur Théocrite, par Ph.-E. Legrand.. . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Saintour).

LXXX. Les Archives de la Chambre apostolique au xive siècle, par Joseph de Loye. 1re partie : Inventaire. . . . . . . 8 fr.

LXXXI. Le Bas-Relief Romain a représentations historiques. Étude archéologique, historique et littéraire, par M. Edmond Courbaud (*contenant 18 gravures, dont 5 hors texte en phototypie Berthaud*). . . . . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Delalande-Guérineau).

LXXXII. Essai sur Suétone, par Alcide Macé. . . . . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Saintour).

LXXXIII. Étude sur les Gesta Martyrum romains, par Alb. Dufourcq (*contenant six grav. hors texte, en phototypie*). 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (prix Bordin).

LXXXIV. Carthage Romaine (146 av. J.-C., 698 ap. J.-C.), par Aug. Audollent (*contenant trois cartes en noir et en couleurs, dont deux hors texte*). . . . . 25 fr.
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Bordin).

LXXXV. Catalogue des vases peints du Musée national d'Athènes, par MM. Maxime Collignon et Louis Couve. . . 25 fr.

LXXXV *bis*. Catalogue des vases peints. — Index. . . . . 3 fr.

LXXXVI. Les préliminaires de la guerre de cent ans. — La Papauté, la France et l'Angleterre (1328-1342), par Eugène Déprez.. . . . . 12 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Institut (prix Gobert).

LXXXVII. L'île Tibérine dans l'antiquité, par M. Besnier. 12 fr. 50

LXXXVIII. Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au xive siècle, par Georges Yver.. . . . . . . 12 fr.

LXXXIX. Essai sur le règne de l'empereur Aurélien, par M. Léon Homo . . . . 12 fr.

XC. L'Italie méridionale et l'empire byzantin depuis l'avènement de Basile Ier jusqu'à la prise de Bari par les Normands (867-1071), par M. Jules Gay.. . . . . 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (Prix Bordin).

XCI. Recueil des inscriptions chrétiennes de l'Athos, recueillies par MM. G. Millet, J. Pargoire et L. Petit. — *Première partie* contenant cinquante-six figures dans le texte, onze planches hors texte et de nombreuses reproductions. . 15 fr.

XCII. La Sculpture attique avant Phidias, par M. Henri Lechat. Quarante-huit figures dans le texte.. . . . . . . 20 fr.

XCIII. Le Culte d'Apollon Pythien a Athènes, par M. G. Colin. Trente-neuf gravures et deux planches hors texte. . . 10 fr.

XCIV. Rome et la Grèce de 200 a 146 av. J.-C., par G. Colin. 16 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

XCV. L'administration financière du sanctuaire pythique au ive siècle avant J.-C., par Emile Bourguet. . . . . . 5 fr.

XCVI. La fiscalité pontificale en France au xive siècle (Période d'Avignon et grand schisme), par MM. Samaran et Mollat. Avec cartes en couleurs. Un volume. . . . . 10 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (Prix Bordin).

XCVII. L'Aventin dans l'Antiquité, par Alfred Merlin. Illustration et plan.. . . . . 12 fr.

XCVIII. Pouzzoles antique (Histoire et topographie), par Ch. Dubois. 56 illustrations et une carte hors texte. . . . . 12 fr. 50

XCIX. La frontière de l'Euphrate, de Pompée a la conquête arabe, par M. Victor Chapot. . . . . 12 fr. 50

C. Études sur l'Histoire financière d'Athènes au ve siècle. Le Trésor d'Athènes de 480 a 404, par E. Cavaignac. 29 illustrations et 3 planches hors texte. . . . . 10 fr.

CI. La Vierge de Miséricorde, par P. Perdrizet. 4 illustrations dans le texte et 31 planches hors texte. . . . . 18 fr.

CII. La France et Rome de 1788 a 1797. Regeste des dépêches du cardinal secrétaire d'État, tirées du Fonds de « Vescovi » des archives secrètes du Vatican, par Georges Bourgin. . 10 fr.

CIII. Les Dataires du xve siècle, par L. Célier. . . . 6 fr.

CIV. La vie municipale dans l'Égypte romaine, par P. Jouguet 16 fr.

CV. Rome et la Renaissance, de l'Antiquité a la fin du xviiie siècle, par Louis Hautecœur. Illustrations hors texte. 18 fr.

CVI. Bologne étrusque et villanovienne, par A. Grenier. Illustrations dans le texte. (*Sous presse.*)

APPENDICE I. Carte archéologique de l'île de Délos (1893-1894), par MM. M.-E. Ardaillon et H. Convert. Notice et trois feuilles gr. aigle (0,80 × 0,95) à l'échelle de 1/2 000e en 4 couleurs. 25 fr.
Collée sur toile et pliée au format de la notice in-4° raisin. 38 fr.
Collée sur toile et montée sur gorges et rouleaux. . . 40 fr.

DEUXIÈME SÉRIE (format grand in-4° raisin, sur deux colonnes), publiée ou analysée d'après les manuscrits originaux du Vatican et de la Bibliothèque nationale. — Le prix de souscription est établi à raison de 60 centimes par chaque feuille de texte et 1 franc par planche de fac-similé. Aucun fascicule n'est vendu séparément.

ÉTAT DE LA PUBLICATION AU 1er JANVIER 1913

OUVRAGES EN COURS DE PUBLICATION

6° LE LIBER CENSUUM DE L'ÉGLISE ROMAINE, texte, introduction et notes, par M. Paul Fabre, ancien membre de l'École française de Rome, continué par Monseigneur L. Duchesne. — *N. B.* Cet ouvrage formera environ 130 à 150 feuilles, divisées en deux volumes. — Les six premiers fascicules ont paru. Prix : **69** fr. **75**. — Le septième fascicule est en préparation.

9° LES REGISTRES DE GRÉGOIRE IX (1227-1241), par M. L. Auvray, ancien membre de l'École française de Rome. — Cet ouvrage se composera de 220 à 250 feuilles environ, formant trois volumes, et sera publié par livraisons de 15 à 20 feuilles. — Les douze premiers fascicules, comprenant tout le texte des Registres, et formant les tomes I et II complets et la première partie du tome III, sont en vente. Prix : **121** fr. — Les tables sont en préparation.

1° LES REGISTRES D'INNOCENT IV (1243-1254), par M. Elie Berger, ancien membre de l'École française de Rome. — L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné à l'auteur, pour cet ouvrage, le *Premier Prix Gobert* (séance du 1er juin 1888). — *N. B.* Ce grand ouvrage paraît par fascicules de 20 à 25 feuilles. Il se composera de 270 à 300 feuilles environ, formant 4 beaux volumes. — Prix des trois premiers volumes : **115** fr. **50**. — Tables, formant deux parties. 1re partie parue. Prix : **19** fr. **20**.

15° LES REGISTRES D'ALEXANDRE IV (1254-1261), par MM. Bourel de la Roncière, de Loye et Coulon, anciens membres de l'École française de Rome. — Les Registres d'*Alexandre IV* formeront deux volumes. — Ils seront publiés par fascicules de 15 à 20 feuilles environ. — L'ouvrage entier se composera de 200 feuilles environ. — Les quatre premiers fascicules ont paru. Prix : **36** fr. **75**. — Le cinquième fascicule est sous presse.

13° LES REGISTRES D'URBAIN IV (1261-1264), par M. J. Guiraud, ancien membre de l'École française de Rome. — Cet ouvrage formera trois volumes dont un est occupé par le Registre dit Caméral. — L'ouvrage complet formera 160 à 180 feuilles environ. — Le *Registre dit Caméral* (tome I complet) a paru. — Les quatre premiers fascicules du *Registre ordinaire* (tome II complet), les cinquième, sixième, septième, huitième (tome III complet) et neuvième fascicules ont paru. Prix total : **93** fr. **45**. — Sous presse le dixième et dernier fascicule.

11° LES REGISTRES DE CLÉMENT IV (1265-1268), par Edouard Jordan, ancien membre de l'École française de Rome. — Cet ouvrage formera deux volumes, et sera publié par fascicules de 15 à 20 feuilles environ. L'ouvrage complet formera 70 feuilles environ. — Les cinq premiers fascicules formant le tome I ont paru. Prix : **39** fr. **90**. — Le sixième fascicule est sous presse.

12° LES REGISTRES DE GRÉGOIRE X ET DE JEAN XXI (1271-1277), par MM. J. Guiraud et L. Cadier, anciens membres de l'École française de Rome. — *Les Registres de Grégoire X et de Jean XXI* (réunis en une seule publication) formeront un beau volume. — Ils seront publiés par fascicules de 15 à 20 feuilles environ. — L'ouvrage entier se composera de 60 feuilles environ. — Les quatre premiers fascicules ont paru. Prix : **37** fr. **90**. — Le cinquième fascicule est sous presse.

14° LES REGISTRES DE NICOLAS III (1277-1280), par M. Jules Gay, ancien membre de l'École française de Rome. — Cet ouvrage formera un volume et paraîtra en quatre fascicules. — Il formera environ 60 feuilles comprenant, avec les bulles, une introduction, un appendice et les tables. — Les deux premiers fasc. ont paru. Prix : **15** fr. **60**. — Le troisième fascicule est sous presse.

16° LES REGISTRES DE MARTIN IV (1281-1285), par les Membres de l'École française de Rome. *Les Registres de Martin IV* formeront un volume et paraîtront en quatre fascicules. — L'ouvrage formera environ 80 feuilles. — Les deux premiers fascicules ont paru. Prix : **17** fr. **10**. — Le troisième fascicule est en préparation.

(A suivre.)